

R É P U B L I Q U E F R A N Ç A I S E

BUDGET GÉNÉRAL

PROGRAMME 212

RAPPORTS ANNUELS DE PERFORMANCES

ANNEXE AU PROJET DE LOI DE RÈGLEMENT

DU BUDGET ET D'APPROBATION DES COMPTES POUR

2022

## SOUTIEN DE LA POLITIQUE DE LA DÉFENSE



PROGRAMME 212  
**Soutien de la politique de la défense**

---

## Bilan stratégique du rapport annuel de performances

### Christophe Mauriet

Secrétaire général pour l'administration

Responsable du programme n° 212 : Soutien de la politique de la défense

Au sein de la mission « Défense », le programme 212 « Soutien de la politique de la défense » rassemble les fonctions de soutien mutualisé (finances, ressources humaines, expertise juridique, achats hors armement, systèmes d'information, d'administration et de gestion, accompagnement des restructurations) et les politiques transverses au ministère des Armées : politiques immobilière, environnementale, du logement familial, culturelle et éducative. Le programme regroupe l'ensemble des crédits de personnel (T2) du ministère dans le but d'optimiser la gestion de la masse salariale et l'adéquation entre emplois et compétences.

### **La politique des ressources humaines : recruter, accompagner, fidéliser, reconvertir**

Déclinant la trajectoire fixée par la loi de programmation militaire (LPM), la politique des ressources humaines s'applique dans les domaines des rémunérations, du recrutement, de la formation, de la condition du personnel, de l'action sociale, des parcours de carrière comme de la reconversion du personnel.

2022 a été marquée par un pilotage fin de la masse salariale du ministère qui se traduit par une fin de gestion à l'équilibre en dépit d'un contexte délicat.

La gestion s'est en effet caractérisée par des surcoûts significatifs, qui n'étaient pas ou incomplètement budgétés sur le programme en loi de finances initiale :

- la revalorisation du point d'indice de la fonction publique au 1<sup>er</sup> juillet 2022 (surcoût de 146,8 M€) ;
- trois revalorisations du SMIC (1<sup>er</sup> janvier, 1<sup>er</sup> mai et 1<sup>er</sup> août), pour un coût total de 45,8 M€ ;
- le renforcement du dispositif de l'OTAN en Europe de l'Est à la suite de l'invasion de l'Ukraine au premier trimestre 2022 (dépense supplémentaire de 43,8 M€).

Par ailleurs, la deuxième étape de mise en œuvre de la nouvelle politique de rémunération des militaires (NPRM) est intervenue en 2022, se traduisant par la mise en œuvre de l'indemnité de sujétions d'absence opérationnelle (ISAO) et la montée en charge de la prime de commandement et de responsabilité militaire (PCRM) et de la prime de performance (PERF), qui s'inscrivent dans l'objectif d'un système indemnitaire des militaires plus lisible et mieux adapté aux besoins des armées, directions et services. Les dépenses réalisées à ce titre sont conformes aux prévisions initiales.

S'agissant des effectifs, le ministère a réalisé un volume de recrutements exceptionnel (27 707 ETP). Parallèlement, la hausse tendancielle des volumes de départs, dans un contexte de tensions accrues sur le marché du travail, s'est confirmée en 2022, conduisant un écart important avec le schéma d'emplois prévu sur cet exercice (-1 018 ETP au lieu de +492 ETP).

La politique de défense « à hauteur d'homme » s'est poursuivie en 2022, avec la continuation des actions engagées les années précédentes, dont le plan d'accompagnement des familles et d'amélioration des conditions de vie des militaires, dit « Plan Famille », décidé en 2017, notamment via :

- l'inauguration du 200<sup>e</sup> espace ATLAS ;
- l'ouverture de la crèche de Cayenne.

Les initiatives en faveur de l'emploi des conjoints se sont intensifiées en 2022, de même que la structuration de l'offre de prestations sociales (enrichissement du portail e-social V2, digitalisation de quatre nouvelles prestations).

Enfin, le développement de la politique d'apprentissage s'est accentuée au sein du ministère avec le recrutement de 2 200 apprentis.

### **Les systèmes d'information, d'administration et de gestion : outils majeurs de la transformation du ministère**

La transformation numérique du ministère se poursuit au travers du déploiement de systèmes d'information (SI) structurants, tels que des développements supplémentaires sur Source Solde afin de mettre en œuvre la nouvelle politique de rémunération des militaires (NPRM). L'année 2022 a également été marquée par la mise en place du SI ROC au service d'une gestion des réservistes simplifiée et modernisée, ou encore du SI Archipel dédié à la gestion des archives avec une mise en production opérationnelle de la version pilote.

### **Une politique des achats dynamique au service de l'efficience**

Le plan d'action achat (PAA) 2020-2022 constitue « une étape pour une mise en œuvre résolue de la politique d'achat ministérielle », définie par l'instruction n° 596/ARM/CAB/CM31 du 28 janvier 2019 relative à la politique d'achats du MINARM.

Au bilan, 23 actions sur les 30 constituant le PAA sont considérées comme réalisées. Les autres actions restent pour six d'entre elles à finaliser, la dernière étant devenue sans objet.

Si la crise sanitaire d'un côté et le plan achat de l'État (PAE) de l'autre l'ont impactée, la fonction achats s'est montrée particulièrement résiliente, en premier lieu dans sa capacité à assurer la continuité de service et contribuer ainsi à maintenir la capacité opérationnelle du ministère des Armées.

Ainsi, les transferts d'attribution réalisés au titre des chantiers de l'organisation centrale du ministère (OCM) et de l'organisation du soutien en Île-de-France (OSIdF) ont permis de mener à terme le chantier de la spécialisation des services achats, axe majeur de la politique des achats. A titre d'exemple, le nouveau partage de responsabilités entre la sous-direction chargée de la préfiguration de l'agence ministérielle de gestion (SDPAMG) et le Service du commissariat des armées (SCA), notamment s'agissant du segment « évènementiel », permet de garantir la qualité du service rendu, et une meilleure réactivité.

Plus de 400 acheteurs ont été formés aux marchés de défense ou sécurité (Mds). Dans un contexte où les enjeux de souveraineté et de renforcement des capacités de résilience sont davantage prégnants, il convient d'ancrer plus profondément cet objectif, et les conditions pour y parvenir, dans la culture de chacun des services acheteurs hors armement. Si la question du recours aux Mds est systématiquement étudiée lors de l'élaboration ou de la révision des stratégies d'achat, la prise en compte de l'objectif doit se concrétiser au niveau des marchés notifiés.

A ce titre, le programme de révision des stratégies d'achats, particulièrement celles considérées par l'EMA comme à forts enjeux, est désormais établi et même engagé.

Plusieurs autres avancées significatives sont à souligner, dont la mise en service d'un nouveau portail achats favorisant l'accès des entreprises à l'information.

S'agissant des perspectives du PAA, l'un des enjeux majeurs porte sur la pleine utilisation du SI ALPHA, tant en matière de « taux de couverture » que de simplification (lever les « irritants » pour les utilisateurs), et sur les interfaces nécessaires pour dégager du « temps utile » aux acheteurs.

Au final, si le bilan de ce PAA est très satisfaisant, il n'en reste pas moins que quelques actions, dont la mise en œuvre a été retardée, doivent être poursuivies afin d'atteindre l'objectif fixé. Aussi, il a été acté en comité ministériel des achats (CMA) du 1<sup>er</sup> février 2023 de prolonger d'une année sa mise en œuvre.

### **La politique immobilière : un effort toujours soutenu sur l'amélioration des conditions de vie et de travail**

En 2022, l'évènement majeur de la gestion est la mise en œuvre du contrat de concession de la gestion du parc métropolitain des logements domaniaux « Ambition Logement », engagé le 14 février (2,8 Md€). Il caractérise l'ambition affirmée du ministère en matière de politique du logement au profit de ses ressortissants, notamment dans les zones locatives à forte tension immobilière.

L'année est également marquée par l'accélération du programme « Hébergement » qui vise à améliorer les conditions de vie et de travail des ressortissants du ministère des Armées, conformément à l'axe 1 « une LPM à hauteur d'homme ». 279 M€ de nouvelles opérations ont été engagés, avec un effort particulier au profit des bâtiments destinés aux jeunes engagés avec, par exemple, la construction d'un casernement de 130 places à Besançon ou la construction d'un bâtiment pour cadres célibataires (BCC) de 75 places à Tours.

L'exécution 2022 comprend également la mise en œuvre du plan Lycées, qui ambitionne d'offrir aux jeunes de meilleures conditions d'accueil.

### **La transition écologique : une priorité accordée à la réduction des émissions de gaz à effet de serre et de la consommation des énergies fossiles**

La stratégie ministérielle de performance énergétique (SMPE) se poursuit avec le recours accru aux énergies renouvelables et la réduction des consommations d'énergie grâce au développement d'un parc immobilier à usage tertiaire et résidentiel plus économe. Le contrat de performance énergétique (CPE) de Nancy-Ochey a ainsi été engagé, tandis que d'importants efforts ont été menés au profit des opérations de remise en état des réseaux d'eau.

### **La politique culturelle : un effort soutenu de valorisation des patrimoines**

L'année 2022 a été marquée par :

- la poursuite des travaux de rénovation du Palais de Chaillot pour le Musée national de la marine ;
- les travaux du Musée de l'air et de l'espace : réalisation de la médiathèque-ludothèque, désamiantage et destruction de deux halls, construction de la réserve grands-formats ;
- l'amélioration des conditions d'accueil des visiteurs sur le site des Invalides pour le Musée de l'armée ainsi que l'élargissement de l'offre muséographique et l'aménagement de trois nouveaux parcours (actualité des engagements militaires français, histoire de la colonisation, après 1945 et Guerre Froide) ;
- la modernisation du service historique de la défense, premier service d'archives nationales en France, avec la poursuite du développement de systèmes de gestion et d'information des archives et des bibliothèques (Archipel pour les archives, CLADE pour les bibliothèques).

## **RÉCAPITULATION DES OBJECTIFS ET DES INDICATEURS DE PERFORMANCE**

### **OBJECTIF 1 : Réussir la transformation du ministère et garantir les grands équilibres portés par la LPM**

INDICATEUR 1.1 : Taux de reclassement du personnel militaire

INDICATEUR 1.2 : Taux de renouvellement des emplois primo-contractuels - Armées

### **OBJECTIF 2 : Mettre les infrastructures à la disposition des forces armées en maîtrisant les coûts et les délais.**

INDICATEUR 2.1 : Respect des délais et des coûts des grands projets d'infrastructure

### **OBJECTIF 3 : Rationaliser le développement des projets informatiques**

INDICATEUR 3.1 : Respect des délais et des coûts des projets informatiques

### **OBJECTIF 4 : Renforcer l'efficacité du soutien sur des fonctions cibles**

INDICATEUR 4.1 : Efficacité de la gestion des ressources humaines

INDICATEUR 4.2 : Efficience immobilière

INDICATEUR 4.3 : Efficience de la fonction achat

INDICATEUR 4.4 : Part des bénéficiaires de l'obligation d'emploi prévue par la loi n° 87-517 du 10 juillet 1987

## Objectifs et indicateurs de performance

**OBJECTIF****1 – Réussir la transformation du ministère et garantir les grands équilibres portés par la LPM****INDICATEUR****1.1 – Taux de reclassement du personnel militaire**

(du point de vue du contribuable)

	Unité	2020 Réalisation	2021 Réalisation	2022 Cible	2022 Réalisation	2023 Cible
Part des militaires ayant recours à l'ARD	%	57	57,5	63	51,2	64
Taux d'accès à l'emploi des militaires accompagnés par l'ARD	%	59	49,3	58	48,4	55

**Commentaires techniques****Précisions méthodologiques**

Le taux de reclassement du personnel militaire est un des indicateurs clés de la mesure de la performance de « Défense Mobilité » (DM). Il évalue la capacité de DM à réaliser une transition professionnelle optimale du secteur militaire vers le secteur civil pour ses candidats. Depuis le PAP 2019, cet indicateur comprend deux sous-indicateurs :

- part des militaires ayant recours à Défense Mobilité (1.1.1) : ce sous indicateur vise à détailler le taux de recours à DM sur l'ensemble des départs de militaires dits « utiles », c'est-à-dire hors période probatoire et hors limite d'âge ou de service ;
- taux d'accès à l'emploi des militaires accompagnés par Défense Mobilité (1.1.2) : ce sous indicateur recouvre l'ensemble du périmètre des agents reclassés par DM y compris les reclassements des militaires dans les fonctions publiques par la voie des procédures dérogatoires.

Source des données : les données sont issues du Centre d'Expertise et du Traitement de l'Indemnisation du Chômage de Défense Mobilité et de l'infocentre lié au système d'information (SI) propre à la reconversion (ARIANE). Depuis avril 2022, cette dernière application est remplacée par pég@se et Data Lab Reconversion qui sont en cours de déploiement.

**Mode de calcul :**

- 1.1.1. Nombre de militaires ayant quitté le ministère l'année A dans le cadre d'un départ « utile » et ayant bénéficié d'un accompagnement par Défense mobilité avant son départ / Nombre de militaires ayant quitté le ministère l'année A dans le cadre d'un départ « utile ».
- 1.1.2. Nombre de militaires ayant quitté le ministère l'année A dans le cadre d'un départ « utile » et ayant accédé à l'emploi dans les six mois suivant leur départ à la suite d'un accompagnement par Défense mobilité / Nombre de militaires ayant quitté le ministère l'année A dans le cadre d'un départ « utile » et ayant bénéficié d'un accompagnement par Défense mobilité avant leur départ.



**Soutien de la politique de la défense**

Programme n° 212 | Objectifs et indicateurs de performance

**INDICATEUR****1.2 – Taux de renouvellement des emplois primo-contractuels - Armées**

(du point de vue du contribuable)

	Unité	2020 Réalisation	2021 Réalisation	2022 Cible	2022 Réalisation	2023 Cible
Armée de Terre – Officiers	%	93	82	95	91	95
Armée de Terre – Sous-officiers	%	99	95	99	95	99
Armée de Terre – Militaires du rang	%	97	99	99	97	97
Armée de Terre – Total	%	97	98	98	96	97
Marine – Officiers	%	97	91	93	91	92
Marine – Sous-officiers	%	90	89	96	79	85
Marine – Militaires du rang	%	89	90	94	86	85
Marine – Total	%	89	90	94	85	85
Armée de l'air - Officiers	%	96	96	96	97	96
Armée de l'air - Sous-officiers	%	87	89	89	88	88
Armée de l'air - Militaires du rang	%	88	91	88	91	90
Armée de l'air - Total	%	89	90	89	90	89

**Commentaires techniques****Précisions méthodologiques :**

L'indicateur permet de mesurer le taux de fidélisation dans les armées. Il s'apprécie en mesurant le volume de primo contrats dont le renouvellement souhaité par les armées est accepté par les intéressés. Cet indicateur permet d'évaluer la capacité du ministère à retenir son personnel militaire en poste ayant donné satisfaction, durant et à la suite du premier contrat d'engagement.

Sources des données : sous-direction du pilotage des ressources humaines du ministère de la défense (DRH-MD).

Périmètre : officiers (OFF) / sous-officiers (SOFF) / militaires du rang (MDR) sous contrats

Mode de calcul :

Ratio : nombre de contrats renouvelés une première fois (signature d'un acte de réengagement par le militaire) / nombre de premiers contrats arrivant à échéance dont l'administration souhaite le renouvellement.

Numérateur : nombre de contrats renouvelés une première fois (signature d'un acte de réengagement par le militaire).

Dénominateur : nombre de premiers contrats arrivant à échéance dont l'administration souhaite le renouvellement.

Total : nombre total de contrats renouvelés une première fois (signature d'un acte de réengagement par le militaire) / nombre total de premiers contrats arrivant à échéance dont l'administration souhaite le renouvellement.

**ANALYSE DES RÉSULTATS****Indicateur 1.1 : Taux de reclassement du personnel militaire**

En 2022, le volume de militaires ayant recours à l'offre de service de Défense mobilité (DM) augmente de 4 % (+ 327 militaires), avec un taux de recours dans le cadre d'une transition professionnelle qui s'établit cependant à 51,2 % (50,7 % pour les femmes et 51,3 % pour les hommes), en diminution par rapport à 2021. Deux facteurs majeurs expliquent cette situation :

- un marché de l'emploi particulièrement dynamique. Ainsi, les militaires sur le départ, disposant de compétences transposables sur le marché du travail, n'ont pas eu besoin de recourir à l'offre de service de DM ;
- une hausse du volume des départs « utiles » du ministère de +16,6 % (17 826 départs utiles dont une partie non pilotée contre 15 287 en fin d'année 2021), conduisant mécaniquement à une baisse du taux.

Par catégories d'emploi, les résultats sont satisfaisants s'agissant des officiers, sous-officiers, et militaires du rang, dont la durée de service leur permet de bénéficier d'un congé de reconversion. Néanmoins, l'offre de service de DM

reste faiblement mobilisée par les plus jeunes des militaires du rang, qui ne possèdent pas la durée de services nécessaire pour bénéficier de ce congé ou du financement d'une formation professionnelle, et dont les départs sont faiblement pilotés. Ces départs non anticipables (départs hors avis préalable, hors agrément, hors décision individuelle ou hors levier d'incitation) concernent majoritairement, en volume, les militaires les plus jeunes. DM cherche donc à optimiser son action au profit de cette population souvent fragile face au retour à l'emploi.

En 2022, le taux d'accès à l'emploi des militaires accompagnés par DM s'élève à 48,4 % (48,2 % pour les femmes et 48,4 % pour les hommes), quasiment stable par rapport à l'annuité 2021. La stabilité de ce taux, mesuré sur une cohorte de militaires ayant quitté le ministère entre le 1<sup>er</sup> juillet 2021 et le 30 juin 2022, s'explique par plusieurs facteurs :

- un accompagnement des militaires relativement long (en moyenne, de 12 à 18 mois). Les militaires accompagnés en 2022 ne sont donc pas encore rentrés dans le marché de l'emploi ;
- la hausse du volume des militaires accompagnés en 2022, qui fait diminuer mécaniquement le taux de reclassement ;
- un accompagnement qui concerne les populations les plus fragiles ou nécessitant des accompagnements renforcés (sénioris, contraintes géographiques ou familiales fortes, etc.)

Les actions menées par DM et les armées pour proposer une reconversion aux militaires dans les fonctions publiques (via la procédure L4139-2 rénovée) sont satisfaisantes. La hausse en volume de 5 % des détachés de l'année 2022 (1 431 militaires) confirme l'intérêt de cette procédure et la diversification des employeurs qui la mobilisent.

## **Indicateur 1.2 : Taux de renouvellement des emplois primo-contractuels - Armées**

### ARMÉE DE TERRE :

Pour 2022, les résultats pour le renouvellement des primo-contrats sont en diminution par rapport aux prévisions initiales fixées au PAP. Concernant la catégorie des officiers, le résultat (91 %), en deçà de l'objectif recherché, s'explique par la reprise du secteur économique. Il reste néanmoins supérieur de 9 points par rapport au taux de 2021. Pour la catégorie des sous-officiers, le taux (95 %) affiche une stabilité par rapport à 2021. L'écart par rapport à la prévision initiale s'explique essentiellement par le contexte économique concurrentiel sur cette population et également par un volume de sous-officiers recrutés officiers, supérieur à l'estimation initiale (au sein de la cohorte concernée). S'agissant des militaires du rang, l'objectif de renouvellement est quasiment atteint (97 %), grâce au dispositif de la prime de lien au service (PLS), malgré une légère baisse du taux par rapport à la prévision. Cette dernière résulte, pour l'essentiel, de choix individuels de ces jeunes engagés qui souhaitent poursuivre un autre parcours professionnel hors de l'Institution.

### MARINE :

Le taux d'acceptation de renouvellement de contrat des officiers sous contrat (OSC) reste très élevé (91 %), identique à 2021. Le taux de renouvellement pour les OSC de contrat « long » (8 ans) est historiquement élevé, et proche de 100 %. En effet, pour cette population, l'investissement en formation ainsi que l'expérience développée au cours du premier contrat sont autant d'atouts qui viennent garantir l'adhésion au dispositif de fidélisation. Ainsi, les non renouvellements de contrat concernent principalement les OSC « court » (4 ans). Il s'agit de jeunes diplômés directement employables pour une première expérience professionnelle et pour lesquels la fidélisation est plus difficile à obtenir. Un dialogue de gestion individualisé ainsi que la mise en place d'une formation complémentaire à l'École navale pour accompagner les OSC « court » transformés en OSC « long » sont autant de leviers déployés pour maintenir l'objectif souhaité de renouvellement. Pour les catégories des sous-officiers ainsi que des militaires du rang, les résultats, en baisse par rapport à la première prévision fixée au PAP 2022 s'expliquent par des plans de recrutement en forte hausse alors que le taux d'acceptation des contrats a connu une certaine érosion en 2022. La cible pour 2023 a été ajustée en conséquence. Dans la conjoncture actuelle, le renforcement de la politique de fidélisation (préservation des compétences et attirer les plus jeunes) en agissant sur tous les leviers (durées des contrats, politique de gestion, primes) s'avère indispensable.

### AIR ET ESPACE :

L'objectif de renouvellement du premier contrat pour l'ensemble des catégories a été tenu en 2022 (91 %) par rapport aux prévisions fixées au PAP 2022. Ces résultats viennent démontrer les effets positifs du dispositif de fidélisation, ambitieux mais indispensable, soutenu par l'armée de l'air et de l'espace. Ainsi, pour la catégorie des officiers, le taux de renouvellement (97 %) est en augmentation par rapport à 2021. Néanmoins, s'agissant des sous-officiers dont le

**Soutien de la politique de la défense**

Programme n° 212 | Objectifs et indicateurs de performance

résultat (88 %) est en baisse de 1 point par rapport au résultat de 2021 et à la prévision 2022, les spécialités les plus impactées concernent les domaines réseaux informatiques/sécurité des SIC et du MCO (techniciens de maintenance vecteur et moteur), spécialités très recherchées par le secteur privé, en particulier les profils expérimentés. Concernant les militaires du rang, bien que le résultat (91 %) reste stable par rapport à 2021 et en hausse par rapport à la prévision initiale, la spécialité la plus fortement impactée concerne les équipiers fusiliers commandos.

**OBJECTIF**

**2 – Mettre les infrastructures à la disposition des forces armées en maîtrisant les coûts et les délais.**

**INDICATEUR****2.1 – Respect des délais et des coûts des grands projets d'infrastructure**

(du point de vue du contribuable)

	Unité	2020 Réalisation	2021 Réalisation	2022 Cible	2022 Réalisation	2023 Cible
Taux d'écart calendaire agrégé	%	45	20	30	36	30
Taux d'écart budgétaire agrégé	%	20	12	15	5	15

**Commentaires techniques****Précisions méthodologiques**

Le périmètre retenu est constitué des opérations d'infrastructure individualisées dont le coût initial est supérieur à 5 M€ (coût mentionné dans le programme ou dans l'avant-projet (AVP) selon les cas), et qui ont été livrées dans l'année considérée. Chaque opération livrée compte pour un projet. Seules les opérations en dépassement sont prises en compte.

Source des données : tableaux de restitution semi-déclaratifs, réalisés sur la base d'extraction de données de l'application métier COSI du service d'infrastructure de la défense.

Mode de calcul :

Taux d'écart budgétaire = moyenne pondérée des écarts entre budgets finaux et budgets prévus initialement =  $\sum (Bai - Bpi) / \sum Bpi$

Bpi = budget prévu initialement de l'opération

Bai = budget final de l'opération

Taux d'écart calendaire = moyenne pondérée des écarts entre durées finales et durées prévues initialement =  $\sum (Dai - Dpi) / \sum Dpi$

Dpi = durée prévue initialement de l'opération

Dai = durée finale de l'opération

**ANALYSE DES RÉSULTATS**

La mise en œuvre de l'instruction ministérielle 1707 ainsi que la poursuite des travaux de standardisation et de massification entrepris par le Service d'infrastructure de la Défense (SID), en liaison avec les armées, directions et services (ADS) ont permis d'atteindre un écart financier de 5 %. Il est à noter que cette année encore, certaines opérations ont permis de libérer 9 M€ d'AE permettant d'engager les opérations de substitutions préparées par le SID et validées par les ADS.

L'écart calendaire est supérieur à l'objectif. Cet écart est très concentré sur deux opérations, qui génèrent 66 mois de décalage, soit plus de 50 % de l'écart calendaire total :

- défaillance de l'entreprise titulaire ayant imposé un changement de mode contractualisation (de maîtrise d'œuvre privée à maîtrise d'œuvre interne) en pleine période COVID ;
- découverte de pollution pyrotechnique ayant nécessité la réalisation d'une étude de sécurité pyrotechnique suivie d'un chantier de dépollution pyrotechnique.

**OBJECTIF****3 – Rationaliser le développement des projets informatiques****INDICATEUR****3.1 – Respect des délais et des coûts des projets informatiques**

(du point de vue du contribuable)

	Unité	2020 Réalisation	2021 Réalisation	2022 Cible	2022 Réalisation	2023 Cible
Taux d'écart calendaire agrégé	%	14,4	13,4	10,5	16,2	10,5
Taux d'écart budgétaire agrégé	%	25,6	23,2	0,8	2	0,8

**Commentaires techniques****Précisions méthodologiques**

Cet indicateur transversal interministériel a été progressivement mis en place à partir de 2016. Il concerne les SI figurant sur la liste des projets informatiques sensibles suivis par la Direction interministérielle du numérique (DINUM). Pour le ministère, six projets sont concernés : SOURCE SOLDE incrément 2 (système de calcul de la solde des militaires avec intégration de la Nouvelle Politique de Rémunération des Militaires-NPRM), ARCHIPEL-NG (SI de l'archivage électronique), SOURCE WEB (interface de saisie RH), SI ROC (projet de la relation client entre les référents ministériels et les réservistes opérationnels), EUREKA (Plateforme numérique d'appel au soutien) et SPARTA (modernisation du recrutement du personnel militaire). Seuls les coûts en dépassement sont pris en compte.

Mode de calcul

Taux d'écart budgétaire = moyenne pondérée des écarts entre budgets finaux et budgets prévus initialement

Taux d'écart calendaire = moyenne pondérée des écarts entre durées finales et durées prévues initialement

Source des données : Délégation à la Transformation et à la Performance Ministérielles (DTPM).

Les coûts des projets sont issus des fiches TOP 50 en cours de validité. Les coûts présentés dans les fiches TOP 50 sont eux-mêmes issus des analyses de la valeur (partie rentabilité) du projet, réalisées selon la méthode interministérielle MAREVA (méthode d'analyse et de remontée de la valeur). Les durées sont issues des contributions des directions de projet et correspondent aux informations contenues dans la dernière version en cours de validité des fiches TOP 50.

**ANALYSE DES RÉSULTATS**

Les taux d'écart calendaire et budgétaire de réalisation et déploiement des grands projets de systèmes d'information (SI) présentent une hausse par rapport aux prévisions actualisées, soit respectivement 16,2 % au lieu de 10,5 % et 2 % au lieu de 0,8 %.

L'augmentation du taux d'écart calendaire (+5,7 points) s'explique principalement par des retards observés sur deux SI :

- l'accord-cadre de SOURCE-WEB a été prolongé par avenant jusqu'au 1<sup>er</sup> juillet 2023, le temps de rédiger un contrat de maintenance et de poursuivre les actions entreprises pour la fin du déploiement, le prestataire titulaire de la réalisation ayant accumulé un retard de 5 mois ;
- pour SOURCE SOLDE incrément 2, le jalon de mise en capacité de paiement de l'ensemble des primes liées à l'implémentation de la Nouvelle Politique de Rémunérations des Militaires (NPRM), initialement prévu en novembre 2022, a été reporté en août 2023 en raison de la mise en œuvre des indemnités de la 3<sup>e</sup> marche en octobre 2023 .

Le taux d'écart budgétaire réalisé, également en augmentation, s'explique :

- par l'élargissement du périmètre d'origine du projet EUREKA. En conséquence, la prise en compte de nouvelles fonctionnalités a augmenté le coût initial de construction du SI ;
- parallèlement, le coût du projet SOURCE SOLDE incrément 2 a été revu à la baisse en raison de la restitution d'une partie des provisions pour risques non consommées à fin 2022.

**Soutien de la politique de la défense**

Programme n° 212 | Objectifs et indicateurs de performance

**OBJECTIF****4 – Renforcer l'efficacité du soutien sur des fonctions cibles****INDICATEUR****4.1 – Efficacité de la gestion des ressources humaines**

(du point de vue du contribuable)

	Unité	2020 Réalisation	2021 Réalisation	2022 Cible	2022 Réalisation	2023 Cible
Efficacité RH (gérants/gérés)	%	2,67	2,67	2,65	2,69	2,66

**Commentaires techniques****Précisions méthodologiques**

**Source des données** : les directions des ressources humaines des armées et services.

**Mode de calcul** : le ratio présenté, communément appelé « ratio gérants/gérés », est ministériel. Il couvre la gestion du personnel civil et militaire. Il s'agit du rapport entre les effectifs chargés de gérer les ressources humaines (fonction RH) déclarés en organisation, et l'ensemble des effectifs du ministère. Il est calculé selon le périmètre suivant :

- les effectifs gérés en ressources humaines correspondent à l'effectif réalisé/prévisionnel à la fin de l'année considérée sur le périmètre du plafond ministériel des emplois autorisés (PMEA). Il est également complété des personnels civils et militaires hors PME, des généraux en 2<sup>e</sup> section et de la réserve opérationnelle, sous-populations nécessitant une gestion RH spécifique. L'unité retenue est l'effectif équivalent temps plein emploi (ETPE) ;
- les effectifs des gérants comprennent les gestionnaires de la famille professionnelle GRH, identifiés selon la filière professionnelle à laquelle ils appartiennent, cette approche métier étant croisée avec le périmètre organique (les armées, directions et services). Il s'agit ainsi des effectifs gérants au titre des activités suivantes : recruter, administrer, former, politique RH, pilotage RH, statuts-réglementation et système d'information RH. En revanche, ne sont pas inclus dans le périmètre les gestionnaires de ressources humaines exerçant leur métier dans les domaines suivants : écoles, orientation/information, reconversion, liquidation de la paie et pension. En effet, la longueur et la spécificité des formations dispensées par les écoles de la défense, le caractère particulier du dispositif de reconversion ainsi que de la filière paye des militaires conduisent à exclure ces fonctions du périmètre de l'indicateur. L'unité retenue est l'ETPE.

**INDICATEUR****4.2 – Efficacité immobilière**

(du point de vue du contribuable)

	Unité	2020 Réalisation	2021 Réalisation	2022 Cible	2022 Réalisation	2023 Cible
Ratio SUN / Poste de travail	m <sup>2</sup> /poste de travail	12,56	12,50	12,50	12,50	12,50
Ratio entretien courant / SUB	€/m <sup>2</sup>	Non connu	Non connu	Non déterminé	Non déterminé	Non déterminé
Ratio entretien lourd / SUB	€/m <sup>2</sup>	Non connu	Non connu	Non déterminé	Non déterminé	Non déterminé

**Commentaires techniques****Précisions méthodologiques**

L'indicateur transverse interministériel d'efficacité immobilière présenté ne prend en compte que l'emprise du partenariat public-privé PPP Balard. Il est en effet impossible de distinguer sur les autres emprises ce qui relève uniquement de bureaux de ce qui relève de locaux opérationnels.

La structure de la redevance du contrat de PPP du site de Balard est différente de la structure des dépenses d'entretien / de maintenance classiques. En particulier, il n'a pas été prévu de distinguer les notions d'entretien lourd et d'entretien courant. Par ailleurs, cette redevance intègre des dépenses traditionnellement exclues dans le périmètre de l'entretien (exemple : le renouvellement des mobiliers, propriété d'OPALE Défense).

**Source des données** : contrat du PPP Balard et suivi réalisé par la sous-direction Balard (SDBA).

**Mode de calcul** : « Ratio surface utile nette (SUN) / poste de travail » : le nombre de postes de travail correspond au nombre d'agents civils et militaires casernés sur le site de Balard.

S'agissant de l'entretien, la spécificité de la notion de maintenance dans le PPP Balard ne permet pas de renseigner les ratios portant sur l'entretien courant et sur l'entretien lourd. Cependant, l'annexe 30 du PPP permet d'évaluer le coût de la maintenance, en prenant en compte la sous-redevance « Exploitation maintenance », une partie de la sous-redevance « mobilière » portant sur la maintenance et une partie de la sous-redevance « SIC ». Le montant réalisé en 2022 s'élève à 134,74 €/m<sup>2</sup> pour une cible à 133,32 €/m<sup>2</sup>.

## INDICATEUR

## 4.3 – Efficience de la fonction achat

(du point de vue du contribuable)

	Unité	2020 Réalisation	2021 Réalisation	2022 Cible	2022 Réalisation	2023 Cible
Gains relatifs aux actions achat (DAE + actions ministérielles propres)	M€	122,9	120	100	131,1	100

## Commentaires techniques

## Précisions méthodologiques

Instituée par le décret du 3 mars 2016, la direction des achats de l'État (DAE) définit la politique des achats de l'État. Cette politique achat comporte notamment un axe de performance économique suivant lequel les ministères sont appelés à rechercher des économies d'achats.

Ainsi, chaque début d'année, le ministère établit une programmation quadriennale glissante des projets d'achats du périmètre hors armement afin d'identifier les économies achats « potentielles ». En fonction de leur montant, la majorité de ces projets d'achats fait ensuite l'objet d'un avis de performance qui permet au responsable ministériel des achats (RMA) de s'assurer du respect des stratégies d'achats prédéfinies. Ces avis portent une estimation des gains achats dits « gains cibles ». Les procédures faisant l'objet d'un avis favorable sont alors publiées puis notifiées. A ce dernier stade, les économies d'achats sont considérées comme « sécurisées ».

Source des données : Les gains achats du ministère des armées, prévus puis réalisés, sont issus essentiellement du système d'information (SI) ministériel ALPHA.

Mode de calcul : Visant à valoriser l'action des services acheteurs, la méthode interministérielle de calcul des gains achat est fondée sur la comparaison entre un montant TTC « de référence » et un montant « nouveau », en tenant compte de la durée totale du marché, renouvellement compris.

Le type d'achat détermine la méthode pour construire le montant de référence :

1- Pour les achats récurrents, le montant de référence est le coût historique. Les économies résultant de la comparaison entre les deux montants sont ramenées, par convention et quelle que soit la durée de l'action, à une « base 12 mois » puis ventilées sur deux années prorata temporis, à compter de la date de notification du marché ou la date indiquée de début des gains.

2- Pour les achats non récurrents, le prix historique, ne pouvant constituer le prix de référence, est remplacé selon les cas par une estimation, un montant budgétaire ou un prix du marché.

Le type d'achat détermine trois hypothèses :

- pour les achats « hors projets bien identifiés », la comparaison des montants conduit à constater des économies, ramenées à une « base 12 mois », puis à les ventiler selon la règle énoncée au 1 ;
- pour les achats « bien identifiés » comme des opérations de travaux ou des projets informatiques, sont retenues les économies totales sur la durée du marché, leur ventilation s'effectuant selon la règle énoncée au 1 ;
- s'agissant des achats dits « de taille exceptionnelle » (+ de 500 M€ TTC, d'une durée supérieure à 3 ans et avec des économies supérieures à 20 M€ TTC), sont retenues les économies totales, lesquelles seront ventilées sur toute la durée du marché, avec un prorata temporis la 1<sup>re</sup> et la dernière année.

Suite à l'inflation touchant certains secteurs économiques, la DAE a fait évoluer les règles de calcul des gains achats afin de minimiser ou neutraliser les pertes selon que le projet d'achats comporte ou non une phase de négociation.

## INDICATEUR

## 4.4 – Part des bénéficiaires de l'obligation d'emploi prévue par la loi n° 87-517 du 10 juillet 1987

(du point de vue du citoyen)

	Unité	2020 Réalisation	2021 Réalisation	2022 Cible	2022 Réalisation	2023 Cible
Part des bénéficiaires de l'obligation d'emploi prévue par la loi n° 87-517 du 10 juillet 1987	%	7,20	7	7,15	6,54	7,30

## Commentaires techniques

## Précisions méthodologiques

Cet indicateur mesure annuellement et en pourcentage la part des bénéficiaires de l'obligation d'emploi prévue par la loi n° 87-517 du 10 juillet 1987. Il est basé sur une enquête ministérielle globale effectuée chaque année en collaboration avec les différents employeurs ministériels. Cet indicateur correspond à celui adressé chaque année au fonds pour l'insertion des personnes handicapées dans la fonction publique (FIPHFP).

Source des données : les données relatives aux effectifs civils rémunérés émanent de la DRH-MD. Les effectifs rémunérés sont restitués à partir du SIRH et les effectifs civils bénéficiaires d'une obligation d'emploi sont recueillis par une enquête annuelle auprès des différents employeurs ministériels.

Mode de calcul : ce dernier résulte du rapport entre les effectifs civils bénéficiaires d'une obligation d'emploi et les effectifs civils des agents rémunérés (effectifs rémunérés et en activité au ministère des armées).

## ANALYSE DES RÉSULTATS

### Indicateur 4.1 : Efficience de la gestion des ressources humaines

L'effort de rationalisation engagé par le ministère des armées sur le périmètre des personnels gestionnaires s'est poursuivi en 2022 (-1 %). Cependant, la réalisation du taux d'efficience de la gestion des ressources humaines progresse très légèrement à 2,69 %, comparativement au résultat de 2021 (2,67 %), en raison principalement de la baisse des effectifs gérés. En effet, le niveau des recrutements réalisés en 2022, le plus important depuis le début de la LPM 2019-2025, n'a pas suffi à compenser la forte vague des départs qui s'est imposée à l'ensemble des gestionnaires RH. Le dynamisme du marché de l'emploi, dans de nombreux secteurs professionnels pour lesquels la transposition des compétences professionnelles détenues au ministère est immédiate, a accru l'attractivité du secteur privé et d'autres employeurs publics au détriment de la fidélisation du personnel et des plans de recrutement ambitieux portés par les gestionnaires.

### Indicateur 4.2 : Efficience immobilière

Le ratio SUN / Poste de travail est toujours à 12,5 m<sup>2</sup>. Des travaux de fiabilisation des données dans le cadre de l'élaboration en cours du schéma pluriannuel de stratégie immobilière (SPSI) d'administration centrale sont en cours, qui devraient permettre d'affiner ce résultat

### Indicateur 4.3 : Efficience de la fonction achat

Même si, pour la deuxième année consécutive, la DAE n'a pas fixé d'objectif de gains aux ministères, le ministère des armées s'est fixé un objectif d'économies d'achats de 100 M€ sur le périmètre hors armement.

En 2022, les gains sont de 131,1 M€, soit un montant inférieur aux 149,8 M€ obtenus en 2021, et ce pour plusieurs raisons :

- Le contexte de forte inflation et de crise économique touche plusieurs secteurs dont la fourniture de matières premières nécessaires à la satisfaction de besoins du MINARM, ce qui vient dégrader la performance économique du ministère.
- La crise économique s'est traduite également pour certains produits et fournitures par des difficultés à être livré quel que soit le prix d'achat, rendant les marges de manœuvre des acheteurs quasi nulles et leurs leviers d'économie inopérants.
- 2022 est la première année de pleine application de la méthode de calcul des gains de la DAE par le ministère, ce qui vient altérer la comparaison avec les années antérieures. Par ailleurs, la DAE l'a également fait évoluer en octobre 2022 pour tenir compte des tendances inflationnistes et neutraliser, en tout ou partie, les pertes achats induites par ces tendances.

Malgré ce contexte défavorable, le ministère des armées réalise un résultat supérieur aux attentes, fortement soutenu par les gains procurés par les marchés de défense ou de sécurité qui contribuent de plus en plus à la performance achats.

### Indicateur 4.4 : Part des bénéficiaires de l'obligation d'emploi prévue par la loi n° 87-517 du 10 juillet 1987

Le taux de « Bénéficiaires de l'Obligation d'Emploi » « (BOE) s'élève à 6,54 % (dont 2,75 % de femmes et 3,79 % d'hommes). L'écart constaté par rapport à la prévision initiale est essentiellement dû à la suspension de la prise en compte dans le recensement d'un certain nombre de personnes en situation de handicap dont les documents d'éligibilité n'étaient pas à jour. Des actions d'amélioration sont en cours afin de maîtriser cette problématique administrative. Le renouvellement progressif de ces documents, ainsi que la poursuite par le ministère d'une politique

volontariste en faveur du recrutement et du maintien en emploi à travers le « plan handicap et inclusion 2022-2024 » et le plan opérationnel handicap le déclinant devraient permettre de maintenir ce niveau de résultat.

Les actions de sensibilisation et d'information déployées en ce sens par la délégation nationale du handicap devraient avoir pour effet une hausse du nombre d'agents éligibles au dispositif. Il n'est cependant pas sûr que le taux de BOE puisse augmenter sensiblement, eu égard au départ progressif à la retraite d'une partie de la population bénéficiaire (1 200 anciens militaires devenus fonctionnaires par la voie des emplois réservés) et aux effets de la réforme de l'accès des militaires dans la fonction publique (seuls les militaires détenteurs d'une pension militaire d'invalidité sont recrutés par la voie des emplois réservés et sont désormais pris en compte en tant que BOE).



## Soutien de la politique de la défense

Programme n° 212 | Présentation des crédits et des dépenses fiscales

## Présentation des crédits et des dépenses fiscales

## 2022 / PRÉSENTATION PAR ACTION ET TITRE DES CRÉDITS OUVERTS ET DES CRÉDITS CONSOMMÉS

## 2022 / AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT

Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action	Titre 2 Dépenses de personnel	Titre 3 Dépenses de fonctionnement	Titre 5 Dépenses d'investissement	Titre 6 Dépenses d'intervention	Titre 7 Dépenses d'opérations financières	Total	Total y.c. FdC et AdP prévus en LFI
<i>Prévision LFI 2022 Consommation 2022</i>							
04 – Politique immobilière		134 381 000 2 990 617 049	3 311 574 373 468 163 770	7 324 000 15 882 879		3 453 279 373 3 474 663 698	3 471 044 040
05 – Systèmes d'information, d'administration et de gestion		119 245 916 119 792 791	49 342 875 41 625 897	60 000		168 588 791 161 478 688	168 588 791
06 – Politiques des ressources humaines	-3 300	146 200 878 156 142 615	200 000 21 462	63 500 155 658		146 464 378 156 316 436	147 914 378
06.03 – Reconversion	-3 300	31 394 080 32 201 506	200 000 23 316	63 500		31 657 580 32 221 521	31 657 580
06.04 – Action sociale et autres politiques de ressources humaines (hors rémunérations des agents)		114 806 798 123 941 110	-1 854	155 658		114 806 798 124 094 914	116 256 798
08 – Politique culturelle et éducative		32 341 071 33 556 009	48 161	578 635 811 017	24 825 613 15 262 490	57 745 319 49 677 677	57 895 319
08.01 – Actions culturelles et mise en valeur du patrimoine		27 259 821 28 601 161		578 635 811 017	24 825 613 15 262 490	52 664 069 44 674 668	52 664 069
08.02 – Gestion et communication des archives historiques de la défense		5 081 250 4 954 848	48 161			5 081 250 5 003 009	5 231 250
10 – Restructurations	-301	588 444 7 238 805	37 193 000 1 709 382	6 412 481 4 759 863		44 193 925 13 707 748	44 193 925
11 – Pilotage, soutien et communication		335 984 531 327 174 506	26 994 298 56 711	100 000 -9 848	3 349 815 3 349 815	366 428 644 330 571 184	367 403 644
50 – Recherche et exploitation du renseignement intéressant la sécurité de la France - Personnel travaillant pour le programme "Environnement et prospective de la politique de défense"	630 624 069 619 987 326					630 624 069 619 987 326	630 624 069
50.01 – Renseignement extérieur	498 635 038 492 458 753					498 635 038 492 458 753	498 635 038
50.02 – Renseignement de sécurité et de défense	131 989 031 127 528 573					131 989 031 127 528 573	131 989 031
51 – Prospective de défense - Personnel travaillant pour le programme "Environnement et prospective de la politique de défense"	25 246 328 25 990 029					25 246 328 25 990 029	25 246 328
51.01 – DGRIS / Administration centrale	25 246 328 25 990 029					25 246 328 25 990 029	25 246 328
52 – Relations internationales	70 924 379 90 612 277					70 924 379 90 612 277	70 924 379
52.01 – DGA / Soutien aux exportations	6 761 612 16 272 519					6 761 612 16 272 519	6 761 612
52.02 – DGRIS / Diplomatie de défense	64 162 767 74 339 758					64 162 767 74 339 758	64 162 767

Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action	Titre 2 Dépenses de personnel	Titre 3 Dépenses de fonctionnement	Titre 5 Dépenses d'investissement	Titre 6 Dépenses d'intervention	Titre 7 Dépenses d'opérations financières	Total	Total y.c. FdC et AdP prévus en LFI
<i>Prévision LFI 2022</i> Consommation 2022							
53 – Préparation et conduite des opérations d'armement - Personnel travaillant pour le programme "Équipement des forces "	2 110 459 810 2 083 529 348					2 110 459 810 2 083 529 348	2 110 459 810
53.01 – Soutien aux opérations d'armement	2 110 459 810 2 083 529 348					2 110 459 810 2 083 529 348	2 110 459 810
54 – Planification des moyens et conduite des opérations - Personnel travaillant pour le programme "Préparation et emploi des forces"	1 396 436 217 1 327 524 712					1 396 436 217 1 327 524 712	1 396 436 217
54.01 – Commandement des armées	179 250 397 180 750 883					179 250 397 180 750 883	179 250 397
54.02 – Organismes interarmées à vocation opérationnelle	241 594 588 241 646 545					241 594 588 241 646 545	241 594 588
54.03 – Organismes interarmées à vocation prospective et maîtrise des armements	1 024 268					0 1 024 268	0
54.04 – Enseignement interarmées	134 298 899 116 993 715					134 298 899 116 993 715	134 298 899
54.05 – EMA / Relations internationales militaires / PPE	144 315 846 142 358 051					144 315 846 142 358 051	144 315 846
54.06 – Renseignement d'intérêt militaire	179 416 710 153 853 890					179 416 710 153 853 890	179 416 710
54.07 – Systèmes d'information et de communication	517 559 777 490 897 360					517 559 777 490 897 360	517 559 777
55 – Préparation des forces terrestres - Personnel travaillant pour le programme "Préparation et emploi des forces"	7 276 159 019 7 421 998 817					7 276 159 019 7 421 998 817	7 277 199 019
55.01 – Ressources humaines des forces terrestres	7 276 159 019 7 421 998 817					7 276 159 019 7 421 998 817	7 277 199 019
56 – Préparation des forces navales - Personnel travaillant pour le programme "Préparation et emploi des forces"	2 568 687 795 2 615 302 992					2 568 687 795 2 615 302 992	2 568 687 795
56.01 – Ressources humaines des forces navales	2 568 687 795 2 610 274 780					2 568 687 795 2 610 274 780	2 568 687 795
56.02 – Rémunérations des ouvriers de l'Etat de la DCNS	5 028 212					0 5 028 212	0
57 – Préparation des forces aériennes- Personnel travaillant pour le programme "Préparation et emploi des forces"	2 568 999 556 2 556 273 596					2 568 999 556 2 556 273 596	2 568 999 556
57.01 – Ressources humaines des forces aériennes	2 568 999 556 2 555 786 470					2 568 999 556 2 555 786 470	2 568 999 556
57.02 – Service industriel aéronautique(SIAé)	487 126					0 487 126	0
58 – Logistique et soutien interarmées - Personnel travaillant pour le programme "Préparation et emploi des forces"	2 705 170 118 2 928 781 870		0			2 705 170 118 2 928 781 870	2 976 443 072
58.01 – Fonction pétrolière	135 978 814 134 392 061					135 978 814 134 392 061	135 978 814
58.02 – Logistique et soutien interarmées / CICoS	73 482 301 60 338 158		0			73 482 301 60 338 158	73 482 301
58.03 – Soutiens complémentaires	2 071 889					0 2 071 889	0
58.04 – Service interarmées des munitions	91 795 228 87 984 904					91 795 228 87 984 904	91 795 228
58.05 – Service du commissariat	1 489 127 944					1 489 127 944	1 489 127 944

## Soutien de la politique de la défense

Programme n° 212 | Présentation des crédits et des dépenses fiscales

Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action	Titre 2 Dépenses de personnel	Titre 3 Dépenses de fonctionnement	Titre 5 Dépenses d'investissement	Titre 6 Dépenses d'intervention	Titre 7 Dépenses d'opérations financières	Total	Total y.c. FdC et AdP prévus en LFI
<i>Prévision LFI 2022</i> Consommation 2022							
des armées	1 454 071 490					1 454 071 490	
58.06 – Fonction santé	914 785 831					914 785 831	1 186 058 785
	1 189 923 368					1 189 923 368	
59 – Surcoûts liés aux opérations - Personnel travaillant pour le programme "Préparation et emploi des forces"	350 000 000					350 000 000	350 000 000
	323 731 935					323 731 935	
59.01 – Surcoûts liés aux opérations extérieures	250 000 000					250 000 000	250 000 000
	255 880 990					255 880 990	
59.02 – Surcoûts liés aux opérations intérieures	100 000 000					100 000 000	100 000 000
	67 850 944					67 850 944	
60 – Politique immobilière - Personnel travaillant pour l'action "Politique immobilière"	487 816 346					487 816 346	487 816 346
	469 628 820					469 628 820	
61 – Action sociale, chômage et pensions	298 821 452					298 821 452	298 821 452
	282 712 340					282 712 340	
61.01 – Actions sociales et autres politiques des ressources humaines	156 042 618					156 042 618	156 042 618
	156 997 827					156 997 827	
61.02 – Reconversion des personnels militaires - Chômage	133 802 356					133 802 356	133 802 356
	116 382 860					116 382 860	
61.03 – Reconversion des personnels civils - Chômage	8 976 478					8 976 478	8 976 478
	9 331 653					9 331 653	
62 – Politique culturelle et éducative - gestion et communication des archives historiques de la défense - Personnel travaillant pour l'action "Politique culturelle et éducative"	40 989 647					40 989 647	40 989 647
	37 492 816					37 492 816	
63 – Restructurations - RH	52 544 445					52 544 445	52 544 445
	39 920 616					39 920 616	
63.01 – Restructurations Personnels civils	27 140 099					27 140 099	27 140 099
	13 908 475					13 908 475	
63.02 – Restructurations Personnels militaires	25 404 346					25 404 346	25 404 346
	26 012 141					26 012 141	
64 – Pilotage, soutien - Personnel travaillant pour l'action " Pilotage, soutien "	391 743 719					391 743 719	391 743 719
	389 909 124					389 909 124	
64.01 – Personnel du SGA employeur	276 573 827					276 573 827	276 573 827
	281 482 521					281 482 521	
64.07 – Personnel de l'action sociale	65 974 016					65 974 016	65 974 016
	63 088 925					63 088 925	
64.08 – Personnel de l'agence de reconversion de la Défense	49 195 876					49 195 876	49 195 876
	45 337 678					45 337 678	
65 – Journée défense et citoyenneté - Personnel travaillant pour le programme "Reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant"	120 341 117					120 341 117	120 341 117
	113 712 902					113 712 902	
66 – Rayonnement et contribution extérieure	41 981 256					41 981 256	41 981 256
	131 388 973					131 388 973	
66.01 – Pilotage, soutien et communication - effectifs sortants remboursés sous PMEA Mindef	-955 767					0	0
						-955 767	
66.02 – Pilotage, soutien et communication - effectifs sortants non remboursés sous PMEA Mindef	15 502 829					15 502 829	15 502 829
	25 976 931					25 976 931	
66.03 – Pilotage, soutien et						0	0

Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action	Titre 2 Dépenses de personnel	Titre 3 Dépenses de fonctionnement	Titre 5 Dépenses d'investissement	Titre 6 Dépenses d'intervention	Titre 7 Dépenses d'opérations financières	Total	Total y.c. FdC et AdP prévus en LFI
<i>Prévision LFI 2022</i> Consommation 2022							
communication - effectifs sortants remboursés hors PMEA Mindéf	92 522 507					92 522 507	
66.04 – Pilotage, soutien et communication - Présidence de la République	-904 669					0 -904 669	0
66.05 – Pilotage, soutien et communication - Elèves des classes préparatoires des lycées de la défense	1 395 045 1 569 023					1 395 045 1 569 023	1 395 045
66.06 – Pilotage, soutien et communication - Secrétariat général de la défense et de la sécurité nationale	25 083 382 13 180 948					25 083 382 13 180 948	25 083 382
67 – Pilotage, soutien et communication - dépenses de personnel des cabinets et des organismes rattachés / RH	85 554 678 83 757 145					85 554 678 83 757 145	85 554 678
67.01 – Cabinet du Ministre des armées - Cabinet du ministre délégué auprès du Ministre des armées - sous-direction des cabinets	31 310 161 31 882 272					31 310 161 31 882 272	31 310 161
67.02 – Contrôle général des armées	21 826 723 22 975 126					21 826 723 22 975 126	21 826 723
67.03 – Direction Générale du Numérique	8 002 589 5 693 336					8 002 589 5 693 336	8 002 589
67.04 – Délégation à l'Information et la Communication de la Défense	10 970 196 9 173 594					10 970 196 9 173 594	10 970 196
67.05 – Gendarmerie de la Sureté de l'Armement Nucléaire	5 170 791 5 299 090					5 170 791 5 299 090	5 170 791
67.06 – Contrôle Budgétaire et Comptable Ministériel défense - Agence Comptable des Services Industriels de l'Armement	5 440 945 5 560 063					5 440 945 5 560 063	5 440 945
67.07 – Direction de la Protection des Installations, moyens et activités de la Défense	2 833 273 3 173 664					2 833 273 3 173 664	2 833 273
<b>Total des AE prévues en LFI</b>	<b>21 222 499 951</b>	<b>768 741 840</b>	<b>3 425 304 546</b>	<b>14 478 616</b>	<b>28 175 428</b>	<b>25 459 200 381</b>	<b>25 751 853 002</b>
Ouvertures / annulations par FdC et AdP	+265 039 131		+21 629 712 (hors titre 2)			+286 668 843	
Ouvertures / annulations hors FdC et AdP	+91 628 421		-41 487 980 (hors titre 2)			+50 140 441	
Total des AE ouvertes	21 579 167 503		4 216 842 162 (hors titre 2)			25 796 009 665	
<b>Total des AE consommées</b>	<b>21 542 252 039</b>	<b>3 634 521 775</b>	<b>511 625 383</b>	<b>21 659 569</b>	<b>18 612 305</b>	<b>25 728 671 071</b>	

## 2022 / CRÉDITS DE PAIEMENT

Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action	Titre 2 Dépenses de personnel	Titre 3 Dépenses de fonctionnement	Titre 5 Dépenses d'investissement	Titre 6 Dépenses d'intervention	Titre 7 Dépenses d'opérations financières	Total	Total y.c. FdC et AdP prévus en LFI
<i>Prévision LFI 2022</i> Consommation 2022							
04 – Politique immobilière		101 977 209 237 713 972	388 581 920 254 979 189	7 324 000 6 801 122		497 883 129 499 494 282	515 647 796
05 – Systèmes d'information, d'administration et de gestion		106 805 116 115 931 895	53 468 715 36 367 163	615 000		160 273 831 152 914 058	160 273 831
06 – Politiques des ressources humaines	-3 300	147 426 877 153 889 901	200 000 278 690	63 500 155 658		147 690 377 154 320 949	149 140 377

## Soutien de la politique de la défense

Programme n° 212 | Présentation des crédits et des dépenses fiscales

Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action	Titre 2 Dépenses de personnel	Titre 3 Dépenses de fonctionnement	Titre 5 Dépenses d'investissement	Titre 6 Dépenses d'intervention	Titre 7 Dépenses d'opérations financières	Total	Total y.c. FdC et AdP prévus en LFI
<i>Prévision LFI 2022</i>							
<i>Consommation 2022</i>							
06.03 – Reconversion	-3 300	31 394 079 28 243 873	200 000	63 500		31 657 579 28 240 573	31 657 579
06.04 – Action sociale et autres politiques de ressources humaines (hors rémunérations des agents)		116 032 798 125 646 028	278 690	155 658		116 032 798 126 080 377	117 482 798
08 – Politique culturelle et éducative		32 062 595 32 208 190	32 876	477 958 756 317	20 994 767 23 753 367	53 535 320 56 750 750	53 685 320
08.01 – Actions culturelles et mise en valeur du patrimoine		27 181 345 28 562 786		477 958 756 317	20 994 767 23 753 367	48 654 070 53 072 470	48 654 070
08.02 – Gestion et communication des archives historiques de la défense		4 881 250 3 645 404	32 876			4 881 250 3 678 280	5 031 250
10 – Restructurations	-301	588 444 10 457 059	17 372 991 6 808 106	6 412 481 5 588 834		24 373 916 22 853 698	24 373 916
11 – Pilotage, soutien et communication		339 416 609 331 323 808	30 411 976 27 846 686	100 000 100 152	3 349 815 3 349 815	373 278 400 362 620 461	374 253 400
50 – Recherche et exploitation du renseignement intéressant la sécurité de la France - Personnel travaillant pour le programme "Environnement et prospective de la politique de défense"	630 624 069 619 987 326					630 624 069 619 987 326	630 624 069
50.01 – Renseignement extérieur	498 635 038 492 458 753					498 635 038 492 458 753	498 635 038
50.02 – Renseignement de sécurité et de défense	131 989 031 127 528 573					131 989 031 127 528 573	131 989 031
51 – Prospective de défense - Personnel travaillant pour le programme "Environnement et prospective de la politique de défense"	25 246 328 25 990 029					25 246 328 25 990 029	25 246 328
51.01 – DGRIS / Administration centrale	25 246 328 25 990 029					25 246 328 25 990 029	25 246 328
52 – Relations internationales	70 924 379 90 612 277					70 924 379 90 612 277	70 924 379
52.01 – DGA / Soutien aux exportations	6 761 612 16 272 519					6 761 612 16 272 519	6 761 612
52.02 – DGRIS / Diplomatie de défense	64 162 767 74 339 758					64 162 767 74 339 758	64 162 767
53 – Préparation et conduite des opérations d'armement - Personnel travaillant pour le programme "Équipement des forces "	2 110 459 810 2 083 529 348					2 110 459 810 2 083 529 348	2 110 459 810
53.01 – Soutien aux opérations d'armement	2 110 459 810 2 083 529 348					2 110 459 810 2 083 529 348	2 110 459 810
54 – Planification des moyens et conduite des opérations - Personnel travaillant pour le programme "Préparation et emploi des forces"	1 396 436 217 1 327 524 712					1 396 436 217 1 327 524 712	1 396 436 217
54.01 – Commandement des armées	179 250 397 180 750 883					179 250 397 180 750 883	179 250 397
54.02 – Organismes interarmées à vocation opérationnelle	241 594 588 241 646 545					241 594 588 241 646 545	241 594 588
54.03 – Organismes interarmées à vocation prospective et maîtrise des armements	1 024 268					0 1 024 268	0
54.04 – Enseignement interarmées	134 298 899 116 993 715					134 298 899 116 993 715	134 298 899

Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action	Titre 2 Dépenses de personnel	Titre 3 Dépenses de fonctionnement	Titre 5 Dépenses d'investissement	Titre 6 Dépenses d'intervention	Titre 7 Dépenses d'opérations financières	Total	Total y.c. FdC et AdP prévus en LFI
<i>Prévision LFI 2022</i> Consommation 2022							
54.05 – EMA / Relations internationales militaires / PPE	144 315 846 142 358 051					144 315 846 142 358 051	144 315 846
54.06 – Renseignement d'intérêt militaire	179 416 710 153 853 890					179 416 710 153 853 890	179 416 710
54.07 – Systèmes d'information et de communication	517 559 777 490 897 360					517 559 777 490 897 360	517 559 777
55 – Préparation des forces terrestres - Personnel travaillant pour le programme "Préparation et emploi des forces"	7 276 159 019 7 421 998 817					7 276 159 019 7 421 998 817	7 277 199 019
55.01 – Ressources humaines des forces terrestres	7 276 159 019 7 421 998 817					7 276 159 019 7 421 998 817	7 277 199 019
56 – Préparation des forces navales - Personnel travaillant pour le programme "Préparation et emploi des forces"	2 568 687 795 2 615 302 992					2 568 687 795 2 615 302 992	2 568 687 795
56.01 – Ressources humaines des forces navales	2 568 687 795 2 610 274 780					2 568 687 795 2 610 274 780	2 568 687 795
56.02 – Rémunérations des ouvriers de l'Etat de la DCNS	5 028 212					0 5 028 212	0
57 – Préparation des forces aériennes- Personnel travaillant pour le programme "Préparation et emploi des forces"	2 568 999 556 2 556 273 596					2 568 999 556 2 556 273 596	2 568 999 556
57.01 – Ressources humaines des forces aériennes	2 568 999 556 2 555 786 470					2 568 999 556 2 555 786 470	2 568 999 556
57.02 – Service industriel aéronautique(SIAé)	487 126					0 487 126	0
58 – Logistique et soutien interarmées - Personnel travaillant pour le programme "Préparation et emploi des forces"	2 705 170 118 2 928 781 870	340				2 705 170 118 2 928 782 210	2 976 443 072
58.01 – Fonction pétrolière	135 978 814 134 392 061					135 978 814 134 392 061	135 978 814
58.02 – Logistique et soutien interarmées / CICoS	73 482 301 60 338 158	340				73 482 301 60 338 498	73 482 301
58.03 – Soutiens complémentaires	2 071 889					0 2 071 889	0
58.04 – Service interarmées des munitions	91 795 228 87 984 904					91 795 228 87 984 904	91 795 228
58.05 – Service du commissariat des armées	1 489 127 944 1 454 071 490					1 489 127 944 1 454 071 490	1 489 127 944
58.06 – Fonction santé	914 785 831 1 189 923 368					914 785 831 1 189 923 368	1 186 058 785
59 – Surcoûts liés aux opérations - Personnel travaillant pour le programme "Préparation et emploi des forces"	350 000 000 323 731 935					350 000 000 323 731 935	350 000 000
59.01 – Surcoûts liés aux opérations extérieures	250 000 000 255 880 990					250 000 000 255 880 990	250 000 000
59.02 – Surcoûts liés aux opérations intérieures	100 000 000 67 850 944					100 000 000 67 850 944	100 000 000
60 – Politique immobilière - Personnel travaillant pour l'action "Politique immobilière"	487 816 346 469 628 820					487 816 346 469 628 820	487 816 346
61 – Action sociale, chômage et pensions	298 821 452 282 712 340					298 821 452 282 712 340	298 821 452
61.01 – Actions sociales et autres politiques des ressources humaines	156 042 618 156 997 827					156 042 618 156 997 827	156 042 618

## Soutien de la politique de la défense

Programme n° 122 | Présentation des crédits et des dépenses fiscales

Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action  <i>Prévision LFI 2022 Consommation 2022</i>	Titre 2 Dépenses de personnel	Titre 3 Dépenses de fonctionnement	Titre 5 Dépenses d'investissement	Titre 6 Dépenses d'intervention	Titre 7 Dépenses d'opérations financières	Total	Total y.c. FdC et AdP prévus en LFI
61.02 – Reconversion des personnels militaires - Chômage	133 802 356 116 382 860					<b>133 802 356</b> <b>116 382 860</b>	133 802 356
61.03 – Reconversion des personnels civils - Chômage	8 976 478 9 331 653					<b>8 976 478</b> <b>9 331 653</b>	8 976 478
62 – Politique culturelle et éducative - gestion et communication des archives historiques de la défense - Personnel travaillant pour l'action "Politique culturelle et éducative"	40 989 647 37 492 816					<b>40 989 647</b> <b>37 492 816</b>	40 989 647
63 – Restructurations - RH	52 544 445 39 920 616					<b>52 544 445</b> <b>39 920 616</b>	52 544 445
63.01 – Restructurations Personnels civils	27 140 099 13 908 475					<b>27 140 099</b> <b>13 908 475</b>	27 140 099
63.02 – Restructurations Personnels militaires	25 404 346 26 012 141					<b>25 404 346</b> <b>26 012 141</b>	25 404 346
64 – Pilotage, soutien - Personnel travaillant pour l'action " Pilotage, soutien "	391 743 719 389 909 124					<b>391 743 719</b> <b>389 909 124</b>	391 743 719
64.01 – Personnel du SGA employeur	276 573 827 281 482 521					<b>276 573 827</b> <b>281 482 521</b>	276 573 827
64.07 – Personnel de l'action sociale	65 974 016 63 088 925					<b>65 974 016</b> <b>63 088 925</b>	65 974 016
64.08 – Personnel de l'agence de reconversion de la Défense	49 195 876 45 337 678					<b>49 195 876</b> <b>45 337 678</b>	49 195 876
65 – Journée défense et citoyenneté - Personnel travaillant pour le programme "Reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant"	120 341 117 113 712 902					<b>120 341 117</b> <b>113 712 902</b>	120 341 117
66 – Rayonnement et contribution extérieure	41 981 256 131 388 973					<b>41 981 256</b> <b>131 388 973</b>	41 981 256
66.01 – Pilotage, soutien et communication - effectifs sortants remboursés sous PMEA Mindef	-955 767					<b>0</b> <b>-955 767</b>	0
66.02 – Pilotage, soutien et communication - effectifs sortants non remboursés sous PMEA Mindef	15 502 829 25 976 931					<b>15 502 829</b> <b>25 976 931</b>	15 502 829
66.03 – Pilotage, soutien et communication - effectifs sortants remboursés hors PMEA Mindef	92 522 507					<b>0</b> <b>92 522 507</b>	0
66.04 – Pilotage, soutien et communication - Présidence de la République	-904 669					<b>0</b> <b>-904 669</b>	0
66.05 – Pilotage, soutien et communication - Elèves des classes préparatoires des lycées de la défense	1 395 045 1 569 023					<b>1 395 045</b> <b>1 569 023</b>	1 395 045
66.06 – Pilotage, soutien et communication - Secrétariat général de la défense et de la sécurité nationale	25 083 382 13 180 948					<b>25 083 382</b> <b>13 180 948</b>	25 083 382
67 – Pilotage, soutien et communication - dépenses de personnel des cabinets et des organismes rattachés / RH	85 554 678 83 757 145					<b>85 554 678</b> <b>83 757 145</b>	85 554 678

Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action	Titre 2 Dépenses de personnel	Titre 3 Dépenses de fonctionnement	Titre 5 Dépenses d'investissement	Titre 6 Dépenses d'intervention	Titre 7 Dépenses d'opérations financières	Total	Total y.c. FdC et AdP prévus en LFI
<i>Prévision LFI 2022</i> Consommation 2022							
67.01 – Cabinet du Ministre des armées - Cabinet du ministre délégué auprès du Ministre des armées - sous-direction des cabinets	31 310 161 31 882 272					31 310 161 31 882 272	31 310 161
67.02 – Contrôle général des armées	21 826 723 22 975 126					21 826 723 22 975 126	21 826 723
67.03 – Direction Générale du Numérique	8 002 589 5 693 336					8 002 589 5 693 336	8 002 589
67.04 – Délégation à l'Information et la Communication de la Défense	10 970 196 9 173 594					10 970 196 9 173 594	10 970 196
67.05 – Gendarmerie de la Sureté de l'Armement Nucléaire	5 170 791 5 299 090					5 170 791 5 299 090	5 170 791
67.06 – Contrôle Budgétaire et Comptable Ministériel défense - Agence Comptable des Services Industriels de l'Armement	5 440 945 5 560 063					5 440 945 5 560 063	5 440 945
67.07 – Direction de la Protection des Installations, moyens et activités de la Défense	2 833 273 3 173 664					2 833 273 3 173 664	2 833 273
<b>Total des CP prévus en LFI</b>	<b>21 222 499 951</b>	<b>728 276 850</b>	<b>490 035 602</b>	<b>14 377 939</b>	<b>24 344 582</b>	<b>22 479 534 924</b>	<b>22 772 187 545</b>
Ouvertures / annulations par FdC et AdP	+265 039 131		+21 629 712 (hors titre 2)			+286 668 843	
Ouvertures / annulations hors FdC et AdP	+91 628 421		-29 878 514 (hors titre 2)			+61 749 907	
Total des CP ouverts	21 579 167 503		1 248 786 171 (hors titre 2)			22 827 953 674	
<b>Total des CP consommés</b>	<b>21 542 252 039</b>	<b>881 525 164</b>	<b>326 312 711</b>	<b>14 017 083</b>	<b>27 103 182</b>	<b>22 791 210 178</b>	

## 2021 / PRÉSENTATION PAR ACTION ET TITRE DES CRÉDITS VOTÉS (LFI) ET DES CRÉDITS CONSOMMÉS

## 2021 / AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT

Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action	Titre 2 Dépenses de personnel	Titre 3 Dépenses de fonctionnement	Titre 5 Dépenses d'investissement	Titre 6 Dépenses d'intervention	Titre 7 Dépenses d'opérations financières	Total hors FdC et AdP prévus en LFI	Total y.c. FdC et AdP
<i>Prévision LFI 2021</i> Consommation 2021							
04 – Politique immobilière	-7 596	93 499 998 226 870 963	484 288 454 325 598 062	7 230 000 7 230 000		585 018 452	605 175 119 559 691 429
05 – Systèmes d'information, d'administration et de gestion		120 288 000 126 478 106	67 208 067 43 697 236	595 000		187 496 067	187 496 067 170 770 342
06 – Politiques des ressources humaines	-124 670	144 515 107 140 079 948	600 000 -163 163	40 000 508 665		145 155 107	146 305 107 140 300 779
06.03 – Reconversion	-124 670	32 160 287 33 666 667	600 000 86 789	40 000		32 800 287	32 800 287 33 628 785
06.04 – Action sociale et autres politiques de ressources humaines (hors rémunérations des agents)		112 354 820 106 413 281	-249 952	508 665		112 354 820	113 504 820 106 671 994



## Soutien de la politique de la défense

Programme n° 212 | Présentation des crédits et des dépenses fiscales

Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action	Titre 2 Dépenses de personnel	Titre 3 Dépenses de fonctionnement	Titre 5 Dépenses d'investissement	Titre 6 Dépenses d'intervention	Titre 7 Dépenses d'opérations financières	Total hors FdC et AdP prévus en LFI	Total y.c. FdC et AdP
<i>Prévision LFI 2021</i> Consommation 2021							
08 – Politique culturelle et éducative	-3 573	25 891 163 28 834 632	47 501	685 630 623 913	7 215 317 21 016 704	33 792 110	<b>34 092 110</b> <b>50 519 177</b>
08.01 – Actions culturelles et mise en valeur du patrimoine		22 472 024 26 458 017		685 630 623 913	7 215 317 21 016 704	30 372 971	<b>30 372 971</b> <b>48 098 634</b>
08.02 – Gestion et communication des archives historiques de la défense	-3 573	3 419 139 2 376 615	47 501			3 419 139	<b>3 719 139</b> <b>2 420 543</b>
10 – Restructurations	-13 274	617 737 10 567 189	27 938 200 4 592 782	6 044 051 3 146 758		34 599 988	<b>34 599 988</b> <b>18 293 455</b>
11 – Pilotage, soutien et communication	-9 443	342 357 625 328 411 462	13 236 171 14 645 293	245 361	3 368 757 3 368 757	358 962 553	<b>359 937 553</b> <b>346 661 430</b>
50 – Recherche et exploitation du renseignement intéressant la sécurité de la France - Personnel travaillant pour le programme "Environnement et prospective de la politique de défense"	616 732 707 605 043 341					616 732 707	<b>616 732 707</b> <b>605 043 341</b>
50.01 – Renseignement extérieur	492 007 397 479 247 346					492 007 397	<b>492 007 397</b> <b>479 247 346</b>
50.02 – Renseignement de sécurité et de défense	124 725 310 125 795 995					124 725 310	<b>124 725 310</b> <b>125 795 995</b>
51 – Prospective de défense - Personnel travaillant pour le programme "Environnement et prospective de la politique de défense"	24 464 673 25 391 772					24 464 673	<b>24 464 673</b> <b>25 391 772</b>
51.01 – DGRIS / Administration centrale	24 464 673 25 391 772					24 464 673	<b>24 464 673</b> <b>25 391 772</b>
52 – Relations internationales	68 221 994 89 826 457					68 221 994	<b>68 221 994</b> <b>89 826 457</b>
52.01 – DGA / Soutien aux exportations	5 895 690 15 619 113					5 895 690	<b>5 895 690</b> <b>15 619 113</b>
52.02 – DGRIS / Diplomatie de défense	62 326 304 74 207 344					62 326 304	<b>62 326 304</b> <b>74 207 344</b>
53 – Préparation et conduite des opérations d'armement - Personnel travaillant pour le programme "Équipement des forces "	2 062 870 883 2 043 500 537					2 062 870 883	<b>2 062 870 883</b> <b>2 043 500 537</b>
53.01 – Soutien aux opérations d'armement	2 062 870 883 2 043 500 537					2 062 870 883	<b>2 062 870 883</b> <b>2 043 500 537</b>
54 – Planification des moyens et conduite des opérations - Personnel travaillant pour le programme "Préparation et emploi des forces"	1 392 744 942 1 312 614 721					1 392 744 942	<b>1 392 744 942</b> <b>1 312 614 721</b>
54.01 – Commandement des armées	165 139 997 175 179 565					165 139 997	<b>165 139 997</b> <b>175 179 565</b>
54.02 – Organismes interarmées à vocation opérationnelle	231 805 490 232 036 829					231 805 490	<b>231 805 490</b> <b>232 036 829</b>
54.03 – Organismes interarmées à vocation prospective et maîtrise des armements	17 347 160 6 815 203					17 347 160	<b>17 347 160</b> <b>6 815 203</b>
54.04 – Enseignement interarmées	148 228 537 120 107 008					148 228 537	<b>148 228 537</b> <b>120 107 008</b>
54.05 – EMA / Relations internationales militaires / PPE	142 843 175 140 368 429					142 843 175	<b>142 843 175</b> <b>140 368 429</b>
54.06 – Renseignement d'intérêt militaire	173 794 020 153 306 944					173 794 020	<b>173 794 020</b> <b>153 306 944</b>
54.07 – Systèmes d'information et de communication	513 586 563 484 800 742					513 586 563	<b>513 586 563</b> <b>484 800 742</b>

Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action	Titre 2 Dépenses de personnel	Titre 3 Dépenses de fonctionnement	Titre 5 Dépenses d'investissement	Titre 6 Dépenses d'intervention	Titre 7 Dépenses d'opérations financières	Total hors FdC et AdP prévus en LFI	Total y.c. FdC et AdP
<i>Prévision LFI 2021</i> Consommation 2021							
55 – Préparation des forces terrestres - Personnel travaillant pour le programme "Préparation et emploi des forces"	7 062 675 859 7 142 041 845					7 062 675 859	7 063 715 859 7 142 041 845
55.01 – Ressources humaines des forces terrestres	7 062 675 859 7 142 041 845					7 062 675 859	7 063 715 859 7 142 041 845
56 – Préparation des forces navales - Personnel travaillant pour le programme "Préparation et emploi des forces"	2 481 276 063 2 509 316 387					2 481 276 063	2 481 276 063 2 509 316 387
56.01 – Ressources humaines des forces navales	2 481 276 063 2 512 125 802					2 481 276 063	2 481 276 063 2 512 125 802
56.02 – Rémunérations des ouvriers de l'Etat de la DCNS	-2 809 415					0	0 -2 809 415
57 – Préparation des forces aériennes- Personnel travaillant pour le programme "Préparation et emploi des forces"	2 512 521 031 2 521 754 526					2 512 521 031	2 512 521 031 2 521 754 526
57.01 – Ressources humaines des forces aériennes	2 512 521 031 2 497 097 957					2 512 521 031	2 512 521 031 2 497 097 957
57.02 – Service industriel aéronautique(SIAé)	24 656 569					0	0 24 656 569
58 – Logistique et soutien interarmées - Personnel travaillant pour le programme "Préparation et emploi des forces"	2 688 470 445 2 887 473 846	3 653				2 688 470 445	2 939 370 445 2 887 477 498
58.01 – Fonction pétrolière	132 987 545 129 796 087					132 987 545	132 987 545 129 796 087
58.02 – Logistique et soutien interarmées / CICoS	71 779 386 53 377 325	3 736				71 779 386	71 779 386 53 381 061
58.03 – Soutiens complémentaires	1 878 439					0	0 1 878 439
58.04 – Service interarmées des munitions	90 914 513 85 759 396					90 914 513	90 914 513 85 759 396
58.05 – Service du commissariat des armées	1 488 776 059 1 454 290 476	-83				1 488 776 059	1 488 776 059 1 454 290 393
58.06 – Fonction santé	904 012 942 1 162 372 122					904 012 942	1 154 912 942 1 162 372 122
59 – Surcoûts liés aux opérations - Personnel travaillant pour le programme "Préparation et emploi des forces"	350 000 000 389 949 297					350 000 000	350 000 000 389 949 297
59.01 – Surcoûts liés aux opérations extérieures	250 000 000 305 911 059					250 000 000	250 000 000 305 911 059
59.02 – Surcoûts liés aux opérations intérieures	100 000 000 84 038 237					100 000 000	100 000 000 84 038 237
60 – Politique immobilière - Personnel travaillant pour l'action "Politique immobilière"	494 476 024 457 257 678					494 476 024	494 476 024 457 257 678
61 – Action sociale, chômage et pensions	290 667 405 302 199 945					290 667 405	290 667 405 302 199 945
61.01 – Actions sociales et autres politiques des ressources humaines	156 560 702 154 902 233					156 560 702	156 560 702 154 902 233
61.02 – Reconversion des personnels militaires - Chômage	124 821 711 137 496 317					124 821 711	124 821 711 137 496 317
61.03 – Reconversion des personnels civils - Chômage	9 284 992 9 801 395					9 284 992	9 284 992 9 801 395
62 – Politique culturelle et éducative - gestion et communication des archives	41 143 942 36 783 916					41 143 942	41 143 942 36 783 916

## Soutien de la politique de la défense

Programme n° 212 | Présentation des crédits et des dépenses fiscales

Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action <i>Prévision LFI 2021 Consommation 2021</i>	Titre 2 Dépenses de personnel	Titre 3 Dépenses de fonctionnement	Titre 5 Dépenses d'investissement	Titre 6 Dépenses d'intervention	Titre 7 Dépenses d'opérations financières	Total hors FdC et AdP prévus en LFI	Total y.c. FdC et AdP
historiques de la défense - Personnel travaillant pour l'action "Politique culturelle et éducative"							
63 – Restructurations - RH	52 516 708 42 399 964					52 516 708	52 516 708 42 399 964
63.01 – Restructurations Personnels civils	26 277 786 16 106 006					26 277 786	26 277 786 16 106 006
63.02 – Restructurations Personnels militaires	26 238 922 26 293 958					26 238 922	26 238 922 26 293 958
64 – Pilotage, soutien - Personnel travaillant pour l'action "Pilotage, soutien "	394 384 930 384 047 401					394 384 930	394 384 930 384 047 401
64.01 – Personnel du SGA employeur	281 053 454 273 190 246					281 053 454	281 053 454 273 190 246
64.07 – Personnel de l'action sociale	59 544 954 64 160 372					59 544 954	59 544 954 64 160 372
64.08 – Personnel de l'agence de reconversion de la Défense	53 786 522 46 696 783					53 786 522	53 786 522 46 696 783
65 – Journée défense et citoyenneté - Personnel travaillant pour le programme "Reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant"	88 171 942 110 404 595					88 171 942	88 171 942 110 404 595
66 – Rayonnement et contribution extérieure	44 737 929 109 616 913					44 737 929	44 737 929 109 616 913
66.01 – Pilotage, soutien et communication - effectifs sortants remboursés sous PMEA Mindef	4 707 240					0	0 4 707 240
66.02 – Pilotage, soutien et communication - effectifs sortants non remboursés sous PMEA Mindef	43 387 352 37 610 923					43 387 352	43 387 352 37 610 923
66.03 – Pilotage, soutien et communication - effectifs sortants remboursés hors PMEA Mindef	65 770 577					0	0 65 770 577
66.04 – Pilotage, soutien et communication - Présidence de la République	375 374					0	0 375 374
66.05 – Pilotage, soutien et communication - Elèves des classes préparatoires des lycées de la défense	1 350 577 1 152 800					1 350 577	1 350 577 1 152 800
66.06 – Pilotage, soutien et communication - Secrétariat général de la défense et de la sécurité nationale						0	0 0
67 – Pilotage, soutien et communication - dépenses de personnel des cabinets et des organismes rattachés / RH	86 057 723 84 443 039					86 057 723	86 057 723 84 443 039
67.01 – Cabinet du Ministre des armées - Cabinet du ministre délégué auprès du Ministre des armées - sous-direction des cabinets	31 592 245 32 900 653					31 592 245	31 592 245 32 900 653
67.02 – Contrôle général des armées	22 605 558 21 822 510					22 605 558	22 605 558 21 822 510
67.03 – Direction Générale du Numérique	7 221 513 6 176 995					7 221 513	7 221 513 6 176 995
67.04 – Délégation à l'Information et la Communication de la	11 411 711					11 411 711	11 411 711

Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action	Titre 2 Dépenses de personnel	Titre 3 Dépenses de fonctionnement	Titre 5 Dépenses d'investissement	Titre 6 Dépenses d'intervention	Titre 7 Dépenses d'opérations financières	Total hors FdC et AdP prévus en LFI	Total y.c. FdC et AdP
<i>Prévision LFI 2021</i> Consommation 2021							
Défense	9 439 646						9 439 646
67.05 – Gendarmerie de la Sureté de l'Armement Nucléaire	5 087 220 5 230 815					5 087 220	5 087 220 5 230 815
67.06 – Contrôle Budgétaire et Comptable Ministériel défense - Agence Comptable des Services Industriels de l'Armement	5 363 482 6 265 116					5 363 482	5 363 482 6 265 116
67.07 – Direction de la Protection des Installations, moyens et activités de la Défense	2 775 994 2 607 303					2 775 994	2 775 994 2 607 303
<b>Total des AE prévues en LFI</b>	<b>20 752 135 200</b>	<b>727 169 630</b>	<b>593 270 892</b>	<b>13 999 681</b>	<b>10 584 074</b>	<b>22 097 159 477</b>	<b>22 371 681 144</b>
<b>Total des AE consommées</b>	<b>21 053 907 620</b>	<b>861 245 952</b>	<b>388 417 710</b>	<b>12 349 698</b>	<b>24 385 461</b>		<b>22 340 306 442</b>

## 2021 / CRÉDITS DE PAIEMENT

Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action	Titre 2 Dépenses de personnel	Titre 3 Dépenses de fonctionnement	Titre 5 Dépenses d'investissement	Titre 6 Dépenses d'intervention	Titre 7 Dépenses d'opérations financières	Total hors FdC et AdP prévus en LFI	Total y.c. FdC et AdP
<i>Prévision LFI 2021</i> Consommation 2021							
04 – Politique immobilière	-7 596	98 722 312 217 412 575	403 556 097 272 184 225	7 230 000 7 310 000		509 508 409	529 665 076 496 899 204
05 – Systèmes d'information, d'administration et de gestion		107 905 000 110 246 696	60 035 401 50 618 219			167 940 401	167 940 401 160 864 914
06 – Politiques des ressources humaines	-124 670	145 501 107 139 269 382	600 000 849 101	40 000 508 665		146 141 107	147 291 107 140 502 478
06.03 – Reconversion	-124 670	32 150 287 34 791 255	600 000 459 736	40 000		32 790 287	32 790 287 35 126 320
06.04 – Action sociale et autres politiques de ressources humaines (hors rémunérations des agents)		113 350 820 104 478 127	389 366	508 665		113 350 820	114 500 820 105 376 158
08 – Politique culturelle et éducative	-3 573	25 891 163 29 343 429	98 880	685 630 585 563	12 475 229 20 737 732	39 052 022	39 352 022 50 762 032
08.01 – Actions culturelles et mise en valeur du patrimoine		22 472 024 26 523 200	85 000	685 630 585 563	12 475 229 20 737 732	35 632 883	35 632 883 47 931 495
08.02 – Gestion et communication des archives historiques de la défense	-3 573	3 419 139 2 820 230	13 880			3 419 139	3 719 139 2 830 537
10 – Restructurations	-13 274	627 737 13 820 110	30 460 033 15 343 061	11 100 943 5 128 804		42 188 713	42 188 713 34 278 701
11 – Pilotage, soutien et communication	-9 443	341 628 644 327 817 570	28 335 571 29 857 170	385 361	3 368 757 3 368 757	373 332 972	374 307 972 361 419 416
50 – Recherche et exploitation du renseignement intéressant la sécurité de la France - Personnel travaillant pour le programme "Environnement et prospective de la politique de défense"	616 732 707 605 043 341					616 732 707	616 732 707 605 043 341
50.01 – Renseignement extérieur	492 007 397 479 247 346					492 007 397	492 007 397 479 247 346
50.02 – Renseignement de sécurité et de défense	124 725 310 125 795 995					124 725 310	124 725 310 125 795 995
51 – Prospective de défense - Personnel travaillant pour le programme "Environnement et prospective de la politique de défense"	24 464 673 25 391 772					24 464 673	24 464 673 25 391 772

## Soutien de la politique de la défense

Programme n° 212 | Présentation des crédits et des dépenses fiscales

Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action  <i>Prévision LFI 2021 Consommation 2021</i>	Titre 2 Dépenses de personnel	Titre 3 Dépenses de fonctionnement	Titre 5 Dépenses d'investissement	Titre 6 Dépenses d'intervention	Titre 7 Dépenses d'opérations financières	Total hors FdC et AdP prévus en LFI	Total y.c. FdC et AdP
51.01 – DGRIS / Administration centrale	24 464 673 25 391 772					24 464 673	24 464 673 25 391 772
52 – Relations internationales	68 221 994 89 826 457					68 221 994	68 221 994 89 826 457
52.01 – DGA / Soutien aux exportations	5 895 690 15 619 113					5 895 690	5 895 690 15 619 113
52.02 – DGRIS / Diplomatie de défense	62 326 304 74 207 344					62 326 304	62 326 304 74 207 344
53 – Préparation et conduite des opérations d'armement - Personnel travaillant pour le programme "Équipement des forces "	2 062 870 883 2 043 500 537					2 062 870 883	2 062 870 883 2 043 500 537
53.01 – Soutien aux opérations d'armement	2 062 870 883 2 043 500 537					2 062 870 883	2 062 870 883 2 043 500 537
54 – Planification des moyens et conduite des opérations - Personnel travaillant pour le programme "Préparation et emploi des forces"	1 392 744 942 1 312 614 721					1 392 744 942	1 392 744 942 1 312 614 721
54.01 – Commandement des armées	165 139 997 175 179 565					165 139 997	165 139 997 175 179 565
54.02 – Organismes interarmées à vocation opérationnelle	231 805 490 232 036 829					231 805 490	231 805 490 232 036 829
54.03 – Organismes interarmées à vocation prospective et maîtrise des armements	17 347 160 6 815 203					17 347 160	17 347 160 6 815 203
54.04 – Enseignement interarmées	148 228 537 120 107 008					148 228 537	148 228 537 120 107 008
54.05 – EMA / Relations internationales militaires / PPE	142 843 175 140 368 429					142 843 175	142 843 175 140 368 429
54.06 – Renseignement d'intérêt militaire	173 794 020 153 306 944					173 794 020	173 794 020 153 306 944
54.07 – Systèmes d'information et de communication	513 586 563 484 800 742					513 586 563	513 586 563 484 800 742
55 – Préparation des forces terrestres - Personnel travaillant pour le programme "Préparation et emploi des forces"	7 062 675 859 7 142 041 845					7 062 675 859	7 063 715 859 7 142 041 845
55.01 – Ressources humaines des forces terrestres	7 062 675 859 7 142 041 845					7 062 675 859	7 063 715 859 7 142 041 845
56 – Préparation des forces navales - Personnel travaillant pour le programme "Préparation et emploi des forces"	2 481 276 063 2 509 316 387					2 481 276 063	2 481 276 063 2 509 316 387
56.01 – Ressources humaines des forces navales	2 481 276 063 2 512 125 802					2 481 276 063	2 481 276 063 2 512 125 802
56.02 – Rémunérations des ouvriers de l'Etat de la DCNS	-2 809 415					0	0 -2 809 415
57 – Préparation des forces aériennes- Personnel travaillant pour le programme "Préparation et emploi des forces"	2 512 521 031 2 521 754 526					2 512 521 031	2 512 521 031 2 521 754 526
57.01 – Ressources humaines des forces aériennes	2 512 521 031 2 497 097 957					2 512 521 031	2 512 521 031 2 497 097 957
57.02 – Service industriel aéronautique(SIAé)	24 656 569					0	0 24 656 569
58 – Logistique et soutien interarmées - Personnel travaillant pour le programme "Préparation et emploi des forces"	2 688 470 445 2 887 473 846	3 396				2 688 470 445	2 939 370 445 2 887 477 242

Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action	Titre 2 Dépenses de personnel	Titre 3 Dépenses de fonctionnement	Titre 5 Dépenses d'investissement	Titre 6 Dépenses d'intervention	Titre 7 Dépenses d'opérations financières	Total hors FdC et AdP prévus en LFI	Total y.c. FdC et AdP
<i>Prévision LFI 2021</i> Consommation 2021							
58.01 – Fonction pétrolière	132 987 545 129 796 087					132 987 545	132 987 545 129 796 087
58.02 – Logistique et soutien interarmées / CICoS	71 779 386 53 377 325	3 396				71 779 386	71 779 386 53 380 721
58.03 – Soutiens complémentaires	1 878 439					0	0 1 878 439
58.04 – Service interarmées des munitions	90 914 513 85 759 396					90 914 513	90 914 513 85 759 396
58.05 – Service du commissariat des armées	1 488 776 059 1 454 290 476					1 488 776 059	1 488 776 059 1 454 290 476
58.06 – Fonction santé	904 012 942 1 162 372 122					904 012 942	1 154 912 942 1 162 372 122
59 – Surcoûts liés aux opérations - Personnel travaillant pour le programme "Préparation et emploi des forces"	350 000 000 389 949 297					350 000 000	350 000 000 389 949 297
59.01 – Surcoûts liés aux opérations extérieures	250 000 000 305 911 059					250 000 000	250 000 000 305 911 059
59.02 – Surcoûts liés aux opérations intérieures	100 000 000 84 038 237					100 000 000	100 000 000 84 038 237
60 – Politique immobilière - Personnel travaillant pour l'action "Politique immobilière"	494 476 024 457 257 678					494 476 024	494 476 024 457 257 678
61 – Action sociale, chômage et pensions	290 667 405 302 199 945					290 667 405	290 667 405 302 199 945
61.01 – Actions sociales et autres politiques des ressources humaines	156 560 702 154 902 233					156 560 702	156 560 702 154 902 233
61.02 – Reconversion des personnels militaires - Chômage	124 821 711 137 496 317					124 821 711	124 821 711 137 496 317
61.03 – Reconversion des personnels civils - Chômage	9 284 992 9 801 395					9 284 992	9 284 992 9 801 395
62 – Politique culturelle et éducative - gestion et communication des archives historiques de la défense - Personnel travaillant pour l'action "Politique culturelle et éducative"	41 143 942 36 783 916					41 143 942	41 143 942 36 783 916
63 – Restructurations - RH	52 516 708 42 399 964					52 516 708	52 516 708 42 399 964
63.01 – Restructurations Personnels civils	26 277 786 16 106 006					26 277 786	26 277 786 16 106 006
63.02 – Restructurations Personnels militaires	26 238 922 26 293 958					26 238 922	26 238 922 26 293 958
64 – Pilotage, soutien - Personnel travaillant pour l'action " Pilotage, soutien "	394 384 930 384 047 401					394 384 930	394 384 930 384 047 401
64.01 – Personnel du SGA employeur	281 053 454 273 190 246					281 053 454	281 053 454 273 190 246
64.07 – Personnel de l'action sociale	59 544 954 64 160 372					59 544 954	59 544 954 64 160 372
64.08 – Personnel de l'agence de reconversion de la Défense	53 786 522 46 696 783					53 786 522	53 786 522 46 696 783
65 – Journée défense et citoyenneté - Personnel travaillant pour le programme "Reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant"	88 171 942 110 404 595					88 171 942	88 171 942 110 404 595
66 – Rayonnement et contribution extérieure	44 737 929 109 616 913					44 737 929	44 737 929 109 616 913

## Soutien de la politique de la défense

Programme n° 212 | Présentation des crédits et des dépenses fiscales

Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action	Titre 2 Dépenses de personnel	Titre 3 Dépenses de fonctionnement	Titre 5 Dépenses d'investissement	Titre 6 Dépenses d'intervention	Titre 7 Dépenses d'opérations financières	Total hors FdC et AdP prévus en LFI	Total y.c. FdC et AdP
<i>Prévision LFI 2021</i> Consommation 2021							
66.01 – Pilotage, soutien et communication - effectifs sortants remboursés sous PME A Mindef	4 707 240					0	0 4 707 240
66.02 – Pilotage, soutien et communication - effectifs sortants non remboursés sous PME A Mindef	43 387 352 37 610 923					43 387 352	43 387 352 37 610 923
66.03 – Pilotage, soutien et communication - effectifs sortants remboursés hors PME A Mindef	65 770 577					0	0 65 770 577
66.04 – Pilotage, soutien et communication - Présidence de la République	375 374					0	0 375 374
66.05 – Pilotage, soutien et communication - Elèves des classes préparatoires des lycées de la défense	1 350 577 1 152 800					1 350 577	1 350 577 1 152 800
66.06 – Pilotage, soutien et communication - Secrétariat général de la défense et de la sécurité nationale						0	0 0
67 – Pilotage, soutien et communication - dépenses de personnel des cabinets et des organismes rattachés / RH	86 057 723 84 443 039					86 057 723	86 057 723 84 443 039
67.01 – Cabinet du Ministre des armées - Cabinet du ministre délégué auprès du Ministre des armées - sous-direction des cabinets	31 592 245 32 900 653					31 592 245	31 592 245 32 900 653
67.02 – Contrôle général des armées	22 605 558 21 822 510					22 605 558	22 605 558 21 822 510
67.03 – Direction Générale du Numérique	7 221 513 6 176 995					7 221 513	7 221 513 6 176 995
67.04 – Délégation à l'Information et la Communication de la Défense	11 411 711 9 439 646					11 411 711	11 411 711 9 439 646
67.05 – Gendarmerie de la Sureté de l'Armement Nucléaire	5 087 220 5 230 815					5 087 220	5 087 220 5 230 815
67.06 – Contrôle Budgétaire et Comptable Ministériel défense - Agence Comptable des Services Industriels de l'Armement	5 363 482 6 265 116					5 363 482	5 363 482 6 265 116
67.07 – Direction de la Protection des Installations, moyens et activités de la Défense	2 775 994 2 607 303					2 775 994	2 775 994 2 607 303
<b>Total des CP prévus en LFI</b>	<b>20 752 135 200</b>	<b>720 275 963</b>	<b>522 987 102</b>	<b>19 056 573</b>	<b>15 843 986</b>	<b>22 030 298 824</b>	<b>22 304 820 491</b>
<b>Total des CP consommés</b>	<b>21 053 907 620</b>	<b>837 913 158</b>	<b>368 950 657</b>	<b>13 918 394</b>	<b>24 106 489</b>		<b>22 298 796 318</b>

## PRÉSENTATION PAR TITRE ET CATÉGORIE DES CRÉDITS CONSOMMÉS

Titre et catégorie	Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
	Consommées* en 2021	Ouvertes en 2022	Consommées* en 2022	Consommées* en 2021	Ouverts en 2022	Consommées* en 2022
<b>Titre 2 – Dépenses de personnel</b>	21 053 907 620	21 222 499 951	21 542 252 039	21 053 907 620	21 222 499 951	21 542 252 039
Rémunérations d'activité	10 816 295 157	10 811 629 847	11 113 223 853	10 816 295 157	10 811 629 847	11 113 223 853
Cotisations et contributions sociales	9 942 860 633	10 110 538 114	10 110 742 173	9 942 860 633	10 110 538 114	10 110 742 173
Prestations sociales et allocations diverses	294 751 830	300 331 990	318 286 013	294 751 830	300 331 990	318 286 013
<b>Titre 3 – Dépenses de fonctionnement</b>	861 245 952	768 741 840	3 634 521 775	837 913 158	728 276 850	881 525 164
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	761 332 144	669 029 437	3 532 777 360	738 019 350	628 564 447	779 760 749
Subventions pour charges de service public	99 913 808	99 712 403	101 744 415	99 893 808	99 712 403	101 764 415
<b>Titre 5 – Dépenses d'investissement</b>	388 417 710	3 425 304 546	511 625 383	368 950 657	490 035 602	326 312 711
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'État	344 932 647	3 375 961 671	470 583 343	318 733 103	436 566 887	290 077 921
Dépenses pour immobilisations incorporelles de l'État	43 485 063	49 342 875	41 042 041	50 217 553	53 468 715	36 234 790
<b>Titre 6 – Dépenses d'intervention</b>	12 349 698	14 478 616	21 659 569	13 918 394	14 377 939	14 017 083
Transferts aux ménages	714 665	206 000	593 810	703 815	195 150	511 610
Transferts aux entreprises	556 287	1 987 869	286 602	1 514 563	1 987 869	2 494 729
Transferts aux collectivités territoriales	4 096 257	3 975 738	4 387 028	3 368 958	3 975 738	2 648 838
Transferts aux autres collectivités	6 982 489	8 309 009	16 392 128	8 331 059	8 219 182	8 361 905
<b>Titre 7 – Dépenses d'opérations financières</b>	24 385 461	28 175 428	18 612 305	24 106 489	24 344 582	27 103 182
Dotations en fonds propres	24 385 461	28 175 428	18 612 305	24 106 489	24 344 582	27 103 182
<b>Total hors FdC et AdP</b>		<b>25 459 200 381</b>			<b>22 479 534 924</b>	
Ouvertures et annulations* en titre 2		+356 667 552			+356 667 552	
Ouvertures et annulations* hors titre 2		-19 858 268			-8 248 802	
<b>Total*</b>	<b>22 340 306 442</b>	<b>25 796 009 665</b>	<b>25 728 671 071</b>	<b>22 298 796 318</b>	<b>22 827 953 674</b>	<b>22 791 210 178</b>

\* y.c. FdC et AdP

## FONDS DE CONCOURS ET ATTRIBUTIONS DE PRODUITS

Nature de dépenses	Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
	Ouvertes en 2021	Prévues en LFI pour 2022	Ouvertes en 2022	Ouverts en 2021	Prévus en LFI pour 2022	Ouverts en 2022
Dépenses de personnel	309 270 102	272 312 954	265 039 131	309 270 102	272 312 954	265 039 131
Autres natures de dépenses	24 589 091	20 339 667	21 629 712	24 589 091	20 339 667	21 629 712
<b>Total</b>	<b>333 859 194</b>	<b>292 652 621</b>	<b>286 668 843</b>	<b>333 859 194</b>	<b>292 652 621</b>	<b>286 668 843</b>



**Soutien de la politique de la défense**

Programme n° 212 | Présentation des crédits et des dépenses fiscales

**RÉCAPITULATION DES MOUVEMENTS DE CRÉDITS****ARRÊTÉS DE RATTACHEMENT DE ADP**

Mois de signature	Ouvertures				Annulations			
	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement		Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres
02/2022	27 569 829	94 748	27 569 829	94 748				
03/2022	27 505 602	232 910	27 505 602	232 910				
04/2022	27 418 609	13 201	27 418 609	13 201				
05/2022	5 269 366	260 177	5 269 366	260 177				
06/2022	38 016 699	197 087	38 016 699	197 087				
07/2022	21 512 863	17 583 894	21 512 863	17 583 894				
08/2022	21 317 840	299 949	21 317 840	299 949				
09/2022	21 403 704	130 539	21 403 704	130 539				
10/2022	75 081 962	181 693	75 081 962	181 693				
11/2022	106 215	220 524	106 215	220 524				
12/2022	50 716	163 374	50 716	163 374				
01/2023		13 392		13 392				
<b>Total</b>	<b>265 253 405</b>	<b>19 391 489</b>	<b>265 253 405</b>	<b>19 391 489</b>				

**ARRÊTÉS DE RATTACHEMENT DE FDC**

Mois de signature	Ouvertures				Annulations			
	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement		Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres
02/2022		12 347		12 347				
03/2022		746 640		746 640				
05/2022		165 736		165 736				
07/2022		111 026		111 026				
08/2022		684 268		684 268				
10/2022		448 000		448 000				
11/2022		81 954		81 954				
12/2022		5 580		5 580				
<b>Total</b>		<b>2 255 551</b>		<b>2 255 551</b>				

**ARRÊTÉS DE RÉPARTITION POUR MESURES GÉNÉRALES**

Date de signature	Ouvertures				Annulations			
	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement		Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres
25/10/2022	26 163 176		26 163 176					
06/12/2022	67 000 000		67 000 000					
<b>Total</b>	<b>93 163 176</b>		<b>93 163 176</b>					

## ARRÊTÉS DE REPORT D'AENE

Date de signature	Ouvertures				Annulations			
	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement		Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres
25/01/2022		9 274 409						
<b>Total</b>		<b>9 274 409</b>						

## ARRÊTÉS DE REPORT GÉNÉRAL HORS FDC HORS AENE

Date de signature	Ouvertures				Annulations			
	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement		Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres
17/02/2022		6 386 947		6 386 947				
<b>Total</b>		<b>6 386 947</b>		<b>6 386 947</b>				

## DÉCRETS D'ANNULATION DE FDC OU DE ADP

Date de signature	Ouvertures				Annulations			
	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement		Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres
15/07/2022					214 274	17 328	214 274	17 328
<b>Total</b>					<b>214 274</b>	<b>17 328</b>	<b>214 274</b>	<b>17 328</b>

## DÉCRETS D'AVANCE

Date de signature	Ouvertures				Annulations			
	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement		Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres
07/04/2022						47 945 601		47 945 601
<b>Total</b>						<b>47 945 601</b>		<b>47 945 601</b>

## DÉCRETS DE TRANSFERT

Date de signature	Ouvertures				Annulations			
	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement		Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres
27/06/2022					93 434	876 435	93 434	876 435
27/06/2022		665 000						
02/12/2022					1 441 321	7 589 800	1 441 321	7 589 800
22/12/2022		3 500 000		3 500 000				
<b>Total</b>		<b>4 165 000</b>		<b>3 500 000</b>	<b>1 534 755</b>	<b>8 466 235</b>	<b>1 534 755</b>	<b>8 466 235</b>

**Soutien de la politique de la défense**

Programme n° 212 | Présentation des crédits et des dépenses fiscales

**DÉCRETS DE VIREMENT**

Date de signature	Ouvertures				Annulations			
	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement		Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres
27/06/2022		747 493		747 493				
05/12/2022						22 236 056		687 181
<b>Total</b>		<b>747 493</b>		<b>747 493</b>		<b>22 236 056</b>		<b>687 181</b>

**LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES**

Date de signature	Ouvertures				Annulations			
	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement		Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres
16/08/2022		47 945 601		47 945 601				
01/12/2022						31 359 538		31 359 538
<b>Total</b>		<b>47 945 601</b>		<b>47 945 601</b>		<b>31 359 538</b>		<b>31 359 538</b>

**TOTAL DES OUVERTURES ET ANNULATIONS (Y.C. FDC ET ADP)**

	Ouvertures				Annulations			
	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement		Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres
<b>Total général</b>	<b>358 416 581</b>	<b>90 166 490</b>	<b>358 416 581</b>	<b>80 227 081</b>	<b>1 749 029</b>	<b>110 024 758</b>	<b>1 749 029</b>	<b>88 475 883</b>

## ÉVALUATION DES DÉPENSES FISCALES

**Avertissement**

Le niveau de fiabilité des chiffrages de dépenses fiscales dépend de la disponibilité des données nécessaires à la reconstitution de l'impôt qui serait dû en l'absence des dépenses fiscales considérées. Par ailleurs, les chiffrages des dépenses fiscales ne peuvent intégrer ni les modifications des comportements fiscaux des contribuables qu'elles induisent, ni les interactions entre dépenses fiscales.

Le chiffrage initial pour 2022 a été réalisé sur la base des seules mesures votées avant le dépôt du projet de loi de finances pour 2022. Dès lors, le chiffrage actualisé peut différer de celui-ci, notamment lorsqu'il tient compte d'aménagements intervenus depuis le dépôt du projet de loi de finances pour 2022.

Les dépenses fiscales ont été associées à ce programme conformément aux finalités poursuivies par ce dernier.

« ε » : coût inférieur à 0,5 million d'euros ; « - » : dépense fiscale supprimée ou non encore créée ; « nc » : non chiffrable.

Le « Coût total des dépenses fiscales » constitue une somme de dépenses fiscales dont les niveaux de fiabilité peuvent ne pas être identiques (cf. caractéristique « Fiabilité » indiquée pour chaque dépense fiscale). Il ne prend pas en compte les dispositifs inférieurs à 0,5 million d'euros (« ε »). La portée du total s'avère toutefois limitée en raison des interactions éventuelles entre dépenses fiscales. Il n'est donc indiqué qu'à titre d'ordre de grandeur et ne saurait être considéré comme une véritable sommation des dépenses fiscales du programme.

**DÉPENSES FISCALES PRINCIPALES SUR IMPÔTS D'ÉTAT (3)**

(en millions d'euros)

Dépenses fiscales sur impôts d'État contribuant au programme de manière principale		Chiffrage définitif 2021	Chiffrage initial 2022	Chiffrage actualisé 2022
120140	<b>Exonération du pécule modulable d'incitation au départ des militaires</b> Traitements, salaires, pensions et rentes viagères <i>Bénéficiaires 2020 : (nombre non déterminé) Ménages - Méthode de chiffrage : Reconstitution de base taxable à partir de données autres que fiscales - Fiabilité : Très bonne - Création : 2008 - Dernière modification : 2013 - Dernière incidence budgétaire : 2025 - Fin du fait générateur : 2026 - code général des impôts : 81-30°</i>	3	-	3
230605	<b>Exonération du bénéfice réalisé par les entreprises créées en zones de restructuration de la défense (ZRD)</b> Dispositions communes à l'impôt sur le revenu (bénéfices industriels et commerciaux) et à l'impôt sur les sociétés <i>Bénéficiaires 2020 : 240 Entreprises - Méthode de chiffrage : Reconstitution de base taxable à partir de données déclaratives fiscales - Fiabilité : Bonne - Création : 2008 - Dernière modification : 2020 - Dernière incidence budgétaire : 2034 - Fin du fait générateur : 2027 - code général des impôts : 44 terdecies</i>	2	3	3
120141	<b>Exonération de l'indemnité de départ volontaire versée dans le cadre d'une restructuration ou d'une réorganisation du ministère de la défense</b> Traitements, salaires, pensions et rentes viagères <i>Bénéficiaires 2020 : 66 Ménages - Méthode de chiffrage : Reconstitution de base taxable à partir de données autres que fiscales - Fiabilité : Bonne - Création : 2008 - Dernière modification : 2018 - Dernière incidence budgétaire : 2025 - Fin du fait générateur : 2025 - code général des impôts : 81-30° bis</i>	1	1	1
<b>Total</b>		<b>6</b>	<b>4</b>	<b>7</b>

**DÉPENSES FISCALES PRINCIPALES SUR IMPÔTS LOCAUX PRISES EN CHARGE PAR L'ÉTAT (1)**

(en millions d'euros)

Dépenses fiscales sur impôts locaux contribuant au programme de manière principale		Chiffrage définitif 2021	Chiffrage initial 2022	Chiffrage actualisé 2022
090201	<b>Crédit d'impôt pour les micro entreprises implantées en zones de restructuration de la défense (ZRD)</b> Cotisation foncière des entreprises <i>Bénéficiaires 2020 : (nombre non déterminé) Entreprises - Méthode de chiffrage : Reconstitution de base taxable à partir de données déclaratives fiscales - Fiabilité : Très bonne - Création : 2009 - Dernière modification : 2020 - Dernière incidence budgétaire : 2023 - Fin du fait générateur : 2021 - code général des impôts : 1647 C septies</i>	0	0	0

**Soutien de la politique de la défense**

Programme n° 212 | Présentation des crédits et des dépenses fiscales

(en millions d'euros)

Dépenses fiscales sur impôts locaux contribuant au programme de manière principale	Chiffrage définitif 2021	Chiffrage initial 2022	Chiffrage actualisé 2022
<b>Total</b>			

**DÉPENSES FISCALES SUBSIDIAIRES SUR IMPÔTS LOCAUX PRISES EN CHARGE PAR L'ÉTAT (1)**

(en millions d'euros)

Dépenses fiscales sur impôts locaux contribuant au programme de manière subsidiaire	Chiffrage définitif 2021	Chiffrage initial 2022	Chiffrage actualisé 2022
090201 <b>Crédit d'impôt pour les micro entreprises implantées en zones de restructuration de la défense (ZRD)</b> Cotisation foncière des entreprises <i>Bénéficiaires 2020 : (nombre non déterminé) Entreprises - Méthode de chiffrage : Reconstitution de base taxable à partir de données déclaratives fiscales - Fiabilité : Très bonne - Création : 2009 - Dernière modification : 2020 - Dernière incidence budgétaire : 2023 - Fin du fait générateur : 2021 - code général des impôts : 1647 C septies</i>	0	0	0
<b>Total</b>			

## Justification au premier euro

### Éléments transversaux au programme

#### ÉLÉMENTS DE SYNTHÈSE DU PROGRAMME

Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action	Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
	Titre 2 * Dépenses de personnel	Autres titres *	Total y.c. FdC et AdP	Titre 2 * Dépenses de personnel	Autres titres *	Total y.c. FdC et AdP
	<i>Prévision LFI Consommation</i>					
04 – Politique immobilière		3 453 279 373 3 474 663 698	3 471 044 040 3 474 663 698		497 883 129 499 494 282	515 647 796 499 494 282
05 – Systèmes d'information, d'administration et de gestion		168 588 791 161 478 688	168 588 791 161 478 688		160 273 831 152 914 058	160 273 831 152 914 058
06 – Politiques des ressources humaines	-3 300	146 464 378 156 319 736	147 914 378 156 316 436	-3 300	147 690 377 154 324 249	149 140 377 154 320 949
06.03 – Reconversion	-3 300	31 657 580 32 224 821	31 657 580 32 221 521	-3 300	31 657 579 28 243 873	31 657 579 28 240 573
06.04 – Action sociale et autres politiques de ressources humaines (hors rémunérations des agents)		114 806 798 124 094 914	116 256 798 124 094 914		116 032 798 126 080 377	117 482 798 126 080 377
08 – Politique culturelle et éducative		57 745 319 49 677 677	57 895 319 49 677 677		53 535 320 56 750 750	53 685 320 56 750 750
08.01 – Actions culturelles et mise en valeur du patrimoine		52 664 069 44 674 668	52 664 069 44 674 668		48 654 070 53 072 470	48 654 070 53 072 470
08.02 – Gestion et communication des archives historiques de la défense		5 081 250 5 003 009	5 231 250 5 003 009		4 881 250 3 678 280	5 031 250 3 678 280
10 – Restructurations	-301	44 193 925 13 708 049	44 193 925 13 707 748	-301	24 373 916 22 853 999	24 373 916 22 853 698
11 – Pilotage, soutien et communication		366 428 644 330 571 184	367 403 644 330 571 184		373 278 400 362 620 461	374 253 400 362 620 461
50 – Recherche et exploitation du renseignement intéressant la sécurité de la France - Personnel travaillant pour le programme "Environnement et prospective de la politique de défense"		630 624 069 619 987 326	630 624 069 619 987 326		630 624 069 619 987 326	630 624 069 619 987 326
50.01 – Renseignement extérieur		498 635 038 492 458 753	498 635 038 492 458 753		498 635 038 492 458 753	498 635 038 492 458 753
50.02 – Renseignement de sécurité et de défense		131 989 031 127 528 573	131 989 031 127 528 573		131 989 031 127 528 573	131 989 031 127 528 573
51 – Prospective de défense - Personnel travaillant pour le programme "Environnement et prospective de la politique de défense"		25 246 328 25 990 029	25 246 328 25 990 029		25 246 328 25 990 029	25 246 328 25 990 029
51.01 – DGRIS / Administration centrale		25 246 328 25 990 029	25 246 328 25 990 029		25 246 328 25 990 029	25 246 328 25 990 029
52 – Relations internationales		70 924 379 90 612 277	70 924 379 90 612 277		70 924 379 90 612 277	70 924 379 90 612 277
52.01 – DGA / Soutien aux exportations		6 761 612 16 272 519	6 761 612 16 272 519		6 761 612 16 272 519	6 761 612 16 272 519
52.02 – DGRIS / Diplomatie de défense		64 162 767 74 339 758	64 162 767 74 339 758		64 162 767 74 339 758	64 162 767 74 339 758

## Soutien de la politique de la défense

Programme n° 212 | Justification au premier euro

Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action  <i>Prévision LFI Consommation</i>	Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
	Titre 2 * Dépenses de personnel	Autres titres *	Total y.c. FdC et AdP	Titre 2 * Dépenses de personnel	Autres titres *	Total y.c. FdC et AdP
53 – Préparation et conduite des opérations d'armement - Personnel travaillant pour le programme "Équipement des forces "	2 110 459 810 2 083 529 348		2 110 459 810 2 083 529 348	2 110 459 810 2 083 529 348		2 110 459 810 2 083 529 348
53.01 – Soutien aux opérations d'armement	2 110 459 810 2 083 529 348		2 110 459 810 2 083 529 348	2 110 459 810 2 083 529 348		2 110 459 810 2 083 529 348
54 – Planification des moyens et conduite des opérations - Personnel travaillant pour le programme "Préparation et emploi des forces"	1 396 436 217 1 327 524 712		1 396 436 217 1 327 524 712	1 396 436 217 1 327 524 712		1 396 436 217 1 327 524 712
54.01 – Commandement des armées	179 250 397 180 750 883		179 250 397 180 750 883	179 250 397 180 750 883		179 250 397 180 750 883
54.02 – Organismes interarmées à vocation opérationnelle	241 594 588 241 646 545		241 594 588 241 646 545	241 594 588 241 646 545		241 594 588 241 646 545
54.03 – Organismes interarmées à vocation prospective et maîtrise des armements	1 024 268		0 1 024 268	1 024 268		0 1 024 268
54.04 – Enseignement interarmées	134 298 899 116 993 715		134 298 899 116 993 715	134 298 899 116 993 715		134 298 899 116 993 715
54.05 – EMA / Relations internationales militaires / PPE	144 315 846 142 358 051		144 315 846 142 358 051	144 315 846 142 358 051		144 315 846 142 358 051
54.06 – Renseignement d'intérêt militaire	179 416 710 153 853 890		179 416 710 153 853 890	179 416 710 153 853 890		179 416 710 153 853 890
54.07 – Systèmes d'information et de communication	517 559 777 490 897 360		517 559 777 490 897 360	517 559 777 490 897 360		517 559 777 490 897 360
55 – Préparation des forces terrestres - Personnel travaillant pour le programme "Préparation et emploi des forces"	7 276 159 019 7 421 998 817		7 277 199 019 7 421 998 817	7 276 159 019 7 421 998 817		7 277 199 019 7 421 998 817
55.01 – Ressources humaines des forces terrestres	7 276 159 019 7 421 998 817		7 277 199 019 7 421 998 817	7 276 159 019 7 421 998 817		7 277 199 019 7 421 998 817
56 – Préparation des forces navales - Personnel travaillant pour le programme "Préparation et emploi des forces"	2 568 687 795 2 615 302 992		2 568 687 795 2 615 302 992	2 568 687 795 2 615 302 992		2 568 687 795 2 615 302 992
56.01 – Ressources humaines des forces navales	2 568 687 795 2 610 274 780		2 568 687 795 2 610 274 780	2 568 687 795 2 610 274 780		2 568 687 795 2 610 274 780
56.02 – Rémunérations des ouvriers de l'Etat de la DCNS	5 028 212		0 5 028 212	5 028 212		0 5 028 212
57 – Préparation des forces aériennes- Personnel travaillant pour le programme "Préparation et emploi des forces"	2 568 999 556 2 556 273 596		2 568 999 556 2 556 273 596	2 568 999 556 2 556 273 596		2 568 999 556 2 556 273 596
57.01 – Ressources humaines des forces aériennes	2 568 999 556 2 555 786 470		2 568 999 556 2 555 786 470	2 568 999 556 2 555 786 470		2 568 999 556 2 555 786 470
57.02 – Service industriel aéronautique(SIAé)	487 126		0 487 126	487 126		0 487 126
58 – Logistique et soutien interarmées - Personnel travaillant pour le programme "Préparation et emploi des forces"	2 705 170 118 2 928 781 870	0	2 976 443 072 2 928 781 870	2 705 170 118 2 928 781 870	340	2 976 443 072 2 928 782 210
58.01 – Fonction pétrolière	135 978 814 134 392 061		135 978 814 134 392 061	135 978 814 134 392 061		135 978 814 134 392 061
58.02 – Logistique et soutien interarmées / CICoS	73 482 301 60 338 158	0	73 482 301 60 338 158	73 482 301 60 338 158	340	73 482 301 60 338 498
58.03 – Soutiens complémentaires	2 071 889		0 2 071 889	2 071 889		0 2 071 889
58.04 – Service interarmées des munitions	91 795 228 87 984 904		91 795 228 87 984 904	91 795 228 87 984 904		91 795 228 87 984 904
58.05 – Service du commissariat des armées	1 489 127 944 1 454 071 490		1 489 127 944 1 454 071 490	1 489 127 944 1 454 071 490		1 489 127 944 1 454 071 490
58.06 – Fonction santé	914 785 831 1 189 923 368		1 186 058 785 1 189 923 368	914 785 831 1 189 923 368		1 186 058 785 1 189 923 368

Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action	Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
	Titre 2 * Dépenses de personnel	Autres titres *	Total y.c. FdC et AdP	Titre 2 * Dépenses de personnel	Autres titres *	Total y.c. FdC et AdP
59 – Surcoûts liés aux opérations - Personnel travaillant pour le programme "Préparation et emploi des forces"	350 000 000 323 731 935		350 000 000 323 731 935	350 000 000 323 731 935		350 000 000 323 731 935
59.01 – Surcoûts liés aux opérations extérieures	250 000 000 255 880 990		250 000 000 255 880 990	250 000 000 255 880 990		250 000 000 255 880 990
59.02 – Surcoûts liés aux opérations intérieures	100 000 000 67 850 944		100 000 000 67 850 944	100 000 000 67 850 944		100 000 000 67 850 944
60 – Politique immobilière - Personnel travaillant pour l'action "Politique immobilière"	487 816 346 469 628 820		487 816 346 469 628 820	487 816 346 469 628 820		487 816 346 469 628 820
61 – Action sociale, chômage et pensions	298 821 452 282 712 340		298 821 452 282 712 340	298 821 452 282 712 340		298 821 452 282 712 340
61.01 – Actions sociales et autres politiques des ressources humaines	156 042 618 156 997 827		156 042 618 156 997 827	156 042 618 156 997 827		156 042 618 156 997 827
61.02 – Reconversion des personnels militaires - Chômage	133 802 356 116 382 860		133 802 356 116 382 860	133 802 356 116 382 860		133 802 356 116 382 860
61.03 – Reconversion des personnels civils - Chômage	8 976 478 9 331 653		8 976 478 9 331 653	8 976 478 9 331 653		8 976 478 9 331 653
62 – Politique culturelle et éducative - gestion et communication des archives historiques de la défense - Personnel travaillant pour l'action "Politique culturelle et éducative"	40 989 647 37 492 816		40 989 647 37 492 816	40 989 647 37 492 816		40 989 647 37 492 816
63 – Restructurations - RH	52 544 445 39 920 616		52 544 445 39 920 616	52 544 445 39 920 616		52 544 445 39 920 616
63.01 – Restructurations Personnels civils	27 140 099 13 908 475		27 140 099 13 908 475	27 140 099 13 908 475		27 140 099 13 908 475
63.02 – Restructurations Personnels militaires	25 404 346 26 012 141		25 404 346 26 012 141	25 404 346 26 012 141		25 404 346 26 012 141
64 – Pilotage, soutien - Personnel travaillant pour l'action " Pilotage, soutien "	391 743 719 389 909 124		391 743 719 389 909 124	391 743 719 389 909 124		391 743 719 389 909 124
64.01 – Personnel du SGA employeur	276 573 827 281 482 521		276 573 827 281 482 521	276 573 827 281 482 521		276 573 827 281 482 521
64.07 – Personnel de l'action sociale	65 974 016 63 088 925		65 974 016 63 088 925	65 974 016 63 088 925		65 974 016 63 088 925
64.08 – Personnel de l'agence de reconversion de la Défense	49 195 876 45 337 678		49 195 876 45 337 678	49 195 876 45 337 678		49 195 876 45 337 678
65 – Journée défense et citoyenneté - Personnel travaillant pour le programme "Reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant"	120 341 117 113 712 902		120 341 117 113 712 902	120 341 117 113 712 902		120 341 117 113 712 902
66 – Rayonnement et contribution extérieure	41 981 256 131 388 973		41 981 256 131 388 973	41 981 256 131 388 973		41 981 256 131 388 973
66.01 – Pilotage, soutien et communication - effectifs sortants remboursés sous PMEA Mindef	-955 767		0 -955 767	-955 767		0 -955 767
66.02 – Pilotage, soutien et communication - effectifs sortants non remboursés sous PMEA Mindef	15 502 829 25 976 931		15 502 829 25 976 931	15 502 829 25 976 931		15 502 829 25 976 931
66.03 – Pilotage, soutien et communication - effectifs sortants remboursés hors PMEA Mindef	92 522 507		0 92 522 507	92 522 507		0 92 522 507
66.04 – Pilotage, soutien et communication - Présidence de la République	-904 669		0 -904 669	-904 669		0 -904 669
66.05 – Pilotage, soutien et communication - Elèves des classes préparatoires des lycées de la défense	1 395 045 1 569 023		1 395 045 1 569 023	1 395 045 1 569 023		1 395 045 1 569 023
66.06 – Pilotage, soutien et	25 083 382		25 083 382	25 083 382		25 083 382



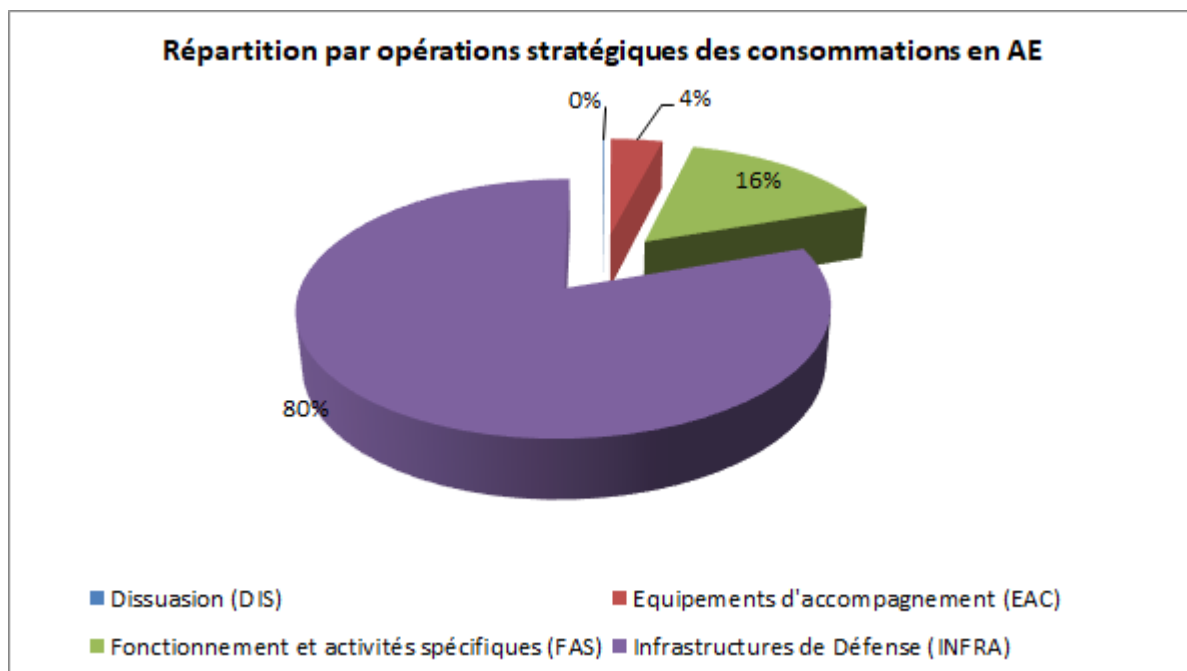
## Soutien de la politique de la défense

Programme n° 212 | Justification au premier euro

Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action  <i>Prévision LFI Consommation</i>	Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
	Titre 2 * Dépenses de personnel	Autres titres *	Total y.c. FdC et AdP	Titre 2 * Dépenses de personnel	Autres titres *	Total y.c. FdC et AdP
communication - Secrétariat général de la défense et de la sécurité nationale	13 180 948		13 180 948	13 180 948		13 180 948
67 – Pilotage, soutien et communication - dépenses de personnel des cabinets et des organismes rattachés / RH	85 554 678 83 757 145		85 554 678 83 757 145	85 554 678 83 757 145		85 554 678 83 757 145
67.01 – Cabinet du Ministre des armées - Cabinet du ministre délégué auprès du Ministre des armées - sous-direction des cabinets	31 310 161 31 882 272		31 310 161 31 882 272	31 310 161 31 882 272		31 310 161 31 882 272
67.02 – Contrôle général des armées	21 826 723 22 975 126		21 826 723 22 975 126	21 826 723 22 975 126		21 826 723 22 975 126
67.03 – Direction Générale du Numérique	8 002 589 5 693 336		8 002 589 5 693 336	8 002 589 5 693 336		8 002 589 5 693 336
67.04 – Délégation à l'Information et la Communication de la Défense	10 970 196 9 173 594		10 970 196 9 173 594	10 970 196 9 173 594		10 970 196 9 173 594
67.05 – Gendarmerie de la Sureté de l'Armement Nucléaire	5 170 791 5 299 090		5 170 791 5 299 090	5 170 791 5 299 090		5 170 791 5 299 090
67.06 – Contrôle Budgétaire et Comptable Ministériel défense - Agence Comptable des Services Industriels de l'Armement	5 440 945 5 560 063		5 440 945 5 560 063	5 440 945 5 560 063		5 440 945 5 560 063
67.07 – Direction de la Protection des Installations, moyens et activités de la Défense	2 833 273 3 173 664		2 833 273 3 173 664	2 833 273 3 173 664		2 833 273 3 173 664
<b>Total des crédits prévus en LFI *</b>	<b>21 222 499 951</b>	<b>4 236 700 430</b>	<b>25 459 200 381</b>	<b>21 222 499 951</b>	<b>1 257 034 973</b>	<b>22 479 534 924</b>
Ouvertures / annulations y.c. FdC et AdP	+356 667 552	-19 858 268	+336 809 284	+356 667 552	-8 248 802	+348 418 750
Total des crédits ouverts	21 579 167 503	4 216 842 162	25 796 009 665	21 579 167 503	1 248 786 171	22 827 953 674
<b>Total des crédits consommés</b>	<b>21 542 252 039</b>	<b>4 186 419 032</b>	<b>25 728 671 071</b>	<b>21 542 252 039</b>	<b>1 248 958 140</b>	<b>22 791 210 178</b>
Crédits ouverts - crédits consommés	+36 915 464	+30 423 129	+67 338 593	+36 915 464	-171 968	+36 743 496

\* hors FdC et AdP pour les montants de la LFI

Total des autorisations de fongibilité asymétrique délivrées au programme : 194 180 €.





**Soutien de la politique de la défense**

Programme n° 212 | Justification au premier euro

**AUTORISATIONS D'ENGAGEMENTS SUR TRANCHE FONCTIONNELLE (EN M€)**

Niveau	Description	AEANE fin 2021	Retrait sur affectation	Affectation 2022	Total	Engagement 2022 sur TF
OS	Dissuasion (DIS)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
OS	Équipements d'accompagnement (EAC)	1,71	0,00	0,00	1,71	0,47
OS	Fonctionnement et activités spécifiques (FAS)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
OS	Infrastructures de Défense (INFRA)	6,46	0,98	4,80	10,29	4,53
Total		8,18	0,98	4,80	12,00	5,00

**ÉCHEANCIERS DES PAIEMENTS (EN M€)**

Niveau	Description	PLF/PLR	Engagements		Paiements				Total
			Eng restant à payer à fin 2021	Eng 2022	2022	2023	2024	> 2024	
OS	Dissuasion (DIS)	PLF	0,00	4,60	4,60	0,00	0,00	0,00	4,60
		PLR	0,00	4,25	4,24	0,00	0,00	0,00	4,25
OS	Équipements d'accompagnement (EAC)	PLF	125,46	168,97	164,30	94,06	30,48	5,58	294,44
		PLR	124,98	163,04	153,00	83,43	27,15	24,45	288,02
OS	Fonctionnement et activités spécifiques (FAS)	PLF	1 056,13	710,80	686,26	218,27	71,07	791,33	1 766,93
		PLR	1 067,86	660,33	678,88	148,60	67,77	832,94	1 728,20
OS	Infrastructures de Défense (INFRA)	PLF	805,76	600,98	430,24	406,72	289,41	280,37	1 406,74
		PLR	804,94	3 381,53	414,05	483,61	386,89	2 901,92	4 186,46
Écarts (PLR-PLF)			10,42	2 723,80	-35,24	-3,41	90,85	2 682,03	2 734,23

**PASSAGE DU PLF À LA LFI**

	Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
	Titre 2	Autres titres	Total	Titre 2	Autres titres	Total
PLF	21 222 499 951	1 464 700 430	22 687 200 381	21 222 499 951	1 257 034 973	22 479 534 924
Amendements	0	+2 772 000 000	+2 772 000 000	0	0	0
<b>LFI</b>	<b>21 222 499 951</b>	<b>4 236 700 430</b>	<b>25 459 200 381</b>	<b>21 222 499 951</b>	<b>1 257 034 973</b>	<b>22 479 534 924</b>

**JUSTIFICATION DES MOUVEMENTS RÉGLEMENTAIRES ET DES LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES****Report de crédits**Titre 2

Néant.

### Hors titre 2

En AE, les reports de crédits s'élèvent à 15,7 M€, dont 9,3 M€ par arrêté du 25 janvier 2022 (reports sur TF) et 6,4 M€ par arrêté du 17 février 2022. En CP, 6,4 M€ ont été reportés via l'arrêté de reports du 17 février 2022.

### **Loi de finances rectificative**

#### Titre 2

Néant.

### Hors titre 2

La loi de finances rectificative n° 2022-1157 du 16 août 2022 a ouvert 47,9 M€ en AE/CP sur le programme.

La loi de finances rectificative n° 2022-1499 du 1<sup>er</sup> décembre 2022 a annulé 31,4 M€ en AE/CP sur le programme.

### **Décrets de transfert**

#### Titre 2

Le solde des transferts s'élève à +91,6 M€ et recouvre les mesures suivantes :

#### 1/ mouvements entrants :

- *en provenance du programme 551 « Provision relative aux rémunérations publiques »*
  - +67,0 M€ au titre de la revalorisation du point d'indice au 1<sup>er</sup> juillet 2022 ;
  - +11,2 M€ au titre de l'indemnité inflation ;
  - +6,8 M€ au titre de l'impact de la revalorisation du SMIC d'octobre 2021 sur la grille des militaires du rang ;
  - +5,9 M€ au titre des mesures salariales en faveur des agents de catégories C ;
  - +2,1 M€ au titre de la convergence indemnitaire entre les services déconcentrés en Île-de-France et l'administration centrale ;
  - +0,1 M€ au titre de la refonte des grilles des médecins de prévention ;
  - +0,03 M€ au titre du recrutement de deux thésards dans le cadre du déploiement de conventions de formation par la recherche en administration (COFRA).
- *en provenance d'autres programmes*
  - +0,06 M€ en provenance du programme 218 « Conduite et pilotage des politiques économiques et financières » destinés au financement de la prime de développement des ingénieurs des mines affectés au ministère des armées ;
  - +0,2 M€ en provenance du programme 152 « Gendarmerie nationale » au titre de la régularisation d'erreurs d'imputation ;
  - +0,1 M€ en provenance du programme 352 « Fonds pour l'accélération du financement des start-up d'État ». Ce transfert est destiné au financement du recrutement de trois entrepreneurs d'intérêt général dans le cadre du défi « Optiflex » organisé par le commissariat des armées ;
  - +0,1 M€ en provenance du programme 161 « Sécurité civile » au titre de la participation des armées aux opérations de lutte contre les incendies dans le cadre de l'opération *Héphaïstos*.

#### 2/ mouvements sortants :

- - 1,3 M€ à destination du programme 138 « Emploi outre-mer », au titre du financement des surcoûts liés à l'indemnité de mobilité géographique des militaires (IMGM) du service militaire adapté ;
- -0,06 M€ à destination du programme 129 « Coordination du travail gouvernemental », au titre du financement de rémunérations assurées par le secrétariat général des affaires européennes (SGAE) ;
- -0,3 M€ à destination du programme 134 « Développement des entreprises et régulations », au titre de la contribution au profit du commissariat aux communications électroniques de défense (CCED) ;
- -0,2 M€ à destination du programme 176 « Police nationale », au titre du transfert de 3,5 ETPT pour la création de l'agence nationale des données de voyage (ANDV) ;

**Soutien de la politique de la défense**

Programme n° 212 | Justification au premier euro

- -0,1 M€ à destination du programme 105 « Action de la France en Europe et dans le monde », au titre du financement des rémunérations de certains personnels en poste à l'étranger.

**Hors titre 2**

Le solde des transferts s'élève à -4,3 M€ en AE et -5 M€ en CP et concerne principalement :

- deux transferts pour un montant total de 3,7 M€ en AE/CP vers le programme 152 « Gendarmerie nationale », dont un transfert destiné au remboursement d'un versement excédentaire de l'indemnité compensatrice due au titre de la société nationale des chemins de fer français (-7,2 M€ en AE/CP) et un transfert destiné au remboursement de la cession d'une emprise (3,5 M€ en AE/CP) ;
- deux transferts pour un montant total de 1,2 M€ en AE/CP vers le programme 224 « Transmission des savoirs et démocratisation de la culture » destiné au financement de la maintenance et l'amélioration continue (MAC) du projet d'archivage numérique « Valeurs immatérielles transmises aux archives pour mémoire » (VITAM) et au financement de la rémunération, par l'opérateur du patrimoine et des projets immobiliers de la culture, d'emplois mis à disposition.

**Décrets de virement****Titre 2**

Néant.

**Hors titre 2**

Le solde des virements s'élève à -21,5 M€ en AE et 0,06 en CP et recouvre principalement le financement ou le remboursement de dépenses d'infrastructure vers ou depuis le programme 178 « Préparation et emploi des forces ».

**Décrets d'avance****Titre 2**

Néant

**Hors titre 2**

Le décret d'avance n° 2022-512 du 7 avril 2022 a annulé 47,9 M€ en AE et en CP afin de contribuer au financement du plan de résilience économique et sociale déployé suite au déclenchement de la guerre en Ukraine. Dans le cadre de la loi de finances rectificative du 16 août 2022, la situation économique a conduit à faire le choix de reconstituer les marges en gestion afin de faire face à d'éventuels aléas d'ici la fin de l'année

**Décrets de répartition****Titre 2**

Néant.

**ORIGINE ET EMPLOI DES FONDS DE CONCOURS ET ATTRIBUTIONS DE PRODUITS****Titre 2**

Les rattachements par attributions de produits s'élèvent à 265 M€. Ils proviennent majoritairement du produit de l'activité du service de santé des armées (264,2 M€ au titre du remboursement de soins assurés par le service de santé des armées incluant une annulation de dépenses à hauteur de -0,2 M€) et marginalement de remboursements de la *Bundeswehr* (0,9 M€ affectés au titre du remboursement des dépenses de personnels de la défense par les organismes internationaux ou leurs émanations).

Hors Titre 2

Les rattachements de fonds de concours (2,3 M€ en AE/CP) et d'attributions de produits (19,4 M€ en AE/CP) proviennent :

- pour les premiers :
  - de participations diverses aux dépenses d'infrastructure et de dépollution (1,1 M€ en AE/CP) ;
  - de la participation de la Commission européenne au financement des actions et projets menés par les services relevant du programme 212 (0,6 M€ en AE/CP) ;
  - de contributions aux actions en faveur de l'environnement (0,3 M€ en AE/CP) ;
  - du produit des legs et donations (0,2 M€ en AE/CP).
- pour les seconds :
  - de recettes provenant de la rémunération de certains services rendus par le ministère de la défense dans le cadre de sa mission en métropole (18,6 M€ en AE/CP) ;
  - de recettes provenant de prestations diverses effectuées dans le cadre de l'exécution du partenariat public-privé Balard (0,7 M€ en AE/CP).

## ■ RÉSERVE DE PRÉCAUTION ET FONGIBILITÉ

	Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
	Titre 2	Autres titres	Total	Titre 2	Autres titres	Total
Mise en réserve initiale	106 112 500	167 132 219	273 244 719	106 112 500	47 945 601	154 058 101
Surgels	0	47 945 601	47 945 601	0	47 945 601	47 945 601
Dégels	0	-110 880 000	-110 880 000	0	0	0
Annulations / réserve en cours de gestion	0	-47 945 601	-47 945 601	0	-47 945 601	-47 945 601
<b>Réserve disponible avant mise en place du schéma de fin de gestion (LFR de fin d'année)</b>	<b>106 112 500</b>	<b>56 252 219</b>	<b>162 364 719</b>	<b>106 112 500</b>	<b>47 945 601</b>	<b>154 058 101</b>

### RÉSERVE DE PRÉCAUTION

Titre 2

La réserve de précaution sur le titre 2 (106,1 M€, dont 62,8 M€ hors CAS Pensions et 43,3 M€ sur le CAS Pensions) a fait l'objet d'une levée totale.

### FONGIBILITÉ ASYMETRIQUE

Un mouvement de fongibilité a été réalisé en fin de gestion du titre 2 vers le hors-titre 2 du programme pour un montant de 0,2 M€.

## Soutien de la politique de la défense

Programme n° 212 | Justification au premier euro

## EMPLOIS ET DÉPENSES DE PERSONNEL

## EMPLOIS RÉMUNÉRÉS PAR LE PROGRAMME

(en ETPT)

Catégorie d'emplois	Transferts de gestion 2021 (1)	Réalisation 2021 (2)	LFI + LFR 2022 (3)	Transferts de gestion 2022 (4)	Réalisation 2022 (5)	Écart à LFI + LFR 2022 (après transferts de gestion) (5 - (3 + 4))
1087 – Catégorie A (personnels civils titulaires et non titulaires)	-2,00	14 966,42	14 864,60	-3,00	15 279,30	+417,70
1088 – Catégorie B (personnels civils titulaires et non titulaires)	0,00	14 013,45	14 499,92	-3,00	15 043,07	+546,15
1089 – Catégorie C (personnels civils titulaires et non titulaires)	0,00	22 585,84	20 769,15	0,00	19 911,56	-857,59
1090 – Ouvriers de l'Etat	0,00	12 415,64	11 726,54	0,00	11 674,50	-52,04
1091 – Officiers	0,00	33 932,25	34 561,63	0,00	34 087,75	-473,88
1092 – Sous-officiers	0,00	91 469,67	92 882,60	-0,50	90 809,17	-2 072,93
1093 – Militaires du rang	0,00	79 820,83	79 363,49	0,00	78 163,33	-1 200,16
1094 – Volontaires	0,00	1 380,25	1 556,91	0,00	1 251,42	-305,49
1095 – Volontaires stagiaires du SMV	0,00	683,75	1 147,20	0,00	556,92	-590,28
<b>Total</b>	<b>-2,00</b>	<b>271 268,10</b>	<b>271 372,04</b>	<b>-6,50</b>	<b>266 777,02</b>	<b>-4 588,52</b>

(en ETPT)

Catégorie d'emplois	Mesures de périmètre en LFI (6)	Mesures de transfert en LFI (7)	Corrections techniques (8)	Impact des schémas d'emplois pour 2022 (5-4)-(2-1)-(6+7+8)	dont extension en année pleine du schéma d'emplois 2021 sur 2022	dont impact du schéma d'emplois 2022 sur 2022
1087 – Catégorie A (personnels civils titulaires et non titulaires)	0,00	0,00	+22,11	+291,77	+293,66	-1,89
1088 – Catégorie B (personnels civils titulaires et non titulaires)	0,00	-82,00	+844,71	+269,91	+258,73	+11,18
1089 – Catégorie C (personnels civils titulaires et non titulaires)	0,00	0,00	-2 728,66	+54,38	+247,84	-193,46
1090 – Ouvriers de l'Etat	0,00	-2,00	+1,14	-740,28	-262,26	-478,02
1091 – Officiers	0,00	0,00	+0,48	+155,02	+251,32	-96,30
1092 – Sous-officiers	0,00	0,00	-8,25	-651,75	+327,46	-979,21
1093 – Militaires du rang	0,00	0,00	-6,21	-1 651,29	-471,39	-1 179,90
1094 – Volontaires	0,00	0,00	+9,70	-138,53	-179,55	+41,02
1095 – Volontaires stagiaires du SMV	0,00	0,00	-126,83	0,00	0,00	0,00
<b>Total</b>	<b>0,00</b>	<b>-84,00</b>	<b>-1 991,81</b>	<b>-2 410,77</b>	<b>+465,81</b>	<b>-2 876,58</b>

Après transferts de gestion, le volume d' ETPT consommé par le programme 212 est inférieur de -4 588,52 ETPT au plafond alloué en LFI et LFR 2022, représentant ainsi une sous-consommation de 1,69 % du plafond 2022.

L'évolution entre les réalisations 2021 et 2022 s'établit à -4 486,58 ETPT (hors transferts de gestion) et relève :

- du schéma d'emplois 2022 de -2 410,77 ETPT (comprenant le SIAé) qui se décompose en une extension en année pleine (EAP) 2021 sur 2022 de +465,81 ETPT et un effet année courante (EAC) 2022 de -2 876,58 ETPT.
- des mesures de transferts à hauteur de -84 ETPT ;
- des corrections techniques à hauteur de -1 991,81 ETPT regroupant les mesures suivantes :

- du retrait des apprentis du plafond d'emplois ministériel, à hauteur de -2 000 ETPT (+200 ETPT en PLF puis -2 200 ETPT en LFI) ;
- des corrections de stocks au titre de la variation prévisionnelle des effectifs de volontaires, à hauteur de -118,17 ETPT (-126,83 ETPT sur les volontaires du SMV et +8,67 ETPT sur les volontaires experts des armées) ;
- des rectifications liées aux calculs de l'EAP et de l'EAC à partir de mois moyens arrondis, soit -14,24 ETPT ;
- de corrections techniques et des ajustements entre catégories d'emplois apportés dans le cadre du DPGCEP 2022 à hauteur de +136,09 ETPT.

La consommation moyenne pour l'année de 266 777 ETPT comprend les personnels HPSOP. Sans retraitement de ces personnels, la consommation est de 257 607 ETPT.

### RÉPARTITION DE L'EMR PAR CATÉGORIE D'EMPLOI

Catégories d'emploi	Réalisation 2022	dont SIAé	dont Présidence de la République
<b>Total civils</b>	61 908,43	3 887,48	20,50
Catégorie A	15 279,30	609,59	2,00
Catégorie B	15 043,07	862,57	9,00
Catégorie C	19 911,56	213,99	7,67
Ouvriers de l'État	11 674,50	2 201,33	1,83
<b>Total militaires</b>	204 868,59	789,16	50,67
Officiers	34 087,75	103,00	14,25
Sous-officiers	90 809,17	641,08	33,42
Militaires du rang	78 163,33	45,08	3,00
Volontaires	1 251,42	-	-
Volontaires stagiaires du SMV	556,92	-	-
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>266 777,02</b>	<b>4 676,64</b>	<b>71,17</b>

BOP	Réalisation 2022	dont SIAé	dont Présidence de la République
Personnel militaire de l'armée de terre	113 280,08	50,83	12,33
Personnel militaire de l'armée de l'air et de l'espace	40 232,83	276,67	12,67
Personnel militaire de la marine	36 120,25	397,75	17,25
Personnel militaire du SCA	2 010,45	4,17	1,00
Personnel militaire du SEO	1 397,08	-	-
Personnel du SSA	9 750,69	-	7,42
Personnel de la DGA	6 716,35	820,15	-
Personnel du SID	650,25	-	-
Autres personnel militaire (CGA, APM, gendarmes non-spécialisés et de la sûreté des armements nucléaires)	487,75	-	-
Personnel civil de la Défense (1)	50 357,82	3 127,07	19,50
Personnel de la DGSE	5 773,46	-	1,00
<b>Total</b>	<b>266 777,02</b>	<b>4 676,64</b>	<b>71,17</b>

(1) Le BOP « Personnel civil de la Défense » n'inclut pas les populations suivantes :

- le personnel civil paramédical, rattaché au service de santé des armées (SSA) ;
- les cadres technico-commerciaux, ingénieurs (ICT) et techniciens (TCT), rattachés à la direction générale de l'armement (DGA) ;
- les aumôniers civils rattachés au service du commissariat des armées (SCA) ;
- le personnel civil employé à la direction générale de la sécurité extérieure (DGSE).



## Soutien de la politique de la défense

Programme n° 212 | Justification au premier euro

## ÉVOLUTION DES EMPLOIS À PÉRIMÈTRE CONSTANT

(en ETP)

Catégorie d'emploi	Sorties	dont départs en retraite	Mois moyen des sorties	Entrées	dont primo recrutements	Mois moyen des entrées	Schéma d'emplois	Schéma d'emplois
							Réalisation	Prévision PAP
1087 – Catégorie A (personnels civils titulaires et non titulaires)	2 059,31	387,91	6,41	2 490,47	1 554,37	7,56	+431,16	+393,87
1088 – Catégorie B (personnels civils titulaires et non titulaires)	1 719,73	443,00	6,45	2 061,20	1 118,10	7,47	+341,47	+598,54
1089 – Catégorie C (personnels civils titulaires et non titulaires)	2 899,48	541,65	6,23	2 928,58	1 798,70	7,09	+29,10	+271,88
1090 – Ouvriers de l'Etat	1 418,57	779,60	6,43	698,60	340,00	7,87	-719,97	-845,29
1091 – Officiers	2 424,00	945,00	6,86	2 697,00	1 489,00	7,91	+273,00	+512,00
1092 – Sous-officiers	9 697,00	4 077,00	6,51	9 075,00	4 380,00	7,36	-622,00	+303,00
1093 – Militaires du rang	17 777,00	1 913,00	6,34	16 894,00	15 766,00	6,83	-883,00	-889,00
1094 – Volontaires	1 304,00	1,00	6,66	1 436,00	1 261,00	6,90	+132,00	+147,00
<b>Total</b>	<b>39 299,09</b>	<b>9 088,16</b>		<b>38 280,85</b>	<b>27 707,17</b>		<b>-1 018,24</b>	<b>+492,00</b>

Le schéma d'emplois réalisé à fin 2022 s'élève à -1018 ETP, soit un écart de -1 510 ETP par rapport aux prévisions du PAP 2022. Cet écart s'explique par la hausse du volume de départs subis par le ministère des armées, avec un marché de l'emploi dynamique pour de nombreux secteurs professionnels, dans lesquels peuvent s'exprimer les compétences professionnelles détenues au ministère. Cette hausse des sorties n'a été compensée que partiellement par l'augmentation des entrées et un volume de recrutements inédit sur la période de l'actuelle LPM.

## EFFECTIFS ET ACTIVITÉS DES SERVICES

## RÉPARTITION DU PLAFOND D'EMPLOIS PAR SERVICE

(en ETP)

Service	Prévision LFI	Réalisation	dont mesures de transfert	dont mesures de périmètre	dont corrections techniques	Impact des schémas d'emplois pour 2022	dont extension en année pleine du schéma d'emplois 2021 sur 2022	dont impact du schéma d'emplois 2022 sur 2022
Administration centrale	15 034,78	14 921,71	-3,00	0,00	-9,74	-134,85	+26,05	-160,90
Opérateurs	48,00	40,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Services à l'étranger	11 954,30	11 657,38	-81,00	0,00	0,00	-105,35	+20,35	-125,70
Autres	244 334,96	240 157,93	0,00	0,00	-1 982,07	-2 170,57	+419,41	-2 589,98
<b>Total</b>	<b>271 372,04</b>	<b>266 777,02</b>	<b>-84,00</b>	<b>0,00</b>	<b>-1 991,81</b>	<b>-2 410,77</b>	<b>+465,81</b>	<b>-2 876,58</b>

(en ETP)

Service	Schéma d'emplois Prévision PAP	ETP au 31/12/2022 Réalisation
Administration centrale	+27,52	15 020,83
Opérateurs	0,00	40,13
Services à l'étranger	+21,50	11 734,81
Autres	+442,98	241 753,25

(en ETP)

Service	Schéma d'emplois Prévision PAP	ETP au 31/12/2022 Réalisation
<b>Total</b>	<b>+492,00</b>	<b>268 549,02</b>

La catégorie « autres » correspond aux unités stationnées en province ou en outre-mer, aux services déconcentrés et aux bases de défense.

## RÉPARTITION DU PLAFOND D'EMPLOIS PAR ACTION

Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action	Prévision LFI	Réalisation
	ETPT	ETPT
<b>50 – Recherche et exploitation du renseignement intéressant la sécurité de la France - Personnel travaillant pour le programme "Environnement et prospective de la politique de défense"</b>	<b>7 277,85</b>	<b>7 311,34</b>
50.01 – Renseignement extérieur	5 719,60	5 772,46
50.02 – Renseignement de sécurité et de défense	1 558,25	1 538,88
<b>51 – Prospective de défense - Personnel travaillant pour le programme "Environnement et prospective de la politique de défense"</b>	<b>243,55</b>	<b>268,18</b>
51.01 – DGRIS / Administration centrale	243,55	268,18
<b>52 – Relations internationales</b>	<b>369,02</b>	<b>335,05</b>
52.01 – DGA / Soutien aux exportations	53,02	37,20
52.02 – DGRIS / Diplomatie de défense	316,00	297,85
<b>53 – Préparation et conduite des opérations d'armement - Personnel travaillant pour le programme "Équipement des forces "</b>	<b>10 017,89</b>	<b>10 277,25</b>
53.01 – Soutien aux opérations d'armement	10 017,89	10 277,25
<b>54 – Planification des moyens et conduite des opérations - Personnel travaillant pour le programme "Préparation et emploi des forces"</b>	<b>15 135,14</b>	<b>14 212,73</b>
54.01 – Commandement des armées	1 638,28	1 573,52
54.02 – Organismes interarmées à vocation opérationnelle	2 090,46	2 080,72
54.04 – Enseignement interarmées	1 559,09	1 404,90
54.05 – EMA / Relations internationales militaires / PPE	803,21	831,38
54.06 – Renseignement d'intérêt militaire	2 074,14	1 861,23
54.07 – Systèmes d'information et de communication	6 969,96	6 460,98
<b>55 – Préparation des forces terrestres - Personnel travaillant pour le programme "Préparation et emploi des forces"</b>	<b>105 839,98</b>	<b>105 250,11</b>
55.01 – Ressources humaines des forces terrestres	105 839,98	105 250,11
<b>56 – Préparation des forces navales - Personnel travaillant pour le programme "Préparation et emploi des forces"</b>	<b>34 233,97</b>	<b>34 292,64</b>
56.01 – Ressources humaines des forces navales	34 233,97	34 292,64
<b>57 – Préparation des forces aériennes- Personnel travaillant pour le programme "Préparation et emploi des forces"</b>	<b>38 574,69</b>	<b>38 570,80</b>
57.01 – Ressources humaines des forces aériennes	33 797,54	33 894,16
57.02 – Service industriel aéronautique(SIAé)	4 777,15	4 676,64
<b>58 – Logistique et soutien interarmées - Personnel travaillant pour le programme "Préparation et emploi des forces"</b>	<b>42 460,95</b>	<b>40 158,79</b>
58.01 – Fonction pétrolière	2 034,71	2 021,10
58.02 – Logistique et soutien interarmées / CICoS	509,70	548,62
58.04 – Service interarmées des munitions	1 343,16	1 306,16
58.05 – Service du commissariat des armées	23 549,53	22 058,11
58.06 – Fonction santé	15 023,85	14 224,80
60 – Politique immobilière - Personnel travaillant pour l'action "Politique immobilière"	6 636,96	6 443,10

**Soutien de la politique de la défense**

Programme n° 212 | Justification au premier euro

Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action	Prévision LFI	Réalisation
	ETPT	ETPT
62 – Politique culturelle et éducative - gestion et communication des archives historiques de la défense - Personnel travaillant pour l'action "Politique culturelle et éducative"	626,22	586,19
<b>64 – Pilotage, soutien - Personnel travaillant pour l'action " Pilotage, soutien "</b>	<b>5 238,66</b>	<b>5 246,96</b>
64.01 – Personnel du SGA employeur	3 593,99	3 682,68
64.07 – Personnel de l'action sociale	1 029,27	945,33
64.08 – Personnel de l'agence de reconversion de la Défense	615,40	618,95
65 – Journée défense et citoyenneté - Personnel travaillant pour le programme "Reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant"	2 827,67	2 236,31
<b>66 – Rayonnement et contribution extérieure</b>	<b>989,04</b>	<b>778,02</b>
66.01 – Pilotage, soutien et communication - effectifs sortants remboursés sous PME A Mindef	294,83	221,27
66.02 – Pilotage, soutien et communication - effectifs sortants non remboursés sous PME A Mindef	306,20	210,19
66.04 – Pilotage, soutien et communication - Présidence de la République	81,01	71,17
66.06 – Pilotage, soutien et communication - Secrétariat général de la défense et de la sécurité nationale	307,00	275,39
<b>67 – Pilotage, soutien et communication - dépenses de personnel des cabinets et des organismes rattachés / RH</b>	<b>900,45</b>	<b>809,55</b>
67.01 – Cabinet du Ministre des armées - Cabinet du ministre délégué auprès du Ministre des armées - sous-direction des cabinets	340,86	297,00
67.02 – Contrôle général des armées	167,04	162,49
67.03 – Direction Générale du Numérique	66,22	49,91
67.04 – Délégation à l'Information et la Communication de la Défense	112,46	107,08
67.05 – Gendarmerie de la Sûreté de l'Armement Nucléaire	54,44	52,49
67.06 – Contrôle Budgétaire et Comptable Ministériel défense - Agence Comptable des Services Industriels de l'Armement	138,30	115,26
67.07 – Direction de la Protection des Installations, moyens et activités de la Défense	21,13	25,32
<b>Total</b>	<b>271 372,04</b>	<b>266 777,02</b>
Transferts en gestion		-6,50

Au global, l'EMR 2022 est en sous réalisation (-4 595,02 ETPT) par rapport à la programmation 2022, qui tient compte de l'amendement inscrivant les apprentis hors PME A.

Cette sous-réalisation illustre les difficultés des gestionnaires RH à réaliser le schéma d'emploi en 2022. L'employeur SCA est actuellement en pleine transformation, ce qui amène à une sous-réalisation de son ER au 31/12/2022.

À noter que si les DF 0212-54-03 et DF 0212-58-03 sont actuellement vides, ces derniers pourraient être utilisés à court terme par le grand employeur (GE) CEMA.

**RECENSEMENT DU NOMBRE D'APPRENTIS**

Nombre d'apprentis pour l'année scolaire 2021-2022	Dépenses de titre 2 Coût total chargé (en M€)	Dépenses hors titre 2 Coût total (en M€)
2 089,00	28,57	13,04

Fixée à 2 117 apprentis pour le cycle scolaire 2021-2022, hors établissements publics, la cible a été réalisée à 98,7 % par le MINARM.

## INDICATEURS DE GESTION DES RESSOURCES HUMAINES

L'indicateur de gestion des ressources humaines figure dans la partie « Performance ».

## PRÉSENTATION DES CRÉDITS PAR CATÉGORIE ET CONTRIBUTIONS EMPLOYEURS

Catégorie	Exécution 2021	Prévision LFI 2022	Exécution 2022
<b>Rémunération d'activité</b>	<b>10 816 295 157</b>	<b>10 811 629 847</b>	<b>11 113 223 853</b>
<b>Cotisations et contributions sociales</b>	<b>9 942 860 633</b>	<b>10 110 538 114</b>	<b>10 110 742 173</b>
Contributions d'équilibre au CAS Pensions :	8 476 636 226	8 652 799 249	8 615 998 328
– Civils (y.c. ATI)	720 103 072	776 530 905	741 278 333
– Militaires	6 536 388 235	6 646 893 081	6 645 344 732
– Ouvriers de l'État (subvention d'équilibre au FSPOEIE)	1 220 144 920	1 229 375 263	1 229 375 263
– Autres (Cultes et subvention exceptionnelle au CAS Pensions)			
Cotisation employeur au FSPOEIE	158 056 179		152 470 607
Autres cotisations	1 308 168 227	1 457 738 865	1 342 273 238
<b>Prestations sociales et allocations diverses</b>	<b>294 751 830</b>	<b>300 331 990</b>	<b>318 286 013</b>
<b>Total titre 2 (y.c. CAS Pensions)</b>	<b>21 053 907 620</b>	<b>21 222 499 951</b>	<b>21 542 252 039</b>
<b>Total titre 2 (hors CAS Pensions)</b>	<b>12 577 271 394</b>	<b>12 569 700 702</b>	<b>12 926 253 711</b>
<i>FdC et AdP prévus en titre 2</i>		272 312 954	

Au 31/12/2022, la dépense T2 chômage s'élève à 129,8 M€, pour un effectif moyen de 13 040 allocataires (dont 11 961 militaires). La distribution de la dépense est la suivante :

- personnels civils restructurés : 5,2 M€ de dépenses pour un effectif moyen de 282 allocataires ;
- personnels civils non restructurés : 9,6 M€ de dépenses pour un effectif moyen de 797 allocataires ;
- personnels militaires : 116,3 M€ de dépenses pour un effectif moyen de 11 961 allocataires.

La consommation 2022 est inférieure de 22,5 M€ à la ressource initiale établie à 152,2 M€ en LFI 2022. La LFI avait été construite dans un contexte prudentiel compte tenu de la crise sanitaire (prévision d'effectifs moyens de 14 113 allocataires). Au final, dans un contexte de reprise économique, l'année 2022 se traduit par une baisse des effectifs indemnisés, ainsi que des coûts moyens d'indemnisation en baisse.

## RÉFÉRENTIEL D'OPÉRATIONS BUDGÉTAIRES

OPÉRATION STRATEGIQUE (OS)	OPÉRATION PROGRAMMÉE (OP)	OPÉRATION BUDGETAIRE (OB)	LFI 2022	RAP 2022	
Masse salariale socle - hors CAS pensions	Socle - personnel civil		2 924 275 528	2 920 300 439	
	Socle - personnel militaire		8 560 462 115	8 954 623 580	
<b>Total Masse salariale socle - hors CAS pensions et hors OPEX-MISSINT</b>			<b>11 484 737 643</b>	<b>11 874 924 019</b>	
<b>MISSINT</b>			<b>100 000 000</b>	<b>68 708 104</b>	
Masse salariale hors socle - hors CAS pensions	Dépenses de non activité		125 578 751	120 642 702	
	Dépenses de réservistes		176 864 487	171 410 319	
	Restructurations et autres rémunérations (hors chômage)	Autres rémunérations		58 642 180	49 940 380
		Dépenses de restructurations liées au PAR		43 123 279	36 092 069
	Prestations sociales et allocations diverses	Allocations chômage		152 200 000	129 750 393
		Autres prestations sociales (cotisations sociales amiante incluses)		178 554 363	218 840 621
Autres dépenses hors socle - DAD					
<b>Total Masse salariale hors socle - hors CAS pensions et hors OPEX-MISSINT</b>			<b>734 963 059</b>	<b>726 676 483</b>	

**Soutien de la politique de la défense**

Programme n° 212 | Justification au premier euro

OPEX		250 000 000	255 945 406	
<b>Total hors CAS Pensions</b>		<b>12 569 700 702</b>	<b>12 926 254 012</b>	
Masse salariale - CAS pensions	CAS pensions - personnel civil	2 005 906 168	1 970 612 486	
	CAS pensions - personnel militaire	CAS pensions militaires - socle	6 448 615 562	6 442 466 958
		CAS pensions militaires - hors socle*	67 359 432	135 291 009
		CAS pensions militaires - hors socle (BMPM)*	130 918 087	67 627 875
<b>Total Masse salariale - CAS pensions</b>		<b>8 652 799 249</b>	<b>8 615 998 328</b>	
<b>TOTAL</b>		<b>21 222 499 951</b>	<b>21 542 252 340</b>	

\* Les montants programmés de CAS pensions militaires « hors socle » et « hors socle (BMPM) » étaient inversés en LFI 2022 et ont été laissés comme tels ci-dessus tandis que les montants RAP 2022 correspondent à l'exécution.

**ÉLÉMENTS SALARIAUX**

(en millions d'euros)

Principaux facteurs d'évolution de la masse salariale hors CAS Pensions	
<b>Socle d'exécution 2021 retraitée</b>	<b>12 187,55</b>
Exécution 2021 hors CAS Pensions	12 577,27
Impact des mesures de transfert et de périmètre 2022/ 2021	-0,13
Débasage de dépenses au profil atypique :	-389,59
– GIPA	-0,43
– Indemnisation des jours de CET	-7,57
– Mesures de restructuration	-36,35
– Autres dépenses de masse salariale	-345,24
<b>Impact du schéma d'emplois</b>	<b>-50,07</b>
EAP schéma d'emplois 2021	30,24
Schéma d'emplois 2022	-80,32
<b>Mesures catégorielles</b>	<b>136,41</b>
<b>Mesures générales</b>	<b>205,42</b>
Rebasage de la GIPA	6,66
Variation du point de la fonction publique	146,83
Mesures bas salaires	51,92
<b>GVT solde</b>	<b>0,76</b>
GVT positif	193,97
GVT négatif	-193,20
<b>Rebasage de dépenses au profil atypique - hors GIPA</b>	<b>420,75</b>
Indemnisation des jours de CET	8,47
Mesures de restructurations	36,09
Autres rebasages	376,18
<b>Autres variations des dépenses de personnel</b>	<b>25,43</b>
Prestations sociales et allocations diverses - catégorie 23	21,64
Autres variations	3,80
<b>Total</b>	<b>12 926,25</b>

Le socle d'exécution 2021 retraitée inclut notamment le débasage des dépenses de plans d'accompagnement aux transformations des personnels civils et militaires (PAT PM/PC) (-36,4 M€), de CET (-7,6 M€), de GIPA (-0,4 M€) ainsi que les surcoûts OPEX (-305,9 M€) et MISSINT (-84,0 M€).

Les dépenses suivantes, propres à 2022, sont ajoutées au socle d'exécution retraitée :

- l'impact du schéma d'emplois, qui se décompose en une extension en année pleine 2021 sur 2022 (+30,2 M€) et un effet année courante 2022 (-80,3 M€) ;

- les mesures catégorielles, regroupant notamment la revalorisation des contractuels (8,6 M€) et les surcoûts liés à la mise en œuvre de la deuxième marche NPRM : ISAO (46,0 M€), PCRM (8,9 M€) et PERF (7,1 M€) ;
- les mesures générales, parmi lesquelles la revalorisation du point d'indice de la fonction publique au 1<sup>er</sup> juillet 2022 (146,8 M€), les différentes revalorisations du SMIC (51,9 M€ cumulés), ainsi que le rebasage de la GIPA (6,7 M€) dont la dépense est en forte hausse par rapport à 2021 du fait de l'inflation ;
- le GVT solde 2022, s'élevant à +0,8 M€, soit +194 M€ au titre du GVT positif (1,5 % de la masse salariale) et -193,2 M€ au titre du GVT négatif (1,5 % de la masse salariale). Le GVT solde n'intègre qu'une partie de la revalorisation des agents civils sous contrat, à savoir celle qui correspond à une évolution normale de la rémunération de ces personnels (en l'absence d'échelle indiciaire comparable à celle des fonctionnaires), différente de celle visant à porter des besoins d'attractivité et de fidélisation spécifiques ;
- le rebasage de dépenses au profil atypique (hors GIPA), incluant notamment le CET (8,5 M€), le PAT PM/PC (36,1 M€), les dépenses OPEX (255,9 M€) et MISSINT (68,7 M€), ou encore les surcoûts « Ukraine » (43,7 M€) ;
- les « autres variations des dépenses de personnel », s'expliquant principalement par l'augmentation des prestations sociales -parmi lesquelles la PSC (+31,3 M€), les indemnités opérationnelles hors ISAO (+14,9 M€) compensées par les indemnités chômage (-23,3 M€).

Les mesures de transfert s'élèvent à -0,13 M€, et correspondent au transfert de 4 ETP vers l'École de l'air et de l'espace initié fin 2021 et poursuivi en 2022 (-36,8 k€), et au transfert de 2 ETP vers l'École navale (-93,3 k€).

## COÛTS ENTRÉE-SORTIE

Catégorie d'emplois	Coût moyen chargé HCAS			dont rémunérations d'activité		
	Coût d'entrée	Coût global	Coût de sortie	Coût d'entrée	Coût global	Coût de sortie
1087 – Catégorie A (personnels civils titulaires et non titulaires)	52 286	62 001	56 759	44 993	53 646	49 709
1088 – Catégorie B (personnels civils titulaires et non titulaires)	38 530	43 185	40 961	33 371	38 145	36 325
1089 – Catégorie C (personnels civils titulaires et non titulaires)	29 492	32 739	28 429	25 143	28 742	24 585
1090 – Ouvriers de l'Etat	36 409	46 083	46 529	31 116	39 376	40 198
1091 – Officiers	41 456	73 590	73 172	37 385	67 356	66 524
1092 – Sous-officiers	28 462	41 420	39 036	25 169	37 485	35 060
1093 – Militaires du rang	24 035	30 843	27 069	21 093	27 527	23 959
1094 – Volontaires	13 141	14 254	13 907	11 632	12 658	12 410
1095 – Volontaires stagiaires du SMV	4 408	4 408	4 408	4 156	4 156	4 156

Les coûts moyens d'entrée et de sortie présentés ci-dessus retracent les coûts des agents entrants (y compris les primo-recrutés au ministère) et ceux des agents sortants (y compris les départs en fin de carrière).

Les coûts globaux sont les coûts moyens par tête (per capita). Ces coûts estimés sont réalisés à partir des derniers coûts constatés auxquels sont appliqués les taux du GVT positif.

## MESURES CATÉGORIELLES

Catégorie ou intitulé de la mesure	ETP concernés	Catégories	Corps	Date d'entrée en vigueur de la mesure	Nombre de mois d'incidence sur 2022	Coût	Coût en année pleine
Effets extension année pleine						2 088 426	2 853 016
DGSE - Création du 10ème échelon des administrateurs	20	Personnel civil	Catégorie A	04-2021	3	10 000	40 000
NBI DIRISI	28	Personnel	Catégorie A	07-2021	6	15 000	30 000

## Soutien de la politique de la défense

Programme n° 212 | Justification au premier euro

Catégorie ou intitulé de la mesure	ETP concernés	Catégories	Corps	Date d'entrée en vigueur de la mesure	Nombre de mois d'incidence sur 2022	Coût	Coût en année pleine
		civil					
Prime urgence	99	Personnel civil	Personnel civil du SSA (services des urgences)	08-2021	7	83 426	143 016
Revalorisation de la prime de rendement des ouvriers d'État (passage de 16% à 16,5%)	12 209	Ouvriers d'État	Ouvriers d'État	10-2021	9	1 980 000	2 640 000
Mesures statutaires						52 096 422	52 189 584
Séjour de la santé		Personnel militaire et civil	Tous	01-2022	12	5 374 000	5 374 000
DGSE - GRAF des administrateurs généraux	10	Personnel civil	Catégorie A	01-2022	12	6 331	6 331
DGSE - GRAF des attachés	23	Personnel civil	Catégorie A	01-2022	12	30 000	30 000
Avancement semi-automatique au grade d'adjudant à 25 ans de service - 5ème annuité	37	Personnel militaire	Sous-officiers de gendarmerie	01-2022	12	37 588	37 588
GRAF des IEF - Poursuite de la création du grade d'IEF hors classe	67	Personnel civil	Catégorie A	01-2022	12	60 000	60 000
PPCR - Revalorisation indiciaire	213	Personnel militaire	Officiers	01-2022	12	382 904	382 904
Mesure en faveur du personnel civil de catégorie B	324	Personnel civil	Catégorie B	09-2022	4	46 581	139 743
Taux d'avancement Pro-Pro	445	Personnel civil	Catégorie C	01-2022	12	60 000	60 000
Politique de rémunération des contractuels	12 456	Personnel civil	Personnel civil non titulaire	01-2022	12	8 545 386	8 545 386
Mesures bas salaires	12 540	Personnel civil	Catégorie C	01-2022	12	7 753 633	7 753 633
Mesures bas salaires	44 460	Personnel militaire	Militaires du rang	01-2022	12	29 799 999	29 799 999
Mesures indemnitaires						82 225 786	88 742 811
Ouverture de l'ATOM au personnel mettant en œuvre l'ASMP-A	5	Personnel militaire	Officiers mariniers	01-2022	12	26 400	26 400
Ouverture de l'indemnité pour compétences nucléaires spécifiques à 10 postes de la base de l'île longue	10	Personnel militaire	Officiers mariniers	01-2022	12	52 800	52 800
Mise en conformité réglementaire suite à réorganisation d'unités ouvrant droit à l'ISATAP	13	Personnel militaire	Officiers, sous-officiers et militaires du rang	09-2022	4	46 667	140 001
INSMET extension	20	Personnel militaire	Officiers, sous-officiers et militaires du rang	06-2022	7	286 026	490 330
Extension de l'ATOM pour les sous-officiers supérieurs	31	Personnel militaire	Sous-officiers de l'AAE	01-2022	12	163 680	163 680
Impact de la revalorisation des conservateurs du patrimoine par le ministère de la culture	33	Personnel civil	Conservateurs du patrimoine	01-2022	12	84 600	84 600
Impact du passage au RIFSEEP des corps techniques du MTE	60	Personnel civil	Corps techniques du MTE	01-2022	12	1 091 165	1 091 165
Convergence indemnitaire/revalorisation des administrateurs de l'Etat (HFP) (BOP PC)	82	Personnel civil	Catégorie A	01-2022	12	347 658	347 658
Rénovation du dispositif de rémunération des praticiens (mesure 2021)	110	Personnel militaire	Praticiens des armées	01-2022	12	5 112 000	5 112 000
Indemnité spécifique de haute responsabilité - 3ème cohorte	221	Personnel militaire	Officiers généraux	09-2022	4	2 477 819	7 433 457
Fin de délai de carence de deux ans du PACS en outre-mer et à l'étranger	248	Officiers, sous-officiers et militaires du rang	Officiers, sous-officiers et militaires du rang	07-2022	6	138 112	276 224

Catégorie ou intitulé de la mesure	ETP concernés	Catégories	Corps	Date d'entrée en vigueur de la mesure	Nombre de mois d'incidence sur 2022	Coût	Coût en année pleine
IFSE des ICD (revalorisation de 120€/mois)	295	Personnel civil	Ingénieurs civils de la défense	01-2022	12	735 888	735 888
Revalorisation de 25% de la prime Rade et Ile longue	321	Personnel civil	Agents amenés à rejoindre les installations de l'Ile Longue et Lanvéoc-Poulmic	04-2022	9	112 500	150 000
Indemnité de maintenance des aéronefs (ex-APRSeur)	483	Personnel civil	Personnel civil exerçant les fonctions d'apériseur	04-2022	9	405 410	540 547
Augmentation de 1000 € de l'IFSE des ICDD historiques (échelons 6 à 8)	586	Personnel civil	Ingénieurs civils de la défense divisionnaires	07-2022	6	293 000	586 000
Mesures de convergence indemnitaire entre administration centrale et services déconcentrés d'Île-de-France (avec effet rétroactif au 01/01/2021)	1 426	Personnel civil	Tous	01-2022	12	2 100 000	2 100 000
Prime des maîtres d'apprentissage	1 432	Personnel militaire et civil	Tous	01-2022	12	414 496	414 496
DGSE - CIA	2 580	Personnel civil	Personnel civil de la DGSE éligibles au RIFSEEP	01-2022	12	1 351 619	1 351 619
RIFSEEP - Clause de revoyure	3 005	Personnel civil	Personnel civil	01-2022	12	530 200	530 200
Revalorisation de la prime de rendement des ouvriers d'État (passage de 16,5% à 17%)	12 209	Ouvriers d'État	Ouvriers d'État	04-2022	9	1 980 000	2 640 000
Prime de lien au service (PLS)	15 703	Personnel militaire	Officiers, sous-officiers et militaires du rang	01-2022	12	2 531 337	2 531 337
Nouvelle politique de rémunération des militaires	33 182	Personnel militaire	Officiers, sous-officiers et militaires du rang	01-2022	12	61 944 409	61 944 409
<b>Total</b>						<b>136 410 634</b>	<b>143 785 411</b>

Les mesures catégorielles présentent une exécution globale de 74,5 M€ hors nouvelle politique de rémunération des militaires, répartie de la manière suivante :

- 41,02 M€ en faveur du personnel militaire (effets EAP et mesures nouvelles hors gendarmes) ;
- 27,6 M€ en faveur du personnel civil (dont une enveloppe de 8,5 M€ dédiée à la revalorisation des contractuels) ;
- 5,8 M€ en faveur des militaires et civils (Ségur et prime maîtres d'apprentissage) ;
- 0,04 M€ en faveur des gendarmes employés au ministère des Armées.

Les extensions en année pleine des mesures engagées en 2021 représentent 2,1 M€, et intègrent les effets des mesures prises en gestion 2021 (DIRISI, DGSE et le report sur 2022 de la prime d'urgence) pour 0,1 M€.

L'écart de 7,3 M€ par rapport à l'enveloppe allouée en LFI 2022, sur ce périmètre, résulte du décalage au 1<sup>er</sup> janvier 2022 de la mise en paie du dispositif de rémunération des praticiens pour 5,1 M€.

L'exécution des mesures 2022 résulte :

- d'une part, de l'abandon de trois mesures initialement prévues (rénovation du dispositif de rémunération des praticiens mesure 2020 – taux n° 2, mesure de requalification de cat. C en cat. B et Pro pro DGSE) pour un montant de 0,7 M€;
- d'autre part, du report sur 2023 de la mise en paiement de la première tranche CTI au profit de la médecine des forces (pour un montant de 0,7 M€). La création du statut d'emploi de directeur territorial et la prime d'attractivité territoriale ont été décalées sur le plan catégoriel 2023.

Parallèlement, deux mesures interministérielles pour le personnel civil, financées par le P551, ont été mises en œuvre en gestion 2022 sur le périmètre du ministère :

- la mesure de convergence indemnitaire entre administration centrale et services déconcentrés avec effet rétroactif au 1<sup>er</sup> janvier 2021 pour un montant de 4,2 M€ (2,1 M€ au titre des mesures catégorielles pour 2022 et 2,1 M€ pour la rétroactivité de 2021 sur 2022) ;



**Soutien de la politique de la défense**

Programme n° 212 | Justification au premier euro

- la mesure de convergence indemnitaire sur le corps des administrateurs de l'État pilotée par la DGAFP qui a conduit à revaloriser leur IFSE pour un montant de 0,3 M€.

Par ailleurs, deux mesures ont dû être mises en œuvre en gestion pour tenir compte d'évolutions catégorielles de corps issus d'autres ministères pour un montant de 1,2 M€ :

- impact de la revalorisation des conservateurs du patrimoine mise en œuvre par le ministère de la culture ;
- impact du passage au RIFSEEP des corps techniques du ministère de la transition écologique.

La revalorisation des contractuels à hauteur de 8,5 M€ tient compte des reports de charges issus de 2021 et de l'abondement accordé en gestion pour financer la revalorisation des agents contractuels de la DGSE et celle des personnels de recrutement local (+4,6 M€ au total).

Enfin, la mise en œuvre du deuxième volet NPRM au 1<sup>er</sup> janvier 2022 se traduit par un impact budgétaire sur 2022 de 62 M€.

**ACTION SOCIALE - HORS TITRE 2**

Type de dépenses	Effectif concerné (ETP)	Réalisation Titre 3	Réalisation Titre 5	Total
Restauration	4 192 580	5 551 384		<b>5 551 384</b>
Logement	379 735	6 125 238		<b>6 125 238</b>
Famille, vacances	379 735	59 490 495		<b>59 490 495</b>
Mutuelles, associations	281 580	7 517 451		<b>7 517 451</b>
Prévention / secours	379 735	5 740 683		<b>5 740 683</b>
Autres	379 735	18 652 534		<b>18 652 534</b>
<b>Total</b>		<b>103 077 785</b>		<b>103 077 785</b>

En 2022, les paiements s'élèvent à 103,1 M€ (contre 90,5 M€ en 2021). Cette hausse (+12,55 M€) et les évolutions afférentes s'explique par plusieurs facteurs :

- le paiement du solde de l'exercice 2021 au titre des transferts de solidarité (TS) relatif à la protection sociale complémentaire (PSC) des ressortissants du ministère s'est élevé à 3,025 M€. L'importance de ces TS a induit le versement au profit de la mutuelle INTERIALE, la Mutuelle FORTEGO (lots civil et militaire) et Harmonie Mutuelle d'acomptes au titre de l'exercice 2022 à hauteur de 2,246 M€ ;
- l'IGESA a bénéficié d'un versement exceptionnel de 2 M€. L'IGESA a fait face à une augmentation sans précédent de ses coûts qui a eu des conséquences fortes sur son résultat prévisionnel. Même si un plan d'action a été rapidement mis en œuvre pour contenir le résultat déficitaire (réduction des consommations en énergie, accroissement de la productivité des agents), l'EPIC a demandé à être soutenu en mettant en rapport les moyens avec les différentes missions d'actions sociales confiées à l'IGESA lesquelles concourent à l'amélioration de la condition des personnels civils et militaires relevant du ministère des Armées ;
- compte tenu de la montée en puissance et des enjeux associés, des compensations en ressources ont été effectuées entre les différents agrégats de dépenses en cours de gestion 2022. Sont concernés l'aide en santé de l'ASA pour les jeunes recrues civiles et militaires (ASJR) (+0,1 M€) ainsi que la participation au fonctionnement des crèches et haltes garderies propres à la défense (+0,6 M€). En revanche, d'autres prestations ont diminué notamment les actions sociales communautaires et culturelles (ASCC : -0,4 M€) et les secours (-0,3 M€).

L'agrégat « Autres » recouvre prioritairement les actions sociales communautaires et culturelles (9,0 M€), l'entretien locatif immeuble (1,8 M€), les aménagements de postes de travail au profit des personnes en situation de handicap (1,7 M€), les subventions aux associations (1,7 M€), les frais de déplacement (0,6 M€) et les chèques sociaux (0,4 M€).



**Soutien de la politique de la défense**

Programme n° 212 | Justification au premier euro

**Dépenses pluriannuelles****GRANDS PROJETS INFORMATIQUES**

Sont présentés, au titre des grands projets informatiques du programme 212, les projets du ministère inscrits sur le tableau de bord des projets informatiques les plus stratégiques ou sensibles pour l'État, dits du TOP 50 interministériel, qui sont visés par la circulaire du Premier Ministre du 20 janvier 2015 et déterminés par la direction interministérielle du numérique (DINUM) en accord avec les ministères.

Cinq projets sont concernés au titre des restitutions du RAP 2022 : ARCHIPEL NG, EUREKA, SI ROC, SOURCE-SOLDE Incrément 2-NPRM et SOURCE-WEB.

**ARCHIPEL NG****DESCRIPTION DU PROJET**

Le projet ARCHIPEL s'inscrit dans la mise en œuvre d'une politique d'archivage devant permettre une gestion organisée et efficace de l'archivage des informations par les entités du ministère des Armées.

Le projet s'appuiera sur la brique interministérielle VITAM. Les besoins spécifiques de protection du secret de la défense nationale seront pris en compte.

Année de lancement du projet	2015
Financement	0212-05
Zone fonctionnelle principale	Archives définitives

**COÛT ET DURÉE DU PROJET****Coût détaillé par nature**

(en millions d'euros)

	2019 et années précédentes		2020 Exécution		2021 Exécution		2022 Prévision		2022 Exécution		2023 Prévision PAP 2023		2024 et années suivantes		Total	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Hors titre 2	4,00	2,70	1,10	1,40	1,90	2,20	1,00	1,50	1,80	1,10	0,40	1,20	0,20	0,80	9,40	9,40
Titre 2	2,80	2,80	1,20	1,20	0,40	0,40	0,20	0,20	0,20	0,20	0,20	0,20	0,10	0,10	4,90	4,90
<b>Total</b>	<b>6,80</b>	<b>5,50</b>	<b>2,30</b>	<b>2,60</b>	<b>2,30</b>	<b>2,60</b>	<b>1,20</b>	<b>1,70</b>	<b>2,00</b>	<b>1,30</b>	<b>0,60</b>	<b>1,40</b>	<b>0,30</b>	<b>0,90</b>	<b>14,30</b>	<b>14,30</b>

**Évolution du coût et de la durée**

	Au lancement	Actualisation	Écart en %
Coût total en M€	14,30	14,30	
Durée totale en mois	81	99	+22,22 %

**Commentaires**

Le projet a été lancé en avril 2015. La fin du projet, qui correspond à la dernière livraison de jalon de la solution, est estimée à juin 2023, soit une prolongation de 18 mois sur la durée du projet (de 81 mois constatés en novembre 2019

à 99 mois relevés en octobre 2022). Cet allongement s'explique par le report de la recette des premiers livrables et par le réajustement du planning opérationnel en raison de la période de confinement due au COVID-19. La durée de référence du projet est donc de 8 ans et 3 mois.

Le surcoût lié au développement prévu au PAP 2022 (coût total du projet estimé à 15,2 M€) relatif à la conduite du changement ne s'étant pas réalisé, le projet est revenu à son coût initial (14,3 M€). Il ne présente donc plus de dérive de coût.

## GAINS DU PROJET

### Évaluation des gains quantitatifs du projet

	Au lancement	Actualisation	Écarts en %
Gain annuel en M€ hors titre 2	3,30	2,70	-18,18 %
Gain annuel en M€ en titre 2	0,40	0,30	-25,00 %
Gain annuel moyen en ETPT	7	7	
Gain total en M€ (T2 + HT2) sur la durée de vie prévisionnelle de l'application	57,80	48,50	-16,09 %
Délai de retour en années	12	13	+8,33 %

### Commentaires

Les gains annuels totaux et le délai de retour sont issus de la dernière mise à jour de l'analyse de la rentabilité du projet Archipel au titre des actualisations des projets relevant du Top 50.

L'estimation du gain moyen annuel HT2 (2,7 M€) sur la durée de vie du projet et du SI correspond aux prévisions d'économies (notamment celles liées aux kilomètres d'archives économisées), légèrement minorées du coût de fonctionnement du futur SI, supérieur au coût du SI historique.

Le gain moyen annuel T2 (7 ETPT) correspond à la charge de travail économisée. Il est estimé à 0,4 M€ par an à partir de 2030, dans l'hypothèse du déploiement de la solution et d'une réduction des travaux de manutention d'archivage papier et de ressaisie.

Le gain total (+48,5 M€) correspond à l'ensemble des gains envisagés sur une durée de vie prévisionnelle de 20 ans.

## EURÉKA

### DESCRIPTION DU PROJET

Le projet EUREKA s'inscrit dans le cadre général de la transformation numérique du ministère des Armées, en particulier pour digitaliser et unifier l'appel au soutien.

Son objectif est de permettre le développement d'un système d'information accessible depuis Internet, mais aussi depuis l'intradef du ministère des Armées, et d'en assurer la maintenance applicative.

Année de lancement du projet	2017
Financement	P212
Zone fonctionnelle principale	Relation avec les agents

**Soutien de la politique de la défense**

Programme n° 212 | Justification au premier euro

**COÛT ET DURÉE DU PROJET****Coût détaillé par nature**

(en millions d'euros)

	2019 et années précédentes		2020 Exécution		2021 Exécution		2022 Prévision		2022 Exécution		2023 Prévision PAP 2023		2024 et années suivantes		Total	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Hors titre 2	2,40	1,20	2,60	2,80	4,20	3,30	2,90	2,70	3,60	3,60	1,70	3,40	0,60	0,80	15,10	15,10
Titre 2	3,00	3,00	1,20	1,20	1,10	1,10	0,70	0,70	0,70	0,70	0,50	0,50	0,30	0,30	6,80	6,80
<b>Total</b>	<b>5,40</b>	<b>4,20</b>	<b>3,80</b>	<b>4,00</b>	<b>5,30</b>	<b>4,40</b>	<b>3,60</b>	<b>3,40</b>	<b>4,30</b>	<b>4,30</b>	<b>2,20</b>	<b>3,90</b>	<b>0,90</b>	<b>1,10</b>	<b>21,90</b>	<b>21,90</b>

**Évolution du coût et de la durée**

	Au lancement	Actualisation	Écart en %
Coût total en M€	16,10	21,90	+36,02 %
Durée totale en mois	70	71	+1,43 %

**Commentaires**

Le projet a été lancé en novembre 2017. La fin du projet, correspondant à la dernière livraison du module de la solution, est estimée à octobre 2023, soit une durée de référence de 5 ans et 11 mois. La durée du projet est actualisée afin de prendre en compte des incréments complémentaires par rapport au périmètre d'origine du projet.

Comme cité précédemment, la réalisation d'incrémentaires complémentaires a engendré une augmentation du devis initial (de 16,1 M€ à 21,9 M€).

**GAINS DU PROJET****Évaluation des gains quantitatifs du projet**

	Au lancement	Actualisation	Écarts en %
Gain annuel en M€ hors titre 2	-0,30	-0,20	-33,33 %
Gain annuel en M€ en titre 2	6,30	6,30	
Gain annuel moyen en ETPT	105	105	
Gain total en M€ (T2 + HT2) sur la durée de vie prévisionnelle de l'application	96,20	97,40	+1,25 %
Délai de retour en années	7	8	+14,29 %

**Commentaires**

Les gains annuels totaux et le délai de retour sont issus de la dernière mise à jour de l'analyse de la rentabilité du projet EUREKA au titre de l'actualisation des projets relevant du Top 50.

L'estimation d'un moindre gain moyen annuel HT2 sur la durée de vie du projet et du SI (-0,2 M€) s'explique par le fait qu'il s'agit d'un nouveau système d'information digitalisé et numérique incluant toutes les prestations de service offertes sur le périmètre des bases de défense en France et à l'étranger.

Le gain moyen annuel T2 (105 ETPT) correspond aux gains de productivité des personnels dans l'hypothèse du déploiement de la solution à terminaison (réemploi des souteneurs sur des tâches à plus forte valeur ajoutée que la numérisation des documents ou le suivi des prises des rendez-vous).

Compte tenu de l'augmentation du devis initial, le délai de retour s'est légèrement dégradé (de 7 à 8 ans).

Le gain total (+ 97,4 M€) correspond à l'ensemble des gains sur une durée de vie prévisionnelle de 16 ans.

## ROC

### DESCRIPTION DU PROJET

Le système d'information des réservistes opérationnels connecté (SI ROC) vise à améliorer la relation client entre les référents ministériels et les réservistes opérationnels du ministère des armées.

L'objectif est de simplifier et de moderniser la gestion, les processus et l'employabilité des réservistes, notamment pour faciliter le recrutement au sein de la Garde nationale du ministère des Armées.

Année de lancement du projet	2016
Financement	0212-05
Zone fonctionnelle principale	Ressources humaines

### COÛT ET DURÉE DU PROJET

#### Coût détaillé par nature

(en millions d'euros)

	2019 et années précédentes		2020 Exécution		2021 Exécution		2022 Prévision		2022 Exécution		2023 Prévision PAP 2023		2024 et années suivantes		Total	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Hors titre 2	6,50	5,10	1,00	0,90	1,40	1,10	1,10	1,30	1,00	1,50	1,10	1,50	0,70	1,60	11,70	11,70
Titre 2	1,40	1,40	0,50	0,50	0,50	0,50	0,50	0,50	0,50	0,50	0,50	0,50	0,50	0,50	3,90	3,90
<b>Total</b>	<b>7,90</b>	<b>6,50</b>	<b>1,50</b>	<b>1,40</b>	<b>1,90</b>	<b>1,60</b>	<b>1,60</b>	<b>1,80</b>	<b>1,50</b>	<b>2,00</b>	<b>1,60</b>	<b>2,00</b>	<b>1,20</b>	<b>2,10</b>	<b>15,60</b>	<b>15,60</b>

#### Évolution du coût et de la durée

	Au lancement	Actualisation	Écart en %
Coût total en M€	15,50	15,60	+0,65 %
Durée totale en mois	87	93	+6,90 %

#### Commentaires

Le projet a été lancé en mars 2016. La fin du projet correspond à la dernière livraison du module de la solution. Elle est estimée à décembre 2023 en intégrant une prolongation de 6 mois sur la durée du projet due à la mise au point plus complexe que prévue des nouvelles fonctionnalités du SI, soit une durée de référence de 7 ans et 9 mois.

Le coût de l'opération SI ROC a été ajusté de +0,1 M€ en 2020 (de 15,5 à 15,6 M€) suite à une augmentation du coût de tierce maintenance applicative. Le surcoût prévu lors de l'exercice du PAP 2022 (coût total du projet alors estimé à 16,1 M€ soit +0,5 M€) relatif au coût de tierce maintenance d'exploitation (infogérance) ne s'est pas avéré nécessaire. Le coût total du projet est ainsi revenu à son niveau de 2020 (15,6 M€).

**Soutien de la politique de la défense**

Programme n° 212 | Justification au premier euro

**GAINS DU PROJET****Évaluation des gains quantitatifs du projet**

	Au lancement	Actualisation	Écarts en %
Gain annuel en M€ hors titre 2	2,90	3,80	+31,03 %
Gain annuel en M€ en titre 2	3,50	2,50	-28,57 %
Gain annuel moyen en ETPT	47	47	
Gain total en M€ (T2 + HT2) sur la durée de vie prévisionnelle de l'application	108,20	107,30	-0,83 %
Délai de retour en années	6	6	

**Commentaires**

Les gains annuels totaux et le délai de retour sont issus de la dernière mise à jour de l'analyse de la rentabilité du projet SI ROC au titre des actualisations des projets relevant du Top 50.

L'estimation du gain moyen annuel HT2 sur la durée de vie du projet et du SI (+2,8 M€) s'appuie sur :

- les économies induites sur les frais bureautiques et d'impression en raison de la numérisation des dossiers ;
- une meilleure fidélisation des incorporés entraînant des économies sur les frais d'incorporation, de paquetage et de formation initiale.

Le gain moyen annuel T2 (47 ETP) correspond à la charge de travail économisée (gain de 2,5 M€ par an envisagé à partir de 2019) dans l'hypothèse du déploiement de la solution cible (moindre charge de travail due à la numérisation et pas d'augmentation de nombre de gestionnaires).

Le gain total (+90,3 M€) correspond à l'ensemble des gains sur une durée de vie prévisionnelle de 17 ans.

**SOURCE SOLDE INCRÉMENT 2 – NPRM****DESCRIPTION DU PROJET**

La Nouvelle Politique de Rémunération des Militaires (NPRM) entraîne une nouvelle architecture indemnitaire rendant nécessaire la refonte d'une partie des indemnités implémentées dans le système SOURCE SOLDE, de manière incrémentale entre 2021 et 2023, dans le cadre d'un nouveau projet, « SOURCE SOLDE incrément 2-NPRM », officiellement lancé le 26 novembre 2020.

Année de lancement du projet	2020
Financement	0212-05
Zone fonctionnelle principale	Ressources Humaines

## COÛT ET DURÉE DU PROJET

## Coût détaillé par nature

(en millions d'euros)

	2019 et années précédentes		2020 Exécution		2021 Exécution		2022 Prévision		2022 Exécution		2023 Prévision PAP 2023		2024 et années suivantes		Total	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Hors titre 2	0,00	0,00	1,96	1,57	8,27	4,65	15,90	17,60	6,56	4,73	12,01	17,85	0,00	0,00	28,80	28,80
Titre 2	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>1,96</b>	<b>1,57</b>	<b>8,27</b>	<b>4,65</b>	<b>15,90</b>	<b>17,60</b>	<b>6,56</b>	<b>4,73</b>	<b>12,01</b>	<b>17,85</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>28,80</b>	<b>28,80</b>

## Évolution du coût et de la durée

	Au lancement	Actualisation	Écart en %
Coût total en M€	33,20	28,80	-13,25 %
Durée totale en mois	24	33	+37,50 %

## Commentaires

Le projet SOURCE SOLDE incrément 2-NPRM couvre la réalisation des indemnités induites par la mise en œuvre de la NPRM, y compris leurs impacts sur les primes et indemnités historiques, en parallèle de la production de la solde et du maintien à jour réglementaire du système SOURCE SOLDE.

La mise en œuvre de la 3<sup>e</sup> marche en octobre 2023, initialement envisagée en janvier 2023, a repositionné le jalon de mise en service de la capacité de paiement de novembre 2022 à août 2023, augmentant ainsi la durée totale du projet de 24 à 33 mois.

Cela n'a pas conduit à augmenter le coût prévisionnel de ce projet, qui a au contraire été revu à la baisse et s'établit à 28,8 M€. Cette réévaluation est due à la restitution d'une partie des provisions pour risque non consommées à fin 2022. Il exclut les coûts de fonctionnement du système SOURCE SOLDE, tout comme le titre 2.

## SOURCE-WEB

## DESCRIPTION DU PROJET

Le projet SOURCE-WEB vise à réaliser une interface simplifiée et sécurisée de saisie des données RH qui s'appuie sur une base de données agrégée pour les armées, directions et services, interfacée avec les SIRH du ministère des Armées. Cette interface novatrice permettra d'uniformiser et de simplifier la saisie des informations en intégrant une fonctionnalité de requêtage. Elle permettra aussi de gérer l'ensemble des aspects liés à la dématérialisation des pièces justificatives.

Année de lancement du projet	2014
Financement	0212-05
Zone fonctionnelle principale	Ressources humaines



**Soutien de la politique de la défense**

Programme n° 212 | Justification au premier euro

**COÛT ET DURÉE DU PROJET****Coût détaillé par nature**

(en millions d'euros)

	2019 et années précédentes		2020 Exécution		2021 Exécution		2022 Prévision		2022 Exécution		2023 Prévision PAP 2023		2024 et années suivantes		Total	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Hors titre 2	5,90	4,60	1,80	1,80	1,30	2,40	0,60	0,70	1,30	1,00	0,40	0,90	0,00	0,00	10,70	10,70
Titre 2	3,60	3,60	0,40	0,40	0,40	0,40	0,10	0,10	0,10	0,10	0,10	0,10	0,00	0,00	4,60	4,60
<b>Total</b>	<b>9,50</b>	<b>8,20</b>	<b>2,20</b>	<b>2,20</b>	<b>1,70</b>	<b>2,80</b>	<b>0,70</b>	<b>0,80</b>	<b>1,40</b>	<b>1,10</b>	<b>0,50</b>	<b>1,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>15,30</b>	<b>15,30</b>

**Évolution du coût et de la durée**

	Au lancement	Actualisation	Écart en %
Coût total en M€	15,00	15,30	+2,00 %
Durée totale en mois	91	114	+25,27 %

**Commentaires**

Le projet SOURCE-WEB a été lancé en janvier 2014. La fin du projet, correspondant au déploiement du dernier « run » d'enrichissement de la solution, est estimée à juillet 2023, soit une durée de référence de 9 ans et 6 mois.

La complexité accrue du projet SOURCE-WEB, due au changement d'orientation stratégique de l'opération actée depuis 2018 (recentrage sur une gestion des droits individualisée par armées et services, et non plus sur une matrice de droits unique), a conduit à un allongement du déploiement prévisible du service (dérive de 23 mois, de 91 à 114 mois).

Le projet SOURCE-WEB opère une priorisation et un resserrement des fonctionnalités à développer au profit de l'écosystème RH des armées sur le partage de la donnée RH et son écriture dans les SIRH, les fonctionnalités relatives aux e-portails d'armées relevant désormais de chaque périmètre d'armées.

L'augmentation du coût initial est due à la dématérialisation des fonctionnalités relatives aux pensions des fonctionnaires et des ouvriers de l'État.

**GAINS DU PROJET****Évaluation des gains quantitatifs du projet**

	Au lancement	Actualisation	Écarts en %
Gain annuel en M€ hors titre 2	-0,20	0,00	-100,00 %
Gain annuel en M€ en titre 2	5,00	4,80	-4,00 %
Gain annuel moyen en ETPT	90	160	+77,98 %
Gain total en M€ (T2 + HT2) sur la durée de vie prévisionnelle de l'application	62,70	62,20	-0,80 %
Délai de retour en années	8	8	

**Commentaires**

Les gains annuels totaux et le délai de retour sont issus de la dernière mise à jour de l'analyse de la rentabilité du projet Source-Web au titre des actualisations des projets relevant du Top 50.

L'estimation du gain moyen annuel HT2 sur la durée de vie du projet et du SI est nul car il s'agit d'un nouveau SI ne remplaçant pas de SI historiques. Il génère ainsi des coûts de fonctionnement, minorés toutefois des gains légèrement à la baisse en matière d'édition.

Le gain moyen annuel T2 (160 ETP) correspond à la charge de travail économisée (gain de 4,8 M€ par an en moyenne envisagé à partir de 2023) sur les opérateurs et superviseurs de saisie, dans l'hypothèse du déploiement de la solution.

Le gain total (+62,2 M€) correspond à l'ensemble des gains sur une durée de vie prévisionnelle de 13 ans.

### CONTRATS DE PLAN ÉTAT-RÉGION (CPER)

#### Génération 2015 - 2020

Action / Opérateur	Rappel du montant contractualisé	Prévision 2022		Consommation 2022		Consommation cumulée	
		Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
10 - Restructurations	1 250 000					1 250 000	1 250 000
<b>Total</b>	<b>1 250 000</b>					<b>1 250 000</b>	<b>1 250 000</b>

#### Génération CPER 2015-2020

Avec le dernier paiement concernant le CPER de Givet, les financements pour les restructurations de défense dans le cadre des CPER 2015-2020 ont été soldés en 2021.

#### Génération CPER 2007-2014

Action	Rappel du montant initial	Consommation au 31/12/2021		Prévision 2022		2023 et après
		AE	CP	AE	CP	CP
10 - Restructurations	8 920 000	8 465 638	8 465 638	-	-	-
<b>Total</b>	<b>8 920 000</b>	<b>8 465 638</b>	<b>8 465 638</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>

#### Génération CPER 2015-2020

Action	Rappel du montant initial	Consommation au 31/12/2021		Prévision 2022		2023 et après
		AE	CP	AE	CP	CP
10 - Restructurations	1 250 000	1 250 000	1 250 000	-	-	-
<b>Total</b>	<b>1 250 000</b>	<b>1 250 000</b>	<b>1 250 000</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>

#### Génération CPER 2007-2014

Le paiement et les retraits d'autorisations d'engagement effectués en 2021 concernant le CPER de Lorraine, le seul encore actif en 2021, ont soldé les financements des CPER 2007-2014 suivis dans le cadre des restructurations de défense.

## CONTRATS DE CONVERGENCE ET DE TRANSFORMATION (CCT)

---

## MARCHÉS DE PARTENARIAT

---

### MARCHÉ DE PARTENARIAT / PPP BALARD

Le projet de regroupement des états-majors et des services centraux du ministère des Armées sur le site de Balard (Paris XV<sup>e</sup>) est désigné sous le terme « projet Balard ».

Ce projet se décompose en deux parties :

- une partie propre au contrat de partenariat-public privé (PPP), incluse au sein de l'action 11 « Pilotage, soutien et communication » du programme 212 « Soutien de la politique de défense » ;
- une autre partie liée aux opérations d'infrastructure connexes au PPP, retracées à l'action 4 « Politique immobilière » du programme 212.

Il n'intègre pas les démolitions de l'ensemble des bâtiments de la parcelle Ouest réalisées préalablement par l'État (engagées en février 2009 et achevées en décembre 2010), ni les rénovations des tours « F » (achevée en février 2012) et « A » (anciennement « tour de la DGA » achevée en mars 2013).

Le contrat de partenariat de l'État (CPE) « PPP Balard » a été signé le 30 mai 2011 avec un groupement d'entreprises, réunies au sein d'une société de projet baptisée OPALE DEFENSE et dont le mandataire est la société BOUYGUES.

Ce PPP intègre :

- la conception architecturale et technique ;
- la construction ou la rénovation de bâtiments (notamment celle du bâtiment Perret, inscrit à l'inventaire supplémentaire des monuments historiques) ;
- l'entretien et la maintenance ;
- les services (restauration, nettoyage, gardiennage extérieur, gestion de l'hébergement des militaires sur le site, assistance bureautique, etc.) ;
- la réalisation et la maintenance des réseaux informatiques et téléphoniques, y compris la fourniture et l'entretien des postes informatiques pendant une durée de cinq ans.

### Durée du PPP

La durée de ce PPP est fixée à 30 ans incluant la période de conception/construction (3 ans) et la période d'exploitation (27 ans).

### Montant et financement du PPP

Le montant total du contrat, c'est-à-dire le cumul des redevances sur vingt-sept années d'exploitation, de 2014 à 2041, a été initialement évalué à 3 540 M€ constants hors taxes (valeur décembre 2010).

### Financement

Les ressources nécessaires au financement de la redevance, dans la durée, devaient être assurées sans abondement, par redéploiement des crédits budgétaires actuels :

- des crédits de fonctionnement et d'investissement correspondant aux dépenses actuelles de soutien de l'administration centrale et d'entretien de ses locaux ;
- des loyers acquittés pour la DGA à Bagneux ;
- des dépenses de personnel hors pensions correspondant aux activités de soutien de l'administration centrale ;
- des loyers budgétaires des emprises parisiennes du ministère, hors Balard, pouvant être affectés au financement de l'opération ;
- de la dotation dont bénéficiera le ministère au titre du mécanisme interministériel de compensation du surcoût de la TVA sur les prestations externalisées.

**Soutien de la politique de la défense**

Programme n° 212 | Justification au premier euro

AE CP	2020 et avant		2021		2022		2023	2024	2025 et après
	Prévision	Exécution	Prévision	Exécution	Prévision	Exécution	Prévision	Prévision	Prévision
Investissement	1 088 519 23	1 088 519 23	14 595 441	14 595 441	26 994 298	1 027 728	12 238 608	10 000 000	0
	1	1	29 807 318	29 807 318	30 411 976	27 817 703	29 470 791	57 000 000	594 417 057
	369 351 061	369 351 061							
Fonctionnement	1 082 721 87	1 082 721 87	160 528 207	160 528 207	150 805 018	157 017 355	155 439 090	134 090 000	0
	9	9	160 528 207	160 340 804	158 937 096	162 292 704	167 121 041	146 140 000	111 379 470
	1 082 721 879	931 514 415							
Financement	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	0	0	0	0	0	0	0	0	0

La sous-exécution en AE des dépenses d'investissements par rapport au PLF 2022 s'explique par :

- le report de 12 M€ d'opérations, dont 5 M€ reportés sur 2023 et 7 M€ sur 2024 ;
- l'annulation de 4 M€ de travaux non prioritaires au regard des besoins opérationnels, tels que le réemploi des onduleurs et l'installation d'un kiosque sous-marin dans le cadre de la valorisation du patrimoine ;
- un redéploiement de 7 M€ en cours d'exercice pour faire face à l'accroissement des besoins de fonctionnement.

## SUIVI DES CRÉDITS DE PAIEMENT ASSOCIÉS À LA CONSOMMATION DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT (HORS TITRE 2)

AE 2022	CP 2022
AE ouvertes en 2022 * (E1) <b>4 217 036 342</b>	CP ouverts en 2022 * (P1) <b>1 248 980 351</b>
AE engagées en 2022 (E2) <b>4 186 419 032</b>	CP consommés en 2022 (P2) <b>1 248 958 140</b>
AE affectées non engagées au 31/12/2022 (E3) <b>8 875 599</b>	dont CP consommés en 2022 sur engagements antérieurs à 2022 (P3 = P2 - P4) <b>548 393 857</b>
AE non affectées non engagées au 31/12/2022 (E4 = E1 - E2 - E3) <b>21 741 711</b>	dont CP consommés en 2022 sur engagements 2022 (P4) <b>700 564 283</b>

### RESTES À PAYER

Engagements ≤ 2021 non couverts par des paiements au 31/12/2021 brut (R1) <b>2 012 546 195</b>				
Travaux de fin de gestion postérieurs au RAP 2021 (R2) <b>1 296 120</b>				
<b>Engagements ≤ 2021 non couverts par des paiements au 31/12/2021 net</b> (R3 = R1 + R2) <b>2 013 842 315</b>	–	CP consommés en 2022 sur engagements antérieurs à 2022 (P3 = P2 - P4) <b>548 393 857</b>	=	Engagements ≤ 2021 non couverts par des paiements au 31/12/2022 (R4 = R3 - P3) <b>1 465 448 458</b>
AE engagées en 2022 (E2) <b>4 186 419 032</b>	–	CP consommés en 2022 sur engagements 2022 (P4) <b>700 564 283</b>	=	Engagements 2022 non couverts par des paiements au 31/12/2022 (R5 = E2 - P4) <b>3 485 854 749</b>
				<b>Engagements non couverts par des paiements au 31/12/2022</b> (R6 = R4 + R5) <b>4 951 303 208</b>
				Estimation des CP 2023 sur engagements non couverts au 31/12/2022 (P5) <b>715 644 628</b>
				Estimation du montant maximal des CP nécessaires après 2023 pour couvrir les engagements non couverts au 31/12/2022 (P6 = R6 - P5) <b>4 235 658 580</b>

NB : les montants ci-dessus correspondent uniquement aux crédits hors titre 2

\* LFI 2022 + reports 2021 + mouvements réglementaires + FdC + AdP + fongibilité asymétrique + LFR

---

**Soutien de la politique de la défense**

---

Programme n° 212 | Justification au premier euro

## Justification par action

### ACTION

#### 04 – Politique immobilière

Action / Sous-action	Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
	Titre 2	Autres titres	Total	Titre 2	Autres titres	Total
<i>Prévision LFI y.c. FdC et AdP</i>						
<i>Réalisation</i>						
04 – Politique immobilière		3 471 044 040	<b>3 471 044 040</b>	515 647 796		<b>515 647 796</b>
		3 474 663 698	<b>3 474 663 698</b>	499 494 282		<b>499 494 282</b>

### CONTENU DE L'ACTION

L'action n° 04 « Politique immobilière » finance les infrastructures de défense hors forces sur deux opérations stratégiques, une pour les dépenses de fonctionnement – OS « Fonctionnement et Activités Spécifiques » – et une pour les dépenses d'investissement – OS « Infrastructures de défense ». Les dépenses réalisées concernent principalement le logement familial, l'hébergement en enceinte militaire, les ensembles d'alimentation, les locaux d'administration générale et la transition écologique (performance énergétique, environnement).

### PRINCIPALES MESURES DE L'ANNÉE

En 2022, conformément aux objectifs de la loi de programmation militaire 2019-2025, l'effort engagé au profit de l'hébergement en enceinte militaire s'est accéléré (280 M€ d'engagements de travaux en 2022, après 246 M€ en 2021 hors plan de relance), comme celui au profit des familles, marqué par l'engagement du contrat « Ambition logement » à hauteur de 2 835 M€.

### DÉPENSES DE L'AGRÉGAT FONCTIONNEMENT

#### OPÉRATION STRATÉGIQUE : FONCTIONNEMENT ET ACTIVITÉS SPÉCIFIQUES

L'opération stratégique FAS comprend deux opérations budgétaires : « logement familial » et « locations d'infrastructure ». Elle intègre également les dépenses de fonctionnement du service infrastructure de la défense.

#### AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT ET CRÉDITS DE PAIEMENT (EN €) :

Niveau	Description	AE				CP			
		LFI	Prévision FDC/ADP du PAP	Engagements hors TF	Écart Utilisation / Prévisions	LFI	Prévision FDC/ADP du PAP	Consommation	Écart Consommation / Prévisions
		(1)	(2)	(3)	(4) = (3) - (1) - (2)	(1)	(2)	(3)	(4) = (3) - (1) - (2)
OB	Communication et relations publiques	2 080 000	0	1 832 399	-247 601	2 080 000	0	1 785 016	-294 984
OB	Déplacements et transports	2 989 500	0	3 284 506	295 006	2 989 500	0	3 318 719	329 219
OB	Fonctionnement courant	1 636 000	0	2 053 705	417 705	1 636 000	0	1 991 288	355 288
OB	Formation et instruction	2 050 000	0	2 472 541	422 541	2 050 000	0	2 186 168	136 168
OB	Mobilité	1 425 500	0	1 606 413	180 913	1 425 500	0	1 604 269	178 769



**Soutien de la politique de la défense**

Programme n° 212 | Justification au premier euro

	personnels								
OB	Prestations intellectuelles	300 000	0	286 291	-13 709	300 000	0	281 013	-18 987
OB	Soutien courant des structures	30 000	0	10 691	-19 309	30 000	0	4 747	-25 253
OB	Soutien des matériels communs	2 000 000	0	4 382 128	2 382 128	2 000 000	0	2 943 875	943 875
OB	Locations d'infrastructure	44 500 000	0	20 264 825	-24 235 175	12 096 209	0	12 317 602	221 393
OB	Logement familial	78 170 000	0	79 590 957	1 420 957	78 170 000	0	74 574 447	-3 595 553
	Total	135 181 000	0	115 784 456	-19 396 544	102 777 209	0	101 007 143	-1 770 066

**Commentaires par OB****OB « Communications et relations publiques »**

Les moindres publications officielles relatives aux marchés publics d'infrastructure ont entraîné une sous-consommation de 0,2 M€ en AE et 0,3 M€ en CP.

**OB « Fonctionnement courant »**

La surconsommation de 0,4 M€ en AE/CP s'explique par l'effort consenti en matière d'acquisition de moyens de conduite d'essais techniques. Cette démarche s'inscrit dans le cadre de la recherche continue de modernisation de la construction d'infrastructure.

**OB « Formation et instruction »**

Le rattrapage des formations non réalisées en 2021 du fait de la crise COVID a entraîné une augmentation de 0,4 M€ en AE.

**OB « Mobilité des personnels »**

La surconsommation de 0,2 M€ en AE/CP s'explique par l'augmentation des coûts liés au transport par voie aérienne.

**OB « Soutien courant des structures »**

Les moindres consommations sont liées aux frais de fonctionnement du Service Nationale d'Ingénierie Aéroportuaire (SNIA) et du Service technique de l'Aviation Civile (STAC).

**OB « Soutien des matériels communs »**

L'anticipation du plan de renouvellement des véhicules métiers s'est traduite par des acquisitions supplémentaires et donc une surconsommation de 2,4 M€ en AE.

**OB « Locations d'infrastructure »**

L'OB « locations d'infrastructure » concerne les locations d'immeubles à usage tertiaire au profit des administrations du ministère.

Un effort particulier a été mené pour limiter les engagements (24,2 M€ en AE) sur l'activité loyers intercalaires et administratifs afin de permettre le redéploiement des AE pour compenser les surcoûts du contrat « Ambition Logement ».

**OB « Logement familial »**

L'OB « logement familial » agrège les loyers afférents aux logements en métropole et outre-mer, les garanties d'occupation et l'entretien courant des logements domaniaux. Cet agrégat a connu une consommation des AE supérieure à la prévision de 1,4 M€ en raison principalement du rattrapage des facturations du prestataire *CDC habitat* à la suite des défaillances de son système d'information en 2021. Les réceptions tardives d'appels de loyers en métropole (NAS) ont aussi occasionné une moindre dépense de 3,6 M€ en CP, reportée en 2023.

Cette OB a été également marquée, tant en AE qu'en CP, par une augmentation des coûts liés à l'entretien courant des logements domaniaux (énergie, matières premières, inflation, etc.).

## DÉPENSES DE L'AGRÉGAT ÉQUIPEMENT

### OPÉRATION STRATÉGIQUE : INFRASTRUCTURES DE DÉFENSE

L'opération stratégique « infrastructures de défense » comprend les crédits destinés à la construction, à la rénovation et à la maintenance des infrastructures hors forces du ministère des Armées qui ne concernent pas la dissuasion nucléaire. Ces crédits servent ainsi à financer les infrastructures d'intérêt général des bases de défense (ensembles d'hébergement et d'alimentation, locaux d'administration générale), celles relatives au logement familial et à l'action sociale, ainsi que celles liées à la transition écologique (performance énergétique, environnement).

### AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT ET DES CRÉDITS DE PAIEMENT (EN €) :

Niveau	Description	AE					CP			
		LFI	Prévision FDC/ADP du PAP	Affectation sur TF	Engagements hors TF	Écart Utilisation / Prévisions	LFI	Prévision FDC/ADP du PAP	Consommation	Écart Consommation / Prévisions
		(1)	(2)	(3)	(3)	(5) = (3) + (4) - (1) - (2)	(1)	(2)	(3)	(4) = (3) - (1) - (2)
OB	Réaliser les infrastructures des bases de défense	317 032 911	-	-	340 335 249	23 302 338	230 593 094	-	211 861 778	-18 731 316
OB	Soutenir les familles	2 873 369 000	16 400 000	4 800 000	2 900 848 364	15 879 364	82 382 703	16 400 000	101 080 133	2 297 430
OB	Réaliser les op cent d'adaptation des sites	7 561 900	-	-	7 291 080	-270 820	11 997 604	-	7 857 924	-4 139 680
OB	Maintenir et soutenir les sites	120 134 562	1 364 667	-	120 619 754	-879 475	70 132 519	1 364 667	77 901 001	6 403 815
	Total	3 318 098 373	17 764 667	4 800 000	3 369 094 447	38 031 407	395 105 920	17 764 667	398 700 836	-14 169 751

### Commentaires par OB

#### OB « Réaliser les infrastructures des bases de défense »

En AE, l'écart de 23,3 M€ s'explique par l'anticipation de commandes au profit du plan hébergement (13,6 M€, 125 places supplémentaires) ainsi que par une consommation plus importante pour les ensembles d'alimentation (création d'une structure provisoire de restauration pendant la période d'entretien intermédiaire (IEI) du porte-avions Charles de Gaulle pour 2,3 M€). L'activité « Accueillir l'AGSC » connaît également une augmentation de ses engagements à hauteur de 6,3 M€, surcoût induit entre autres par des opérations au profit du Service Militaire Volontaire pour 2,5 M€ à la suite de l'ouverture d'une antenne du SMV à Marseille (décision présidentielle).

La sous-consommation des crédits de paiement s'explique par l'annulation d'une partie de la réserve de précaution.

#### OB « Soutenir les familles »

La consommation d'AE est supérieure aux prévisions initiales, notamment en raison de l'augmentation des taux entre l'inscription des crédits en LFI et la signature du contrat ambition logement CEGELOG (55 M€). La consommation maîtrisée sur l'activité « Maintien en condition des logements domaniaux » a cependant conduit à une hausse contenue à 15,9 M€ sur l'OB.

**Soutien de la politique de la défense**

Programme n° 212 | Justification au premier euro

**OB « Réaliser les opérations centralisées d'adaptation des sites »**

Cette OB est exclusivement constituée des dépenses effectuées au titre du PPP ENSTA dont l'exécution est conforme aux prévisions.

**OB « Maintenir et soutenir les sites »**

Les montants engagés sur l'OB « Maintenir et soutenir les sites » ont été conformes à la programmation. Ils ont permis de financer l'effort de transition énergétique du ministère tel l'engagement du Contrat de Performance Énergétique de la base aérienne de Nancy-Ochey, pour un montant de 23,4 M€.

À titre indicatif, la répartition des fonds de concours et des attributions de produits par OS est la suivante :

Niveau	OS	Prévision LFI	Consommation	Écart Consommation / Prévisions
OS	Infrastructures de Défense (INFRA)	17 764 667	19 328 496	1 563 829
OS	Fonctionnement et activité spécifique (FAS)	0	34 700	34 700
	<b>Total</b>	<b>17 764 667</b>	<b>19 363 196</b>	<b>1 598 529</b>

**ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE**

Titre et catégorie	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation
Titre 3 : Dépenses de fonctionnement	134 381 000	2 990 617 049	101 977 209	237 713 972
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	134 381 000	2 990 617 049	101 977 209	237 713 972
Titre 5 : Dépenses d'investissement	3 329 339 040	468 163 770	406 346 587	254 979 189
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'État	3 329 339 040	468 163 770	406 346 587	254 979 189
Titre 6 : Dépenses d'intervention	7 324 000	15 882 879	7 324 000	6 801 122
Transferts aux autres collectivités	7 324 000	15 882 879	7 324 000	6 801 122
<b>Total</b>	<b>3 471 044 040</b>	<b>3 474 663 698</b>	<b>515 647 796</b>	<b>499 494 282</b>

**COÛTS SYNTHÉTIQUES****SYNTHÈSE ACTION 4****AUTORISATIONS D'ENGAGEMENTS ET CRÉDITS DE PAIEMENT ANNÉE 2022 (EN €)**

Niveau	Description	AE					CP				
		Prévision LFI	Prévision FdC/ADP du PLF	Affectation sur TF	Engagement hors TF	Écart Utilisation / Prévision LFI	Prévision LFI	Prévision FdC/ADP du PLF	Consommation	Écart Consommation / Prévision LFI	
		(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (3) +	(1)	(2)	(3)	(4) = (3) - (1) -	

						(4) - (1) - (2)				(2)
OS	Fonctionnement et activités spécifiques (FAS)	135 181 000	0	0	115 784 456	-19 396 544	102 777 209	0	101 007 143	-1 770 066
OS	Infrastructures de Défense (INFRA)	3 318 098 373	17 764 667	4 800 000	3 369 094 447	38 031 407	395 105 920	17 764 667	398 700 836	-14 169 751
Total		3 453 279 373	17 764 667	4 800 000	3 484 878 904	18 634 864	497 883 129	17 764 667	499 707 979	-15 939 817

### TABLEAU DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT DES TRANCHES FONCTIONNELLES (EN €)

	Description	AEANE fin 2021	Retrait sur affectation	Affectation 2022	Total	Engagement 2022 sur TF
OS	Infrastructures de Défense (INFRA)	5 154 189	854 497	4 800 000	9 099 692	4 340 986
Total		5 154 189	854 497	4 800 000	9 099 692	4 340 986

### ÉCARTS DES PAIEMENTS ASSOCIÉS AUX ENGAGEMENTS

Niveau	Description	PLF/ PLR	Eng restant à payer à fin 2021	Eng 2022	2022	2023	2024	> 2024	Total
OS	Fonctionnement et activités spécifiques (FAS)	PLF	65 662 115	135 181 000	102 777 209	39 984 854	18 882 348	39 198 704	200 843 115
		PLR	<b>70 145 305</b>	<b>115 784 456</b>	<b>101 007 143</b>	<b>34 677 158</b>	<b>16 304 202</b>	<b>33 941 258</b>	<b>185 929 761</b>
OS	Infrastructures de Défense (INFRA)	PLF	773 832 242	563 786 040	412 870 587	378 534 696	275 912 517	270 300 482	1 337 618 282
		PLR	<b>766 662 200</b>	<b>3 373 435 434</b>	<b>398 700 836</b>	<b>471 402 626</b>	<b>381 188 912</b>	<b>2 888 805 259</b>	<b>4 140 097 633</b>
	Écarts (PLR-PLF)		-2 686 853	2 790 252 850	-15 939 817	87 560 234	102 698 249	2 613 247 331	2 787 565 997

### ACTION

#### 05 – Systèmes d'information, d'administration et de gestion

Action / Sous-action	Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
	Titre 2	Autres titres	Total	Titre 2	Autres titres	Total
<i>Prévision LFI y.c. FdC et AdP</i>						
<i>Réalisation</i>						
05 – Systèmes d'information, d'administration et de gestion		168 588 791 161 478 688	<b>168 588 791</b> <b>161 478 688</b>		160 273 831 152 914 058	<b>160 273 831</b> <b>152 914 058</b>

### CONTENU DE L'ACTION

L'action 5 regroupe les crédits nécessaires à l'élaboration et au maintien des systèmes d'information d'administration et de gestion (SIAG) et des systèmes d'information logistique (SIL) du ministère.

### PRINCIPALES MESURES DE L'ANNÉE

Le ministère de la culture a bénéficié d'un décret de transfert de l'activité archives, bibliothèques, documentation et musées du programme 212 vers l'action 5 du programme 224 (transmission des savoirs et démocratisation de la

**Soutien de la politique de la défense**

Programme n° 212 | Justification au premier euro

culture) pour le co-financement de la maintenance et l'amélioration continue de la solution logicielle interministérielle VITAM dédiée à l'archivage électronique.

Dans le cadre de la consolidation de la convergence des systèmes d'information logistique (SIL), le programme 178 bénéficie du transfert effectif de six SIL en fin de gestion 2022.

Les principales mesures réalisées en 2022 sont :

- la maintenance curative et évolutive des systèmes d'information des ressources humaines (SIRH) militaires et civils ;
- la tierce maintenance applicative (TMA) pour le projet SOURCE SOLDE (solde des militaires) et l'implémentation de la nouvelle politique de rémunération des militaires (NPRM) et l'architecture des futures évolutions du système d'information ;
- la reconduction de l'acquisition globalisée de logiciels et de services à travers des accords-cadres négociés avec les éditeurs Microsoft, SAP-BO, Oracle ;
- l'effort porté par la direction générale du numérique et des systèmes d'information (DGNUM) sur l'accompagnement de la transformation numérique ;
- la réalisation d'un nouveau projet de gestion électronique du courrier pour l'ensemble du ministère ;
- la poursuite des études préparatoires relatives à la faisabilité technique et la convergence fonctionnelle nécessaires à la construction du futur SIRH ministériel unique ;
- l'acquisition d'une plateforme pour mutualiser la maintenance et les interdépendances entre les différentes applications de la direction des systèmes d'information (DSI) transverse.

**DÉPENSES DE L'AGREGAT EQUIPEMENT****OPÉRATION STRATEGIQUE : EAC****1 - DESCRIPTION**

L'opération stratégique « Équipements d'accompagnement et de cohérence » (EAC) est subdivisée en activités budgétaires qui sont des regroupements cohérents de projets de SI relevant d'un même domaine métier du schéma directeur des SIAG.

**2- ASPECTS FINANCIERS****AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT ET DES CRÉDITS DE PAIEMENT (EN €)**

Niveau	Description	AE			CP		
		Prévision LFI	Engagement hors TF	Écart Utilisation / Prévision LFI	LFI	Consommation	Écart Consommation / Prévisions
		(1)	(4)	(5) = (3) + (4) - (1) - (2)	(1)	(3)	(4) = (3) - (1) - (2)
ACT	Achat public	2 281 216	2 572 528	291 312	2 130 967	2 328 793	197 826
ACT	Acquisition Matériels Serveurs et Stockage	2 656 040	1 394 650	-1 261 390	1 810 040	2 008 254	198 214
ACT	Archives, bibliothèques, documentation, musées	4 715 224	3 658 187	-1 057 037	5 426 221	3 016 856	-2 409 365
ACT	Contrôles exportations	3 159 743	6 022 561	2 862 818	2 732 783	3 596 979	864 196
ACT	Décisionnel	6 200 430	6 604 101	403 671	7 002 818	6 126 538	-876 280
ACT	Finances	1 539 756	1 824 183	284 427	1 554 900	1 593 838	38 938
ACT	Gestion des SI	1 375 408	1 338 635	-36 773	1 375 408	1 214 734	-160 674

ACT	Gisement de données transverses	2 194 635	1 420 454	-774 181	2 196 968	1 895 354	-301 614
ACT	Information et communication	804 174	544 493	-259 681	883 107	671 747	-211 360
ACT	Juridique	1 881 208	562 861	-1 318 347	2 335 103	751 264	-1 583 839
ACT	Logistique	9 318 223	9 966 750	648 527	10 490 207	11 816 545	1 326 338
ACT	Prestations et équipements	7 236 697	6 042 870	-1 193 827	5 309 334	6 210 867	901 533
ACT	Solde des armées	20 971 857	10 419 341	-10 552 516	26 946 460	12 242 572	-14 703 888
ACT	Ressources humaines	39 434 636	41 904 098	2 469 462	30 965 944	36 693 975	5 728 031
ACT	Ressources immobilières	9 011 738	7 211 255	-1 800 483	8 099 640	6 845 109	-1 254 531
ACT	Sécurité de défense	2 669 600	1 820 154	-849 446	2 258 489	1 801 803	-456 686
ACT	Service national	2 131 600	1 783 262	-348 338	2 135 600	877 308	-1 258 292
ACT	Socle d'infrastructure	40 077 460	43 001 781	2 924 321	35 851 798	39 866 167	4 014 369
ACT	Soutien de l'homme	10 929 146	13 721 072	2 791 926	10 768 044	13 438 582	2 670 538
ACT	SIC SIRH Ministériel	0	760 063	760 063	0	0	0
Total		168 588 791	162 573 300	-6 015 491	160 273 831	152 997 287	-7 276 544

#### Activité « Achat public »

L'augmentation de 0,3 M€ en AE et 0,2 M€ en CP est due à des évolutions supplémentaires visant à améliorer les interconnexions et les fonctionnalités du SI des achats ALPHA.

#### Activité « Acquisition matériels serveurs et stockage »

L'acquisition de licences pour les serveurs des SIRH d'armées a été prise en compte sur l'accord-cadre ministériel Oracle et financée par le BOP DIRISI du P178, ce qui a eu pour conséquence de diminuer la consommation de 1,3 M€ en AE.

#### Activité « Archives, bibliothèques, documentation, musées »

La moindre consommation de 1,1 M€ en AE et 2,4 M€ en CP s'explique par l'absence d'affermissement des tranches optionnelles relatives à la TMA et à la TME de la bibliothèque numérique CLADE.

#### Activité « Contrôles exportations »

Initialement prévu avec des tranches d'un montant forfaitaire identique chaque année, le nouveau marché de TMA SIGALE se compose de tranches dont les montants diffèrent d'une année sur l'autre, expliquant le pic de consommation de 2,9 M€ en AE et 0,9 M€ en CP en 2022.

#### Activité « Décisionnel »

La moindre consommation de 0,9 M€ en CP provient du décalage de paiement en 2023 des licences et des formations Elasticsearch commandées en novembre 2022 pour le projet DATA360 (visualisation et exploitation de données en masse).

#### Activité « Finances »

La consommation de 0,3 M€ d'AE supplémentaire résulte de commandes nécessaires à la prise en compte du changement d'applicatif du système CHORUS CAN (comptabilité analytique).

#### Activité « Gestion des SI »

Au titre de l'application SYNOPSIS (pile logicielle de production de plans de servitudes radioélectriques), l'étude pour la migration vers un nouveau logiciel a été lancée en décembre 2022 décalant le paiement à 2023 (0,2 M€).

**Soutien de la politique de la défense**

Programme n° 212 | Justification au premier euro

**Activité « Gisement de données transverses »**

La sous-consommation de 0,8 M€ en AE et 0,3 M€ en CP est due au retard de la réalisation du projet PGDR (Plateforme de Gestion des Données de Référence), solution devant permettre une gestion optimisée des référentiels de données des SI du ministère.

**Activité « Information et communication » :**

Le renouvellement du marché de TMA sur le projet SGA CONNECT (portail d'information du SGA) a été déclaré infructueux et explique la diminution de la consommation de 0,3 M€ en AE et 0,2 M€ en CP.

**Activité « Juridique »**

La sous-consommation de 1,3 M€ en AE et 1,6 M€ en CP est relative au transfert des crédits de l'activité budgétaire juridique vers d'autres activités afin de financer des initiatives de transformation numérique.

**Activité « Logistique »**

La surconsommation de 1,3 M€ en CP est due à une accélération des paiements pour les SI SIMAT (Système d'information du MCO des matériels terrestres) et GOEMON (évolutions et élargissement du périmètre du SI contrat/finances Plantigrade) du SSF.

**Activité « Prestations et équipements »**

Engagé en 2021, le déploiement de lots techniques à courte durée de réalisation permettant la modernisation et l'amélioration de la qualité de l'application de gestion des affaires en ligne (GAEL) de la DGA a entraîné une consommation de CP plus importante que celle prévue initialement.

**Activité « Solde des armées »**

Le succès de la réalisation de SOURCE SOLDE incrément 2 a permis la levée progressive des risques et la diminution des coûts associés (10,6 M€ en AE, 14,7 M€ en CP).

**Activité « Ressources humaines »**

La surconsommation de 5,7 M€ en CP s'explique par :

- la prolongation par avenant du marché de TMA sur le projet SIRH Armées ;
- des besoins de TMA du SI ALLIANCE ;
- la résiliation du marché du SI PENSION, qui a généré un protocole transactionnel non programmé.

**Activité « Ressources immobilières »**

La baisse de la consommation de 1,8 M€ en AE et 1,3 M€ en CP est relative à un décalage des évolutions pour le SI SPIDIE dédié aux suivis et aux contrôles des installations classées et à un report en 2023 de l'externalisation de la TMA pour l'application de gestion domaniale G2D.

**Activité « Sécurité de défense »**

La livraison complémentaire de matériels et de badges nécessaires à l'application GEISHA de la DGA (contrôle des accès et suivi des horaires) en 2021 a eu pour conséquence de moindres consommations en 2022 (0,9 M€ en AE, 0,5 M€ en CP).

**Activité « Service national »**

La sous-consommation de 0,3 M€ en AE et 1,3 M€ en CP s'explique par le moindre coût de la maintenance sur le SI MOPATE (modernisation du passage des tests lors de la journée de citoyenneté).

**Activité « Socle d'infrastructure »**

La surconsommation de 4 M€ de CP s'explique par :

- les besoins d'itérations complémentaires sur le projet SOSIE couvrant le besoin de niveau diffusion restreinte de l'intradef ;
- le paiement d'un protocole transactionnel non programmé suite à la résiliation en 2021 du marché relatif au projet ETVI (Espace de Travail Virtuel sur Internet) ;
- la poursuite du MCO/MCS pour le SI LNACRE.

#### Activité « Soutien de l'homme »

Le succès du déploiement du portail unique d'appel au soutien EUREKA a eu pour conséquence la commande de fonctionnalités complémentaires en 2022. L'augmentation de 2,8 M€ en AE et 2,7 M€ en CP est également due à une augmentation du volume de cartes CIMS (carte d'identité multi services) pour l'ensemble du ministère.

#### Activité « SIC SIRH Ministériel »

Cette activité nouvelle a été créée en janvier 2022.

### ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

Titre et catégorie	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation
Titre 3 : Dépenses de fonctionnement	119 245 916	119 792 791	106 805 116	115 931 895
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	119 245 916	119 792 791	106 805 116	115 931 895
Titre 5 : Dépenses d'investissement	49 342 875	41 625 897	53 468 715	36 367 163
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'État		583 857		132 373
Dépenses pour immobilisations incorporelles de l'État	49 342 875	41 042 041	53 468 715	36 234 790
Titre 6 : Dépenses d'intervention		60 000		615 000
Transferts aux autres collectivités		60 000		615 000
<b>Total</b>	<b>168 588 791</b>	<b>161 478 688</b>	<b>160 273 831</b>	<b>152 914 058</b>

#### COÛTS SYNTHÉTIQUES

### SYNTHESE ACTION 5

#### AUTORISATIONS D'ENGAGEMENTS ET CRÉDITS DE PAIEMENT ANNEE 2022 (EN €)

Niveau	Description	AE					CP				
		Prévision LFI	Prévision FdC/ADP du PLF	Affectation sur TF	Engagement hors TF	Écart Utilisation / Prévision LFI	Prévision LFI	Prévision FdC/ADP du PLF	Consommation	Écart Consommation / Prévision LFI	
		(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (3) + (4) - (1) - (2)	(1)	(2)	(3)	(4) = (3) - (1) - (2)	
OS	Équipements d'accompagnement (EAC)	168 588 791	0	0	162 573 300	-6 015 491	160 273 831	0	152 997 287	-7 276 544	
	Total	168 588 791	0	0	162 573 300	-6 015 491	160 273 831	0	152 997 287	-7 276 544	



**Soutien de la politique de la défense**

Programme n° 212 | Justification au premier euro

**TABLEAU DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT DES TRANCHES FONCTIONNELLES**

Niveau	Description	AEANE fin 2021	Retrait sur affectation	Affectation 2022	Total	Engagement 2022 sur TF
OS	Équipements d'accompagnement (EAC)	1 713 320	-	-	1 713 320	470 006
	Total	1 713 320	-	-	1 713 320	470 006

**ÉCHEANCIERS DES PAIEMENTS ASSOCIÉS AUX ENGAGEMENTS**

Niveau	Description	PLF / PLR	Engagements		Paiements				Total
			Eng restant à payer à fin 2021	Eng 2022	2022	2023	2024	> 2024	
OS	Équipements d'accompagnement (EAC)	PLF	125 463 066	168 973 399	164 303 831	94 064 111	30 484 204	5 584 319	294 436 465
		PLR	124 980 010	163 043 306	152 997 287	83 431 104	27 147 051	24 447 874	288 023 316
	Écart (PLR-PLF)		-483 056	-5 930 093	-11 306 544	-10 633 007	-3 337 153	18 863 555	-6 413 149

**ACTION****06 – Politiques des ressources humaines**

Action / Sous-action <i>Prévision LFI y.c. FdC et AdP</i> Réalisation	Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
	Titre 2	Autres titres	Total	Titre 2	Autres titres	Total
<b>06 – Politiques des ressources humaines</b>	<b>-3 300</b>	<b>147 914 378</b> <b>156 319 736</b>	<b>147 914 378</b> <b>156 316 436</b>	<b>-3 300</b>	<b>149 140 377</b> <b>154 324 249</b>	<b>149 140 377</b> <b>154 320 949</b>
06.03 – Reconversion	-3 300	31 657 580 32 224 821	<b>31 657 580</b> <b>32 221 521</b>	-3 300	31 657 579 28 243 873	<b>31 657 579</b> <b>28 240 573</b>
06.04 – Action sociale et autres politiques de ressources humaines (hors rémunérations des agents)		116 256 798 124 094 914	<b>116 256 798</b> <b>124 094 914</b>		117 482 798 126 080 377	<b>117 482 798</b> <b>126 080 377</b>

**CONTENU DE L'ACTION**

Le programme 212 « Soutien de la politique de la défense », sous la responsabilité du Secrétaire général pour l'administration, regroupe les fonctions de direction et de soutien mutualisées au profit du ministère des Armées. Leurs finalités se concrétisent au travers des politiques RH menée. A cet effet, l'action 6 concentre les missions relatives à la reconversion (sous-action 03) et au financement des mesures dans le cadre de l'action sociale et des autres politiques de ressources humaines (sous-action 04) avec en particulier les prestations ministérielles et interministérielles, l'apprentissage, les formations initiales, continues et spécifiques, et les aides en faveur des agents civils du ministère en situation de handicap.

**ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE**

Titre et catégorie	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation
Titre 2 : Dépenses de personnel		-3 300		-3 300
Rémunérations d'activité		-3 300		-3 300
06.03 – Reconversion		-3 300		-3 300
Titre 3 : Dépenses de fonctionnement	147 650 878	156 142 615	148 876 877	153 889 901
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	147 650 878	156 142 615	148 876 877	153 889 901
06.03 – Reconversion	31 394 080	32 201 506	31 394 079	28 243 873
06.04 – Action sociale et autres politiques de ressources humaines (hors rémunérations des agents)	116 256 798	123 941 110	117 482 798	125 646 028
Titre 5 : Dépenses d'investissement	200 000	21 462	200 000	278 690
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'État	200 000	21 462	200 000	278 690
06.03 – Reconversion	200 000	23 316	200 000	
06.04 – Action sociale et autres politiques de ressources humaines (hors rémunérations des agents)		-1 854		278 690
Titre 6 : Dépenses d'intervention	63 500	155 658	63 500	155 658
Transferts aux ménages		155 658		155 658
06.04 – Action sociale et autres politiques de ressources humaines		155 658		155 658

**Soutien de la politique de la défense**

Programme n° 212 | Justification au premier euro

Titre et catégorie	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation
<i>(hors rémunérations des agents)</i>				
Transferts aux autres collectivités	63 500		63 500	
06.03 – Reconversion	63 500		63 500	
<b>Total</b>	<b>147 914 378</b>	<b>156 316 436</b>	<b>149 140 377</b>	<b>154 320 949</b>

**SOUS-ACTION**

06.03 – Reconversion

**CONTENU DE LA SOUS-ACTION**

Les crédits de cette sous-action sont dédiés :

- au financement des prestations de reconversion délivrées par le dispositif ministériel de reconversion « Défense Mobilité » hors mesures de restructurations dont les crédits de reconversion figurent à l'action 10 « Restructurations » ;
- au financement des frais de déplacement des ayants droit inscrits dans un parcours de reconversion au sein de Défense mobilité ;
- aux dépenses de soutien de l'activité de reconversion, telles que l'acquisition de documentations techniques, les dépenses de marketing opérationnel (« job dating », rencontres entreprises, etc.), les frais de déplacement temporaire des agents affectés au sein de Défense mobilité et enfin diverses dépenses de fonctionnement courant non prises en charge par d'autres organismes de soutien ;
- à l'équipement et aux activités de formation du centre militaire de formation professionnelle (CMFP) implanté à Fontenay-le-Comte.

**PRINCIPALES MESURES DE L'ANNÉE**

L'année 2022 a été marquée par une hausse de l'activité liée à l'augmentation des départs dans l'armée de Terre (qui compose 70 % des militaires accompagnés par l'Agence), au renforcement des mesures mises en place au profit des conjoints dans le cadre du Plan famille et à la poursuite du développement des dépenses de frais de déplacement des blessés.

**DÉPENSES DE L'AGRÉGAT FONCTIONNEMENT****OPÉRATION STRATÉGIQUE : FONCTIONNEMENT ET ACTIVITÉS SPÉCIFIQUES****ASPECTS FINANCIERS****AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT ET CRÉDITS DE PAIEMENT (EN €)**

Niveau	Description	AE				CP			
		LFI	Prévision FDC/ADP du PAP	Engagements hors TF	Écart Utilisation / Prévisions	LFI	Prévision FDC/ADP du PAP	Consommation	Écart Consommation / Prévisions
		(1)	(2)	(3)	(4) = (3) - (1) - (2)	(1)	(2)	(3)	(4) = (3) - (1) - (2)
OB	Accompagnement de la reconversion	28 734 162	0	31 418 447	2 684 285	28 734 161	0	26 808 384	-1 925 777

OB	Fonctionnement courant	1 000 000	0	502 841	-497 159	1 000 000	0	511 818	-488 182
OB	Soutien des matériels communs	1 000 000	0	438 939	-561 061	1 000 000	0	301 803	-698 197
OB	Soutien du dispositif de reconversion	923 418	0	699 978	-223 440	923 418	0	685 848	-237 570
Total		31 657 580	0	33 060 205	1 402 625	31 657 579	0	28 307 854	-3 349 725

## Commentaires par OB

### OB « Accompagnement de la reconversion »

La surconsommation de 2,7 M€ en AE par rapport à la LFI s'explique par :

- l'augmentation des entrées en reconversion, tout particulièrement pour le secteur de la formation professionnelle qui a retrouvé un niveau de dépenses pré-crise ;
- une sollicitation maintenue à un niveau élevé du dispositif des cycles d'enseignement.

En CP, la sous-consommation de 1,9 M€ résulte de la part plus importante de formations longues dont les paiements interviendront en 2023.

Les évolutions de consommations constatées sur l'**OB « Soutien du dispositif de reconversion » (-0,2 M€ AE/CP), sur l'OB « Soutien des matériels communs » (-0,6 M€ AE/-0,7 M€ CP) et sur l'OB « Fonctionnement courant » (-0,5 M€ AE/CP) résultent de la volonté de garantir le financement de la formation professionnelle (formations longues avec besoin d'AE en 2022, cf. ci-dessus OB « Accompagnement de la reconversion »)**

## SOUS-ACTION

### 06.04 – Action sociale et autres politiques de ressources humaines (hors rémunérations des agents)

## CONTENU DE LA SOUS-ACTION

Cette sous-action regroupe les crédits propres à l'action sociale du ministère, à la politique de formation du personnel civil et à la couverture de frais de gestion pour prestation administrative.

La politique sociale mise en œuvre par le ministère des Armées, en complément des dispositifs gouvernementaux de droit commun, vise à compenser les obligations professionnelles spécifiques des agents du ministère des armées (mobilité, disponibilité, durée réduite des carrières militaires, stationnement dans des garnisons isolées et peu favorisées) par des mesures de cohésion sociale.

Elle permet de renforcer l'attractivité des métiers des personnels civils et militaires et témoigne également de la solidarité de la communauté nationale à l'égard des ressortissants des armées touchés par des accidents de la vie.

Afin de mettre en œuvre cette politique sociale, la direction des ressources humaines du ministère de la défense (DRH-MD) dispose d'un réseau de pôles ministériels d'action sociale (chefs de pôles, conseillers techniques et assistants de service social, personnel de soutien administratif) et d'un partenaire privilégié, l'institution de gestion sociale des armées (IGESA), établissement public à caractère industriel et commercial (EPIC) avec lequel est passé un contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens.

La sous-action 04 est également consacrée à différentes actions menées en faveur du personnel civil des armées, telles que la formation pour l'adaptation à l'emploi et le perfectionnement des compétences, la promotion sociale ainsi que le maintien dans l'emploi et le renforcement de l'insertion des personnes handicapées (campagne annuelle de communication, etc.).

**Soutien de la politique de la défense**

Programme n° 212 | Justification au premier euro

Enfin, elle comprend les crédits visant à couvrir les frais de gestion versés :

- à la Caisse des dépôts et des consignations gérant le fonds des « rentes accidents du travail des ouvriers civils des établissements militaires » (RATOCEM) ;
- à Pôle emploi en charge de l'indemnisation du chômage des personnels civils et militaires non restructurés du ministère des armées (confiée à Pôle emploi depuis le 1<sup>er</sup> octobre 2011).

**PRINCIPALES MESURES DE L'ANNÉE**

L'année 2022 a été marquée par la poursuite des politiques en faveur de l'apprentissage et de l'accompagnement du handicap du « Plan famille ». De même, le financement de la protection sociale complémentaire des personnels du ministère des Armées ainsi que de la prestation interministérielle relative à la prime de restauration (revalorisation de 7 % de la prime à partir du 1<sup>er</sup> septembre 2022 et relèvement du plafond indiciaire d'éligibilité – indice majoré porté à 534 contre 480) s'est poursuivi.

**DÉPENSES DE L'AGRÉGAT FONCTIONNEMENT****OPÉRATION STRATÉGIQUE : FONCTIONNEMENT ET ACTIVITÉS SPECIFIQUES****1. DESCRIPTION**

Les crédits de l'action sociale recouvrent principalement les dépenses suivantes :

- les prestations sociales ministérielles et interministérielles au profit des ressortissants des armées, sous forme de subventions versées à l'IGESA et aux associations, d'aides attribuées aux organismes de protection sociale complémentaire (PSC) et de crédits gérés de manière centralisée ou déconcentrée ;
- le fonctionnement courant de l'action sociale.

Les crédits de formation et d'instruction couvrent des actions de formation initiale, continue et spécifique du personnel civil exerçant au ministère des armées.

A ces missions principales, s'ajoute la couverture des frais de gestion pour prestation administrative (remboursement à Pôle emploi des frais liés à l'indemnisation du chômage des agents civils et militaires du ministère et à la Caisse des dépôts et consignation (CDC) des frais liés à la gestion du fonds relatif aux « rentes d'accident du travail des ouvriers civils des établissements militaires » (RATOCEM)).

**2. ASPECTS FINANCIERS****AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT ET CRÉDITS DE PAIEMENT (EN €)**

Niveau	Description	AE				CP			
		LFI	Prévision FDC/ADP du PAP	Engagements hors TF	Écart Utilisation / Prévisions	LFI	Prévision FDC/ADP du PAP	Consommation	Écart Consommation / Prévisions
		(1)	(2)	(3)	(4) = (3) - (1) - (2)	(1)	(2)	(3)	(4) = (3) - (1) - (2)
OB	Action Sociale - Accpmt RH en faveur du handicap	920 000	500 000	2 010 168	590 168	920 000	500 000	1 702 140	282 140
OB	Action sociale - Prestations interministérielles	5 580 000	0	5 878 996	298 996	5 580 000	0	5 551 384	-28 616
OB	Action sociale - Prestations ministérielles	88 079 617	300 000	92 828 833	4 449 216	89 302 617	300 000	94 998 127	5 395 510
	dont soutien structures (centres sociaux, MEACS,	2 625 000	0	1 880 948	-744 052	2 625 000	0	2 646 949	21 949

	etc.)								
	dont garde d'enfants	0	0	0	-507 647	0	0	109 405	109 405
	dont autres actions sociales (CESU, défense, ASCC à l'étranger)	1 135 000	0	1 292 002	157 002	1 135 000	0	797 144	-337 856
	dont subvention IGeSA	82 081 534	0	83 576 178	1 494 644	82 081 534	0	83 576 178	1 494 644
	dont subvention infra IGeSA	0	0	0	0	0	0	0	0
	dont subventions associations	138 083	0	419 114	281 031	1 361 083	0	1 713 114	352 031
	dont aide aux organismes PSC	1 700 000	0	5 309 591	3 609 591	1 700 000	0	5 804 338	4 104 338
	dont construction de crèches	0	0	0	0	0	0	0	0
	dont chèques sociaux	400 000	0	351 000	-49 000	400 000	0	351 000	-49 000
OB	Actions RH insertion des personnes handicapées	254 663	500 000	538 332	-216 331	254 663	500 000	537 624	-217 039
OB	Fonctionnement courant	330 089	0	234 710	-95 379	330 089	0	341 654	11 565
OB	Formation et instruction	17 717 914	150 000	21 796 164	3 928 250	17 720 914	150 000	21 130 636	3 259 722
OB	Communication et relations publiques	20 000	0	16 816	-3 184	20 000	0	11 263	-8 737
OB	Soutien du dispositif de reconversion	5 000	0	10 871	5 871	5 000	0	10 731	5 731
OB	Soutien courant des structures	45 000	0	37 238	-7 762	45 000	0	35 941	-9 059
OB	Frais de gestion pour prestation administrative	1 854 515	0	3 095 467	1 240 952	1 854 515	0	3 095 467	1 240 952
	Total	114 806 798	1 450 000	126 447 595	10 190 797	116 032 798	1 450 000	127 414 968	9 932 170

## Commentaires par OB

### OB « Action sociale – Accompagnement RH en faveur du handicap »

La dépense liée aux aménagements de postes de travail pour les personnels handicapés a augmenté en 2022 (0,6 M€ en AE et 0,3 M€ en CP).

### OB « Action RH pour l'insertion des personnes handicapées »

La sous-consommation de 0,2 M€ en AE/CP s'explique par le retard de versement de la participation du fonds d'insertion des personnels handicapés de la fonction publique de l'État (FIPHFP).

### OB « Action sociale – Prestations interministérielles »

A partir du 1<sup>er</sup> septembre 2022, la revalorisation de la prime versée au titre de la restauration en milieu administratif (1,38 € contre 1,29 €) et la révision du plafond indiciaire d'éligibilité (indice majoré porté à 534 contre 480) ont entraîné des dépenses supplémentaires.

### OB « Action sociale – Prestations ministérielles »

La surconsommation de 4,4 M€ en AE et de 5,4 M€ en CP s'explique essentiellement par l'augmentation :

- du solde à verser au titre des transferts sociaux 2021 de la protection sociale complémentaire et des acomptes à payer aux mutuelles référencées (3,6 M€ en AE et 4,1 M€ en CP) ;
- de la subvention versée à l'IGESA (1,5 M€ en AE/CP) afin de financer les dépenses croissantes induites par le succès du dispositif d'aide aux assistants maternels exerçant leur profession au profit d'enfants de

**Soutien de la politique de la défense**

Programme n° 212 | Justification au premier euro

ressortissants (ASMAT) et contribuer à assurer en partie la couverture du déficit prévisionnel de l'EPIC lié aux effets de l'inflation.

**OB « Frais de gestion pour prestation administrative »**

La surconsommation de 1,2 M€ en AE/CP est liée à l'augmentation des frais de gestion RATOCEM.

**OB « Formation et instruction »**

La surconsommation de 3,9 M€ en AE et 3,3 M€ en CP s'explique par :

- la poursuite de la montée en puissance de l'apprentissage conformément à l'objectif gouvernemental de lutte contre le chômage des jeunes. La hausse des coûts des formations pédagogiques se poursuit car les recrutements se font prioritairement sur des secteurs en tension très concurrentiels. De même, ils s'inscrivent dans une perspective visant à fidéliser les jeunes apprentis sur des emplois pérennes.
- la reprise du dispositif du compte personnel de formation (CPF).

À titre indicatif, la répartition des fonds de concours, des attributions de produits attendus et des ressources exceptionnelles (en €) est la suivante :

Niveau	OS	Prévision LFI	Consommation	Écart Consommation / Prévisions
OS	Fonctionnement et activités spécifiques (FAS)	1 450 000	433 932	-1 016 068
	Total	1 450 000	433 932	-1 016 068

L'écart s'explique par le décalage du versement des fonds de concours en provenance du FIPHFP et de la caisse nationale militaire de sécurité sociale (CNMSS), respectivement 0,9 M€ et 0,1 M€

**COÛTS SYNTHÉTIQUES****SYNTHÈSE ACTION 6****AUTORISATIONS D'ENGAGEMENTS ET CRÉDITS DE PAIEMENT ANNÉE 2022 (EN €)**

Niveau	Description	AE					CP			
		Prévision LFI	Prévision FdC/ADP du PLF	Affectation sur TF	Engagement hors TF	Écart Utilisation / Prévision LFI	Prévision LFI	Prévision FdC/ADP du PLF	Consommation	Écart Consommation / Prévision LFI
		(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (3) + (4) - (1) - (2)	(1)	(2)	(3)	(4) = (3) - (1) - (2)
OS	Fonctionnement et activités spécifiques (FAS)	146 464 378	1 450 000	0	159 507 801	11 593 423	147 690 377	1 450 000	155 722 821	6 582 444
	Total	146 464 378	1 450 000	0	159 507 801	11 593 423	147 690 377	1 450 000	155 722 821	6 582 444

**ÉCHÉANCIER DES PAIEMENTS ASSOCIÉS AUX ENGAGEMENTS PAR OPÉRATION STRATÉGIQUE (EN €)**

Niveau	Description	PLF/PLR	Engagements			Paiements			
			Eng restant à payer à fin 2021	Eng 2022	2022	2023	2024	> 2024	Total
OS	Fonctionnement et activités spécifiques (FAS)	PLF	62 850 515	147 914 378	149 140 377	41 131 768	7 751 957	12 740 791	210 764 893
		PLR	62 332 726	159 507 801	155 722 821	20 591 387	1 836 498	43 689 819	221 840 526

Écarts (PLR-PLF)	-517 789	11 593 423	6 582 444	-20 540 381	-5 915 459	30 949 028	11 075 633
------------------	----------	------------	-----------	-------------	------------	------------	------------

## ACTION

### 08 – Politique culturelle et éducative

Action / Sous-action <i>Prévision LFI y.c. FdC et AdP</i> <i>Réalisation</i>	Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
	Titre 2	Autres titres	Total	Titre 2	Autres titres	Total
<b>08 – Politique culturelle et éducative</b>		<b>57 895 319</b>	<b>57 895 319</b>		<b>53 685 320</b>	<b>53 685 320</b>
		<b>49 677 677</b>	<b>49 677 677</b>		<b>56 750 750</b>	<b>56 750 750</b>
08.01 – Actions culturelles et mise en valeur du patrimoine		52 664 069	<b>52 664 069</b>		48 654 070	<b>48 654 070</b>
		44 674 668	<b>44 674 668</b>		53 072 470	<b>53 072 470</b>
08.02 – Gestion et communication des archives historiques de la défense		5 231 250	<b>5 231 250</b>		5 031 250	<b>5 031 250</b>
		5 003 009	<b>5 003 009</b>		3 678 280	<b>3 678 280</b>

## CONTENU DE L'ACTION

Le ministère des armées sensibilise le public à la culture et à l'histoire militaires grâce à un important patrimoine composé d'archives, de collections conservées dans des musées et des bibliothèques, et de monuments, au service d'une meilleure compréhension de l'esprit de défense par la Nation.

Le développement de la politique culturelle du ministère est assuré par la direction de la mémoire, de la culture et des archives (DMCA), qui en assure la coordination et la promotion au moyen d'expositions, de colloques, de concerts ou d'un soutien à des œuvres artistiques et à des ouvrages historiques visant à faire connaître la culture et l'histoire militaires.

La DMCA assure également la conduite de la politique des archives du ministère des armées dont l'opérateur principal est le service historique de la défense (SHD, service à compétence nationale rattaché à la DMCA). Elle finance et dirige la numérisation, la restauration de documents d'archives et de bibliothèques et les propose en consultation sur plusieurs sites, dont le site « mémoire des hommes ».

Les trois musées des armées (établissements publics administratifs placés sous la tutelle de la DMCA) concourent à cette politique en leur qualité d'opérateur, par la richesse de leurs collections. Engagés dans une politique de modernisation, ils proposent une vision historique et contemporaine des enjeux de la défense nationale.

À titre indicatif, les fonds de concours, attributions de produits reçus et ressources exceptionnelles sont les suivants :

Niveau	OS	Prévision LFI	REB	Écart REB / Prévisions
OS	Fonctionnement et activités spécifiques (FAS)	150 000	178 406	28 406
	Total	150 000	178 406	28 406

## ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

Titre et catégorie	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation
Titre 3 : Dépenses de fonctionnement	32 491 071	33 556 009	32 212 595	32 208 190



**Soutien de la politique de la défense**

Programme n° 212 | Justification au premier euro

Titre et catégorie	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	6 752 510	5 634 448	6 474 034	4 286 629
08.01 – Actions culturelles et mise en valeur du patrimoine	1 521 260	680 100	1 442 784	641 725
08.02 – Gestion et communication des archives historiques de la défense	5 231 250	4 954 348	5 031 250	3 644 904
Subventions pour charges de service public	25 738 561	27 921 561	25 738 561	27 921 561
08.01 – Actions culturelles et mise en valeur du patrimoine	25 738 561	27 921 061	25 738 561	27 921 061
08.02 – Gestion et communication des archives historiques de la défense		500		500
<b>Titre 5 : Dépenses d'investissement</b>		<b>48 161</b>		<b>32 876</b>
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'État		48 161		32 876
08.02 – Gestion et communication des archives historiques de la défense		48 161		32 876
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>578 635</b>	<b>811 017</b>	<b>477 958</b>	<b>756 317</b>
Transferts aux ménages	206 000	438 000	195 150	355 800
08.01 – Actions culturelles et mise en valeur du patrimoine	206 000	438 000	195 150	355 800
Transferts aux autres collectivités	372 635	373 017	282 808	400 517
08.01 – Actions culturelles et mise en valeur du patrimoine	372 635	373 017	282 808	400 517
<b>Titre 7 : Dépenses d'opérations financières</b>	<b>24 825 613</b>	<b>15 262 490</b>	<b>20 994 767</b>	<b>23 753 367</b>
Dotations en fonds propres	24 825 613	15 262 490	20 994 767	23 753 367
08.01 – Actions culturelles et mise en valeur du patrimoine	24 825 613	15 262 490	20 994 767	23 753 367
<b>Total</b>	<b>57 895 319</b>	<b>49 677 677</b>	<b>53 685 320</b>	<b>56 750 750</b>

**SOUS-ACTION**

08.01 – Actions culturelles et mise en valeur du patrimoine

**CONTENU DE LA SOUS-ACTION**

Cette sous-action regroupe l'ensemble des moyens consacrés à la valorisation de la culture de défense auprès du grand public via les actions culturelles, les archives, les bibliothèques et les musées d'armes du ministère des armées.

**PRINCIPALES MESURES DE L'ANNÉE**

Les principales mesures de l'année ont concerné :

- la poursuite des travaux au Musée national de la marine sur le site de Chaillot et du programme d'investissement dans les antennes du musée situées dans les ports ;
- la poursuite de la première phase des travaux d'extension du Musée de l'armée aux Invalides, qui permettra l'aménagement du site pour les Jeux Olympiques de Paris 2024 ;
- la réalisation de la médiathèque – ludothèque, le désamiantage et la destruction des halls A et B et la construction de la réserves grands Formats ;
- la restauration des tableaux de la Chapelle Saint-Louis des Invalides au titre de la préservation des collections en dépôts et le soutien à la création littéraire et artistique dans le cadre de l'agenda mémoriel ;
- la mise en place d'un schéma directeur immobilier de stockage des archives du SHD ;
- la poursuite du développement de systèmes de gestion et d'information des archives et des bibliothèques (Archipel pour les archives, CLADE pour les bibliothèques).

## DÉPENSES DE L'AGRÉGAT FONCTIONNEMENT

Les dépenses de l'agrégat fonctionnement concernent principalement les subventions pour charges de service public (SCSP) et les dotations en fonds propres (DFP) attribuées aux trois musées.

### OPÉRATION STRATÉGIQUE : FONCTIONNEMENT ET ACTIVITÉS SPÉCIFIQUES

#### AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT ET CRÉDITS DE PAIEMENT (EN €)

Niveau	Description	AE				CP			
		LFI	Prévision FDC/ADP du PAP	Engagements hors TF	Écart Utilisation / Prévisions	LFI	Prévision FDC/ADP du PAP	Consommation	Écart Consommation / Prévisions
		(1)	(2)	(3)	(3) - (1) - (2)	(1)	(2)	(3)	(3) - (1) - (2)
OB	Patrimoine et actions culturelles	1 521 260		756 781	-764 479	1 442 784		691 725	-751 059
OB	Subventions et transferts	51 142 809		43 944 568	-7 198 241	47 211 286		52 380 745	5 169 459
	Total	52 664 069		44 701 348	-7 962 721	48 654 070		53 072 470	4 418 400

Cette sous-action présente une sous-consommation de 8 M€ en AE et une surconsommation de 4,4 M€ en CP. Dans le détail, les écarts constatés relèvent des opérations budgétaires (OB) suivantes :

#### OB « Patrimoine et actions culturelles »

La sous-consommation de 0,8 M€ en AE et en CP s'explique par :

- un décalage de prestation de versement des archives des services d'archives intermédiaires au service historique de la défense ;
- le décalage des marchés de numérisation, dont les prestations ont débuté en fin d'année ;
- un transfert vers le programme 178 pour des prestations de conservation préventive et restauration (45 k€).

#### OB « Subventions et transferts »

L'OB affiche une sous-consommation de 7,2 M€ en AE et une surconsommation de 5,2 M€ en CP, s'expliquant principalement par :

- une révision à la baisse du besoin en AE des musées sur leurs programmes d'investissement ;
- un abondement en fin de gestion des subventions pour charges de service public et des dotations en fonds propres des musées. Ces redotations ont permis aux musées de faire face à la forte augmentation de leur coût de fonctionnement, principalement liée aux coûts de l'énergie et à la revalorisation du point d'indice en cours d'année.

## SOUS-ACTION

### 08.02 – Gestion et communication des archives historiques de la défense

#### CONTENU DE LA SOUS-ACTION

Cette sous-action recouvre les dépenses du service historique de la défense (SHD) qui a pour mission la collecte, la conservation, la communication au public, l'étude et la valorisation des archives historiques du ministère des armées et la gestion de la symbolique de défense

**Soutien de la politique de la défense**

Programme n° 212 | Justification au premier euro

**PRINCIPALES MESURES DE L'ANNÉE**

- Poursuite de l'opération de rétroconversion des fonds dans le cadre du déploiement du système d'information « Archipel » ;
- Actions de valorisation des fonds et collections auprès du public ;
- Développement de la coopération internationale dans le domaine culturel ;
- Actions de médiation pédagogique au profit de nouveaux publics.

**DÉPENSES DE L'AGRÉGAT FONCTIONNEMENT**

Les dépenses comprennent :

- un budget destiné à la conservation des archives et des collections de symboliques, ainsi qu'à leur valorisation, notamment par la publication d'ouvrages et la réalisation d'expositions ;
- un budget de fonctionnement courant.

**OPÉRATION STRATÉGIQUE : FONCTIONNEMENT ET ACTIVITÉS SPÉCIFIQUES****AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT ET CRÉDITS DE PAIEMENT (EN €)**

Niveau	Description	AE				CP			
		LFI	Prévision FdC/ADP du PAP	Engagements hors TF	Écart Utilisation / Prévisions	LFI	Prévision FdC/ADP du PAP	Consommation	Écart Consommation / Prévisions
		(1)	(2)	(3)	(3) - (1) - (2)	(1)	(2)	(3)	(3) - (1) - (2)
OB	Déplacements et transports	153 610		115 946	-37 664	153 610		115 946	-37 664
OB	Fonctionnement courant	116 875		107 305	-9 570	116 875		112 671	-4 204
OB	Formation et instruction	88 857		47 142	-41 715	88 857		42 726	-46 131
OB	Patrimoine et actions culturelles	4 721 908	150 000	4 796 357	-75 551	4 521 908	150 000	3 413 697	-1 258 211
	<b>Total</b>	<b>5 081 250</b>	<b>150 000</b>	<b>5 066 750</b>	<b>-164 500</b>	<b>4 881 250</b>	<b>150 000</b>	<b>3 685 040</b>	<b>-1 346 210</b>

**COÛTS SYNTHÉTIQUES**

Niveau	Description	AE					CP			
		Prévision LFI	Prévision FdC/ADP du PLF	Affectation sur TF	Engagements hors TF	Écart Utilisation / Prévision LFI	Prévision LFI	Prévision FdC/ADP du PLF	Consommation	Écart Consommation / Prévision LFI
		(1)	(2)	(3)	(4)	(3) + (4) - (1) - (2)	(1)	(2)	(3)	(3) - (1) - (2)
OS	Fonctionnement et activités spécifiques (FAS)	57 745 319	150 000		49 768 099	-8 127 220	53 535 320	150 000	56 757 509	3 072 189
	<b>Total</b>	<b>57 745 319</b>	<b>150 000</b>		<b>49 768 099</b>	<b>-8 127 220</b>	<b>53 535 320</b>	<b>150 000</b>	<b>56 757 509</b>	<b>3 072 189</b>

Niveau	Description	PLF/PLR	Engagements		Paiements				Total
			Eng restant à payer à fin 2021	Eng 2022	2 022	2 023	2 024	> 2024	
OS	Fonctionnement et	PLF	31 739 530	57 895 319	53 685 320	31 214 302	4 735 227	0	89 634 849

activités spécifiques (FAS)	PLR	37 269 675	49 768 099	56 757 509	14 148 122	10 366 386	5 765 756	87 037 774
Écarts (PLR-PLF)		5 530 145	-8 127 220	3 072 189	-17 066 180	5 631 159	5 765 756	-2 597 075

## ACTION

### 10 – Restructurations

Action / Sous-action	Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
	Titre 2	Autres titres	Total	Titre 2	Autres titres	Total
<i>Prévision LFI y.c. FdC et AdP</i>						
<i>Réalisation</i>						
10 – Restructurations	-301	44 193 925 13 708 049	44 193 925 13 707 748	-301	24 373 916 22 853 999	24 373 916 22 853 698

## CONTENU DE L'ACTION

L'action 10 concerne l'accompagnement de la mise en œuvre des restructurations décidées dans le cadre de la réforme du ministère des Armées.

L'accompagnement se traduit par trois types de mesures :

- des mesures d'accompagnement social des restructurations, qui regroupent les crédits de titre 2 (mesures d'aide au départ et à la mobilité des personnels civils) ainsi que les crédits hors titre 2 relatifs à la politique d'accompagnement des ressources humaines liés aux restructurations (crédits d'action sociale en faveur du personnel civil et militaire, aides à la mobilité dans le cadre des restructurations, crédits de formation destinées à la reconversion du personnel civil du ministère des Armées en situation de réorientation professionnelle et de reconversion du personnel militaire) ;
- un accompagnement économique des restructurations, qui se traduit par un soutien économique aux territoires affectés par une restructuration de la défense, grâce aux crédits dédiés du fonds pour les restructurations de la défense (FRED). Cette intervention s'effectue dans les zones d'emploi qui connaissent une diminution significative de l'activité militaire ou industrielle de défense. Les crédits ainsi mobilisés ont vocation à aider les collectivités locales à reconverter les emprises libérées par la défense et à favoriser le développement d'activités nouvelles pour atténuer l'impact économique des restructurations de ces zones ;
- la mise en œuvre d'un nouveau plan de stationnement, qui concentre les crédits de la politique immobilière destinés à réaliser l'adéquation du parc immobilier aux besoins du ministère, en cédant les emprises devenues inutiles et en adaptant ou en densifiant celles dont la destination est modifiée. Ces crédits sont désormais regroupés dans une opération budgétaire unique intitulée « Restructurer les sites ».

## PRINCIPALES MESURES DE L'ANNÉE

En 2022, les principaux engagements réalisés ont concerné les restructurations des sites dont la base aérienne 123 d'Orléans pour la création d'une surface de stockage (1,9 M€), ainsi que l'ensemble des dépenses préalables à cession dont celle du site de Châteaudun (2,5 M€).-

Le ministère des armées a également engagé 6,2 M€ dans le cadre de 7 contrats de redynamisation de sites de défense (CRSD), pour l'accompagnement économique de ses restructurations par le biais du fonds pour les restructurations de la défense (FRED) :

- 4,6 M€ au titre des restructurations de la LPM 20082014 (CRSD Polynésie et Luxeuil-les-Bains) ;
- 1,6 M€ au titre des restructurations de la LPM 20142019 (CRSD de Châteaudun 2, Drachenbronn).

Le CRSD Polynésie, signé en 2016, a fait l'objet d'un avenant de prolongation jusqu'au 11 juillet 2024, afin de prendre en compte les orientations du Président de la République lors de sa visite sur place, le 27 juillet 2021, visant la prise

**Soutien de la politique de la défense**

Programme n° 212 | Justification au premier euro

en charge des coûts de dépollution des sites (6,5 M€ supplémentaires dont 4,3 M€ pour le ministère des armées). En 2022, 3,2 M€ ont été engagés au titre de l'avenant du CRSD de Polynésie française.

En CP, 91 projets, opérations ou tranches d'opérations, ont été réalisés pour un montant de 5,6 M€.

**DÉPENSES DE L'AGRÉGAT FONCTIONNEMENT****OPÉRATION STRATÉGIQUE : FONCTIONNEMENT ET ACTIVITÉS SPÉCIFIQUES****AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT ET CRÉDITS DE PAIEMENT (EN €)**

Niveau	Description	AE				CP			
		LFI	Prévision FDC/ADP du PAP	Engagements hors TF	Écart Utilisation / Prévisions	LFI	Prévision FDC/ADP du PAP	Consommation	Écart Consommation / Prévisions
		(1)	(2)	(3)	(4) = (3) - (1) - (2)	(1)	(2)	(3)	(4) = (3) - (1) - (2)
OB	Accompagnement de la reconversion	10 000	0	510	-9 490	10 000	0	0	-10 000
OB	Accompagnement de la réorientation professionnelle	10 000	0	0	-10 000	10 000	0	0	-10 000
OB	Accompagnement des restructurations	6 412 481	0	6 521 319	108 838	6 412 481	0	5 895 825	-516 656
OB	Action sociale - Prestations ministérielles	180 000	0	172 800	-7 200	180 000	0	172 800	-7 200
OB	Frais de gestion pour prestation administrative	99 708	0	0	-99 708	99 708	0	0	-99 708
OB	Soutien du dispositif de reconversion	0	0	0	0	0	0	0	0
OB	Formation et instruction	288 736	0	157 199	-131 537	288 736	0	125 988	-162 748
	dont formations liées aux restructurations	283 736	0	157 199	-126 537	283 736	0	125 988	-157 748
	dont formations réorientation pro vers secteur privé	5 000	0	0	-5 000	5 000	0	0	-5 000
	Total	7 000 925	0	6 851 828	-149 097	7 000 925	0	6 194 613	-806 312

**OB « Accompagnement des restructurations »**

Les écarts constatés par rapport à la LFI de 0,5 M€ en CP sont principalement liés au report à début 2023 d'un paiement au titre du CRSD de Dijon.

Sur les 64 contrats signés dans le cadre des restructurations depuis 2008, plus de la moitié des contrats (39) sont soldés fin 2022. Sur 23 contrats clos mais non soldés, les paiements sont effectués au moins à 80 % pour 11 d'entre eux. Deux contrats restent actifs fin 2022 : les CRSD Polynésie française et Châteaudun 2.

	LPM 2008-2014	LPM 2014-2019	
a. Contrats soldés (dette de l'État éteinte) :	39	0	Contrat de développement économique (CDE) de Commercy ; CRSD de Givet, d'Arras, Barcelonnette, Provins-Sourduin, Briançon, Langres, Châteauroux, Metz, Joigny, La Rochelle, Laval, Dieuze, Caen, Guéret et de Bourg-Saint-Maurice. PLR de la Creuse, des Landes, de Moselle, du Gard, de la Manche, du Nord, d'Ille-et-Vilaine, de Meurthe et Moselle, du Rhône, de la Gironde, de la Loire-Atlantique, de la Meuse, de Haute-Garonne, du Finistère, d'Eure-et-Loir, de l'Yonne, de l'Hérault, de la Dordogne, du Maine-et-Loire, de la Réunion, de la Marne, des Yvelines et du Haut-Rhin. PLR du Tarn et Garonne (non signé, préfinancement

			seulement)
<i>b. Contrats clos (AE consommées et crédits de paiement en cours de consommation) :</i>	18	5	LPM 2008-2014 : CRSD de Cambrai, Châteaudun 1, Limoges, Noyon, la Martinique, Brétigny-sur-Orge, Laon-Couvron, Reims, Vernon, Luxeuil-les-Bains et Varennes-sur-Allier ; PLR de la Nièvre (Château-Chinon et Fourchambault), de l'Oise (Compiègne et Senlis), de la Guadeloupe, des Bouches-du-Rhône et du Val-d'Oise.  LPM 2014-2019 : CRSD et CAR de Châlons-en-Champagne, CRSD de de Creil, de Dijon et de Drachenbronn
<i>c. Contrats vivants (générant de nouveaux engagements) :</i>	1	1	LPM 2008-2014 : CRSD de Polynésie française ; LPM 2014-2019 : CRSD de Châteaudun 2.
<i>Stock de contrats signés gérés :</i>	<b>58</b>	<b>6</b>	

### OB « Formation et instruction »

Cette OB recouvre les dépenses engagées au titre de la formation et de la réorientation du personnel civil dont l'organisme d'emploi est touché par les mesures de restructuration. A ce titre, deux options leur sont proposées :

- une formation destinée à permettre à l'agent d'acquérir les connaissances indispensables pour s'adapter à son futur emploi au sein du ministère ou d'une autre administration ;
- une réorientation professionnelle vers le secteur privé, en qualité de salarié ou en tant que créateur d'entreprise.

La moindre consommation de 0,1 M€ en AE et 0,2 M€ en CP est due à un nombre d'agents en formation identique à celui de 2021, alors même que le nombre de restructurations annoncées pour 2022 était en hausse.

## DÉPENSES DE L'AGRÉGAT ÉQUIPEMENT

### OPÉRATION STRATÉGIQUE : INFRASTRUCTURE DE DÉFENSE

#### 1. DESCRIPTION

L'opération stratégique « Infrastructure de défense » est composée de l'unique OB « Restructurer les sites », qui finance les restructurations de sites issues des réformes de 2008 (REORG1) et de la LPM 2014-2019 (REORG 2), la préparation de la cession des sites devenus inutiles aux besoins des armées et les frais induits par leur gardiennage.

#### 2. ASPECTS FINANCIERS

#### AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT ET CRÉDITS DE PAIEMENT (EN €)

Niveau	Description	AE					CP			Volume	
		LFI	Prévision FDC/ADP du PAP	Affectation sur TF	Engagements hors TF	Écart Utilisation / Prévisions	LFI	Prévision FDC/ADP du PAP	Consommation	Écart Consommation / Prévisions	
		(1)	(2)	(3)	-3	(4) = (3) - (1) - (2)	(1)	(2)	(3)	(4) = (3) - (1) - (2)	
ACT	Mettre en œuvre les restructurations de sites	27 678 000	0	0	5 211 528	-22 466 472	14 810 922	0	11 584 677	-3 226 245	
ACT	Accompagner les cessions immobilières	9 515 000	0	0	2 693 384	-6 821 616	2 562 069	0	3 760 643	1 198 574	
Total		37 193 000	0	0	7 904 912	-29 288 088	17 372 991	0	15 345 319	-2 027 672	

#### Commentaires

**Soutien de la politique de la défense**

Programme n° 212 | Justification au premier euro

**Mettre en œuvre les restructurations de sites**

La moindre consommation de 22,5 M€ en AE et 3,2 M€ en CP s'explique notamment par le transfert sur le programme 178 en gestion des opérations de restructuration de l'armée de l'air et de l'espace.

**Accompagner les cessions immobilières**

Des économies ont été réalisées sur la préparation des cessions immobilières et sur le gardiennage des emprises libérées permettant le redéploiement de ressource vers l'action 04.

**COÛTS SYNTHÉTIQUES****SYNTHÈSE ACTION 10****AUTORISATIONS D'ENGAGEMENTS ET CRÉDITS DE PAIEMENT ANNÉE 2022 (EN €)**

Niveau	Description	Prévision LFI	Prévision FdC/ADP du PLF	Affectation sur TF	Engagement hors TF	Écart Utilisation / Prévision LFI	Prévision LFI	Prévision FdC/ADP du PLF	Consommation	Écart Consommation / Prévision LFI
		(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (3) + (4) - (1) - (2)	(1)	(2)	(3)	(4) = (3) - (1) - (2)
OS	Fonctionnement et activités spécifiques (FAS)	7 000 925	0	0	6 851 828	-149 097	7 000 925	0	6 194 613	-806 312
OS	Infrastructures de Défense (INFRA)	37 193 000	0	0	7 904 912	-29 288 088	17 372 991	0	15 345 319	-2 027 672
Total		44 193 925	0	0	14 756 740	-29 437 185	24 373 916	0	21 539 932	-2 833 984

**TABLEAU DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENTS SUR TRANCHES FONCTIONNELLES (EN €)**

Niveau	Description	AEANE fin 2021	Retrait sur affectation	Affectation 2022	Total	Engagement 2022 sur TF
OS	Infrastructures de Défense (INFRA)	1 310 638	121 594	-	1 189 043	188 751
Total		1 310 638	121 594	-	1 189 043	188 751

**ÉCHÉANCIER DES PAIEMENTS ASSOCIÉS AUX ENGAGEMENTS PAR OPÉRATION STRATÉGIQUE (EN €)**

Niveau	Description	PLF/PLR	Engagements		Paiements				Total
			Eng restant à payer à fin 2021	Eng 2022	2022	2023	2024	> 2024	
OS	Fonctionnement et activités spécifiques (FAS)	PLF	25 672 409	7 000 925	7 000 925	11 468 330	7 980 636	6 223 443	32 673 334
		PLR	26 665 601	6 851 828	6 194 613	8 690 861	6 536 086	12 095 869	33 517 429
OS	Infrastructures de Défense (INFRA)	PLF	31 930 224	37 193 000	17 372 991	28 183 314	13 497 869	10 069 050	69 123 224
		PLR	38 273 345	8 093 663	15 345 319	12 205 419	5 699 941	13 116 329	46 367 008
Écarts (PLR-PLF)			7 336 313	-29 248 433	-2 833 984	-18 755 364	-9 242 478	8 919 705	-21 912 121

## ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

Titre et catégorie	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation
Titre 2 : Dépenses de personnel		-301		-301
Rémunérations d'activité		-301		-301
Titre 3 : Dépenses de fonctionnement	588 444	7 238 805	588 444	10 457 059
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	588 444	7 238 805	588 444	10 457 059
Titre 5 : Dépenses d'investissement	37 193 000	1 709 382	17 372 991	6 808 106
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'État	37 193 000	1 709 382	17 372 991	6 808 106
Titre 6 : Dépenses d'intervention	6 412 481	4 759 863	6 412 481	5 588 834
Transferts aux entreprises	1 987 869	296 602	1 987 869	2 494 729
Transferts aux collectivités territoriales	3 975 738	4 387 028	3 975 738	2 648 838
Transferts aux autres collectivités	448 874	76 232	448 874	445 267
<b>Total</b>	<b>44 193 925</b>	<b>13 707 748</b>	<b>24 373 916</b>	<b>22 853 698</b>

## ACTION

## 11 – Pilotage, soutien et communication

Action / Sous-action	Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
	Titre 2	Autres titres	Total	Titre 2	Autres titres	Total
<i>Prévision LFI y.c. FdC et AdP</i>						
<i>Réalisation</i>						
11 – Pilotage, soutien et communication		367 403 644	<b>367 403 644</b>		374 253 400	<b>374 253 400</b>
		330 571 184	<b>330 571 184</b>		362 620 461	<b>362 620 461</b>

## CONTENU DE L'ACTION

Les crédits de cette action permettent principalement au ministère des Armées :

- d'assurer le soutien courant des entités d'administration centrale du secrétariat général pour l'administration ;
- de verser des subventions à quatre opérateurs :
  - le service hydrographique et océanographique de la Marine (SHOM) ;
  - l'établissement de communication et de production audiovisuelle de la Défense (ECPAD) ;
  - le commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives (CEA) ;
  - l'institut de radioprotection et de sûreté nucléaire (IRSN) ;
- d'assurer le financement du partenariat public privé « PPP Balard » ainsi que celui des marchés multi-services (MMS) ;
- de rembourser l'indemnité compensatrice du tarif militaire « quart de place » à la SNCF (militaires de la gendarmerie nationale et militaires gérés par le secrétariat général pour l'administration) ;
- de financer les dépenses de contentieux ;
- d'assurer le financement des dépenses de communication et relations publiques.



**Soutien de la politique de la défense**

Programme n° 212 | Justification au premier euro

**PRINCIPALES MESURES DE L'ANNÉE**

Outre les actions menées annuellement au titre de cette action, la principale mesure de l'année concerne la refonte du site internet du ministère des Armées, lancée en cours d'année 2021. L'année 2022 constitue la deuxième et dernière année de la refonte, avec la montée en version et la mise en place de fonctionnalités complémentaires (0,6 M€ en AE et 1 M€ en CP). Certains paiements initialement prévus en 2022 sont reportés en 2023 (0,4 M€).

**DÉPENSES DE L'AGRÉGAT FONCTIONNEMENT****OPÉRATION STRATÉGIQUE : FONCTIONNEMENT ET ACTIVITÉS SPÉCIFIQUES****AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT ET CRÉDITS DE PAIEMENT (EN €)**

Niveau	Description	AE				CP			
		LFI	Prévision FDC/ADP du PAP	Engagements hors TF	Écart Utilisation / Prévisions	LFI	Prévision FDC/ADP du PAP	Consommation	Écart Consommation / Prévisions
		(1)	(2)	(3)	(4) = (3) - (1) - (2)	(1)	(2)	(3)	(4) = (3) - (1) - (2)
OB	Alimentation	0	0	0	0	0	0	0	0
OB	Accompagnement des restructurations	0	0	0	0	0	0	0	0
OB	Communication et relations publiques	2 229 474	0	2 115 743	-113 731	2 229 474	0	1 819 293	-410 181
OB	Communication institutionnelle	3 779 375	400 000	4 225 841	46 466	3 779 375	400 000	3 946 861	-232 514
OB	Compensatrice SNCF	56 116 955	0	52 146 039	-3 970 916	56 116 955	0	52 094 109	-4 022 846
OB	Dépenses de contentieux dont frais de justice	35 251 342	0	27 661 341	-7 590 001	31 251 342	0	27 231 858	-4 019 484
OB	Déplacements et transports	3 413 759	0	2 109 827	-1 303 932	3 413 759	0	2 113 239	-1 300 520
OB	Documentation	1 275 800	0	1 328 077	52 277	1 275 800	0	1 391 894	116 094
OB	Fonctionnement courant	180 863 316	500 000	161 642 116	-19 721 200	192 413 072	500 000	193 511 033	597 961
OB	Formation et instruction	210 685	0	192 260	-18 425	210 685	0	132 264	-78 421
OB	Mobilité personnels	0	0	0	0	0	0	0	0
OB	Prestations intellectuelles	3 000 000	0	2 048 409	-951 591	2 300 000	0	2 051 178	-248 822
OB	Sout. cœur de métier des org. Ext. DRH-MD	797 044	0	804 424	7 380	797 044	0	641 779	-155 265
OB	Soutien courant des structures	767 236	0	847 026	79 790	767 236	0	846 901	79 665
OB	Soutien des matériels communs	0	0	0	0	0	0	0	0
OB	Subventions et transferts	74 123 658	75 000	73 299 729	-898 929	74 123 658	75 000	73 413 049	-785 609
	<b>Total</b>	<b>361 828 644</b>	<b>975 000</b>	<b>328 420 832</b>	<b>-34 382 812</b>	<b>368 678 400</b>	<b>975 000</b>	<b>359 193 458</b>	<b>-10 459 942</b>

**Commentaires par OB****OB « Communication et relations publiques »**

Le report de séminaires et réceptions initialement programmés a engendré une sous-consommation de 0,1 M€ en AE et 0,4 M€ en en CP.

#### **OB « Communication institutionnelle »**

L'écart de 0,2 M€ en CP s'explique par une réduction des activités de « relations avec la presse » et sur « l'évènementiel » (absence de la DICOD au « Forum innovation défense »).

#### **OB « Compensatrice SCNF »**

Les différents mouvements de grèves, en particuliers ceux de fin décembre 2021 et de juillet 2022, se sont traduits par une moindre consommation de 4 M€ en AE/CP.

#### **OB « Dépenses de contentieux dont frais de justice »**

La moindre consommation de 7,6 M€ en AE et 4 M€ en CP s'explique par une diminution des demandes d'indemnisations préalables et requêtes juridictionnelles reçues en matière de préjudice d'anxiété amiante, cumulée à un décalage en 2023 de certaines décisions de justice et transactions.

#### **OB « Déplacements et transports »**

L'évolution des modes de fonctionnement consécutive à la crise sanitaire, qui a contribué à l'utilisation croissante des outils de communication à distance (formation, réunion, e-learning, etc.), a engendré une sous-consommation de 1,3 M€ en AE/CP.

#### **OB « Fonctionnement courant »**

La moindre consommation de 19,7 M€ en AE s'explique par le report d'opérations liées au contrat de partenariat public-privé (PPP) Balard et aux dépenses de soutien courant du personnel sur 2023 et 2024, ainsi qu'à l'annulation de travaux non prioritaires et à des mesures d'économies.

#### **OB « Prestations intellectuelles »**

L'écart de 0,1 M€ en AE et 0,2 M€ en CP s'explique par des arbitrages menés dans le cadre de la gouvernance renforcée du recours à l'externalisation des prestations de conseil.

#### **OB « Soutien cœur de métier des organismes extérieurs de la DRH-MD »**

La sous-consommation en CP de 0,2 M€ est liée à un décalage des paiements des locations de salle de fin d'année sur l'exercice 2023.

#### **OB « Soutien courant des structures »**

La surconsommation s'explique par une offre de restauration moins limitée par les contraintes sanitaires

#### **OB « Formations et instruction »**

La moindre consommation en CP s'explique par le report du paiement de prestations en 2023.

#### **OB « Subventions et transferts »**

La moindre consommation de 0,9 M€ en AE et 0,8 M€ en CP s'explique en partie par la non-levée de la réserve de précaution pour la subvention versée au CEA.

À titre indicatif, la répartition des fonds de concours et des attributions de produits est la suivante :

Niveau	OS	Prévision LFI	Consommation	Écart Consommation / Prévisions
OS	Fonctionnement et activités spécifiques (FAS)	975 000 00	1 658 114	683 114
	Total	975 000 00	1 658 114	683 114

**Soutien de la politique de la défense**

Programme n° 212 | Justification au premier euro

L'écart s'explique par un montant de recettes provenant des prestations ou services rendus par le ministère des Armées, dans le cadre de sa mission ou du PPP Balard, plus élevé qu'initialement prévu (0,2 M€) ainsi que par la participation de la commission européenne au projet LIFE NaturArmy (0,5 M€).

## DÉPENSES DE L'AGRÉGAT ÉQUIPEMENT

## OPÉRATION STRATÉGIQUE : DISSUASION

## 1 - DESCRIPTION

L'opération stratégique « Dissuasion » comprend les crédits des études effectuées par des experts indépendants et par l'institut de radioprotection et de sûreté nucléaire (IRSN), à la demande et au profit du délégué à la sûreté nucléaire et à la radioprotection, pour les activités et installations intéressant la défense (DSND), conformément à l'article R1412-4 du code de la défense.

## 2- ASPECTS FINANCIERS

## AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT ET DES CRÉDITS DE PAIEMENT (EN €)

Niveau	Description	AE				CP			
		LFI	Prévision FDC/ADP du PAP	Engagements hors TF	Écart Utilisation / Prévisions	LFI	Prévision FDC/ADP du PAP	Consommation	Écart Conso./ Prévisions
		(1)	(2)	(3)	(3) - (1) - (2)	(1)	(2)	(3)	(3) - (1) - (2)
OB	Études du DSND	400 000		45 125	-354 875	400 000		43 425	-356 575
OB	Subventions de fonctionnement	4 200 000		4 200 000	0	4 200 000		4 200 000	0
	Total	4 600 000		4 245 125	-354 875	4 600 000		4 243 425	-356 575

## OB « Études du DSND »

La sous-consommation de 0,4 M€ en AE/CP s'explique par le moindre besoin de recourir à des experts indépendants sur les projets actuellement en cours.

## COÛTS SYNTHÉTIQUES

## SYNTHESE ACTION 11

## AUTORISATIONS D'ENGAGEMENTS ET CRÉDITS DE PAIEMENT ANNEE 2022 (EN €)

Niveau	Description	AE					CP			
		Prévision LFI	Prévision FdC/ADP du PLF	Affectation sur TF	Engagement hors TF	Écart Utilisation / Prévision LFI	Prévision LFI	Prévision FdC/ADP du PLF	Consommation	Écart Consommation / Prévision LFI
		(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (3) + (4) - (1) - (2)	(1)	(2)	(3)	(4) = (3) - (1) - (2)
OS	Dissuasion (DIS)	4 600 000	0	0	4 245 125	-354 875	4 600 000	0	4 243 425	-356 575
OS	Fonctionnement et activités spécifiques (FAS)	361 828 644	975 000	0	328 420 832	-34 382 812	368 678 400	975 000	359 193 458	-10 459 942
	Total	366 428 644	975 000	0	332 665 957	-34 737 687	373 278 400	975 000	363 436 883	-10 816 517

## ÉCHÉANCIER DES PAIEMENTS ASSOCIÉS AUX ENGAGEMENTS PAR OPÉRATION STRATÉGIQUE

Engagements

Paiements

## Soutien de la politique de la défense

Programme n° 212 | Justification au premier euro

Niveau	Description	PLF/PLR	Eng restant à payer à fin 2021	Eng 2022	2022	2023	2024	> 2024	Total
OS	Dissuasion (DIS)	PLF	0	4 600 000	4 600 000	0	0	0	4 600 000
		PLR	0	4 245 125	4 243 425	1 700	0	0	4 245 125
OS	Fonctionnement et activités spécifiques (FAS)	PLF	870 206 931	362 803 644	373 653 400	94 470 616	31 717 327	733 169 232	1 233 010 575
		PLR	871 451 502	328 420 832	359 193 458	70 130 249	32 730 510	737 818 117	1 199 872 334
Écarts (PLR-PLF)			1 244 571	-34 737 687	-14 816 517	-24 338 667	1 013 183	4 648 885	-33 493 116

## ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

Titre et catégorie	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation
Titre 3 : Dépenses de fonctionnement	336 959 531	327 174 506	340 391 609	331 323 808
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	262 985 689	253 351 652	266 417 767	257 480 954
Subventions pour charges de service public	73 973 842	73 822 854	73 973 842	73 842 854
Titre 5 : Dépenses d'investissement	26 994 298	56 711	30 411 976	27 846 686
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'État	26 994 298	56 711	30 411 976	27 846 686
Titre 6 : Dépenses d'intervention	100 000	-9 848	100 000	100 152
Transferts aux ménages		152		152
Transferts aux entreprises		-10 000		
Transferts aux autres collectivités	100 000		100 000	100 000
Titre 7 : Dépenses d'opérations financières	3 349 815	3 349 815	3 349 815	3 349 815
Dotations en fonds propres	3 349 815	3 349 815	3 349 815	3 349 815
<b>Total</b>	<b>367 403 644</b>	<b>330 571 184</b>	<b>374 253 400</b>	<b>362 620 461</b>

## ACTION

50 – Recherche et exploitation du renseignement intéressant la sécurité de la France - Personnel travaillant pour le programme "Environnement et prospective de la politique de défense"

Action / Sous-action	Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
	Titre 2	Autres titres	Total	Titre 2	Autres titres	Total
<i>Prévision LFI y.c. FdC et AdP</i>						
<i>Réalisation</i>						
50 – Recherche et exploitation du renseignement intéressant la sécurité de la France - Personnel travaillant pour le programme "Environnement et prospective de la politique de défense"	630 624 069		630 624 069	630 624 069		630 624 069
	619 987 326		619 987 326	619 987 326		619 987 326
50.01 – Renseignement extérieur	498 635 038		498 635 038	498 635 038		498 635 038
	492 458 753		492 458 753	492 458 753		492 458 753

Action / Sous-action	Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
	Titre 2	Autres titres	Total	Titre 2	Autres titres	Total
<i>Prévision LFI y.c. FdC et AdP</i>						
<i>Réalisation</i>						
50.02 – Renseignement de sécurité et de défense	131 989 031		<b>131 989 031</b>	131 989 031		<b>131 989 031</b>
	127 528 573		<b>127 528 573</b>	127 528 573		<b>127 528 573</b>

## ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

Titre et catégorie	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation
Titre 2 : Dépenses de personnel	630 624 069	619 987 326	630 624 069	619 987 326
Rémunérations d'activité	403 120 209	396 686 482	403 120 209	396 686 482
50.01 – Renseignement extérieur	329 843 721	324 843 891	329 843 721	324 843 891
50.02 – Renseignement de sécurité et de défense	73 276 488	71 842 591	73 276 488	71 842 591
Cotisations et contributions sociales	225 800 453	220 060 049	225 800 453	220 060 049
50.01 – Renseignement extérieur	167 239 532	164 880 204	167 239 532	164 880 204
50.02 – Renseignement de sécurité et de défense	58 560 921	55 179 844	58 560 921	55 179 844
Prestations sociales et allocations diverses	1 703 407	3 240 795	1 703 407	3 240 795
50.01 – Renseignement extérieur	1 551 785	2 734 658	1 551 785	2 734 658
50.02 – Renseignement de sécurité et de défense	151 622	506 138	151 622	506 138
<b>Total</b>	<b>630 624 069</b>	<b>619 987 326</b>	<b>630 624 069</b>	<b>619 987 326</b>

## ACTION

51 – Prospective de défense - Personnel travaillant pour le programme "Environnement et prospective de la politique de défense"

Action / Sous-action	Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
	Titre 2	Autres titres	Total	Titre 2	Autres titres	Total
<i>Prévision LFI y.c. FdC et AdP</i>						
<i>Réalisation</i>						
51 – Prospective de défense - Personnel travaillant pour le programme "Environnement et prospective de la politique de défense"	25 246 328		<b>25 246 328</b>	25 246 328		<b>25 246 328</b>
	25 990 029		<b>25 990 029</b>	25 990 029		<b>25 990 029</b>
51.01 – DGRIS / Administration centrale	25 246 328		<b>25 246 328</b>	25 246 328		<b>25 246 328</b>
	25 990 029		<b>25 990 029</b>	25 990 029		<b>25 990 029</b>

## Soutien de la politique de la défense

Programme n° 212 | Justification au premier euro

## ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

Titre et catégorie	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation
Titre 2 : Dépenses de personnel	25 246 328	25 990 029	25 246 328	25 990 029
Rémunérations d'activité	14 601 975	15 975 525	14 601 975	15 975 525
51.01 – DGRIS / Administration centrale	14 601 975	15 975 525	14 601 975	15 975 525
Cotisations et contributions sociales	10 619 830	9 908 000	10 619 830	9 908 000
51.01 – DGRIS / Administration centrale	10 619 830	9 908 000	10 619 830	9 908 000
Prestations sociales et allocations diverses	24 523	106 504	24 523	106 504
51.01 – DGRIS / Administration centrale	24 523	106 504	24 523	106 504
<b>Total</b>	<b>25 246 328</b>	<b>25 990 029</b>	<b>25 246 328</b>	<b>25 990 029</b>

## ACTION

## 52 – Relations internationales

Action / Sous-action	Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
	Titre 2	Autres titres	Total	Titre 2	Autres titres	Total
<i>Prévision LFI y.c. FdC et AdP</i>						
<i>Réalisation</i>						
<b>52 – Relations internationales</b>	<b>70 924 379</b>		<b>70 924 379</b>	<b>70 924 379</b>		<b>70 924 379</b>
	<b>90 612 277</b>		<b>90 612 277</b>	<b>90 612 277</b>		<b>90 612 277</b>
52.01 – DGA / Soutien aux exportations	6 761 612		6 761 612	6 761 612		6 761 612
	16 272 519		16 272 519	16 272 519		16 272 519
52.02 – DGRIS / Diplomatie de défense	64 162 767		64 162 767	64 162 767		64 162 767
	74 339 758		74 339 758	74 339 758		74 339 758

## ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

Titre et catégorie	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation
Titre 2 : Dépenses de personnel	70 924 379	90 612 277	70 924 379	90 612 277
Rémunérations d'activité	44 842 906	69 072 022	44 842 906	69 072 022
52.01 – DGA / Soutien aux exportations	3 873 678	12 000 542	3 873 678	12 000 542
52.02 – DGRIS / Diplomatie de défense	40 969 228	57 071 480	40 969 228	57 071 480
Cotisations et contributions sociales	26 046 359	21 519 263	26 046 359	21 519 263
52.01 – DGA / Soutien aux exportations	2 882 877	4 270 012	2 882 877	4 270 012
52.02 – DGRIS / Diplomatie de défense	23 163 482	17 249 251	23 163 482	17 249 251
Prestations sociales et allocations diverses	35 114	20 992	35 114	20 992
52.01 – DGA / Soutien aux exportations	5 057	1 965	5 057	1 965
52.02 – DGRIS / Diplomatie de défense	30 057	19 027	30 057	19 027

Titre et catégorie	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation
<b>Total</b>	<b>70 924 379</b>	<b>90 612 277</b>	<b>70 924 379</b>	<b>90 612 277</b>

**ACTION**

**53 – Préparation et conduite des opérations d'armement - Personnel travaillant pour le programme "Équipement des forces "**

Action / Sous-action  <i>Prévision LFI y.c. FdC et AdP</i> <i>Réalisation</i>	Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
	Titre 2	Autres titres	Total	Titre 2	Autres titres	Total
<b>53 – Préparation et conduite des opérations d'armement - Personnel travaillant pour le programme "Équipement des forces "</b>	<b>2 110 459 810</b> <b>2 083 529 348</b>		<b>2 110 459 810</b> <b>2 083 529 348</b>	<b>2 110 459 810</b> <b>2 083 529 348</b>		<b>2 110 459 810</b> <b>2 083 529 348</b>
53.01 – Soutien aux opérations d'armement	2 110 459 810 2 083 529 348		2 110 459 810 2 083 529 348	2 110 459 810 2 083 529 348		2 110 459 810 2 083 529 348

**ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE**

Titre et catégorie	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation
Titre 2 : Dépenses de personnel	2 110 459 810	2 083 529 348	2 110 459 810	2 083 529 348
Rémunérations d'activité	529 518 308	544 470 776	529 518 308	544 470 776
53.01 – Soutien aux opérations d'armement	529 518 308	544 470 776	529 518 308	544 470 776
Cotisations et contributions sociales	1 579 945 129	1 536 435 072	1 579 945 129	1 536 435 072
53.01 – Soutien aux opérations d'armement	1 579 945 129	1 536 435 072	1 579 945 129	1 536 435 072
Prestations sociales et allocations diverses	996 373	2 623 500	996 373	2 623 500
53.01 – Soutien aux opérations d'armement	996 373	2 623 500	996 373	2 623 500
<b>Total</b>	<b>2 110 459 810</b>	<b>2 083 529 348</b>	<b>2 110 459 810</b>	<b>2 083 529 348</b>



## Soutien de la politique de la défense

Programme n° 212 | Justification au premier euro

## ACTION

## 54 – Planification des moyens et conduite des opérations - Personnel travaillant pour le programme "Préparation et emploi des forces"

Action / Sous-action	Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
	Titre 2	Autres titres	Total	Titre 2	Autres titres	Total
<i>Prévision LFI y.c. FdC et AdP</i>						
<i>Réalisation</i>						
<b>54 – Planification des moyens et conduite des opérations - Personnel travaillant pour le programme "Préparation et emploi des forces"</b>	<b>1 396 436 217</b>		<b>1 396 436 217</b>	<b>1 396 436 217</b>		<b>1 396 436 217</b>
	<b>1 327 524 712</b>		<b>1 327 524 712</b>	<b>1 327 524 712</b>		<b>1 327 524 712</b>
54.01 – Commandement des armées	179 250 397		<b>179 250 397</b>	179 250 397		<b>179 250 397</b>
	180 750 883		<b>180 750 883</b>	180 750 883		<b>180 750 883</b>
54.02 – Organismes interarmées à vocation opérationnelle	241 594 588		<b>241 594 588</b>	241 594 588		<b>241 594 588</b>
	241 646 545		<b>241 646 545</b>	241 646 545		<b>241 646 545</b>
54.03 – Organismes interarmées à vocation prospective et maîtrise des armements			<b>0</b>			<b>0</b>
	1 024 268		<b>1 024 268</b>	1 024 268		<b>1 024 268</b>
54.04 – Enseignement interarmées	134 298 899		<b>134 298 899</b>	134 298 899		<b>134 298 899</b>
	116 993 715		<b>116 993 715</b>	116 993 715		<b>116 993 715</b>
54.05 – EMA / Relations internationales militaires / PPE	144 315 846		<b>144 315 846</b>	144 315 846		<b>144 315 846</b>
	142 358 051		<b>142 358 051</b>	142 358 051		<b>142 358 051</b>
54.06 – Renseignement d'intérêt militaire	179 416 710		<b>179 416 710</b>	179 416 710		<b>179 416 710</b>
	153 853 890		<b>153 853 890</b>	153 853 890		<b>153 853 890</b>
54.07 – Systèmes d'information et de communication	517 559 777		<b>517 559 777</b>	517 559 777		<b>517 559 777</b>
	490 897 360		<b>490 897 360</b>	490 897 360		<b>490 897 360</b>

## ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

Titre et catégorie	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation
Titre 2 : Dépenses de personnel	1 396 436 217	1 327 524 712	1 396 436 217	1 327 524 712
Rémunérations d'activité	804 527 355	766 343 380	804 527 355	766 343 380
54.01 – Commandement des armées	99 380 184	98 623 373	99 380 184	98 623 373
54.02 – Organismes interarmées à vocation opérationnelle	136 946 242	140 749 209	136 946 242	140 749 209
54.03 – Organismes interarmées à vocation prospective et maîtrise des armements		568 844		568 844
54.04 – Enseignement interarmées	75 383 199	62 924 833	75 383 199	62 924 833
54.05 – EMA / Relations internationales militaires / PPE	104 728 902	98 120 862	104 728 902	98 120 862
54.06 – Renseignement d'intérêt militaire	100 124 750	87 162 945	100 124 750	87 162 945
54.07 – Systèmes d'information et de communication	287 964 078	278 193 314	287 964 078	278 193 314
Cotisations et contributions sociales	590 437 870	556 817 307	590 437 870	556 817 307
54.01 – Commandement des armées	79 712 961	81 617 304	79 712 961	81 617 304
54.02 – Organismes interarmées à vocation opérationnelle	104 445 197	100 043 284	104 445 197	100 043 284
54.03 – Organismes interarmées à vocation prospective et maîtrise des armements		453 305		453 305
54.04 – Enseignement interarmées	58 765 318	53 742 745	58 765 318	53 742 745
54.05 – EMA / Relations internationales militaires / PPE	39 510 799	44 177 352	39 510 799	44 177 352
54.06 – Renseignement d'intérêt militaire	79 091 769	66 142 040	79 091 769	66 142 040
54.07 – Systèmes d'information et de communication	228 911 826	210 641 278	228 911 826	210 641 278
Prestations sociales et allocations diverses	1 470 992	4 364 024	1 470 992	4 364 024

Titre et catégorie	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation
54.01 – Commandement des armées	157 252	510 205	157 252	510 205
54.02 – Organismes interarmées à vocation opérationnelle	203 149	854 053	203 149	854 053
54.03 – Organismes interarmées à vocation prospective et maîtrise des armements		2 119		2 119
54.04 – Enseignement interarmées	150 382	326 137	150 382	326 137
54.05 – EMA / Relations internationales militaires / PPE	76 145	59 837	76 145	59 837
54.06 – Renseignement d'intérêt militaire	200 191	548 905	200 191	548 905
54.07 – Systèmes d'information et de communication	683 873	2 062 768	683 873	2 062 768
<b>Total</b>	<b>1 396 436 217</b>	<b>1 327 524 712</b>	<b>1 396 436 217</b>	<b>1 327 524 712</b>

**ACTION**

55 – Préparation des forces terrestres - Personnel travaillant pour le programme "Préparation et emploi des forces"

Action / Sous-action	Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
	Titre 2	Autres titres	Total	Titre 2	Autres titres	Total
<i>Prévision LFI y.c. FdC et AdP</i> <i>Réalisation</i>						
<b>55 – Préparation des forces terrestres - Personnel travaillant pour le programme "Préparation et emploi des forces"</b>	<b>7 277 199 019</b> <b>7 421 998 817</b>		<b>7 277 199 019</b> <b>7 421 998 817</b>	<b>7 277 199 019</b> <b>7 421 998 817</b>		<b>7 277 199 019</b> <b>7 421 998 817</b>
55.01 – Ressources humaines des forces terrestres	7 277 199 019 7 421 998 817		7 277 199 019 7 421 998 817	7 277 199 019 7 421 998 817		7 277 199 019 7 421 998 817

**ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE**

Titre et catégorie	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation
Titre 2 : Dépenses de personnel	7 277 199 019	7 421 998 817	7 277 199 019	7 421 998 817
Rémunérations d'activité	3 825 319 041	3 883 721 833	3 825 319 041	3 883 721 833
55.01 – Ressources humaines des forces terrestres	3 825 319 041	3 883 721 833	3 825 319 041	3 883 721 833
Cotisations et contributions sociales	3 441 823 598	3 514 804 453	3 441 823 598	3 514 804 453
55.01 – Ressources humaines des forces terrestres	3 441 823 598	3 514 804 453	3 441 823 598	3 514 804 453
Prestations sociales et allocations diverses	10 056 380	23 472 531	10 056 380	23 472 531
55.01 – Ressources humaines des forces terrestres	10 056 380	23 472 531	10 056 380	23 472 531

## Soutien de la politique de la défense

Programme n° 212 | Justification au premier euro

Titre et catégorie	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation
<b>Total</b>	<b>7 277 199 019</b>	<b>7 421 998 817</b>	<b>7 277 199 019</b>	<b>7 421 998 817</b>

## ACTION

## 56 – Préparation des forces navales - Personnel travaillant pour le programme "Préparation et emploi des forces"

Action / Sous-action	Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
	Titre 2	Autres titres	Total	Titre 2	Autres titres	Total
<i>Prévision LFI y.c. FdC et AdP</i>						
<i>Réalisation</i>						
<b>56 – Préparation des forces navales - Personnel travaillant pour le programme "Préparation et emploi des forces"</b>	<b>2 568 687 795</b>	<b>2 615 302 992</b>	<b>2 568 687 795</b>	<b>2 568 687 795</b>	<b>2 615 302 992</b>	<b>2 568 687 795</b>
56.01 – Ressources humaines des forces navales	2 568 687 795	2 610 274 780	<b>2 568 687 795</b>	2 568 687 795	2 610 274 780	<b>2 568 687 795</b>
56.02 – Rémunérations des ouvriers de l'Etat de la DCNS	5 028 212		<b>0</b>	5 028 212		<b>0</b>
			<b>5 028 212</b>			<b>5 028 212</b>

## ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

Titre et catégorie	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation
Titre 2 : Dépenses de personnel	2 568 687 795	2 615 302 992	2 568 687 795	2 615 302 992
Rémunérations d'activité	1 370 996 265	1 421 244 943	1 370 996 265	1 421 244 943
56.01 – Ressources humaines des forces navales	1 370 996 265	1 417 913 174	1 370 996 265	1 417 913 174
56.02 – Rémunérations des ouvriers de l'Etat de la DCNS		3 331 769		3 331 769
Cotisations et contributions sociales	1 194 435 427	1 184 591 101	1 194 435 427	1 184 591 101
56.01 – Ressources humaines des forces navales	1 194 435 427	1 182 974 427	1 194 435 427	1 182 974 427
56.02 – Rémunérations des ouvriers de l'Etat de la DCNS		1 616 674		1 616 674
Prestations sociales et allocations diverses	3 256 103	9 466 948	3 256 103	9 466 948
56.01 – Ressources humaines des forces navales	3 256 103	9 387 180	3 256 103	9 387 180
56.02 – Rémunérations des ouvriers de l'Etat de la DCNS		79 768		79 768
<b>Total</b>	<b>2 568 687 795</b>	<b>2 615 302 992</b>	<b>2 568 687 795</b>	<b>2 615 302 992</b>

**ACTION****57 – Préparation des forces aériennes- Personnel travaillant pour le programme "Préparation et emploi des forces"**

Action / Sous-action <i>Prévision LFI y.c. FdC et AdP</i> <i>Réalisation</i>	Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
	Titre 2	Autres titres	Total	Titre 2	Autres titres	Total
<b>57 – Préparation des forces aériennes- Personnel travaillant pour le programme "Préparation et emploi des forces"</b>	<b>2 568 999 556</b> <b>2 556 273 596</b>		<b>2 568 999 556</b> <b>2 556 273 596</b>	<b>2 568 999 556</b> <b>2 556 273 596</b>		<b>2 568 999 556</b> <b>2 556 273 596</b>
57.01 – Ressources humaines des forces aériennes	2 568 999 556 2 555 786 470		<b>2 568 999 556</b> <b>2 555 786 470</b>	2 568 999 556 2 555 786 470		<b>2 568 999 556</b> <b>2 555 786 470</b>
57.02 – Service industriel aéronautique(SIAé)	487 126		<b>0</b> <b>487 126</b>		487 126	<b>0</b> <b>487 126</b>

Les dépenses imputées sur la sous-action « 0212-57-02 » (487 126 €) agrègent les rémunérations avancées à l'attention du Service industriel de l'aéronautique (SIAé) par le ministère des Armées ainsi que les remboursements obtenus :

- rémunérations imputées et avancées à l'attention du SIAé : 294 705 276 € ;
- remboursements obtenus par rétablissement de crédits : 294 218 150 €.

**ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE**

Titre et catégorie	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation
Titre 2 : Dépenses de personnel	2 568 999 556	2 556 273 596	2 568 999 556	2 556 273 596
Rémunérations d'activité	1 363 069 723	1 337 878 085	1 363 069 723	1 337 878 085
57.01 – Ressources humaines des forces aériennes	1 363 069 723	1 336 108 301	1 363 069 723	1 336 108 301
57.02 – Service industriel aéronautique(SIAé)		1 769 784		1 769 784
Cotisations et contributions sociales	1 202 722 108	1 211 299 480	1 202 722 108	1 211 299 480
57.01 – Ressources humaines des forces aériennes	1 202 722 108	1 212 791 190	1 202 722 108	1 212 791 190
57.02 – Service industriel aéronautique(SIAé)		-1 491 710		-1 491 710
Prestations sociales et allocations diverses	3 207 725	7 096 032	3 207 725	7 096 032
57.01 – Ressources humaines des forces aériennes	3 207 725	6 886 979	3 207 725	6 886 979
57.02 – Service industriel aéronautique(SIAé)		209 053		209 053
<b>Total</b>	<b>2 568 999 556</b>	<b>2 556 273 596</b>	<b>2 568 999 556</b>	<b>2 556 273 596</b>

## Soutien de la politique de la défense

Programme n° 212 | Justification au premier euro

## ACTION

58 – Logistique et soutien interarmées - Personnel travaillant pour le programme "Préparation et emploi des forces"

Action / Sous-action	Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
	Titre 2	Autres titres	Total	Titre 2	Autres titres	Total
<i>Prévision LFI y.c. FdC et AdP</i>						
<i>Réalisation</i>						
<b>58 – Logistique et soutien interarmées - Personnel travaillant pour le programme "Préparation et emploi des forces"</b>	<b>2 976 443 072</b>		<b>2 976 443 072</b>	<b>2 976 443 072</b>		<b>2 976 443 072</b>
	<b>2 928 781 870</b>	<b>0</b>	<b>2 928 781 870</b>	<b>2 928 781 870</b>	<b>340</b>	<b>2 928 782 210</b>
58.01 – Fonction pétrolière	135 978 814		<b>135 978 814</b>	135 978 814		<b>135 978 814</b>
	134 392 061		<b>134 392 061</b>	134 392 061		<b>134 392 061</b>
58.02 – Logistique et soutien interarmées / CICoS	73 482 301		<b>73 482 301</b>	73 482 301		<b>73 482 301</b>
	60 338 158	<b>0</b>	<b>60 338 158</b>	60 338 158	<b>340</b>	<b>60 338 498</b>
58.03 – Soutiens complémentaires			<b>0</b>			<b>0</b>
	2 071 889		<b>2 071 889</b>	2 071 889		<b>2 071 889</b>
58.04 – Service interarmées des munitions	91 795 228		<b>91 795 228</b>	91 795 228		<b>91 795 228</b>
	87 984 904		<b>87 984 904</b>	87 984 904		<b>87 984 904</b>
58.05 – Service du commissariat des armées	1 489 127 944		<b>1 489 127 944</b>	1 489 127 944		<b>1 489 127 944</b>
	1 454 071 490		<b>1 454 071 490</b>	1 454 071 490		<b>1 454 071 490</b>
58.06 – Fonction santé	1 186 058 785		<b>1 186 058 785</b>	1 186 058 785		<b>1 186 058 785</b>
	1 189 923 368		<b>1 189 923 368</b>	1 189 923 368		<b>1 189 923 368</b>

## ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

Titre et catégorie	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation
Titre 2 : Dépenses de personnel	2 976 443 072	2 928 781 870	2 976 443 072	2 928 781 870
Rémunérations d'activité	1 656 609 607	1 625 361 624	1 656 609 607	1 625 361 624
58.01 – Fonction pétrolière	74 532 967	71 487 079	74 532 967	71 487 079
58.02 – Logistique et soutien interarmées / CICOs	42 870 447	32 901 887	42 870 447	32 901 887
58.03 – Soutiens complémentaires		1 302 496		1 302 496
58.04 – Service interarmées des munitions	53 915 912	51 767 026	53 915 912	51 767 026
58.05 – Service du commissariat des armées	827 928 009	817 348 366	827 928 009	817 348 366
58.06 – Fonction santé	657 362 272	650 554 770	657 362 272	650 554 770
Cotisations et contributions sociales	1 315 746 255	1 292 467 412	1 315 746 255	1 292 467 412
58.01 – Fonction pétrolière	61 250 618	62 408 441	61 250 618	62 408 441
58.02 – Logistique et soutien interarmées / CICOs	30 562 331	27 272 796	30 562 331	27 272 796
58.03 – Soutiens complémentaires		697 413		697 413
58.04 – Service interarmées des munitions	37 750 213	35 925 714	37 750 213	35 925 714
58.05 – Service du commissariat des armées	658 925 319	630 089 247	658 925 319	630 089 247
58.06 – Fonction santé	527 257 774	536 073 801	527 257 774	536 073 801
Prestations sociales et allocations diverses	4 087 210	10 952 834	4 087 210	10 952 834
58.01 – Fonction pétrolière	195 229	496 541	195 229	496 541
58.02 – Logistique et soutien interarmées / CICOs	49 523	163 475	49 523	163 475
58.03 – Soutiens complémentaires		71 980		71 980
58.04 – Service interarmées des munitions	129 103	292 164	129 103	292 164
58.05 – Service du commissariat des armées	2 274 616	6 633 877	2 274 616	6 633 877
58.06 – Fonction santé	1 438 739	3 294 797	1 438 739	3 294 797
Titre 3 : Dépenses de fonctionnement		0		340
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel		0		340
58.02 – Logistique et soutien interarmées / CICOs		0		340
<b>Total</b>	<b>2 976 443 072</b>	<b>2 928 781 870</b>	<b>2 976 443 072</b>	<b>2 928 782 210</b>

## Soutien de la politique de la défense

Programme n° 212 | Justification au premier euro

## ACTION

## 59 – Surcoûts liés aux opérations - Personnel travaillant pour le programme "Préparation et emploi des forces"

Action / Sous-action	Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
	Titre 2	Autres titres	Total	Titre 2	Autres titres	Total
<i>Prévision LFI y.c. FdC et AdP</i>						
<i>Réalisation</i>						
<b>59 – Surcoûts liés aux opérations - Personnel travaillant pour le programme "Préparation et emploi des forces"</b>	<b>350 000 000</b>		<b>350 000 000</b>	<b>350 000 000</b>		<b>350 000 000</b>
	<b>323 731 935</b>		<b>323 731 935</b>	<b>323 731 935</b>		<b>323 731 935</b>
59.01 – Surcoûts liés aux opérations extérieures	250 000 000		250 000 000	250 000 000		250 000 000
	255 880 990		255 880 990	255 880 990		255 880 990
59.02 – Surcoûts liés aux opérations intérieures	100 000 000		100 000 000	100 000 000		100 000 000
	67 850 944		67 850 944	67 850 944		67 850 944

## ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

Titre et catégorie	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation
Titre 2 : Dépenses de personnel	350 000 000	323 731 935	350 000 000	323 731 935
Rémunérations d'activité	349 728 668	323 533 807	349 728 668	323 533 807
59.01 – Surcoûts liés aux opérations extérieures	249 728 668	255 685 572	249 728 668	255 685 572
59.02 – Surcoûts liés aux opérations intérieures	100 000 000	67 848 235	100 000 000	67 848 235
Cotisations et contributions sociales	271 332	198 097	271 332	198 097
59.01 – Surcoûts liés aux opérations extérieures	271 332	195 418	271 332	195 418
59.02 – Surcoûts liés aux opérations intérieures		2 679		2 679
Prestations sociales et allocations diverses		30		30
59.02 – Surcoûts liés aux opérations intérieures		30		30
<b>Total</b>	<b>350 000 000</b>	<b>323 731 935</b>	<b>350 000 000</b>	<b>323 731 935</b>

## ACTION

## 60 – Politique immobilière - Personnel travaillant pour l'action "Politique immobilière"

Action / Sous-action	Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
	Titre 2	Autres titres	Total	Titre 2	Autres titres	Total
<i>Prévision LFI y.c. FdC et AdP</i>						
<i>Réalisation</i>						
<b>60 – Politique immobilière - Personnel travaillant pour l'action "Politique immobilière"</b>	<b>487 816 346</b>		<b>487 816 346</b>	<b>487 816 346</b>		<b>487 816 346</b>
	<b>469 628 820</b>		<b>469 628 820</b>	<b>469 628 820</b>		<b>469 628 820</b>

## ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

Titre et catégorie	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation
Titre 2 : Dépenses de personnel	487 816 346	469 628 820	487 816 346	469 628 820
Rémunérations d'activité	283 461 570	279 499 772	283 461 570	279 499 772
Cotisations et contributions sociales	203 696 380	188 358 864	203 696 380	188 358 864
Prestations sociales et allocations diverses	658 396	1 770 185	658 396	1 770 185
<b>Total</b>	<b>487 816 346</b>	<b>469 628 820</b>	<b>487 816 346</b>	<b>469 628 820</b>

## ACTION

## 61 – Action sociale, chômage et pensions

Action / Sous-action	Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
	Titre 2	Autres titres	Total	Titre 2	Autres titres	Total
<i>Prévision LFI y.c. FdC et AdP</i>						
<i>Réalisation</i>						
<b>61 – Action sociale, chômage et pensions</b>	<b>298 821 452</b>		<b>298 821 452</b>	<b>298 821 452</b>		<b>298 821 452</b>
	<b>282 712 340</b>		<b>282 712 340</b>	<b>282 712 340</b>		<b>282 712 340</b>
61.01 – Actions sociales et autres politiques des ressources humaines	156 042 618		156 042 618	156 042 618		156 042 618
	156 997 827		156 997 827	156 997 827		156 997 827
61.02 – Reconversion des personnels militaires - Chômage	133 802 356		133 802 356	133 802 356		133 802 356
	116 382 860		116 382 860	116 382 860		116 382 860
61.03 – Reconversion des personnels civils - Chômage	8 976 478		8 976 478	8 976 478		8 976 478
	9 331 653		9 331 653	9 331 653		9 331 653

## ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

Titre et catégorie	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation
Titre 2 : Dépenses de personnel	298 821 452	282 712 340	298 821 452	282 712 340
Rémunérations d'activité		20 120		20 120
61.01 – Actions sociales et autres politiques des ressources humaines		19 284		19 284
61.02 – Reconversion des personnels militaires - Chômage		836		836
Cotisations et contributions sociales	34 412 575	34 977 319	34 412 575	34 977 319
61.01 – Actions sociales et autres politiques des ressources humaines	34 412 575	34 938 663	34 412 575	34 938 663
61.02 – Reconversion des personnels militaires - Chômage		38 656		38 656



**Soutien de la politique de la défense**

Programme n° 212 | Justification au premier euro

Titre et catégorie	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation
Prestations sociales et allocations diverses	264 408 877	247 714 901	264 408 877	247 714 901
61.01 – Actions sociales et autres politiques des ressources humaines	121 630 043	122 039 880	121 630 043	122 039 880
61.02 – Reconversion des personnels militaires - Chômage	133 802 356	116 343 368	133 802 356	116 343 368
61.03 – Reconversion des personnels civils - Chômage	8 976 478	9 331 653	8 976 478	9 331 653
<b>Total</b>	<b>298 821 452</b>	<b>282 712 340</b>	<b>298 821 452</b>	<b>282 712 340</b>

**ACTION**

62 – Politique culturelle et éducative - gestion et communication des archives historiques de la défense - Personnel travaillant pour l'action "Politique culturelle et éducative"

Action / Sous-action	Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
	Titre 2	Autres titres	Total	Titre 2	Autres titres	Total
<i>Prévision LFI y.c. FdC et AdP</i> <i>Réalisation</i>						
62 – Politique culturelle et éducative - gestion et communication des archives historiques de la défense - Personnel travaillant pour l'action "Politique culturelle et éducative"	40 989 647 37 492 816		<b>40 989 647</b> <b>37 492 816</b>	40 989 647 37 492 816		<b>40 989 647</b> <b>37 492 816</b>

**ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE**

Titre et catégorie	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation
Titre 2 : Dépenses de personnel	40 989 647	37 492 816	40 989 647	37 492 816
Rémunérations d'activité	24 395 614	22 298 178	24 395 614	22 298 178
Cotisations et contributions sociales	16 532 774	15 007 824	16 532 774	15 007 824
Prestations sociales et allocations diverses	61 259	186 814	61 259	186 814
<b>Total</b>	<b>40 989 647</b>	<b>37 492 816</b>	<b>40 989 647</b>	<b>37 492 816</b>

**ACTION****63 – Restructurations - RH**

Action / Sous-action  <i>Prévision LFI y.c. FdC et AdP</i> <i>Réalisation</i>	Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
	Titre 2	Autres titres	Total	Titre 2	Autres titres	Total
<b>63 – Restructurations - RH</b>	<b>52 544 445</b>		<b>52 544 445</b>	<b>52 544 445</b>		<b>52 544 445</b>
	<b>39 920 616</b>		<b>39 920 616</b>	<b>39 920 616</b>		<b>39 920 616</b>
63.01 – Restructurations Personnels civils	27 140 099		<b>27 140 099</b>	27 140 099		<b>27 140 099</b>
	13 908 475		<b>13 908 475</b>	13 908 475		<b>13 908 475</b>
63.02 – Restructurations Personnels militaires	25 404 346		<b>25 404 346</b>	25 404 346		<b>25 404 346</b>
	26 012 141		<b>26 012 141</b>	26 012 141		<b>26 012 141</b>

## Soutien de la politique de la défense

Programme n° 212 | Justification au premier euro

## ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

Titre et catégorie	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation
Titre 2 : Dépenses de personnel	52 544 445	39 920 616	52 544 445	39 920 616
Rémunérations d'activité	43 050 143	35 875 213	43 050 143	35 875 213
63.01 – Restructurations Personnels civils	17 645 797	9 872 598	17 645 797	9 872 598
63.02 – Restructurations Personnels militaires	25 404 346	26 002 615	25 404 346	26 002 615
Cotisations et contributions sociales	73 136	98 037	73 136	98 037
63.01 – Restructurations Personnels civils	73 136	85 374	73 136	85 374
63.02 – Restructurations Personnels militaires		12 662		12 662
Prestations sociales et allocations diverses	9 421 166	3 947 366	9 421 166	3 947 366
63.01 – Restructurations Personnels civils	9 421 166	3 950 503	9 421 166	3 950 503
63.02 – Restructurations Personnels militaires		-3 137		-3 137
<b>Total</b>	<b>52 544 445</b>	<b>39 920 616</b>	<b>52 544 445</b>	<b>39 920 616</b>

## ACTION

## 64 – Pilotage, soutien - Personnel travaillant pour l'action " Pilotage, soutien "

Action / Sous-action	Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
	Titre 2	Autres titres	Total	Titre 2	Autres titres	Total
<i>Prévision LFI y.c. FdC et AdP</i>						
<i>Réalisation</i>						
<b>64 – Pilotage, soutien - Personnel travaillant pour l'action " Pilotage, soutien "</b>	<b>391 743 719</b>		<b>391 743 719</b>	<b>391 743 719</b>		<b>391 743 719</b>
	<b>389 909 124</b>		<b>389 909 124</b>	<b>389 909 124</b>		<b>389 909 124</b>
64.01 – Personnel du SGA employeur	276 573 827		<b>276 573 827</b>	276 573 827		<b>276 573 827</b>
	281 482 521		<b>281 482 521</b>	281 482 521		<b>281 482 521</b>
64.07 – Personnel de l'action sociale	65 974 016		<b>65 974 016</b>	65 974 016		<b>65 974 016</b>
	63 088 925		<b>63 088 925</b>	63 088 925		<b>63 088 925</b>
64.08 – Personnel de l'agence de reconversion de la Défense	49 195 876		<b>49 195 876</b>	49 195 876		<b>49 195 876</b>
	45 337 678		<b>45 337 678</b>	45 337 678		<b>45 337 678</b>

## ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

Titre et catégorie	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation
Titre 2 : Dépenses de personnel	391 743 719	389 909 124	391 743 719	389 909 124
Rémunérations d'activité	231 465 871	236 704 356	231 465 871	236 704 356
64.01 – Personnel du SGA employeur	163 836 807	172 491 509	163 836 807	172 491 509
64.07 – Personnel de l'action sociale	39 472 579	38 528 532	39 472 579	38 528 532
64.08 – Personnel de l'agence de reconversion de la Défense	28 156 485	25 684 314	28 156 485	25 684 314
Cotisations et contributions sociales	159 750 749	151 385 245	159 750 749	151 385 245
64.01 – Personnel du SGA employeur	112 376 715	107 582 903	112 376 715	107 582 903
64.07 – Personnel de l'action sociale	26 399 242	24 319 217	26 399 242	24 319 217
64.08 – Personnel de l'agence de reconversion de la Défense	20 974 792	19 483 126	20 974 792	19 483 126
Prestations sociales et allocations diverses	527 099	1 819 523	527 099	1 819 523
64.01 – Personnel du SGA employeur	360 305	1 408 109	360 305	1 408 109
64.07 – Personnel de l'action sociale	102 195	241 176	102 195	241 176
64.08 – Personnel de l'agence de reconversion de la Défense	64 599	170 239	64 599	170 239
<b>Total</b>	<b>391 743 719</b>	<b>389 909 124</b>	<b>391 743 719</b>	<b>389 909 124</b>

## ACTION

65 – Journée défense et citoyenneté - Personnel travaillant pour le programme "Reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant"

Action / Sous-action	Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
	Titre 2	Autres titres	Total	Titre 2	Autres titres	Total
<i>Prévision LFI y.c. FdC et AdP</i>						
<i>Réalisation</i>						
65 – Journée défense et citoyenneté - Personnel travaillant pour le programme "Reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant"	120 341 117 113 712 902		120 341 117 113 712 902	120 341 117 113 712 902		120 341 117 113 712 902

## ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

Titre et catégorie	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation
Titre 2 : Dépenses de personnel	120 341 117	113 712 902	120 341 117	113 712 902
Rémunérations d'activité	67 258 466	63 604 587	67 258 466	63 604 587

## Soutien de la politique de la défense

Programme n° 212 | Justification au premier euro

Titre et catégorie	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation
Cotisations et contributions sociales	52 812 995	49 609 855	52 812 995	49 609 855
Prestations sociales et allocations diverses	269 656	498 460	269 656	498 460
<b>Total</b>	<b>120 341 117</b>	<b>113 712 902</b>	<b>120 341 117</b>	<b>113 712 902</b>

## ACTION

## 66 – Rayonnement et contribution extérieure

Action / Sous-action	Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
	Titre 2	Autres titres	Total	Titre 2	Autres titres	Total
<i>Prévision LFI y.c. FdC et AdP</i>						
<i>Réalisation</i>						
<b>66 – Rayonnement et contribution extérieure</b>	<b>41 981 256</b>		<b>41 981 256</b>	<b>41 981 256</b>		<b>41 981 256</b>
	<b>131 388 973</b>		<b>131 388 973</b>	<b>131 388 973</b>		<b>131 388 973</b>
66.01 – Pilotage, soutien et communication - effectifs sortants remboursés sous PMEA Mindef	-955 767		<b>0</b>	-955 767		<b>0</b>
			<b>-955 767</b>			<b>-955 767</b>
66.02 – Pilotage, soutien et communication - effectifs sortants non remboursés sous PMEA Mindef	15 502 829		<b>15 502 829</b>	15 502 829		<b>15 502 829</b>
	25 976 931		<b>25 976 931</b>	25 976 931		<b>25 976 931</b>
66.03 – Pilotage, soutien et communication - effectifs sortants remboursés hors PMEA Mindef			<b>0</b>			<b>0</b>
	92 522 507		<b>92 522 507</b>	92 522 507		<b>92 522 507</b>
66.04 – Pilotage, soutien et communication - Présidence de la République	-904 669		<b>0</b>	-904 669		<b>0</b>
			<b>-904 669</b>			<b>-904 669</b>
66.05 – Pilotage, soutien et communication - Elèves des classes préparatoires des lycées de la défense	1 395 045		<b>1 395 045</b>	1 395 045		<b>1 395 045</b>
	1 569 023		<b>1 569 023</b>	1 569 023		<b>1 569 023</b>
66.06 – Pilotage, soutien et communication - Secrétariat général de la défense et de la sécurité nationale	25 083 382		<b>25 083 382</b>	25 083 382		<b>25 083 382</b>
	13 180 948		<b>13 180 948</b>	13 180 948		<b>13 180 948</b>

## ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

Titre et catégorie	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation
Titre 2 : Dépenses de personnel	41 981 256	131 388 973	41 981 256	131 388 973
Rémunérations d'activité	22 471 546	42 520 450	22 471 546	42 520 450
66.01 – Pilotage, soutien et communication - effectifs sortants remboursés sous PMEA Mindef		-1 361 758		-1 361 758
66.02 – Pilotage, soutien et communication - effectifs sortants non remboursés sous PMEA Mindef	7 795 793	14 661 881	7 795 793	14 661 881
66.03 – Pilotage, soutien et communication - effectifs sortants remboursés hors PMEA Mindef		21 598 381		21 598 381

Titre et catégorie	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation
66.04 – Pilotage, soutien et communication - Présidence de la République		-460 979		-460 979
66.05 – Pilotage, soutien et communication - Elèves des classes préparatoires des lycées de la défense	1 306 833	1 321 424	1 306 833	1 321 424
66.06 – Pilotage, soutien et communication - Secrétariat général de la défense et de la sécurité nationale	13 368 920	6 761 500	13 368 920	6 761 500
Cotisations et contributions sociales	19 451 504	88 212 716	19 451 504	88 212 716
66.01 – Pilotage, soutien et communication - effectifs sortants remboursés sous PME A Mindef		386 805		386 805
66.02 – Pilotage, soutien et communication - effectifs sortants non remboursés sous PME A Mindef	7 678 124	11 239 773	7 678 124	11 239 773
66.03 – Pilotage, soutien et communication - effectifs sortants remboursés hors PME A Mindef		70 556 419		70 556 419
66.04 – Pilotage, soutien et communication - Présidence de la République		-447 773		-447 773
66.05 – Pilotage, soutien et communication - Elèves des classes préparatoires des lycées de la défense	88 212	132 200	88 212	132 200
66.06 – Pilotage, soutien et communication - Secrétariat général de la défense et de la sécurité nationale	11 685 168	6 345 293	11 685 168	6 345 293
Prestations sociales et allocations diverses	58 206	655 807	58 206	655 807
66.01 – Pilotage, soutien et communication - effectifs sortants remboursés sous PME A Mindef		19 185		19 185
66.02 – Pilotage, soutien et communication - effectifs sortants non remboursés sous PME A Mindef	28 912	75 277	28 912	75 277
66.03 – Pilotage, soutien et communication - effectifs sortants remboursés hors PME A Mindef		367 707		367 707
66.04 – Pilotage, soutien et communication - Présidence de la République		4 083		4 083
66.05 – Pilotage, soutien et communication - Elèves des classes préparatoires des lycées de la défense		115 400		115 400
66.06 – Pilotage, soutien et communication - Secrétariat général de la défense et de la sécurité nationale	29 294	74 154	29 294	74 154
<b>Total</b>	<b>41 981 256</b>	<b>131 388 973</b>	<b>41 981 256</b>	<b>131 388 973</b>

**ACTION**

67 – Pilotage, soutien et communication - dépenses de personnel des cabinets et des organismes rattachés / RH

Action / Sous-action	Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
	Titre 2	Autres titres	Total	Titre 2	Autres titres	Total
<i>Prévision LFI y.c. FdC et AdP</i>						
<i>Réalisation</i>						
<b>67 – Pilotage, soutien et communication - dépenses de personnel des cabinets et des organismes rattachés / RH</b>	<b>85 554 678</b>		<b>85 554 678</b>	<b>85 554 678</b>		<b>85 554 678</b>
	<b>83 757 145</b>		<b>83 757 145</b>	<b>83 757 145</b>		<b>83 757 145</b>
67.01 – Cabinet du Ministre des armées	31 310 161		31 310 161	31 310 161		31 310 161
- Cabinet du ministre délégué auprès du Ministre des armées - sous-	31 882 272		31 882 272	31 882 272		31 882 272

## Soutien de la politique de la défense

Programme n° 212 | Justification au premier euro

Action / Sous-action  Prévision LFI y.c. FdC et AdP Réalisation	Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
	Titre 2	Autres titres	Total	Titre 2	Autres titres	Total
direction des cabinets						
67.02 – Contrôle général des armées	21 826 723		<b>21 826 723</b>	21 826 723		<b>21 826 723</b>
	22 975 126		<b>22 975 126</b>	22 975 126		<b>22 975 126</b>
67.03 – Direction Générale du Numérique	8 002 589		<b>8 002 589</b>	8 002 589		<b>8 002 589</b>
	5 693 336		<b>5 693 336</b>	5 693 336		<b>5 693 336</b>
67.04 – Délégation à l'Information et la Communication de la Défense	10 970 196		<b>10 970 196</b>	10 970 196		<b>10 970 196</b>
	9 173 594		<b>9 173 594</b>	9 173 594		<b>9 173 594</b>
67.05 – Gendarmerie de la Sureté de l'Armement Nucléaire	5 170 791		<b>5 170 791</b>	5 170 791		<b>5 170 791</b>
	5 299 090		<b>5 299 090</b>	5 299 090		<b>5 299 090</b>
67.06 – Contrôle Budgétaire et Comptable Ministériel défense - Agence Comptable des Services Industriels de l'Armement	5 440 945		<b>5 440 945</b>	5 440 945		<b>5 440 945</b>
	5 560 063		<b>5 560 063</b>	5 560 063		<b>5 560 063</b>
67.07 – Direction de la Protection des Installations, moyens et activités de la Défense	2 833 273		<b>2 833 273</b>	2 833 273		<b>2 833 273</b>
	3 173 664		<b>3 173 664</b>	3 173 664		<b>3 173 664</b>

## ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

Titre et catégorie	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation
Titre 2 : Dépenses de personnel	85 554 678	83 757 145	85 554 678	83 757 145
Rémunérations d'activité	49 505 534	48 416 300	49 505 534	48 416 300
67.01 – Cabinet du Ministre des armées - Cabinet du ministre délégué auprès du Ministre des armées - sous-direction des cabinets	18 237 203	18 608 794	18 237 203	18 608 794
67.02 – Contrôle général des armées	12 781 155	13 043 262	12 781 155	13 043 262
67.03 – Direction Générale du Numérique	4 762 821	3 392 085	4 762 821	3 392 085
67.04 – Délégation à l'Information et la Communication de la Défense	6 368 005	5 500 839	6 368 005	5 500 839
67.05 – Gendarmerie de la Sureté de l'Armement Nucléaire	2 558 349	2 576 245	2 558 349	2 576 245
67.06 – Contrôle Budgétaire et Comptable Ministériel défense - Agence Comptable des Services Industriels de l'Armement	3 101 381	3 377 092	3 101 381	3 377 092
67.07 – Direction de la Protection des Installations, moyens et activités de la Défense	1 696 620	1 917 982	1 696 620	1 917 982
Cotisations et contributions sociales	35 959 640	34 992 079	35 959 640	34 992 079
67.01 – Cabinet du Ministre des armées - Cabinet du ministre délégué auprès du Ministre des armées - sous-direction des cabinets	13 039 847	13 115 863	13 039 847	13 115 863
67.02 – Contrôle général des armées	9 028 774	9 859 635	9 028 774	9 859 635
67.03 – Direction Générale du Numérique	3 233 279	2 282 242	3 233 279	2 282 242
67.04 – Délégation à l'Information et la Communication de la Défense	4 590 741	3 628 256	4 590 741	3 628 256
67.05 – Gendarmerie de la Sureté de l'Armement Nucléaire	2 607 289	2 714 583	2 607 289	2 714 583
67.06 – Contrôle Budgétaire et Comptable Ministériel défense - Agence Comptable des Services Industriels de l'Armement	2 325 156	2 148 241	2 325 156	2 148 241
67.07 – Direction de la Protection des Installations, moyens et activités de la Défense	1 134 554	1 243 258	1 134 554	1 243 258
Prestations sociales et allocations diverses	89 504	348 766	89 504	348 766
67.01 – Cabinet du Ministre des armées - Cabinet du ministre délégué auprès du Ministre des armées - sous-direction des cabinets	33 111	157 614	33 111	157 614

Titre et catégorie	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation
67.02 – Contrôle général des armées	16 794	72 228	16 794	72 228
67.03 – Direction Générale du Numérique	6 489	19 009	6 489	19 009
67.04 – Délégation à l'Information et la Communication de la Défense	11 450	44 499	11 450	44 499
67.05 – Gendarmerie de la Sûreté de l'Armement Nucléaire	5 153	8 263	5 153	8 263
67.06 – Contrôle Budgétaire et Comptable Ministériel défense - Agence Comptable des Services Industriels de l'Armement	14 408	34 730	14 408	34 730
67.07 – Direction de la Protection des Installations, moyens et activités de la Défense	2 099	12 424	2 099	12 424
<b>Total</b>	<b>85 554 678</b>	<b>83 757 145</b>	<b>85 554 678</b>	<b>83 757 145</b>



**Soutien de la politique de la défense**

Programme n° 212 | Justification au premier euro

**Récapitulation des crédits et emplois alloués aux opérateurs de l'État****RÉCAPITULATION DES CRÉDITS ALLOUÉS PAR LE PROGRAMME AUX OPÉRATEURS**

Opérateur financé (Programme chef de file) Nature de la dépense	Réalisation 2021		Prévision LFI 2022		Réalisation 2022	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
<b>ISAE - Institut supérieur de l'aéronautique et de l'espace (P144)</b>						
Transferts						
<b>ECPAD - Etablissement de communication et de production audiovisuelle de la défense (P212)</b>	<b>22 460 663</b>	<b>22 460 663</b>	<b>22 311 866</b>	<b>22 311 866</b>	<b>22 311 866</b>	<b>22 311 866</b>
Subventions pour charges de service public	19 091 906	19 091 906	18 962 051	18 962 051	18 962 051	18 962 051
Dotations en fonds propres	3 368 757	3 368 757	3 349 815	3 349 815	3 349 815	3 349 815
<b>Musée de l'air et de l'espace (P212)</b>	<b>8 154 247</b>	<b>6 889 580</b>	<b>18 485 551</b>	<b>16 465 951</b>	<b>12 638 451</b>	<b>18 738 451</b>
Subventions pour charges de service public	5 587 764	5 587 764	6 724 879	6 724 879	7 747 379	7 747 379
Dotations en fonds propres	2 566 483	1 301 816	11 760 672	9 741 072	4 891 072	10 991 072
<b>Musée de l'armée (P212)</b>	<b>27 372 586</b>	<b>12 102 186</b>	<b>13 378 190</b>	<b>14 218 190</b>	<b>12 331 790</b>	<b>15 851 790</b>
Subventions pour charges de service public	10 936 182	10 936 182	8 032 870	8 032 870	9 157 870	9 157 870
Dotations en fonds propres	16 436 404	1 166 004	5 345 320	6 185 320	3 173 920	6 693 920
<b>Musée national de la marine (P212)</b>	<b>11 089 117</b>	<b>27 345 212</b>	<b>18 700 433</b>	<b>16 049 187</b>	<b>18 213 310</b>	<b>17 084 187</b>
Subventions pour charges de service public	9 075 300	9 075 300	10 980 812	10 980 812	11 015 812	11 015 812
Dotations en fonds propres	2 013 817	18 269 912	7 719 621	5 068 375	7 197 498	6 068 375
<b>SHOM - Service hydrographique et océanographique de la marine (P212)</b>	<b>42 839 301</b>	<b>42 839 301</b>	<b>42 561 072</b>	<b>42 561 072</b>	<b>42 561 072</b>	<b>42 561 072</b>
Subventions pour charges de service public	42 839 301	42 839 301	42 561 072	42 561 072	42 561 072	42 561 072
<b>OPPIC - Opérateur du patrimoine et des projets immobiliers de la Culture (P224)</b>	<b>7 230 000</b>	<b>7 230 000</b>			<b>6 750 000</b>	<b>6 750 000</b>
Transferts	7 230 000	7 230 000			6 750 000	6 750 000
<b>Universités et assimilés (P150)</b>	<b>316 657</b>	<b>129 150</b>			<b>412 346</b>	<b>467 803</b>
Subventions pour charges de service public					500	500
Transferts	316 657	129 150			411 846	467 303
<b>Autres opérateurs d'enseignement supérieur et de recherche (P150)</b>		<b>230 000</b>	<b>100 000</b>	<b>100 000</b>		<b>140 000</b>
Transferts		230 000	100 000	100 000		140 000
<b>Opérateurs de soutien à l'enseignement supérieur et à la recherche (P150)</b>	<b>150 000</b>					<b>150 000</b>
Transferts	150 000					150 000
<b>CEA - Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives (P172)</b>	<b>8 274 135</b>	<b>8 274 135</b>	<b>8 250 719</b>	<b>8 250 719</b>	<b>8 099 731</b>	<b>8 099 731</b>
Subventions pour charges de service public	8 274 135	8 274 135	8 250 719	8 250 719	8 099 731	8 099 731
<b>IRSN - Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire (P190)</b>	<b>4 093 971</b>	<b>4 093 971</b>	<b>4 200 000</b>	<b>4 200 000</b>	<b>4 200 000</b>	<b>4 200 000</b>
Subventions pour charges de service public	4 093 971	4 093 971	4 200 000	4 200 000	4 200 000	4 200 000
<b>Total</b>	<b>131 980 677</b>	<b>131 594 198</b>	<b>127 987 831</b>	<b>124 156 985</b>	<b>127 518 566</b>	<b>136 354 900</b>
Total des subventions pour charges de service public	99 898 559	99 898 559	99 712 403	99 712 403	101 744 415	101 744 415
Total des dotations en fonds propres	24 385 461	24 106 489	28 175 428	24 344 582	18 612 305	27 103 182
Total des transferts	7 696 657	7 589 150	100 000	100 000	7 161 846	7 507 303

## CONSOLIDATION DES EMPLOIS DES OPÉRATEURS DONT LE PROGRAMME EST CHEF DE FILE

### EMPLOIS EN FONCTION AU SEIN DES OPÉRATEURS DE L'ÉTAT

Opérateur	ETPT rémunérés par ce programme ou d'autres programmes	ETPT rémunérés par les opérateurs				ETPT rémunérés par d'autres collectivités
		sous plafond *	hors plafond	dont contrats aidés	dont apprentis	
ECPAD - Etablissement de communication et de production audiovisuelle de la défense	0	227	4	0	4	0
	0	257	3	3	0	0
	0	244	3	0	3	0
Musée de l'air et de l'espace	0	90	2	2	0	0
	0	100	7	5	0	0
	0	98	0	0	0	0
Musée de l'armée	2	158	26	2	0	0
	2	162	33	6	0	0
	2	162	39	3	0	0
Musée national de la marine	0	108	0	0	0	0
	0	112	2	0	0	0
	0	108	1	0	0	0
SHOM - Service hydrographique et océanographique de la marine	0	501	43	0	0	0
	0	505	41	0	0	0
	0	499	43	0	0	0
<b>Total</b>	<b>2</b>	<b>1 084</b>	<b>75</b>	<b>4</b>	<b>4</b>	<b>0</b>
	<b>2</b>	<b>1 136</b>	<b>86</b>	<b>14</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
	<b>2</b>	<b>1 111</b>	<b>86</b>	<b>3</b>	<b>3</b>	<b>0</b>

\* Les emplois sous plafond 2022 font référence aux plafonds des autorisations d'emplois votés en loi de finances initiale 2022 ou, le cas échéant, en lois de finances rectificatives 2022

ECPAD : l'année 2022 est marquée par de nombreux recrutements (51) mais également des départs non programmés notamment au troisième trimestre. Il est à noter qu'à fin 2022, l'établissement compte encore 2 postes militaires vacants et 14 postes civils dont les recrutements sont à ce jour en cours. Enfin, le niveau d'ETPT est également impacté par 8 effectifs à temps partiel tout au long de l'année et 3 congés parentaux en 2022 équivalent à 3 ETPT. Le schéma d'emplois réalisé par l'ECPAD durant l'année 2022 est de +10 ETP.

MAE : en 2022, le musée de l'air et de l'espace est proche de la saturation du plafond d'emplois autorisés de 100 ETPT. Il réalise un schéma d'emplois de +3 ETP.

MA : le musée de l'armée est parvenu, en 2022, à une saturation complète de son plafond d'emploi. Son schéma d'emplois est de +8 ETP.

MNM : fin 2022, trois recrutements étaient prévus (un chargé de programmation culturelle, un adjoint au contrôleur de gestion, un agent d'ordonnancement). Ces emplois n'ont pu être pris en charge en fin d'exercice, ce qui explique la non-réalisation du schéma d'emplois arbitré (+2 ETP). L'exécution finale du schéma d'emplois est de -4 ETP.

SHOM : en 2022, l'effectif réalisé est de 499,4 ETPT sous plafond et 43,12 ETPT hors plafond. Les écarts constatés correspondent d'une part à des recrutements décalés et des ralliements tardifs ; et d'autre part à des démissions d'agents contractuels. Le schéma d'emplois du SHOM exécuté en 2022 est de -5 ETP.

**Soutien de la politique de la défense**

Programme n° 212 | Justification au premier euro

**SCHÉMA D'EMPLOIS ET PLAFOND DES AUTORISATIONS D'EMPLOIS DES OPÉRATEURS DE L'ÉTAT**

	Prévision ETPT	Réalisation ETPT
<b>Emplois sous plafond 2022 *</b>	<b>1 136</b>	<b>1 111</b>

\* Ces emplois sous plafond font référence aux plafonds des autorisations d'emplois votés en loi de finances initiale 2022 ou, le cas échéant, en lois de finances rectificatives 2022

	Prévision ETP	Réalisation ETP
Schéma d'emplois 2022 en ETP	2	12



## Opérateurs

### OPÉRATEUR

ECPAD - Etablissement de communication et de production audiovisuelle de la défense

#### ANALYSE DE L'ACTIVITÉ ET DES RÉSULTATS DE L'OPÉRATEUR

Les points marquants de la gestion 2022 sont les suivants :

- **l'accélération de la transformation numérique de l'établissement** notamment grâce à la poursuite du PSN accéléré pour lequel l'établissement a obtenu du ministère 6 M€ sur 5 ans et le lancement du nouveau marché de Tierce Maintenance Applicative (TMA) de la plateforme ImagesDéfense ;
- **l'entretien et la valorisation du patrimoine immobilier** avec la fin des travaux de sécurisation des zones de stockage dédiées à la conservation des collections, la réalisation de 2 résidences d'artiste et de bureaux destinés aux syndicats.

#### FINANCEMENT APPORTÉ À L'OPÉRATEUR PAR LE BUDGET DE L'ÉTAT

(en milliers d'euros)

Programme intéressé Nature de la dépense	Réalisation 2021		Prévision LFI 2022		Réalisation 2022	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
<b>P212 – Soutien de la politique de la défense</b>	<b>22 461</b>	<b>22 461</b>	<b>22 312</b>	<b>22 312</b>	<b>22 312</b>	<b>22 312</b>
Subventions pour charges de service public	19 092	19 092	18 962	18 962	18 962	18 962
Dotations en fonds propres	3 369	3 369	3 350	3 350	3 350	3 350
<b>P214 – Soutien de la politique de l'éducation nationale</b>	<b>20</b>	<b>20</b>			<b>5</b>	<b>5</b>
Subventions pour charges de service public	20	20			5	5
<b>Total</b>	<b>22 481</b>	<b>22 481</b>	<b>22 312</b>	<b>22 312</b>	<b>22 317</b>	<b>22 317</b>

Au titre de l'année 2022, l'établissement a perçu du Ministère des Armées une SCSP d'un montant de 19 M€ et une dotation en fonds propres de 3,3 M€ se décomposant ainsi :

- 1,2 M€ pour le PSN accéléré ;
- 2,134 M€ (réserve levée) consacrés aux travaux d'infrastructure ;
- 0,02 M€ au titre des évolutions de la plateforme.

## COMPTE FINANCIER 2022

### Avertissement

Le compte financier de l'opérateur n'a pas pu être voté par son Conseil d'Administration avant la date de rédaction du présent RAP. Les données sont donc provisoires. Le compte financier de l'opérateur n'a pas été certifié par un commissaire aux comptes.

## COMPTE DE RÉSULTAT

(en milliers d'euros)

Charges	Budget initial 2022	Compte financier 2022 *	Produits	Budget initial 2022	Compte financier 2022 *
Personnel	16 800	16 208	Subventions de l'État	18 708	18 962
<i>dont contributions employeur au CAS pensions</i>	1 662		– subventions pour charges de service public	18 708	18 962
			– crédits d'intervention( transfert)		
Fonctionnement autre que les charges de personnel	8 651	8 819	Fiscalité affectée		
Intervention (le cas échéant)			Autres subventions		5
Total des charges non décaissables sur le fonctionnement et/ou l'intervention	2 303	2 979	Revenus d'activité et autres produits	4 650	5 249
<i>dont dotations aux amortissements, dépréciations et provisions</i>	2 303	2 979	<i>dont reprises sur amortissements, dépréciations et provisions</i>	925	1 028
<i>dont valeur nette comptable des éléments d'actif cédés</i>			<i>dont produits de cession d'éléments d'actif</i>		
			<i>dont quote-part reprise au résultat des financements rattachés à des actifs</i>	0	0
<b>Total des charges</b>	<b>25 451</b>	<b>25 027</b>	<b>Total des produits</b>	<b>23 358</b>	<b>24 216</b>
Résultat : bénéfice			Résultat : perte	2 094	811
Total : équilibre du CR	25 451	25 027	Total : équilibre du CR	25 451	25 027

\* Soumis à l'approbation du conseil d'administration

## ÉVOLUTION DE LA SITUATION PATRIMONIALE

(en milliers d'euros)

Emplois	Budget initial 2022	Compte financier 2022 *	Ressources	Budget initial 2022	Compte financier 2022 *
Insuffisance d'autofinancement	716		Capacité d'autofinancement		1 139
Investissements	8 084	4 949	Financement de l'actif par l'État	3 216	3 350
			Financement de l'actif par les tiers autres que l'État		
			Autres ressources		
Remboursement des dettes financières			Augmentation des dettes financières		
<b>Total des emplois</b>	<b>8 800</b>	<b>4 949</b>	<b>Total des ressources</b>	<b>3 216</b>	<b>4 489</b>
Augmentation du fonds de roulement			Diminution du fonds de roulement	5 584	460

\* Soumis à l'approbation du conseil d'administration

A l'issue de la gestion 2022, le fonds de roulement de l'établissement s'établit à 14,3 M€. Il tient compte d'un prélèvement de 0,46 M€ qui sera arrêté par le compte financier 2022 présenté au prochain conseil d'administration. Ce fonds de roulement permettra en 2023 de couvrir les investissements programmés par l'établissement et notamment le reste à payer 2022 à hauteur de 1,8 M€ en fonctionnement et 2,1 M€ en investissement.

**Soutien de la politique de la défense**

Programme n° 212 | Opérateurs

**TRÉSORERIE**

(en milliers d'euros)

Compte financier 2021	Budget initial 2022	Compte financier 2022
16 144	8 692	15 402

La trésorerie finale est de 15,4 M€ dont 6,4 M€ de trésorerie fléchée dont la totalité sera engagée dans le cadre des travaux du bâtiment vie et du PSN accéléré.

**AUTORISATIONS BUDGÉTAIRES**

(en milliers d'euros)

Dépenses	Budget initial 2022		Compte financier 2022 *	
	AE	CP	AE	CP
Personnel	16 800	16 800	16 220	16 220
Fonctionnement	6 333	6 348	6 290	6 174
Intervention	0	0	0	0
Investissement	9 682	7 864	4 528	4 871
<b>Total des dépenses AE (A) CP (B)</b>	<b>32 815</b>	<b>31 012</b>	<b>27 039</b>	<b>27 266</b>
dont contributions employeur au CAS pensions	1 662	1 662	1 611	1 611

\* Soumis à l'approbation du conseil d'administration

(en milliers d'euros)

Recettes	Budget initial 2022	Compte financier 2022 *
<b>Recettes globalisées</b>	<b>22 364</b>	<b>23 059</b>
Subvention pour charges de service public	18 708	18 962
Autres financements de l'État	0	5
Fiscalité affectée	0	0
Autres financements publics	105	118
Recettes propres	3 551	3 974
<b>Recettes fléchées</b>	<b>3 216</b>	<b>3 350</b>
Financements de l'État fléchés	3 216	3 350
Autres financements publics fléchés	0	0
Recettes propres fléchées	0	0
<b>Total des recettes (C)</b>	<b>25 579</b>	<b>26 409</b>
<b>Solde budgétaire (excédent) (D1 = C - B)</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Solde budgétaire (déficit) (D2 = B - C)</b>	<b>5 432</b>	<b>856</b>

\* Soumis à l'approbation du conseil d'administration

**DÉPENSES PAR DESTINATION**

(en milliers d'euros)

Destination	Personnel	Fonctionnement		Intervention		Investissement		Total	
	AE = CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
1 - Collecte, gestion des archives et valorisation patrimoniale	5 948	1 112	1 310	0	0	2 612	3 162	9 673	10 421
	3 343	1 110	1 218	0	0	2 570	3 038	7 022	7 599
2 - Production audiovisuelle	3 669	1 550	1 550	0	0	238	202	5 458	5 422
	5 580	2 112	2 004	0	0	241	69	7 933	7 652

(en milliers d'euros)

Destination	Personnel	Fonctionnement		Intervention		Investissement		Total	
	AE = CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
<i>Budget initial</i>									
<i>Compte financier *</i>									
3 - Diffusion et commercialisation	469 452	519 468	519 462	0 0	0 0	0 0	0 0	988 920	988 915
4 - Formation aux métiers de l'image	455 530	68 70	68 59	0 0	0 0	45 73	45 75	568 673	568 665
5 - Fonctions support	6 258 6 316	3 084 2 531	2 901 2 431	0 0	0 0	6 787 1 644	4 454 1 689	16 128 10 491	13 613 10 435
<b>Total</b>	<b>16 800</b> <b>16 220</b>	<b>6 333</b> <b>6 290</b>	<b>6 348</b> <b>6 174</b>	<b>0</b> <b>0</b>	<b>0</b> <b>0</b>	<b>9 682</b> <b>4 528</b>	<b>7 864</b> <b>4 871</b>	<b>32 815</b> <b>27 039</b>	<b>31 012</b> <b>27 266</b>

\* Soumis à l'approbation du conseil d'administration

## ÉQUILIBRE FINANCIER

(en milliers d'euros)

Besoins	Budget initial 2022	Compte financier 2022 *
<b>Solde budgétaire (déficit) (D2)</b>	<b>5 432</b>	<b>856</b>
Remboursements d'emprunts (capital), nouveaux prêts (capital), dépôts et cautionnements	0	0
Opérations au nom et pour le compte de tiers : besoins	0	259
Autres décaissements non budgétaires	0	0
<b>Sous-total des opérations ayant un impact négatif sur la trésorerie de l'organisme (1)</b>	<b>5 432</b>	<b>1 115</b>
<b>ABONDEMENT de la trésorerie = (2) - (1)</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Abondement de la trésorerie fléchée	0	1 208
Abondement de la trésorerie non fléchée	0	0
<b>Total des besoins</b>	<b>5 432</b>	<b>1 115</b>

\* Soumis à l'approbation du conseil d'administration

(en milliers d'euros)

Financements	Budget initial 2022	Compte financier 2022 *
<b>Solde budgétaire (excédent) (D1)</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Nouveaux emprunts (capital), remboursements de prêts (capital), dépôts et cautionnements	0	0
Opérations au nom et pour le compte de tiers : financement	0	374
Autres encaissements non budgétaires	0	0
<b>Sous-total des opérations ayant un impact positif sur la trésorerie de l'organisme (2)</b>	<b>0</b>	<b>374</b>
<b>PRÉLÈVEMENT sur la trésorerie = (1) - (2)</b>	<b>5 432</b>	<b>741</b>
Prélèvement sur la trésorerie fléchée	1 020	0
Prélèvement sur la trésorerie non fléchée	4 413	1 950
<b>Total des financements</b>	<b>5 432</b>	<b>1 115</b>

\* Soumis à l'approbation du conseil d'administration

Le solde budgétaire après investissement est déficitaire de 0,86 M€. La trésorerie finale s'élève à 15,4 M€. La situation financière de l'établissement est satisfaisante au vu de la trésorerie finale mais doit cependant être relativisée au regard du reste à payer 2022 (3,9 M€) et des projets à financer dans le cadre des prochaines annuités du COP.



**Soutien de la politique de la défense**

Programme n° 212 | Opérateurs

**CONSOLIDATION DES EMPLOIS DE L'OPÉRATEUR**

	Réalisation 2021 (1)	Prévision 2022 (2)	Réalisation 2022
<b>Emplois rémunérés par l'opérateur :</b>	<b>231</b>	<b>260</b>	<b>247</b>
– sous plafond	227	257	244
– hors plafond	4	3	3
<i>dont contrats aidés</i>		3	
<i>dont apprentis</i>	4		3
<b>Autres emplois en fonction dans l'opérateur :</b>			
– rémunérés par l'État par ce programme			
– rémunérés par l'État par d'autres programmes			
– rémunérés par d'autres collectivités ou organismes			

(1) La réalisation reprend la présentation du RAP 2021.

(2) La prévision fait référence aux plafonds des autorisations d'emplois votés en loi de finances initiale ou, le cas échéant, en lois de finances rectificatives 2022.

L'année 2022 a été marquée par de nombreux recrutements (51) mais également des départs non programmés, notamment au troisième trimestre. Il est à noter qu'à fin 2022, l'établissement compte encore 2 postes militaires vacants et 14 postes civils dont les recrutements sont à ce jour en cours. Enfin, le niveau d'ETPT est également impacté par 8 effectifs à temps partiel tout au long de l'année et 3 congés parentaux en 2022 équivalents à 3 ETPT.

**OPÉRATEUR****Musée de l'air et de l'espace****ANALYSE DE L'ACTIVITÉ ET DES RÉSULTATS DE L'OPÉRATEUR**

L'année 2022 constitue la troisième année d'exécution du COP 2020-2024, signé par le ministre des armées le 17 juin 2019. En termes de pilotage stratégique, elle a été marquée par la conclusion d'un avenant au contrat d'objectif approuvé par le conseil d'administration et destiné à prendre en compte, notamment, l'impact de la crise sanitaire sur le modèle économique et la performance attendue envers le musée.

Caractérisée par une pleine exploitation, cette année a enregistré 222 368 visiteurs, soit un redressement de la fréquentation au niveau de 2019.

Le musée de l'air et de l'espace a poursuivi la mise en œuvre des opérations concourant à sa transformation. Il a ainsi réalisé la médiathèque-ludothèque, cofinancée par la région Île-de-France, et entrepris la création d'espaces d'exposition permanente et temporaire ainsi que d'un planétarium dans le cadre du projet de modernisation ASTREOS

**FINANCEMENT APPORTÉ À L'OPÉRATEUR PAR LE BUDGET DE L'ÉTAT**

(en milliers d'euros)

Programme intéressé Nature de la dépense	Réalisation 2021		Prévision LFI 2022		Réalisation 2022	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
<b>P362 – Écologie</b>	<b>106</b>	<b>106</b>				
Dotations en fonds propres	106	106				

(en milliers d'euros)

Programme intéressé Nature de la dépense	Réalisation 2021		Prévision LFI 2022		Réalisation 2022	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
<b>P167 – Liens entre la Nation et son armée (fermé en 2021)</b>		<b>90</b>				
Transferts	90	90				
<b>P212 – Soutien de la politique de la défense</b>	<b>8 154</b>	<b>6 890</b>	<b>18 486</b>	<b>16 466</b>	<b>12 638</b>	<b>18 738</b>
Subventions pour charges de service public	5 588	5 588	6 725	6 725	7 747	7 747
Dotations en fonds propres	2 566	1 302	11 761	9 741	4 891	10 991
<b>P172 – Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires</b>					<b>1</b>	<b>1</b>
Transferts					1	1
<b>Total</b>	<b>8 350</b>	<b>7 086</b>	<b>18 486</b>	<b>16 466</b>	<b>12 639</b>	<b>18 739</b>

Le montant total de la subvention pour charges de service public (SCSP) (7,7 M€) prend en compte le montant prévu en LFI (6,7 M€), ainsi que la participation complémentaire de l'État à la SCSP pour l'année 2022 pour le catalogue de l'exposition « Les années folles de l'aviation. L'aéronautique au cœur de la modernité (1919-1939)» (22 000 €) et pour le fonctionnement (1 M€).

Le montant total des dotations en fonds propres (DFP) perçu par le musée (11 M€) intègre le montant prévu en LFI (9,7 M€), ainsi qu'une dotation complémentaire de 1,25 M€ afin d'assurer le financement du surcoût lié à la construction de la réserve grands formats (700 000 €), de la restauration de la maquette du lanceur de la fusée Ariane V (300 000 €), d'études liées à l'indépendance énergétique et à la radioprotection (200 000 €) et de l'investissement courant du musée (50 000 €).

L'écart constaté entre le montant en autorisation d'engagement prévu par la LFI et le réalisé provient d'une révision à la baisse du besoin en AE du musée lié aux travaux inscrits à son programme d'investissement.

Le musée de l'air et de l'espace a bénéficié d'une subvention de 1 000 € depuis le P172 au titre de la Fête de la science.

## Soutien de la politique de la défense

Programme n° 212 | Opérateurs

## COMPTE FINANCIER 2022

## Avertissement

Le compte financier de l'opérateur n'a pas pu être voté par son Conseil d'Administration avant la date de rédaction du présent RAP. Les données sont donc provisoires. Le compte financier de l'opérateur n'a pas été certifié par un commissaire aux comptes.

## COMPTE DE RÉSULTAT

(en milliers d'euros)

Charges	Budget initial 2022	Compte financier 2022 *	Produits	Budget initial 2022	Compte financier 2022 *
Personnel	5 518	5 173	Subventions de l'État	6 568	7 747
<i>dont contributions employeur au CAS pensions</i>	488	657	– subventions pour charges de service public	6 568	7 747
			– crédits d'intervention( transfert)		
Fonctionnement autre que les charges de personnel	6 298	6 896	Fiscalité affectée		
Intervention (le cas échéant)			Autres subventions		
Total des charges non décaissables sur le fonctionnement et/ou l'intervention	800	1 426	Revenus d'activité et autres produits	4 374	4 140
<i>dont dotations aux amortissements, dépréciations et provisions</i>	800	1 426	<i>dont reprises sur amortissements, dépréciations et provisions</i>		
<i>dont valeur nette comptable des éléments d'actif cédés</i>			<i>dont produits de cession d'éléments d'actif</i>		
			<i>dont quote-part reprise au résultat des financements rattachés à des actifs</i>	800	963
<b>Total des charges</b>	<b>11 816</b>	<b>12 069</b>	<b>Total des produits</b>	<b>10 942</b>	<b>11 888</b>
Résultat : bénéfice			Résultat : perte	874	181
Total : équilibre du CR	11 816	12 069	Total : équilibre du CR	11 816	12 069

\* Soumis à l'approbation du conseil d'administration

## ÉVOLUTION DE LA SITUATION PATRIMONIALE

(en milliers d'euros)

Emplois	Budget initial 2022	Compte financier 2022 *	Ressources	Budget initial 2022	Compte financier 2022 *
Insuffisance d'autofinancement	874		Capacité d'autofinancement		281
Investissements	16 857	9 260	Financement de l'actif par l'État	9 351	10 991
			Financement de l'actif par les tiers autres que l'État		38
			Autres ressources		
Remboursement des dettes financières			Augmentation des dettes financières		
<b>Total des emplois</b>	<b>17 731</b>	<b>9 260</b>	<b>Total des ressources</b>	<b>9 351</b>	<b>11 310</b>
Augmentation du fonds de roulement		2 050	Diminution du fonds de roulement	8 380	

\* Soumis à l'approbation du conseil d'administration

Le montant total des charges pour l'exercice 2022 s'élève à 12,1 M€, soit une hausse de 2 % par rapport au montant affiché au budget initial (11,8 M€). Cette dernière s'explique par une augmentation des charges de fonctionnement courant.

Le montant total des produits s'élève à 11,9 M€, soit une hausse de 8 % par rapport aux prévisions du budget initial (10,9 M€).

Cette évolution est à mettre en relation avec le versement d'une participation complémentaire de l'État à la subvention pour charges de service publics pour 2022 afin de participer au financement du fonctionnement du musée et du catalogue de l'exposition « Les Années folles de l'aviation, l'aéronautique au cœur de la modernité (1919-1939) ».

Les revenus d'activité et autres produits sont en baisse de 5 % par rapport aux prévisions du BI 2022.

## TRÉSORERIE

(en milliers d'euros)

Compte financier 2021	Budget initial 2022	Compte financier 2022
16 390	4 041	17 939

La trésorerie globale du musée de l'air et de l'espace atteint 17,9 M€ à la fin de l'année 2022. La trésorerie fléchée dédiée au financement des opérations de travaux du musée s'élève à 13,5 M€ et la trésorerie non-fléchée dédiée au financement du fonctionnement courant du musée (charges de personnel, de fonctionnement et d'investissement courant) à 4,4 M€, soit 127 jours d'autonomie de fonctionnement.

## AUTORISATIONS BUDGÉTAIRES

(en milliers d'euros)

Dépenses	Budget initial 2022		Compte financier 2022 *	
	AE	CP	AE	CP
Personnel	5 518	5 518	5 647	5 647
Fonctionnement	6 290	6 298	5 359	5 031
Intervention	0	0	0	0
Investissement	14 529	16 857	9 728	9 131
<b>Total des dépenses AE (A) CP (B)</b>	<b>26 337</b>	<b>28 674</b>	<b>20 733</b>	<b>19 808</b>
dont contributions employeur au CAS pensions	488	488	657	657

\* Soumis à l'approbation du conseil d'administration

(en milliers d'euros)

Recettes	Budget initial 2022	Compte financier 2022 *
<b>Recettes globalisées</b>	<b>10 142</b>	<b>10 104</b>
Subvention pour charges de service public	6 568	7 747
Autres financements de l'État	0	0
Fiscalité affectée	0	0
Autres financements publics	0	0
Recettes propres	3 574	2 357
<b>Recettes fléchées</b>	<b>9 351</b>	<b>11 037</b>
Financements de l'État fléchés	9 351	10 991
Autres financements publics fléchés	0	0
Recettes propres fléchées	0	46
<b>Total des recettes (C)</b>	<b>19 494</b>	<b>21 142</b>
<b>Solde budgétaire (excédent) (D1 = C - B)</b>	<b>0</b>	<b>1 333</b>
<b>Solde budgétaire (déficit) (D2 = B - C)</b>	<b>9 180</b>	<b>0</b>

\* Soumis à l'approbation du conseil d'administration

## DÉPENSES PAR DESTINATION

(en milliers d'euros)

Destination	Personnel	Fonctionnement		Intervention		Investissement		Total	
	AE = CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
1 - Préservation des collections et mise en valeur du patrimoine	0	231	231	0	0	8 562	10 678	8 792	10 908
	0	247	266	0	0	6 213	6 439	6 459	6 705

## Soutien de la politique de la défense

Programme n° 212 | Opérateurs

(en milliers d'euros)

Destination <i>Budget initial Compte financier *</i>	Personnel		Fonctionnement		Intervention		Investissement		Total	
	AE = CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	
2 - Accueil du public	0 0	960 903	960 964	0 0	0 0	2 826 1 138	2 844 1 080	3 786 2 041	3 804 2 044	
3 - Activités commerciales	0 0	284 188	284 166	0 0	0 0	0 6	0 0	284 194	284 166	
4 - Fonctions support	5 518 5 647	4 816 4 020	4 824 3 635	0 0	0 0	3 142 2 372	3 336 1 612	13 475 12 039	13 678 10 893	
<b>Total</b>	<b>5 518 5 647</b>	<b>6 290 5 359</b>	<b>6 298 5 031</b>	<b>0 0</b>	<b>0 0</b>	<b>14 529 9 728</b>	<b>16 857 9 131</b>	<b>26 337 20 733</b>	<b>28 674 19 808</b>	

\* Soumis à l'approbation du conseil d'administration

## ÉQUILIBRE FINANCIER

(en milliers d'euros)

Besoins	Budget initial 2022	Compte financier 2022 *
<b>Solde budgétaire (déficit) (D2)</b>	<b>9 180</b>	<b>0</b>
Remboursements d'emprunts (capital), nouveaux prêts (capital), dépôts et cautionnements	0	0
Opérations au nom et pour le compte de tiers : besoins	0	30
Autres décaissements non budgétaires	0	35
<b>Sous-total des opérations ayant un impact négatif sur la trésorerie de l'organisme (1)</b>	<b>9 180</b>	<b>65</b>
<b>ABONDEMENT de la trésorerie = (2) - (1)</b>	<b>0</b>	<b>1 549</b>
Abondement de la trésorerie fléchée	0	3 791
Abondement de la trésorerie non fléchée	0	0
<b>Total des besoins</b>	<b>9 180</b>	<b>1 614</b>

\* Soumis à l'approbation du conseil d'administration

(en milliers d'euros)

Financements	Budget initial 2022	Compte financier 2022 *
<b>Solde budgétaire (excédent) (D1)</b>	<b>0</b>	<b>1 333</b>
Nouveaux emprunts (capital), remboursements de prêts (capital), dépôts et cautionnements	0	0
Opérations au nom et pour le compte de tiers : financement	0	229
Autres encaissements non budgétaires	0	51
<b>Sous-total des opérations ayant un impact positif sur la trésorerie de l'organisme (2)</b>	<b>0</b>	<b>1 614</b>
<b>PRÉLÈVEMENT sur la trésorerie = (1) - (2)</b>	<b>9 180</b>	<b>0</b>
Prélèvement sur la trésorerie fléchée	6 201	0
Prélèvement sur la trésorerie non fléchée	2 979	2 242
<b>Total des financements</b>	<b>9 180</b>	<b>1 614</b>

\* Soumis à l'approbation du conseil d'administration

Au compte financier 2022, le solde budgétaire est excédentaire (1,33 M€) et contribue à un abondement sur la trésorerie de 1,54 M€.

Cette variation se décompose en un abondement de la trésorerie fléchée de 3,79 M€ et un prélèvement sur la trésorerie non-fléchée de 2,24 M€.

## CONSOLIDATION DES EMPLOIS DE L'OPÉRATEUR

	Réalisation 2021 (1)	Prévision 2022 (2)	Réalisation 2022
<b>Emplois rémunérés par l'opérateur :</b>	<b>92</b>	<b>107</b>	<b>98</b>
– sous plafond	90	100	98
– hors plafond	2	7	
<i>dont contrats aidés</i>	2	5	
<i>dont apprentis</i>			
<b>Autres emplois en fonction dans l'opérateur :</b>			
– rémunérés par l'État par ce programme			
– rémunérés par l'État par d'autres programmes			
– rémunérés par d'autres collectivités ou organismes			

(1) La réalisation reprend la présentation du RAP 2021.

(2) La prévision fait référence aux plafonds des autorisations d'emplois votés en loi de finances initiale ou, le cas échéant, en lois de finances rectificatives 2022.

## OPÉRATEUR

Musée de l'armée

## ANALYSE DE L'ACTIVITÉ ET DES RÉSULTATS DE L'OPÉRATEUR

L'année 2022 constitue la troisième année d'exécution du COP 2020-2024, signé par la ministre des armées le 17 juin 2019. En termes de pilotage stratégique, elle a été marquée par la conclusion d'un avenant au contrat d'objectifs approuvé par le conseil d'administration et destiné à prendre en compte, notamment, l'impact de la crise sanitaire sur le modèle économique et la performance attendue du musée.

Cette année témoigne d'une sortie progressive de la crise sanitaire et d'une reprise de l'activité : la fréquentation s'élève à 1 071 072 visiteurs (76 % de la cible du COP), soit un niveau proche de 2019 (1 252 095 visiteurs). Des financements supplémentaires de l'État en gestion ont permis de consolider la trésorerie du musée, grevée par la baisse de ses ressources propres.

## FINANCEMENT APPORTÉ À L'OPÉRATEUR PAR LE BUDGET DE L'ÉTAT

(en milliers d'euros)

Programme intéressé Nature de la dépense	Réalisation 2021		Prévision LFI 2022		Réalisation 2022	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
<b>P167 – Liens entre la Nation et son armée (fermé en 2021)</b>	<b>310</b>	<b>310</b>				
Transferts	310	310				
<b>P169 – Reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant, mémoire et liens avec la Nation</b>					<b>38</b>	<b>38</b>
Transferts					38	38
<b>P175 – Patrimoines</b>	<b>150</b>	<b>150</b>			<b>30</b>	<b>30</b>
Dotations en fonds propres	150	150			30	30

**Soutien de la politique de la défense**

Programme n° 212 | Opérateurs

(en milliers d'euros)

Programme intéressé Nature de la dépense	Réalisation 2021		Prévision LFI 2022		Réalisation 2022	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
<b>P212 – Soutien de la politique de la défense</b>	<b>27 373</b>	<b>12 102</b>	<b>13 378</b>	<b>14 218</b>	<b>12 332</b>	<b>15 852</b>
Subventions pour charges de service public	10 936	10 936	8 033	8 033	9 158	9 158
Dotations en fonds propres	16 436	1 166	5 345	6 185	3 174	6 694
<b>Total</b>	<b>27 833</b>	<b>12 562</b>	<b>13 378</b>	<b>14 218</b>	<b>12 400</b>	<b>15 920</b>

Le montant de la subvention pour charges de service public (SCSP) versée au musée (9,16 M€) intègre le montant prévu en LFI (8,0 M€) diminué du transfert de 200 000 € versé au ministère de la culture pour les 2 ETPT dans le cadre de la convention de mandat de maîtrise d'ouvrage OPPIC. Ce montant prend en compte la subvention attribuée au musée (1,2 M€) au titre de la participation complémentaire de l'État à la SCSP pour l'année 2022 pour son fonctionnement courant. La SCSP comprend également le soutien financier pour l'organisation de la saison musicale des Invalides (50 000 €) et les catalogues édités dans le cadre de l'exposition temporaire « Forces spéciales » (75 000 €).

Le montant de la dotation en fonds propres (6,7 M€) comprend le montant prévu en LFI (6,2 M€) et les subventions complémentaires (508 000 €) attribués pour les aménagements muséographiques liés à des cartes animées produites pour l'exposition 1918-1923 et à l'intégration de l'extrait du film Leni Riefenstahl, ainsi que pour les travaux de traduction destinés à la conception de contenus de médiation (28 000 €) et le déménagement restauration des collections (480 000 €). L'écart du montant des autorisations d'engagement constaté entre la LFI et la réalisation 2022 provient d'un ajustement des travaux inscrits au programme d'investissement et, en corollaire, d'une révision à la baisse du besoin en AE.

Le musée a perçu une subvention de 38 000 € en provenance du programme 169 afin de financer des projets mémoriaux en lien avec les conflits contemporains.

Le Fonds du patrimoine du Ministère de la Culture a également participé en 2022 à hauteur de 30 000 € à l'acquisition du Portrait de la comtesse Lasalle et de sa fille, par Antoine-Jean Gros, présenté lors de l'exposition Toute une Histoire : les collections du musée de l'armée.

## COMPTE FINANCIER 2022

### Avertissement

La situation du compte financier au regard de son vote n'est pas renseignée. Le compte financier de l'opérateur n'a pas été certifié par un commissaire aux comptes.

## COMPTE DE RÉSULTAT

(en milliers d'euros)

Charges	Budget initial 2022	Compte financier 2022 *	Produits	Budget initial 2022	Compte financier 2022 *
Personnel	11 727	10 782	Subventions de l'État	7 929	12 958
<i>dont contributions employeur au CAS pensions</i>	1 290	1 262	– subventions pour charges de service public	7 929	12 958
			– crédits d'intervention( transfert)		
Fonctionnement autre que les charges de personnel	7 553	12 074	Fiscalité affectée		
Intervention (le cas échéant)			Autres subventions	40	1 475
Total des charges non décaissables sur le fonctionnement et/ou l'intervention		3 852	Revenus d'activité et autres produits	6 409	12 547
<i>dont dotations aux amortissements, dépréciations et provisions</i>		3 852	<i>dont reprises sur amortissements, dépréciations et provisions</i>		204
<i>dont valeur nette comptable des éléments d'actif cédés</i>			<i>dont produits de cession d'éléments d'actif</i>		0
			<i>dont quote-part reprise au résultat des financements rattachés à des actifs</i>		3 820
<b>Total des charges</b>	<b>19 280</b>	<b>22 856</b>	<b>Total des produits</b>	<b>14 378</b>	<b>26 980</b>
Résultat : bénéfice		4 123	Résultat : perte	4 902	
Total : équilibre du CR	19 280	26 980	Total : équilibre du CR	19 280	26 980

\* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

## ÉVOLUTION DE LA SITUATION PATRIMONIALE

(en milliers d'euros)

Emplois	Budget initial 2022	Compte financier 2022 *	Ressources	Budget initial 2022	Compte financier 2022 *
Insuffisance d'autofinancement	4 902		Capacité d'autofinancement		3 950
Investissements	7 496	6 517	Financement de l'actif par l'État	6 456	7 358
			Financement de l'actif par les tiers autres que l'État		
			Autres ressources	1 019	0
Remboursement des dettes financières			Augmentation des dettes financières		
<b>Total des emplois</b>	<b>12 397</b>	<b>6 517</b>	<b>Total des ressources</b>	<b>7 476</b>	<b>11 309</b>
Augmentation du fonds de roulement		4 792	Diminution du fonds de roulement	4 922	

\* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

Le montant total des charges pour l'exercice 2022 s'élève à 22,9 M€, soit une augmentation de 18 % par rapport au montant inscrit dans le budget initial 2022 (19,3 M€). Cette augmentation s'explique principalement par celle des frais de fonctionnement autres que les charges de personnel induite, notamment, par le plan d'action lié à la reconquête des publics.

L'écart de SCSP de 5 M€ entre le budget initial et la réalisation 2022 correspond à un financement complémentaire en provenance du programme 212 destiné à soutenir la reprise de l'activité (1,2 M€), ainsi qu'au report en 2022 d'une SCSP versée au titre de l'année 2021 à hauteur de 3,8 M€.

Le montant total des produits s'élève à 27,0 M€ soit une augmentation de 87 % par rapport au montant affiché au budget initial 2022 (14,4 M€).



**Soutien de la politique de la défense**

Programme n° 212 | Opérateurs

Cette croissance s'explique par le versement de la subvention pour charges de service public (13,0 M€) et un revenu d'activité multiplié par deux par rapport à celui estimé dans le budget initial 2022 du fait du redressement des recettes de billetterie.

**TRÉSORERIE**

(en milliers d'euros)

Compte financier 2021	Budget initial 2022	Compte financier 2022
8 538	1 984	8 902

Le niveau final de trésorerie atteint au 31 décembre 2022 8,53 M€. Il se compose de 3 M€ de trésorerie fléchée et 5,9 M€ de trésorerie non fléchée, correspondant à une autonomie de 113 jours de fonctionnement.

**AUTORISATIONS BUDGÉTAIRES**

(en milliers d'euros)

Dépenses	Budget initial 2022		Compte financier 2022 *	
	AE	CP	AE	CP
Personnel	11 727	11 727	11 695	11 695
Fonctionnement	7 553	7 553	7 403	7 282
Intervention	0	0	0	0
Investissement	6 171	7 496	3 121	6 532
<b>Total des dépenses AE (A) CP (B)</b>	<b>25 451</b>	<b>26 776</b>	<b>22 219</b>	<b>25 509</b>
dont contributions employeur au CAS pensions	1 290	1 290	1 262	1 262

\* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

(en milliers d'euros)

Recettes	Budget initial 2022	Compte financier 2022 *
<b>Recettes globalisées</b>	<b>13 388</b>	<b>20 083</b>
Subvention pour charges de service public	7 929	12 648
Autres financements de l'État	0	0
Fiscalité affectée	0	0
Autres financements publics	0	0
Recettes propres	5 459	7 435
<b>Recettes fléchées</b>	<b>8 466</b>	<b>9 679</b>
Financements de l'État fléchés	6 456	7 042
Autres financements publics fléchés	159	1 655
Recettes propres fléchées	1 850	982
<b>Total des recettes (C)</b>	<b>21 854</b>	<b>29 762</b>
<b>Solde budgétaire (excédent) (D1 = C - B)</b>	<b>0</b>	<b>4 253</b>
<b>Solde budgétaire (déficit) (D2 = B - C)</b>	<b>4 922</b>	<b>0</b>

\* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

## DÉPENSES PAR DESTINATION

(en milliers d'euros)

Destination <i>Budget initial Compte financier *</i>	Personnel		Fonctionnement		Intervention		Investissement		Total	
	AE = CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	
D1.1 Gestion des collections permanentes	0 0	399 465	399 462	0 0	0 0	1 561 1 418	1 210 1 239	1 960 1 883	1 609 1 701	
D1.2 Programmation culturelle patrimoniale	0 0	165 175	165 193	0 0	0 0	0 0	0 0	165 175	165 193	
D1.3 Agencement des espaces muséographiques	0 0	25 3	25 5	0 0	0 0	1 491 643	4 211 3 666	1 517 647	4 237 3 671	
D1.4 Expositions temporaires	0 0	1 294 1 322	1 294 1 462	0 0	0 0	0 4	0 4	1 294 1 326	1 294 1 465	
D2.1 Espaces publics	0 0	235 151	235 141	0 0	0 0	257 103	207 93	492 254	442 234	
D2.2 Promotion et communication	0 0	778 512	778 488	0 0	0 0	387 172	287 203	1 165 684	1 065 692	
D3.1 Commerces	0 0	130 189	130 180	0 0	0 0	0 0	0 0	130 189	130 180	
D3.2 Événementiel	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	
D3.3 Locations d'espaces	0 0	7 7	7 6	0 0	0 0	0 0	0 0	7 7	7 6	
D4.1 Mobilier / Immobilier	0 0	141 119	141 98	0 0	0 0	1 024 124	603 152	1 165 244	743 250	
D4.2 Informatique	0 0	275 154	275 170	0 0	0 0	425 226	302 392	700 379	577 562	
D4.3 Gestion courante	0 0	4 103 4 306	4 103 4 077	0 0	0 0	1 026 430	676 783	5 129 4 736	4 779 4 860	
D5.1 Contrats aidés Par l'Etat	135 57	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	135 57	135 57	
D5.10 Apprentis	100 33	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	100 33	100 33	
D5.2 Chômage	190 105	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	190 105	190 105	
D5.3 Contractuels	5 070 4 978	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	5 070 4 978	5 070 4 978	
D5.4 Fonctionnaires	4 085 4 369	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	4 085 4 369	4 085 4 369	
D5.5 Militaires	782 696	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	782 696	782 696	
D5.6 Musiciens	110 77	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	110 77	110 77	
D5.7 Ouvriers	250 237	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	250 237	250 237	
D5.8 Vacataires	740 847	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	740 847	740 847	
D5.9 Autres RCS	265 295	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	265 295	265 295	
<b>Total</b>	<b>11 727 11 695</b>	<b>7 553 7 403</b>	<b>7 553 7 282</b>	<b>0 0</b>	<b>0 0</b>	<b>6 171 3 121</b>	<b>7 496 6 532</b>	<b>25 451 22 219</b>	<b>26 776 25 509</b>	

\* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

## Soutien de la politique de la défense

Programme n° 212 | Opérateurs

## ÉQUILIBRE FINANCIER

(en milliers d'euros)

Besoins	Budget initial 2022	Compte financier 2022 *
<b>Solde budgétaire (déficit) (D2)</b>	<b>4 922</b>	<b>0</b>
Remboursements d'emprunts (capital), nouveaux prêts (capital), dépôts et cautionnements	0	0
Opérations au nom et pour le compte de tiers : besoins	0	217
Autres décaissements non budgétaires	0	0
<b>Sous-total des opérations ayant un impact négatif sur la trésorerie de l'organisme (1)</b>	<b>4 922</b>	<b>217</b>
<b>ABONDEMENT de la trésorerie = (2) - (1)</b>	<b>0</b>	<b>364</b>
Abondement de la trésorerie fléchée	0	2 389
Abondement de la trésorerie non fléchée	0	0
<b>Total des besoins</b>	<b>4 922</b>	<b>581</b>

\* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

(en milliers d'euros)

Financements	Budget initial 2022	Compte financier 2022 *
<b>Solde budgétaire (excédent) (D1)</b>	<b>0</b>	<b>4 253</b>
Nouveaux emprunts (capital), remboursements de prêts (capital), dépôts et cautionnements	0	0
Opérations au nom et pour le compte de tiers : financement	0	184
Autres encaissements non budgétaires	0	-3 856
<b>Sous-total des opérations ayant un impact positif sur la trésorerie de l'organisme (2)</b>	<b>0</b>	<b>581</b>
<b>PRÉLÈVEMENT sur la trésorerie = (1) - (2)</b>	<b>4 922</b>	<b>0</b>
Prélèvement sur la trésorerie fléchée	20	0
Prélèvement sur la trésorerie non fléchée	4 902	2 025
<b>Total des financements</b>	<b>4 922</b>	<b>581</b>

\* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

Au compte financier 2022, le solde budgétaire est excédentaire (4,3 M€) et contribue à un abondement de la trésorerie de 364 000 €.

## CONSOLIDATION DES EMPLOIS DE L'OPÉRATEUR

	Réalisation 2021 (1)	Prévision 2022 (2)	Réalisation 2022
<b>Emplois rémunérés par l'opérateur :</b>	<b>184</b>	<b>195</b>	<b>201</b>
– sous plafond	158	162	162
– hors plafond	26	33	39
dont contrats aidés	2	6	3
dont apprentis			
<b>Autres emplois en fonction dans l'opérateur :</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>2</b>
– rémunérés par l'État par ce programme	2	2	2
– rémunérés par l'État par d'autres programmes			
– rémunérés par d'autres collectivités ou organismes			

(1) La réalisation reprend la présentation du RAP 2021.

(2) La prévision fait référence aux plafonds des autorisations d'emplois votés en loi de finances initiale ou, le cas échéant, en lois de finances rectificatives 2022.

En 2022, le musée de l'armée a atteint son plafond d'emplois autorisés, à 162 ETPT. L'exécution des emplois hors plafond est supérieure à la prévision 2022 (39 ETPT contre 33 ETPT) et a été régularisée à l'occasion du vote du compte financier 2022 par le conseil d'administration du musée de l'armée.

## OPÉRATEUR

Musée national de la marine

### ANALYSE DE L'ACTIVITÉ ET DES RÉSULTATS DE L'OPÉRATEUR

En 2022, le conseil d'administration a approuvé le contrat d'objectifs et de performance 2022 – 2026.

Le musée a également poursuivi le chantier de rénovation des espaces sur le site du palais de Chaillot matérialisé par l'achèvement de la phase de démolition et la conduite des travaux architecturaux et scénographiques pilotés par l'Opérateur du patrimoine et des projets immobiliers de la culture (OPPIC).

Cette année a également été marquée par l'augmentation de 42 % de la fréquentation enregistrée par les implantations régionales du musée (258 550 visiteurs) par rapport à l'année 2020 (181 541 visiteurs). C'est le site de Brest qui a attiré le plus de visiteurs (77 199, soit 30 %), suivi par celui de Port-Louis (74 617, soit 29 %), puis celui de Toulon (65 421, soit 25 %) et ceux de Rochefort (32 146, soit 12 %). Le musée a ainsi atteint 116 % de la cible annuelle du COP fixée à 220 000 visiteurs.

### FINANCEMENT APPORTÉ À L'OPÉRATEUR PAR LE BUDGET DE L'ÉTAT

(en milliers d'euros)

Programme intéressé Nature de la dépense	Réalisation 2021		Prévision LFI 2022		Réalisation 2022	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
<b>P362 – Écologie</b>	<b>260</b>	<b>260</b>				
Dotations en fonds propres	260	260				
<b>P212 – Soutien de la politique de la défense</b>	<b>11 089</b>	<b>27 345</b>	<b>18 700</b>	<b>16 049</b>	<b>18 213</b>	<b>17 084</b>
Subventions pour charges de service public	9 075	9 075	10 981	10 981	11 016	11 016
Dotations en fonds propres	2 014	18 270	7 720	5 068	7 197	6 068
<b>Total</b>	<b>11 349</b>	<b>27 605</b>	<b>18 700</b>	<b>16 049</b>	<b>18 213</b>	<b>17 084</b>

Le montant de la subvention pour charges de service public versée au musée (11 M€) intègre le montant prévu en LFI diminué du transfert de 165 k€ versé au ministère de la culture au titre de la prise en charge des 2,5 ETPT mobilisés dans le cadre de l'exécution de la convention OPPIC pour la rénovation du palais de Chaillot. La SCSP prend également en compte une subvention complémentaire de 200 k€ pour le fonctionnement courant du musée.

Le montant de la dotation en fonds propres (6 M€) comprend le montant prévu en LFI (5 M€) et la subvention complémentaire (1 M€) pour le financement de la première phase des travaux de rénovation de l'hôtel de Cheusses à Rochefort.

## Soutien de la politique de la défense

Programme n° 212 | Opérateurs

L'écart constaté entre le montant des autorisations d'engagement prévues par la LFI et la réalisation 2022 provient d'une révision à la baisse du besoin en AE du musée sur son programme d'investissement et l'engagement de l'avenant n° 4 au titre de la convention OPPIC.

## COMPTE FINANCIER 2022

## Avertissement

La situation du compte financier au regard de son vote n'est pas renseignée. Le compte financier de l'opérateur n'a pas été certifié par un commissaire aux comptes.

## COMPTE DE RÉSULTAT

(en milliers d'euros)

Charges	Budget initial 2022	Compte financier 2022 *	Produits	Budget initial 2022	Compte financier 2022 *
Personnel	8 090	6 029	Subventions de l'État	10 722	11 016
<i>dont contributions employeur au CAS pensions</i>	1 164	673	– subventions pour charges de service public	10 722	11 016
			– crédits d'intervention( transfert)		
Fonctionnement autre que les charges de personnel	9 788	6 915	Fiscalité affectée		
Intervention (le cas échéant)			Autres subventions		8
Total des charges non décaissables sur le fonctionnement et/ou l'intervention	800	790	Revenus d'activité et autres produits	1 123	3 002
<i>dont dotations aux amortissements, dépréciations et provisions</i>	800	790	<i>dont reprises sur amortissements, dépréciations et provisions</i>		1
<i>dont valeur nette comptable des éléments d'actif cédés</i>			<i>dont produits de cession d'éléments d'actif</i>		
			<i>dont quote-part reprise au résultat des financements rattachés à des actifs</i>	800	790
<b>Total des charges</b>	<b>17 878</b>	<b>12 944</b>	<b>Total des produits</b>	<b>11 844</b>	<b>14 026</b>
Résultat : bénéfice		1 082	Résultat : perte	6 034	
Total : équilibre du CR	17 878	14 026	Total : équilibre du CR	17 878	14 026

\* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

## ÉVOLUTION DE LA SITUATION PATRIMONIALE

(en milliers d'euros)

Emplois	Budget initial 2022	Compte financier 2022 *	Ressources	Budget initial 2022	Compte financier 2022 *
Insuffisance d'autofinancement	6 034		Capacité d'autofinancement		1 080
Investissements	34 469	28 807	Financement de l'actif par l'État	4 866	10 211
			Financement de l'actif par les tiers autres que l'État		
			Autres ressources		
Remboursement des dettes financières			Augmentation des dettes financières		
<b>Total des emplois</b>	<b>40 503</b>	<b>28 807</b>	<b>Total des ressources</b>	<b>4 866</b>	<b>11 291</b>
Augmentation du fonds de roulement			Diminution du fonds de roulement	35 637	17 516

\* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

Le montant des charges pour l'exercice 2022 s'élève à 12,9 M€ soit une diminution de 28 % par rapport au montant affiché au budget initial (17,8 M€). Cette sous-exécution s'explique par l'annulation et la reprogrammation d'opérations liées au fonctionnement courant, et par la difficulté du musée à engager ses dépenses.

Le montant des produits s'élève à 14,0 M€. L'augmentation constatée de 18 % des produits par rapport aux prévisions du BI 2022 résulte de la hausse des revenus d'activité et autres produits, qui témoigne d'une fréquentation dynamique des musées des ports.

## TRÉSORERIE

(en milliers d'euros)

Compte financier 2021	Budget initial 2022	Compte financier 2022
50 075	4 477	28 158

Le niveau final de trésorerie se compose de 17,2 M€ de trésorerie fléchée et de 11 M€ de trésorerie non fléchée. L'écart entre la prévision et le réalisé s'explique par une augmentation des recettes et un moindre niveau de décaissement de crédits de paiement consécutif à l'annulation et au report d'opérations.

## AUTORISATIONS BUDGÉTAIRES

(en milliers d'euros)

Dépenses	Budget initial 2022		Compte financier 2022 *	
	AE	CP	AE	CP
Personnel	8 090	8 090	6 760	6 760
Fonctionnement	16 835	9 788	8 786	5 272
Intervention	0	0	0	0
Investissement	10 177	34 469	5 891	29 131
<b>Total des dépenses AE (A) CP (B)</b>	<b>35 102</b>	<b>52 347</b>	<b>21 436</b>	<b>41 162</b>
dont contributions employeur au CAS pensions	1 164	1 164	673	673

\* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

(en milliers d'euros)

Recettes	Budget initial 2022	Compte financier 2022 *
<b>Recettes globalisées</b>	<b>11 622</b>	<b>12 827</b>
Subvention pour charges de service public	10 722	11 016
Autres financements de l'État	0	0
Fiscalité affectée	0	0
Autres financements publics	0	5
Recettes propres	900	1 806
<b>Recettes fléchées</b>	<b>5 088</b>	<b>6 372</b>
Financements de l'État fléchés	4 866	6 068
Autres financements publics fléchés	0	0
Recettes propres fléchées	223	304
<b>Total des recettes (C)</b>	<b>16 710</b>	<b>19 199</b>
<b>Solde budgétaire (excédent) (D1 = C – B)</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Solde budgétaire (déficit) (D2 = B – C)</b>	<b>35 637</b>	<b>21 964</b>

\* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

## Soutien de la politique de la défense

Programme n° 212 | Opérateurs

## DÉPENSES PAR DESTINATION

(en milliers d'euros)

Destination <i>Budget initial Compte financier *</i>	Personnel		Fonctionnement		Intervention		Investissement		Total	
	AE = CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	
1.1 Bibliothèque	0 0	61 60	67 56	0 0	0 0	70 35	70 43	131 95	137 99	
1.2 Gestion des collections	0 0	240 97	240 89	0 0	0 0	300 151	360 164	539 248	599 253	
1.3 Rénovation Chaillot	0 0	2 789 2 065	2 602 1 322	0 0	0 0	4 147 5 032	29 382 27 932	6 935 7 097	31 983 29 255	
2.1 Collections permanentes	0 0	209 140	205 129	0 0	0 0	84 10	54 9	293 149	259 138	
2.2 Expositions temporaires	0 0	1 381 177	501 164	0 0	0 0	139 21	89 25	1 519 198	590 189	
2.3 Présentation aux publics	0 0	2 435 1 340	410 263	0 0	0 0	208 8	225 62	2 642 1 348	634 325	
2.4 Rayonnement	0 0	873 478	942 429	0 0	0 0	317 25	302 226	1 190 503	1 244 655	
3.1 Boutiques	0 0	375 99	137 79	0 0	0 0	0 0	25 24	375 99	162 103	
3.2 Événements / locations	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	
4.1 Mobilier / immobilier	0 0	187 84	187 78	0 0	0 0	2 437 451	2 437 547	2 624 535	2 624 624	
4.2 Ressources humaines	0 0	528 254	528 302	0 0	0 0	0 0	0 0	528 254	528 302	
4.3 Informatique	0 0	511 474	511 286	0 0	0 0	2 193 134	1 243 76	2 704 607	1 754 361	
4.4 Frais généraux	0 0	7 247 3 519	3 459 2 076	0 0	0 0	284 24	284 23	7 532 3 544	3 743 2 099	
4.5 Rémunérations	8 090 6 760	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	8 090 6 760	8 090 6 760	
<b>Total</b>	<b>8 090 6 760</b>	<b>16 835 8 786</b>	<b>9 788 5 272</b>	<b>0 0</b>	<b>0 0</b>	<b>10 177 5 891</b>	<b>34 469 29 131</b>	<b>35 102 21 436</b>	<b>52 347 41 162</b>	

\* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

## ÉQUILIBRE FINANCIER

(en milliers d'euros)

Besoins	Budget initial 2022	Compte financier 2022 *
<b>Solde budgétaire (déficit) (D2)</b>	<b>35 637</b>	<b>21 964</b>
Remboursements d'emprunts (capital), nouveaux prêts (capital), dépôts et cautionnements	0	0
Opérations au nom et pour le compte de tiers : besoins	30	72
Autres décaissements non budgétaires	0	0
<b>Sous-total des opérations ayant un impact négatif sur la trésorerie de l'organisme (1)</b>	<b>35 667</b>	<b>22 036</b>
<b>ABONDEMENT de la trésorerie = (2) - (1)</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Abondement de la trésorerie fléchée	0	0
Abondement de la trésorerie non fléchée	0	893
<b>Total des besoins</b>	<b>35 667</b>	<b>22 036</b>

\* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

(en milliers d'euros)

Financements	Budget initial 2022	Compte financier 2022 *
<b>Solde budgétaire (excédent) (D1)</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Nouveaux emprunts (capital), remboursements de prêts (capital), dépôts et cautionnements	0	0
Opérations au nom et pour le compte de tiers : financement	30	59
Autres encaissements non budgétaires	0	0
<b>Sous-total des opérations ayant un impact positif sur la trésorerie de l'organisme (2)</b>	<b>30</b>	<b>59</b>
<b>PRÉLÈVEMENT sur la trésorerie = (1) - (2)</b>	<b>35 637</b>	<b>21 977</b>
Prélèvement sur la trésorerie fléchée	33 902	22 870
Prélèvement sur la trésorerie non fléchée	1 735	0
<b>Total des financements</b>	<b>35 667</b>	<b>22 036</b>

\* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

Au compte financier 2022, le solde budgétaire est déficitaire de 22 M€ en raison de l'importance des dépenses de fonctionnement et d'investissement liées aux travaux et à la réouverture prochaine du Palais de Chaillot. Ce solde génère un prélèvement sur la trésorerie de près de 22 M€.

## CONSOLIDATION DES EMPLOIS DE L'OPÉRATEUR

	Réalisation 2021 (1)	Prévision 2022 (2)	Réalisation 2022
<b>Emplois rémunérés par l'opérateur :</b>	<b>108</b>	<b>114</b>	<b>109</b>
– sous plafond	108	112	108
– hors plafond		2	1
<i>dont contrats aidés</i>			
<i>dont apprentis</i>			
<b>Autres emplois en fonction dans l'opérateur :</b>			
– rémunérés par l'État par ce programme			
– rémunérés par l'État par d'autres programmes			
– rémunérés par d'autres collectivités ou organismes			

(1) La réalisation reprend la présentation du RAP 2021.

(2) La prévision fait référence aux plafonds des autorisations d'emplois votés en loi de finances initiale ou, le cas échéant, en lois de finances rectificatives 2022.

Fin 2022, trois recrutements étaient prévus (un chargé de programmation culturelle, un adjoint au contrôleur de gestion, un agent d'ordonnancement). Ces emplois n'ont pu être pris en charge en fin d'exercice : le schéma d'emploi arbitré pour l'année (+2 ETP) a donc été sous-exécuté.

## OPÉRATEUR

SHOM - Service hydrographique et océanographique de la marine

## ANALYSE DE L'ACTIVITÉ ET DES RÉSULTATS DE L'OPÉRATEUR

Le service hydrographique et océanographique de la marine (SHOM) est un établissement public à caractère administratif depuis 2007. Son expertise dans le domaine de l'hydrographie et de l'océanographie lui permet d'assurer des missions de soutien à la défense, d'être un acteur des politiques publiques de la mer et du littoral et de partager ses compétences dans la sphère du privé dans le cadre de recherches et d'études. Son budget de fonctionnement



**Soutien de la politique de la défense**

Programme n° 212 | Opérateurs

(63 M€) est couvert à 72 % par la subvention pour charges de service public (SCSP) et à 28 % par ses recettes issues de son activité commerciale (ventes d'ouvrages et cartes) et des études et recherches réalisées pour l'État, les services publics ou les organismes privés.

Les travaux de construction du nouveau bâtiment de direction se sont poursuivis en 2022 pour une livraison à l'été 2023, cette opération, financée sur fonds propres, marque la première étape du projet de modernisation immobilière du site principal du Bergot à Brest, défini dans le schéma pluriannuel de stratégie immobilière (SPSI) 2021-2025.

Le SHOM s'est, de plus, fortement mobilisé dans le cadre du plan de relance de l'économie et a ainsi été lauréat de six projets pour un montant total de 1,3 M€.

Le COP 2021-2024 a été officiellement signé par la ministre des Armées le 20 mai 2021. Ce COP sera fortement marqué par les questions d'innovation et de renouvellement des moyens d'acquisition en mer.

**FINANCEMENT APPORTÉ À L'OPÉRATEUR PAR LE BUDGET DE L'ÉTAT**

(en milliers d'euros)

Programme intéressé Nature de la dépense	Réalisation 2021		Prévision LFI 2022		Réalisation 2022	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
<b>P362 – Écologie</b>	<b>37</b>	<b>37</b>				
Dotations en fonds propres	37	37				
<b>P212 – Soutien de la politique de la défense</b>	<b>42 839</b>	<b>42 839</b>	<b>42 561</b>	<b>42 561</b>	<b>42 561</b>	<b>42 561</b>
Subventions pour charges de service public	42 839	42 839	42 561	42 561	42 561	42 561
<b>P129 – Coordination du travail gouvernemental</b>					<b>64</b>	<b>64</b>
Transferts					64	64
<b>P205 – Affaires maritimes</b>	<b>48</b>	<b>48</b>			<b>10</b>	
Transferts	48	48			10	
<b>P113 – Paysages, eau et biodiversité</b>	<b>831</b>	<b>789</b>	<b>900</b>	<b>900</b>	<b>724</b>	<b>821</b>
Transferts	831	789	900	900	724	821
<b>P181 – Prévention des risques</b>	<b>1 645</b>	<b>611</b>			<b>421</b>	<b>1 032</b>
Transferts	1 645	611			421	1 032
<b>P161 – Sécurité civile</b>	<b>100</b>	<b>100</b>			<b>80</b>	<b>80</b>
Transferts	100	100			80	80
<b>P363 – Compétitivité</b>	<b>245</b>	<b>91</b>			<b>563</b>	<b>717</b>
Transferts	245	91			563	717
<b>P112 – Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire</b>		<b>18</b>				<b>25</b>
Transferts		18				25
<b>P349 – Transformation publique</b>	<b>716</b>	<b>1 613</b>				<b>617</b>
Transferts	716	1 613				617
<b>Total</b>	<b>46 461</b>	<b>46 146</b>	<b>43 461</b>	<b>43 461</b>	<b>44 423</b>	<b>45 917</b>

En 2022, le montant de la subvention pour charges de service public du SHOM pour 2022 (42,6 M€) est conforme à celui prévu

en loi de finances, l'établissement ayant bénéficié de la levée de la réserve ministérielle en fin d'année. Il convient de préciser que le montant des rémunérations et charges de personnels en 2022 (43,7 M€) est supérieur au montant de la SCSP.

## COMPTE FINANCIER 2022

### Avertissement

Le compte financier de l'opérateur n'a pas pu être voté par son Conseil d'Administration avant la date de rédaction du présent RAP. Les données sont donc provisoires. Le compte financier de l'opérateur n'a pas été certifié par un commissaire aux comptes.

## COMPTE DE RÉSULTAT

(en milliers d'euros)

Charges	Budget initial 2022	Compte financier 2022 *	Produits	Budget initial 2022	Compte financier 2022 *
Personnel	39 590	39 444	Subventions de l'État	41 961	42 561
<i>dont contributions employeur au CAS pensions</i>	<i>5 030</i>	<i>11 396</i>	<i>– subventions pour charges de service public</i>	<i>41 961</i>	<i>42 561</i>
			<i>– crédits d'intervention( transfert)</i>		
Fonctionnement autre que les charges de personnel	23 050	21 055	Fiscalité affectée		
Intervention (le cas échéant)			Autres subventions	7 550	5 806
Total des charges non décaissables sur le fonctionnement et/ou l'intervention	6 963	6 893	Revenus d'activité et autres produits	14 062	17 873
<i>dont dotations aux amortissements, dépréciations et provisions</i>	<i>6 963</i>	<i>6 808</i>	<i>dont reprises sur amortissements, dépréciations et provisions</i>		<i>124</i>
<i>dont valeur nette comptable des éléments d'actif cédés</i>		<i>85</i>	<i>dont produits de cession d'éléments d'actif</i>		<i>2</i>
			<i>dont quote-part reprise au résultat des financements rattachés à des actifs</i>	<i>2 895</i>	<i>2 884</i>
<b>Total des charges</b>	<b>62 640</b>	<b>60 498</b>	<b>Total des produits</b>	<b>63 574</b>	<b>66 240</b>
Résultat : bénéfice	934	5 742	Résultat : perte		
Total : équilibre du CR	63 574	66 240	Total : équilibre du CR	63 574	66 240

\* Soumis à l'approbation du conseil d'administration

## ÉVOLUTION DE LA SITUATION PATRIMONIALE

(en milliers d'euros)

Emplois	Budget initial 2022	Compte financier 2022 *	Ressources	Budget initial 2022	Compte financier 2022 *
Insuffisance d'autofinancement			Capacité d'autofinancement	5 001	9 625
Investissements	14 802	12 158	Financement de l'actif par l'État	4 179	2 671
			Financement de l'actif par les tiers autres que l'État	1 048	501
			Autres ressources		2
Remboursement des dettes financières			Augmentation des dettes financières		
<b>Total des emplois</b>	<b>14 802</b>	<b>12 158</b>	<b>Total des ressources</b>	<b>10 229</b>	<b>12 799</b>
Augmentation du fonds de roulement		641	Diminution du fonds de roulement	4 573	

\* Soumis à l'approbation du conseil d'administration

La croissance des ressources commerciales du SHOM se poursuit ; le report de certains programmes détermine par ailleurs une baisse des dépenses. Ainsi, le solde final est positif et permet une augmentation du fonds de roulement.

## Soutien de la politique de la défense

Programme n° 212 Opérateurs

## TRÉSORERIE

(en milliers d'euros)

Compte financier 2021	Budget initial 2022	Compte financier 2022
21 446	11 023	23 119

Le niveau de la trésorerie de l'établissement augmente au final de 1 673 k€ pour atteindre un montant de 23 119 k€ au 31 décembre 2022. Le niveau final de la trésorerie (majoritairement composé de trésorerie non-fléchée) est suffisant pour faire face à tous les paiements et décaissements prévisionnels du premier trimestre 2023.

## AUTORISATIONS BUDGÉTAIRES

(en milliers d'euros)

Dépenses	Budget initial 2022		Compte financier 2022 *	
	AE	CP	AE	CP
Personnel	41 500	41 500	43 753	43 753
Fonctionnement	13 603	14 177	12 864	11 398
Intervention	0	0	0	0
Investissement	15 104	12 060	7 039	8 113
<b>Total des dépenses AE (A) CP (B)</b>	<b>70 207</b>	<b>67 738</b>	<b>63 657</b>	<b>63 263</b>
dont contributions employeur au CAS pensions	5 030	5 030	12 168	12 168

\* Soumis à l'approbation du conseil d'administration

(en milliers d'euros)

Recettes	Budget initial 2022	Compte financier 2022 *
<b>Recettes globalisées</b>	<b>53 896</b>	<b>55 742</b>
Subvention pour charges de service public	41 961	42 561
Autres financements de l'État	1 325	1 448
Fiscalité affectée	0	0
Autres financements publics	1 089	394
Recettes propres	9 520	11 339
<b>Recettes fléchées</b>	<b>9 104</b>	<b>8 972</b>
Financements de l'État fléchés	7 936	7 016
Autres financements publics fléchés	1 167	1 956
Recettes propres fléchées	0	0
<b>Total des recettes (C)</b>	<b>62 999</b>	<b>64 714</b>
<b>Solde budgétaire (excédent) (D1 = C - B)</b>	<b>0</b>	<b>1 451</b>
<b>Solde budgétaire (déficit) (D2 = B - C)</b>	<b>4 738</b>	<b>0</b>

\* Soumis à l'approbation du conseil d'administration

## DÉPENSES PAR DESTINATION

(en milliers d'euros)

Destination	Personnel	Fonctionnement		Intervention		Investissement		Total	
	AE = CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
1. Coordonner et assurer l'acquisition de la connaissance	16 206	3 053	3 268	0	0	2 834	2 789	22 092	22 262
	17 086	2 761	2 628	0	0	2 901	2 957	22 748	22 670
2. Réaliser et diffuser les produits et services	6 105	5 604	4 721	0	0	8 324	1 495	20 032	12 320

(en milliers d'euros)

Destination <i>Budget initial Compte financier *</i>	Personnel		Fonctionnement		Intervention		Investissement		Total	
	AE = CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	
pour la défense	6 436	3 517	3 281	0	0	728	75	<b>10 681</b>	<b>9 791</b>	
3. Réaliser et diffuser les produits et services duaux	7 694 8 112	722 784	836 674	0 0	0 0	837 432	1 124 833	<b>9 254</b> <b>9 327</b>	<b>9 654</b> <b>9 618</b>	
4. Réaliser et diffuser les produits et services hors défense	3 328 3 509	1 126 1 559	1 145 1 254	0 0	0 0	560 529	505 386	<b>5 015</b> <b>5 597</b>	<b>4 978</b> <b>5 148</b>	
5. Répondre aux besoins des acteurs publics et privés de la mer et du littoral	1 025 1 081	223 241	261 192	0 0	0 0	0 0	0 0	<b>1 248</b> <b>1 322</b>	<b>1 286</b> <b>1 273</b>	
6. Animer la recherche et l'innovation (R et I)	295 311	264 153	200 157	0 0	0 0	0 3	12 0	<b>558</b> <b>466</b>	<b>507</b> <b>467</b>	
7. Fonctions "support"	6 848 7 219	2 612 3 849	3 748 3 214	0 0	0 0	2 549 2 447	6 135 3 863	<b>12 008</b> <b>13 515</b>	<b>16 730</b> <b>14 296</b>	
<b>Total</b>	<b>41 500</b> <b>43 753</b>	<b>13 603</b> <b>12 864</b>	<b>14 177</b> <b>11 398</b>	<b>0</b> <b>0</b>	<b>0</b> <b>0</b>	<b>15 104</b> <b>7 039</b>	<b>12 060</b> <b>8 113</b>	<b>70 207</b> <b>63 657</b>	<b>67 738</b> <b>63 263</b>	

\* Soumis à l'approbation du conseil d'administration

## ÉQUILIBRE FINANCIER

(en milliers d'euros)

Besoins	Budget initial 2022	Compte financier 2022 *
<b>Solde budgétaire (déficit) (D2)</b>	<b>4 738</b>	<b>0</b>
Remboursements d'emprunts (capital), nouveaux prêts (capital), dépôts et cautionnements	0	0
Opérations au nom et pour le compte de tiers : besoins	2 157	2 417
Autres décaissements non budgétaires	0	-112
<b>Sous-total des opérations ayant un impact négatif sur la trésorerie de l'organisme (1)</b>	<b>6 895</b>	<b>2 305</b>
<b>ABONDEMENT de la trésorerie = (2) - (1)</b>	<b>0</b>	<b>1 674</b>
Abondement de la trésorerie fléchée	0	1 553
Abondement de la trésorerie non fléchée	0	121
<b>Total des besoins</b>	<b>6 895</b>	<b>3 979</b>

\* Soumis à l'approbation du conseil d'administration

(en milliers d'euros)

Financements	Budget initial 2022	Compte financier 2022 *
<b>Solde budgétaire (excédent) (D1)</b>	<b>0</b>	<b>1 451</b>
Nouveaux emprunts (capital), remboursements de prêts (capital), dépôts et cautionnements	0	0
Opérations au nom et pour le compte de tiers : financement	1 529	1 913
Autres encaissements non budgétaires	0	616
<b>Sous-total des opérations ayant un impact positif sur la trésorerie de l'organisme (2)</b>	<b>1 529</b>	<b>3 979</b>
<b>PRÉLÈVEMENT sur la trésorerie = (1) - (2)</b>	<b>5 366</b>	<b>0</b>
Prélèvement sur la trésorerie fléchée	1 457	0
Prélèvement sur la trésorerie non fléchée	3 909	0
<b>Total des financements</b>	<b>6 895</b>	<b>3 979</b>

\* Soumis à l'approbation du conseil d'administration

**Soutien de la politique de la défense**

Programme n° 212 | Opérateurs

Le solde budgétaire au 31 décembre 2022 présente un excédent de 1 451 k€ pour une prévision de déficit de 4 738 k€ au budget initial 2022.

La variation nette de trésorerie sur l'exercice est positive (+1 674 k€). Cette variation résulte d'un abondement de la trésorerie fléchée d'un montant de 1 553 k€ cumulé à un abondement de la trésorerie non fléchée s'élevant à un montant de 121 k€.

**CONSOLIDATION DES EMPLOIS DE L'OPÉRATEUR**

	Réalisation 2021 (1)	Prévision 2022 (2)	Réalisation 2022
<b>Emplois rémunérés par l'opérateur :</b>	<b>544</b>	<b>546</b>	<b>542</b>
– sous plafond	501	505	499
– hors plafond	43	41	43
<i>dont contrats aidés</i>			
<i>dont apprentis</i>			
<b>Autres emplois en fonction dans l'opérateur :</b>			
– rémunérés par l'État par ce programme			
– rémunérés par l'État par d'autres programmes			
– rémunérés par d'autres collectivités ou organismes			

(1) La réalisation reprend la présentation du RAP 2021.

(2) La prévision fait référence aux plafonds des autorisations d'emplois votés en loi de finances initiale ou, le cas échéant, en lois de finances rectificatives 2022.

Les effectifs sous plafond s'inscrivent en retrait par rapport à la prévision (499 ETPT réalisés contre 505 prévus initialement). Le plafond en cible reste difficile d'atteinte, pour différentes raisons (mobilités retardées, démissions...).